

BURKINA FASO

Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE 2024 DE LA JUSTICE

Juillet 2025

BURKINA FASO

Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE 2024 DE LA JUSTICE

Juillet 2025

Avant-propos



Le Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions assure la mise œuvre de la politique du gouvernement en matière de justice, de droits humains, du civisme et de relations avec les institutions. Ses actions s'inscrivent dans le cadre de la politique sectorielle « Justice et droits humains 2018-2027 ».

Depuis 2007, mon département s'est inscrit dans la production de documents statistiques pour rendre compte de l'activité des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Le présent annuaire statistique, comme ceux des éditions passées, est un outil de capitalisation des résultats qui permet de visualiser la trajectoire des performances réalisées par le service public de la justice au cours de l'année 2024. L'atteinte de ces résultats s'est réalisée dans un contexte national marqué par la poursuite des efforts de reconquête du territoire national et la lutte contre l'insécurité avec notamment la réinstallation de certaines juridictions dans leur siège d'origine.

C'est le lieu pour moi de féliciter l'ensemble des acteurs pour leur sens de responsabilité et d'engagement qui a permis d'engranger ces résultats forts appréciables. Puisse cette quête de la performance et de l'excellence constituer la boussole qui guide la mise en œuvre de nos actions.

Le présent document comporte cinq (05) parties, à savoir la présentation du ministère, ses moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, la situation des établissements pénitentiaires et les statistiques sur les mineurs en conflit avec la loi ou en danger admis dans les centres de réinsertion sociale.

Aussi, voudrais-je exhorter l'ensemble des acteurs à s'approprier de ce document et à apporter toute critique constructive pour l'amélioration des éditions futures.

Pour terminer, je remercie tous les partenaires techniques et financiers qui ont accompagné la mise en œuvre des actions du ministère et particulièrement l'UNICEF pour son accompagnement constant à la production des documents statistiques de mon département.

Le Ministre de la justice et des droits humains, chargé
des relations avec les institutions, Garde des sceaux



Maître Edasso Rodrigue BAYALA
Officier de l'ordre de l'Étalon

Table des matières

Avant-propos	5
Table des matières	6
Abréviations	7
Démarche méthodologique	9
I. Organisation du Ministère.....	10
I.1. Organisation des structures centrales et déconcentrées	11
I.2. Organisation des juridictions du Burkina Faso	25
I.3. Organisation des établissements pénitentiaires	29
II. Moyens de la justice	30
II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires	31
II.2. Budget	35
II.3. Personnel	41
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	66
III.1. Cour de cassation	67
III.2. Cours d'appel	70
III.3. Tribunaux de grande instance	79
III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	79
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance	91
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance	91
III.3.2.2. Activités civiles des parquets	107
III.3.2.3. Activités des chambres correctionnelles des TGI	112
III.3.2.4. Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance	127
III.3.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	135
III.3.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance	151
III.4. Tribunaux de commerce	158
III.5. Tribunaux du travail	164
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	169
IV.1. Cour des comptes	170
IV.2. Conseil d'Etat	173
IV.3. Cour administrative d'appel	178
IV.4. Tribunaux administratifs	180
V. Etablissements pénitentiaires	188
V.1. Population carcérale, occupation des EP et caractéristiques des entrées	189
V.2. Caractéristiques des prévenus	196
V.3. Caractéristiques des mis en examen	204
V.4. Caractéristiques des condamnés	212
V.5. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi des services sociaux des MAC	221
VI. Activités des centres de réinsertion sociale	224
VI.1. Données globales des centres de réinsertion sociale	225
VI.2. Mineurs en conflit avec la loi ou en danger	228
Les chiffres clés de la justice	230
Liste des tableaux	232

Abréviations

BCMP	Bureau Comptable Matière Principal
CA	Cour d'Appel
CAA	Cour Administrative d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'Etat
CEFP/Fada	Centre d'Education et de Formation Professionnelle de Fada N'Gourma
CERMICOL	Centre d'Education et de Réinsertion Sociale des Mineurs en Conflit avec la Loi
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DCGOPJ	Direction du contrôle et de la gestion des officiers publics judiciaires
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes et du Partenariat
DCRP	Direction de la Communication et des Relations Presses
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DDSO	Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations
DGAJ	Direction Générale de l'Administration Judiciaire
DGAP	Direction Générale de l'Administration Pénitentiaires
DGDH	Direction Générale des Droits Humains
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGF	Direction de la Gestion des Finances
DGPCP	Direction Générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix
DGref	Direction des Greffes
DGRI	Direction Générale des Relations avec les Institutions
DJCCAS	Direction de la Justice Civile, Commerciale, Administrative et Sociale
DJJ	Direction de la Justice Juvenile
DJPS	Direction de la Justice Pénale et du Sceau
DLC	Direction de la Législation et de la Codification
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Personnel de l'Administration Pénitentiaire
DPCP	Direction de la Planification et de la Coopération Pénitentiaire
DPPFP	Direction de la Production Pénitentiaire et de la Formation Professionnelle
DPPSE	Direction de la Prospective, de la Planification et du Suivi-évaluation
DRAP	Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAS	Direction de la Santé et de l'Action Sociale
DSI	Direction des Système d'Information
DSLAC	Direction des Sports, des Loisirs, des Arts et de la Culture
DSO	Direction de la Solde et de l'Ordonnancement
DSSE	Direction des Statistiques Sectorielles et de l'Evaluation
Ecofi	Pôle économique et financier
ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

ENGSP	Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
EP	Etablissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JADD	Jugement Avant Dire Droit
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
MEADO	Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara
MJDHPC	Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique
MJDHRI	Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition
OSC	Organisation de la Société Civile
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire
SP/CONHADA	Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
SP/CSM	Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature
SP/ONAPREGECC	Secrétariat Permanent de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires
TA	Tribunal Administratif
TAr	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
Anti-terro	Pôle anti-terrorisme
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TIG	Travail d'Intérêt Général
TM	Trésorerie Ministérielle
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

Démarche méthodologique

L'élaboration de l'annuaire statistique 2024 s'inscrit dans un processus participatif. En effet, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a bénéficié de l'accompagnement de certaines directions techniques du ministère notamment la Direction des ressources humaines, la Direction de la gestion des finances, la Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire ainsi que des juridictions, des établissements pénitentiaires et des centres de réinsertion sociale.

Pour la production des statistiques du ministère en charge de la justice, il est mis en place une cellule statistique chargée de collecter les données dans les juridictions, les établissements pénitentiaires et les centres de réinsertion sociale. Une équipe de supervision composée des membres de ladite cellule au niveau central contrôle l'exactitude des données collectées.

La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2024 est similaire à celle des éditions antérieures. Dès le début de l'année, la collecte des données dans les juridictions, les établissements pénitentiaires et les centres de réinsertion sociale a été lancée. La supervision de cette collecte s'est déroulée sur la période de mai à juin 2025. Elle a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres de chaque structure qui servent de sources de données. Les données collectées ont été saisies et traitées pour l'élaboration de l'annuaire. C'est le résultat de ce processus qui a permis à la DGESS de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

Toutefois, quelques difficultés ont émaillé l'étape de la collecte. Il s'agit principalement de l'insuffisance de personnel dans certaines structures, de la mauvaise tenue de certains registres et de la mise à disposition tardive des ressources financières pour les sorties de supervision.

I. Organisation du Ministère

I.1. Organisation des structures centrales et déconcentrées

Le Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions (MJDHRI) est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n°2024-1022/PRES /PM/ du 02 septembre 2024 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice, des droits humains et de citoyenneté. Il est également chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de relations avec les institutions. En effet, l'organigramme du ministère permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités pour un meilleur fonctionnement des services. Ainsi, le département est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

I.1.1. Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ Le Directeur de cabinet

Le Directeur de cabinet est chargé :

- d'assurer la coordination des activités des structures du Cabinet du Ministre ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les Cabinets ministériels et les Institutions ;
- de traiter tout dossier à lui confié.

❖ Les Conseillers techniques

Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers à eux confiés par le Ministre.

❖ Les Chargés de mission

Les Chargés de mission assurent toute mission à eux confiée par le Ministre notamment l'analyse et la gestion de dossiers spécifiques.

❖ Le Secrétariat particulier

Le Secrétariat particulier assure la réception, le traitement et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre.

❖ Le Protocole

Le Protocole est chargé, en relation avec le protocole d'État, de l'organisation des cérémonies du département ministériel, des audiences et des déplacements officiels du Ministre.

❖ Le Service de sécurité

Le Service de sécurité est chargé d'assurer la sécurité du Ministre.

❖ Les structures de mission

Les structures de missions sont :

- * **Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA)**

Il est chargé de la mise en œuvre des orientations qui concourent à la réalisation des missions de la Commission. A ce titre, il est chargé :

- de veiller à l'exécution des missions confiées à la Commission nationale OHADA ;
- d'initier et de proposer les activités qui sont adoptées par la Commission nationale OHADA ;
- d'élaborer les rapports d'activités suivant les périodicités définies par le règlement intérieur.

Il est organisé en départements :

-  le Département des Activités normatives (DAN) ;
-  le Département des Activités juridictionnelles et de la Formation (DAJF).

*** le Secrétariat permanent du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire (SP/CIMDH)**

Le Secrétariat permanent du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire est chargé :

- d'assurer le suivi des activités du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire ;
- d'assurer la diffusion du droit international humanitaire ;
- d'assurer le suivi de la mise en œuvre du droit international humanitaire.

Il est organisé en départements.

-  le Département de la Sensibilisation et de l'Information (DSI) ;
-  le Département de la Planification et du Suivi-évaluation (DPSE).

*** le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (SP/ONAPREGECC)**

Il assure la coordination des activités de prévention et de gestion des conflits communautaires des démembrements de l'ONAPREGECC.

Le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de Prévention et de Gestion des Conflits communautaires (SP/ONAPREGECC) est chargé :

- d'assurer la coordination des activités de prévention et de gestion des conflits communautaires des démembrements de l'ONAPREGECC ;
- de contribuer à la prévention et à la gestion des conflits communautaires en relation avec les ministères compétents.

Le Secrétariat permanent de l'ONAPREGECC comprend :

-  le Département de la Formation, de l'Information et de la Sensibilisation (DFIS) ;
-  le Département de la Planification, du Suivi et de la Capitalisation (DPSC).

❖ La Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP)

La Direction générale de l'Administration pénitentiaire est chargée :

- d'assurer la coordination et la supervision des activités relatives à la détention et à la sécurité pénitentiaire ;
- de participer à la planification, à l'organisation et à la coordination des activités relatives au recrutement, à la gestion administrative, à la formation et au management du personnel de l'Administration pénitentiaire ;

- de promouvoir le sport, les arts, la culture et les loisirs au sein de l'Administration pénitentiaire ;
- de gérer les ressources financières et matérielles de l'Administration pénitentiaire ;
- de promouvoir la production pénitentiaire et la formation professionnelle dans les établissements pénitentiaires ;
- de contribuer à la mise en œuvre de la politique pénitentiaire en matière d'humanisation des prisons et de réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la mise en œuvre des activités de planification et de coopération pénitentiaire ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la prévention et à la lutte contre la criminalité nationale et internationale, l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme ;
- de coordonner les activités de collecte, de traitement et d'exploitation du renseignement pénitentiaire ;
- de participer à l'élaboration de la politique pénale ;
- assurer la sécurité du personnel judiciaire, les palais de justice, les installations annexes, les bâtiments administratifs du ministère ;
- tout autre tâche en matière sécuritaire confiée par le ministre.

La Direction générale de l'Administration pénitentiaire comprend :

- ✚ la Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations (DDSO) ;
- ✚ la Direction du Personnel (DP) ;
- ✚ la Direction des Sports, des Loisirs, des Arts et de la Culture (DSLAC) ;
- ✚ la Direction du Matériel et du Budget (DMB) ;
- ✚ la Direction de la Production pénitentiaire et de la Formation professionnelle (DPPFP) ;
- ✚ la Direction de la Santé et de l'Action sociale (DSAS) ;
- ✚ la Direction de la Planification et de la Coopération pénitentiaire (DPCP).

Les directions régionales de l'administration pénitentiaire sont chargées d'assurer la mise en œuvre des missions de l'administration pénitentiaire dans leurs ressorts.

Les établissements pénitentiaires sont chargés d'assurer le service public pénitentiaire.

❖ **Les structures transversales rattachées au Cabinet**

*** L'Inspection technique des services (ITS)**

L'Inspection technique des services contrôle l'application de la politique du département ministériel et le fonctionnement des services. A ce titre, elle est chargée :

- d'apporter l'appui-conseil pour la mise en œuvre des programmes d'activités des services ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services ;
- de mener des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services ;

- d'étudier les réclamations par voie officielle des administrés et des usagers des services publics ;
- de lutter contre la corruption au sein du ministère.

Le pouvoir de contrôle et de vérification de l'Inspection technique s'exerce aussi bien a priori qu'à posteriori sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

*** La Direction de la communication et des relations presses (DCRP).**

La Direction de la communication et des relations presses (DCRP) coordonne et gère les activités de communication interne et externe du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de communication du ministère ;
- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre ;
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de conseiller le Ministre sur les éléments de langage avec la Presse ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presses nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec les activités du ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du ministère en collaboration avec la Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique sectorielle du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du Gouvernement et à l'animation des points de presse du Gouvernement en collaboration avec le Service d'information du Gouvernement.

*** La Direction de la gestion des finances (DGF)**

La Direction de la gestion des finances (DGF) a pour mission, la coordination de la préparation et de l'exécution du budget du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de coordonner l'élaboration du budget du ministère ;
- d'accompagner les gestionnaires de crédit dans l'exécution de la dépense ;
- d'assurer le suivi de l'exécution du budget du ministère ;
- d'assurer la mise en œuvre des mouvements de crédits ;
- d'assurer la mise en œuvre des règles de gestion budgétaire et comptable et de veiller à leur correcte prise en compte dans les systèmes d'information du ministère ;
- de valider la programmation de dépenses effectuées par les responsables de programme et d'en suivre la réalisation ;
- d'assurer la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne budgétaire et comptable ainsi que, le cas échéant, de comptabilité analytique ;
- d'engager les dépenses communes du ministère ainsi que celle du programme pilotage et soutien.

I.1.2. Le Secrétariat général

Le Secrétariat général comprend les structures centrales, les structures déconcentrées, les structures rattachées, les structures de mission, les services du Secrétariat général ainsi que les structures décentralisées.

I.1.2.1. Les services du Secrétariat général

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées, décentralisées et de mission. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ Le Secrétariat particulier

Le Secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures décentralisées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la transmission du courrier interne à destination de différentes structures.

❖ Les chargés d'étude

Les chargés d'études ont pour mission :

- d'étudier et de faire la synthèse des dossiers qui leur sont confiés ;
- d'assister le Secrétaire général dans le traitement de tout dossier que celui-ci leur confie.

❖ Le Service central du courrier

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. A ce titre, il est chargé :

- d'enregistrer le courrier à l'arrivée ;
- de transmettre le courrier au secrétariat particulier du Secrétaire général ;
- de transmettre tout courrier ordinaire à l'extérieur du ministère ;
- de reproduire les documents du ministère et de les relier.

❖ Le Service chargé de l'accueil et d'information des usagers

Le Service d'accueil et d'information des usagers assure l'accueil physique, électronique ou téléphonique, l'orientation des usagers vers les différents services, la réception, l'enregistrement des plaintes et suggestions des usagers du ministère. A ce titre, il est chargé :

- d'accueillir les usagers ;
- d'orienter les usagers vers les différents bureaux et services ;
- de renseigner et d'informer les usagers ;
- d'accompagner les usagers vivant avec un handicap vers les différents bureaux et services ;
- d'élaborer les projets de rapports périodiques sur l'état des plaintes ou suggestions des usagers ;
- de faire toutes propositions relatives à la prise en compte des suggestions des usagers en vue de l'amélioration du service public ;

- de prendre toutes autres dispositions visant à faciliter l'accès des usagers au service public.

I.1.2.2. Les structures centrales

Les structures centrales exercent leurs activités sous le contrôle direct du Secrétaire général. Elles comprennent les directions générales spécifiques ayant des directions techniques et les structures transversales du Secrétariat général.

a) Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques

Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques sont :

- la Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) ;
- la Direction générale des Droits humains (DGDH) ;
- la Direction générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix (DGPCP) ;
- la Direction générale des Relations avec les Institutions (DGRI).

❖ La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ)

La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) est chargée :

- de contribuer au renforcement de la déontologie dans le domaine de la justice et à la promotion des instruments juridiques y relatifs ;
- de contribuer au renforcement des effectifs et des capacités du personnel de la justice ;
- de renforcer le dispositif pour la répression du terrorisme, des crimes économiques et financiers ;
- de prendre des mesures nécessaires à l'accélération du traitement des dossiers pendants en justice ;
- d'assurer l'organisation et le fonctionnement de l'appareil judiciaire ;
- d'assurer le suivi de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale ;
- de mettre en œuvre la politique criminelle et l'administration des grâces ;
- d'assurer la gestion des demandes de naturalisation, de répudiation, de perte ou de déchéance de la nationalité burkinabè ;
- d'assurer le contrôle et le suivi des services de l'état civil ;
- de participer à l'élaboration de la réglementation pénitentiaire ;
- de contribuer à la gestion et à la sécurité des établissements pénitentiaires ;
- d'assurer l'organisation, le contrôle et la discipline des auxiliaires de justice ;
- de mettre en œuvre et de suivre les accords internationaux en matière de justice en collaboration avec le ministre des affaires étrangères ;
- d'assurer la réglementation en matière de sceau de l'Etat ;
- de veiller à l'authentification, la protection et la conservation des sceaux de l'Etat ;
- d'assurer la promotion et la protection des droits de l'enfant en contact avec la justice ;
- de contribuer à la protection sociale et judiciaire des enfants en contact avec la justice ;

- de coordonner les actions des services sociaux des juridictions et des différents intervenants dans le domaine de la justice juvénile ;
- de faciliter l'accès à la justice ;
- de promouvoir les modes traditionnels de règlements des conflits ;
- de traiter les plaintes et réclamations des usagers du service public de la justice et donner des avis sur les dossiers de plaintes et réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de suivre et de faciliter l'exécution des décisions de justice, avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au fonctionnement des greffes, à l'administration pénitentiaire et à la procédure devant toutes les juridictions ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs aux emplois spécifiques du Ministère et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale ;
- d'élaborer les projets de textes législatifs et réglementaires demandés par le Gouvernement ;
- de coordonner et de suivre les activités des greffes des juridictions et de veiller à leur bon fonctionnement ;
- de coordonner et d'administrer les activités du Fichier National du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (FN RCCM) et du Fichier National du Registre des Sociétés Civiles, des Professions et des Métiers (FN RSCPM) ;
- de participer à l'élaboration de tout projet de texte législatif et réglementaire relatif au fonctionnement des greffes.

La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) comprend :

- 🇳🇬 la Direction de la justice civile, commerciale, administrative et sociale (DJCCAS) ;
- 🇳🇬 la Direction de la justice pénale et du Sceau (DJPS) ;
- 🇳🇬 la Direction du contrôle et de la gestion des officiers publics judiciaires (DCGOPJ) ;
- 🇳🇬 la Direction de la justice juvénile (DJJ) ;
- 🇳🇬 la Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes (DAJAV) ;
- 🇳🇬 la Direction de la législation et de la codification (DLC) ;
- 🇳🇬 la Direction des greffes (DGref).

❖ **La Direction générale des droits humains (DGDH)**

La Direction générale des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection, de promotion, de défense des droits humains et de suivi du partenariat. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer la coordination des actions du gouvernement en matière des droits humains ;
- d'œuvrer à l'introduction de l'éducation aux droits humains dans les systèmes d'enseignement formel et non formel en collaboration avec les ministères compétents ;
- de veiller à l'information, la formation et la sensibilisation des citoyens sur leurs droits et devoirs ;

- de veiller à la vulgarisation des textes et documents relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la prise en compte de l'approche basée sur les droits humains dans les politiques publiques en relation avec les ministères compétents ;
- d'apporter l'appui-conseil à la société civile en matière de promotion et de protection des droits humains ;
- d'assurer la mise en œuvre et le suivi des accords internationaux en matière de promotion et de protection des droits humains ;
- de veiller à la mise en œuvre de toutes les mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection possible par la puissance publique, des droits individuels et collectifs ;
- de veiller à l'information, l'écoute et l'orientation des citoyens en matière de droits humains.

La Direction générale des droits humains (DGDH) comprend :

-  la Direction du suivi des accords internationaux (DSAI) ;
-  la Direction de la protection contre les violations de droits humains (DPVDH) ;
-  la Direction de l'éducation aux droits humains et du partenariat (DEDHP) ;
-  le Centre d'information, d'écoute et d'orientation en droits humains (CIEODH).

❖ **La Direction générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix (DGPCP)**

La Direction générale de la promotion de la citoyenneté et de la paix est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du ministère en matière de civisme, de citoyenneté, de tolérance et de paix. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer la coordination des actions du gouvernement en matière de citoyenneté et de paix ;
- de prendre des mesures tendant à promouvoir l'attachement et le dévouement des citoyens à la patrie, la collectivité et la famille ;
- de promouvoir une culture de sauvegarde des valeurs nationales ;
- d'organiser et de sensibiliser l'ensemble des couches sociales en matière de civisme et de paix ;
- de contribuer à rapprocher la justice du justiciable.

La Direction générale de la promotion de la citoyenneté et de la paix (DGPCP) comprend :

-  la Direction de l'éducation au civisme et à la citoyenneté (DECC) ;
-  la Direction de la promotion de la tolérance et de la paix (DPTP).

❖ **La Direction générale des Relations avec les Institutions (DGRI).**

La Direction générale des relations avec les institutions est chargée de la mise œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de relations avec les institutions. Elle est chargée :

- d'assurer la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les institutions et entre le Gouvernement et le pouvoir judiciaire ;
- d'assurer la facilitation et le suivi des relations avec les juridictions internationales en relation avec le Ministère en charge des affaires étrangères ;

- de proposer et de coordonner la programmation de l'examen des projets de lois par l'organe législatif ;
- d'assurer l'assistance technique aux ministères dans le suivi de la mise en forme définitive des projets de lois, leurs transmissions et leurs programmations à l'institution parlementaire ;
- de veiller à la vulgarisation des textes de lois ;
- de préparer et d'organiser les séances de questions adressées au Gouvernement par l'organe législatif ;
- de participer aux côtés des ministres compétents, aux travaux en commissions générales et en séances plénières aux fins de faciliter l'adoption des lois ;
- d'assurer le suivi des activités des institutions non parlementaires.

La Direction générale des relations avec les institutions (DGRI) comprend :

-  la Direction des relations avec l'institution parlementaire (DRIP) ;
-  la Direction des relations avec les institutions non parlementaires (DRINP).

Chaque direction générale comprend des chargés d'appui technique et des services d'appui. Les Chargés d'appui technique (CAT) apportent un appui technique de proximité au directeur général sur les dossiers soumis par les directions techniques et sur tout autre dossier à eux confié.

Les services d'appui propre à chaque Direction générale sont :

-  le service des ressources humaines ;
-  le service financier ;
-  le bureau comptable matières secondaire ;
-  le service de planification, de suivi et d'évaluation ;
-  le service de contrôle interne ;
-  le service de communication et des relations publiques ;
-  le service des archives et de la documentation ;
-  le secrétariat particulier.

b) Les structures transversales du Secrétariat général.

Les structures transversales du secrétariat général sont :

- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) ;
- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
- La Direction des affaires juridiques et du contentieux (DAJC).

❖ La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)

La Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles est chargée de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement au niveau du département ministériel. A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et suivre la mise en œuvre des politiques publiques relevant des attributions du ministère ;
- d'organiser les revues sectorielles (à mi-parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques publiques relevant des attributions du ministère ;
- de coordonner l'élaboration des projets annuels de performance (PAP) des programmes budgétaires du ministère ;
- de coordonner l'élaboration des rapports annuels de performance (RAP) prévus par la loi organique relative aux lois de finances ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (à mi-parcours et annuels) du ministère ;
- de préparer les cadres de concertation ministériels notamment, les Conseils d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM), les Cadres Sectoriels de Dialogue (CSD) et de suivre la mise en œuvre des recommandations qui en sont issues ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution en collaboration avec la direction en charge de la gestion financière ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et d'élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, Associations de développement, secteur privé et collectivités territoriales) à travers l'élaboration des rapports périodiques afin de contribuer à la mise en œuvre des politiques et stratégies ministérielles ;
- de centraliser, traiter et analyser les données statistiques des activités du ministère ;
- d'élaborer les documents de planification opérationnelle du ministère ;
- de réaliser toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de mettre en œuvre le contrôle de gestion dans le cadre de l'amélioration de la performance des programmes budgétaires du ministère.

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) comprend :

-  la Direction de la prospective, de la planification et du suivi-évaluation (DPPSE) ;
-  la Direction des statistiques sectorielles et de l'évaluation (DSSE) ;
-  la Direction de la coordination des projets et programmes et du partenariat (DCPP).

❖ **La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO)**

La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) a pour mission d'ordonnancer les dépenses du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de traiter et suivre la situation salariale des agents du ministère ;
- d'établir les certificats de cessation de paiement, de constater les paiements indus à l'occasion et d'en proposer la liquidation ;
- de liquider les dépenses et d'en tenir la comptabilité ;
- d'ordonnancer les dépenses et d'en tenir la comptabilité ;
- de liquider les pénalités de retard ;
- de produire le compte administratif annuel du ministère.

❖ **Le Bureau comptable matière principal (BCMP)**

Le Bureau comptable matières principal a pour mission d'assurer la gestion des moyens matériels du ministère. A ce titre, il est chargé :

- de tenir la comptabilité des matières ;
- de gérer les matières du département ministériel ;
- de participer à la réception de la commande publique ;
- de contrôler et de viser les documents justifiant les mouvements des matières ;
- de contrôler et de conserver Les biens meubles et immeubles dont il a la garde ;
- de faire l'inventaire périodique ;
- de participer à la réforme et à la vente aux enchères des matières ;
- de centraliser et de présenter dans leurs écritures les opérations exécutées par d'autres comptables pour leur compte ;
- de conserver les documents et les pièces justificatives des opérations prises en compte ;
- de produire les rapports périodiques sur la gestion des moyens matériels du ministère.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics (DMP) a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation de marchés dont le montant prévisionnel toutes taxes comprises est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

La Direction des ressources humaines (DRH) assure la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître l'efficacité et le rendement des ressources humaines du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de veiller à l'application du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;
- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de concevoir et de mettre en œuvre les plans et programmes de formation des agents du département ;
- de contribuer à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de proposer l'engagement et la liquidation des dépenses de personnel conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du ministère ;
- d'assurer le suivi des écoles et centres de formation professionnelle placées sous la tutelle du ministère ;
- d'élaborer et de coordonner la mise en œuvre de la politique sociale au sein du ministère ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux structures du ministère.

❖ **La Direction des archives et de la documentation (DAD)**

La Direction des archives et de la documentation a pour mission de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de collecter, constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du département ministériel ;
- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec les orientations des Archives nationales ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du département ministériel ;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents ainsi que les espaces en conséquence, de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;
- d'opérer le tri et de gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de rechercher et de sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et d'accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'information.

❖ La Direction des systèmes d'information (DSI)

La Direction des systèmes d'information a pour mission d'assurer la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales et ministérielles relatives au numérique au sein du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de coordonner la contribution du ministère à la formulation des politiques et stratégies nationales et ministérielles relatives au numérique ;
- de coordonner l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du schéma directeur du système d'information (SDSI), du système de management de la sécurité de l'information (SMSI) et du plan d'urbanisation du système d'information (PUSI) du département ministériel ;
- de réaliser, déployer, administrer et maintenir les applications numériques concourant à la transformation digitale du département ministériel ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle et opérationnelle du parc informatique, de l'infrastructure de communication électronique et des systèmes numériques du département ministériel ;
- d'assurer le renforcement des capacités du personnel du département ministériel en matière de numérique, en collaboration avec les acteurs concernés ;
- d'assurer la formation et le support technique des utilisateurs des systèmes numériques du département ministériel ;
- d'assurer la cohérence, la sécurité et l'évolution du système d'information en conformité avec les politiques, stratégies et référentiels nationaux et ministériels en matière de numérique ;
- de promouvoir l'expertise du département ministériel en matière de numérique.

❖ La Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII)

La Direction du développement institutionnel et de l'innovation a pour mission la promotion de l'organisation et des méthodes du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de promouvoir la culture du résultat au sein du département ministériel ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards nationaux et/ou internationaux ;
- d'assurer la rationalisation des structures par une veille organisationnelle et institutionnelle ;
- d'assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- d'établir une cartographie des processus et de définir les procédures correspondantes ;
- de réaliser périodiquement des enquêtes de satisfaction sur les prestations spécifiques du ministère ;
- de participer à l'élaboration des actes juridiques pris pour organiser les structures du ministère ;
- d'assurer la promotion de la performance et la productivité des structures du département ministériel ;
- d'assurer le suivi du fonctionnement des cadres de concertation du ministère ;
- d'assurer le suivi des dialogues de gestion des programmes budgétaires.

I.1.2.3. Les structures déconcentrées

Les structures déconcentrées du ministère sont :

- les juridictions ;
- les directions régionales et provinciales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix ;

Les juridictions sont chargées de rendre la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale dans leur ressort territorial.

Les directions régionales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix sont chargées :

- de contribuer au respect et à la promotion des droits humains au niveau régional ;
- de contribuer à la promotion de la citoyenneté et de la paix au niveau régional.

Les directions provinciales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix sont chargées :

- de contribuer au respect et à la promotion des droits humains au niveau provincial ;
- de contribuer à la promotion de la citoyenneté et de la paix au niveau provincial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de leurs activités, les structures déconcentrées ont un lien fonctionnel avec les programmes budgétaires dont elles concourent à la mise en œuvre.

I.1.2.4. Les structures rattachées

Les structures rattachées sont :

- le Fonds d'assistance judiciaire (FAJ) ;
- l'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP) ;
- l'Agence nationale de gestion et de recouvrement des avoirs saisis ou confisqués (ANAGRASC).

Le Fonds d'assistance judiciaire est chargé d'assurer la mise en œuvre effective de l'assistance judiciaire. Il est également chargé d'apporter l'assistance judiciaire aux victimes de terrorisme, de disparition forcée et de torture dans les procédures judiciaires.

L'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire est chargée d'assurer la formation d'agents professionnellement compétents et techniquement opérationnels en matière pénitentiaire.

Par ailleurs, l'Agence nationale de gestion et de recouvrement des avoirs saisis ou confisqués (ANAGRASC) a été créée et opérationnalisée au cours de l'année 2023.

I.1.2.5. Les structures de mission

Elles concourent à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires. Elles sont mises en place en cas de besoin.

I.2. Organisation des juridictions du Burkina Faso

L'organisation des juridictions du Burkina Faso est régie par la loi n°015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso, la loi n° 010-2016/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, organisation, attributions, fonctionnement de la cour administrative d'appel et procédure applicable devant elle, la loi n°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux et des lois organiques créant les hautes juridictions.

Selon l'article 126 de la Constitution, les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif au Burkina Faso sont :

- la Cour de cassation ;
- le Conseil d'Etat ;
- la Cour des comptes ;
- le Tribunal des conflits ;
- les cours et tribunaux institués par la loi.

I.2.1. Les juridictions de l'ordre judiciaire

Elles sont régies et organisées par la loi n°015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso. Aux termes de l'article 3 de cette loi, les juridictions de l'ordre judiciaire sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissements, les tribunaux de travail. Elles ont une structuration pyramidale, présentant au sommet la Cour de cassation ; viennent ensuite les juridictions de second degré et enfin celles du premier degré à la base de la pyramide.

a) La juridiction supérieure de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation

Régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, organisation, attributions, fonctionnement de la Cour de cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;
- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles ;
- un parquet général ;
- un greffe ;
- un service de documentation et des études.

La Cour de Cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de rang inférieur et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit et non pas en fait. Par conséquent, elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction.

b) Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire

La juridiction de second degré de droit commun est la Cour d'appel (CA) au regard de l'organisation judiciaire burkinabè. La Cour d'appel comprend :

- une chambre de l'instruction ;
- une chambre criminelle ;
- une ou plusieurs chambres civiles ;
- une ou plusieurs chambres commerciales ;
- une ou plusieurs chambres sociales ;
- une ou plusieurs chambres correctionnelles ;
- une chambre pour enfants ;
- un parquet général ;
- un greffe central ;
- des greffes de chambres.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en premier ressort en matière civile, commerciale, correctionnelle et de police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier ressort.

Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail.

Enfin, il faut noter que la loi sus-citée crée dans chaque tribunal de grande instance, une chambre des mineurs et dans chaque cours d'appel, une chambre pour enfants. Les tribunaux de grande instance et de commerce reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissements et départementaux.

c) Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun de l'ordre judiciaire burkinabè sont par excellence les Tribunaux de grande Instance (TGI). Ce sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction.

Conformément à l'article 34 de la loi portant organisation judiciaire de 2019, les TGI comprennent :

- une ou plusieurs chambres civiles ;
- une ou plusieurs chambres correctionnelles ;
- une chambre des mineurs.

Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, les tribunaux de grande instance font office de tribunaux de commerce.

Au sein de chaque TGI, il existe un ou plusieurs cabinets d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et du tribunal militaire. Il existe sur le territoire national burkinabè, deux tribunaux de commerce autonomes respectivement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. Quant aux tribunaux du travail, ils sont au nombre de quatre (04) (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Fada N'Gourma et Koudougou).

I.2.2. Les juridictions de l'ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat (CE), de la Cour administrative d'appel (CAA), des Tribunaux administratifs (TA) et de la Cour des comptes (CC).

I.2.2.1. Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000, est actuellement régi par la loi organique n°032-2018/AN du 26 juillet 2018 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil d'Etat et procédure applicable devant lui. Il est la juridiction supérieure de l'ordre administratif. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative, contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit, harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative, contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes réglementaires dont le champ d'application excède le ressort d'un seul Tribunal administratif.

I.2.2.2. La Cour administrative d'appel (CAA)

Elle a été instituée par la loi n°010/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Cour administrative d'appel et procédure applicable devant elle. L'article 1er de cette loi a institué au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire, une CAA.

Le ressort territorial est celui de la Cour d'appel de l'ordre judiciaire. La Cour administrative d'appel est la juridiction de second degré de l'ordre administratif.

I.2.2.3. Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés dans les chefs-lieux de chaque province selon la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, organisation, attributions et fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Leur ressort territorial est la province. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre, des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes

administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Depuis 1996, il existe au Burkina Faso deux (02) tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

I.2.2.4. La Cour des Comptes

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes :

- la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ;
- l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ;
- la rationalisation de l'action administrative.

Elle est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

I.3. Organisation des établissements pénitentiaires

Les établissements pénitentiaires (EP) assurent le service public pénitentiaire. Le service public pénitentiaire contribue à la réinsertion sociale des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues. Les établissements pénitentiaires sont créés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de la justice.

Aux termes de l'article 9 de la loi N°010-2017/AN du 10 avril 2017 portant régime pénitentiaire au Burkina Faso, les différentes catégories d'établissements pénitentiaires sont :

- les maisons d'arrêt ;
- les maisons de correction ;
- les maisons centrales ;
- les centres pénitentiaires agricoles ;
- les centres de rééducation et de formation professionnelle des mineurs ;
- les centres d'accueil pour mineurs.

Les **maisons d'arrêt** sont destinées à recevoir les prévenus, les mis en examen et les accusés.

Les **maisons de correction** sont destinées à recevoir les condamnés à de courtes peines.

Les **maisons centrales** sont destinées à recevoir les condamnés difficiles et les condamnés à de longues peines.

Les **centres pénitentiaires agricoles** sont destinés à recevoir les condamnés bénéficiaires du régime de semi-liberté.

Les **centres de rééducation et de formation professionnelle** sont destinés à recevoir les mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement.

Les centres d'accueil pour mineurs sont destinés à recevoir les mineurs en conflit avec la loi faisant l'objet d'une mesure de garde provisoire ou de détention préventive.

L'article 16 de la loi stipule qu'un établissement pénitentiaire peut servir à la fois de maison d'arrêt, de maison de correction, de maison centrale et de centre d'accueil pour mineurs. C'est le cas notamment des Maisons d'arrêt et de correction (MAC).

Les MAC sont situées dans le ressort des tribunaux de grande instance. Elles ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus, mis en examen et accusés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour de la Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP) et animés principalement par un corps paramilitaire qu'est la garde de sécurité pénitentiaire (GSP). Ils bénéficient de l'accompagnement de travailleurs sociaux et de personnel de santé. Les établissements pénitentiaires comprennent :

- des services généraux ;
- des services techniques ;
- des services rattachés.

II. Moyens de la justice

II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000/AN du 09 mai 2000, elle est actuellement régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, organisation, attributions, fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. La Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en premier ressort en matière civile, correctionnelle et de police par le TGI, en matière commerciale par le tribunal de commerce et en matière sociale par le tribunal de travail. Sa chambre correctionnelle connaît également en appel, des décisions rendues par le juge de l'application des peines. En matière criminelle, la section de la chambre criminelle statue en premier ressort. En cas d'appel, la chambre criminelle d'appel statue en dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce (TC) est compétent pour connaître des affaires commerciales. Aussi, ils sont des juridictions d'appel des décisions rendues par les TD et TA en matière commerciale. Actuellement, seuls Ouagadougou et Bobo-Dioulasso disposent de tribunaux de commerce autonomes. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

Tribunal pour enfants* : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statuait en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28-2004/ AN du 08 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

Juge des enfants* : Le juge des enfants était compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il était également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il était juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 300 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

* Juridictions supprimées par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Juridictions	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
De l'ordre judiciaire	411	411	413	413	402	402	404	404	405	405
Cour de cassation (CCass)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux d'instance (TI*)	2	2	2	2	0	0	0	0	0	0
Tribunaux de grande instance (TGI)	24	24	25	25	25	25	27	27	27	27
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4
Juges des enfants (JE*)	7	7	7	7	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants (TPE*)	2	2	2	2	0	0	0	0	0	0
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAr)	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
De l'ordre administratif	26	26	27	27	27	27	28	29	29	29
Cour des comptes (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel (CAA)	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	24	24	25	25	25	25	26	26	26	26
Établissements pénitentiaires	25	26	26	27	27	27	27	27	27	28
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	24	25	25	26	26	26	26	26	26	27
Centre pénitentiaire agricole (CPA)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2024 par localité

Localités	CCass	CA	TGI	TD	TAr	TT	TC	CC	CE	CAA	TA	EP
Banfora			1	17							1	1
Baporo (CPAB)												1
Bobo-Dioulasso		1	1	19	7	1	1				1	1
Bogandé			1	7							1	1
Boromo			1	10							1	1
Dédougou			1	13							1	1
Diapaga			1	8							1	1
Diébougou			1	13							1	1
Djibo			1	9							1	1
Dori			1	17							1	1
Fada N'Gourma		1	1	12		1					1	1
Gaoua			1	15							1	1
Kaya			1	19							1	1
Kongoussi			1	9							1	1
Koudougou			1	25		1					1	1
Koupéla			1	9							1	1
Léo			1	13							1	1
Manga			1	7							1	1
Nouna			1	10							1	1
Orodara			1	13							1	1
Ouagadougou	1	1	2	21	12	1	1	1	1	1	1	2
Ouahigouya			1	22							1	1
Pô			1	5							1	1
Tenkodogo			1	21							1	1
Tougan			1	14							1	1
Yako			1	9							1	1
Ziniaré			1	12							1	1
Total	1	3	27	349	19	4	2	1	1	1	26	28

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

Juridictions de l'ordre administratif

Cour des comptes : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000/AN du 23 mai 2000 et actuellement régi par la loi n°032-2018/AN du 26 juillet 2018, le Conseil d'État est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 alinéa 2 de la Constitution, « le Conseil d'État est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour administrative d'appel : Conformément à l'article premier de la loi n° 010-2016/AN du 26 avril 2016, il est créé au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire, une Cour administrative d'appel. Son ressort territorial est celui de la Cour d'appel de l'ordre judiciaire. La Cour administrative d'appel connaît des recours contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Tribunal administratif : Créé par la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995, les tribunaux administratifs sont actuellement régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016. Aux termes des articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Établissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus, mis en examen) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note : Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2015											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	2	24	25	2
2016											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2
2017											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	11	1
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	26	2
2018											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2019											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2020											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	11	0	167	12	2	0	0	11	12	1
Ensemble	3	25	0	349	19	3	0	0	25	27	2
2021											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	3	0	0	26	27	2
2022											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	3	0	0	26	27	2
2023											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	1	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	4	0	0	26	27	2
2024											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	1	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	13	1
Ensemble	3	27	0	349	19	4	0	0	26	28	2

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Budget programme : Le budget programme est un outil de programmation, de budgétisation, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes d'une organisation dont la particularité est de mettre l'accent sur la relation entre les crédits alloués et les résultats attendus.

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Programme : Le programme est un ensemble de moyens budgétaires concourant à la mise en œuvre d'une politique publique. C'est un centre de responsabilité qui s'exerce sur un domaine ministériel représentatif d'une politique publique.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnisations de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques : Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2015 à 2024 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et SI N@FOLO.

Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires du ministère (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	17 087	19 138	29 114	33 903	32 248	25 398	33 230	35 414	40 087	40 971
Personnel	8 786	12 414	16 937	18 070	20 521	19 958	22 522	23 390	26 737	26 644
Acquisitions de biens et services	4 057	3 532	3 477	4 018	3 567	3 005	3 975	5 423	5 020	5 472
Transferts courants	1 143	932	1 316	1 174	1 363	1 297	2 535	2 115	2 136	1 792
Investissements	3 101	2 260	7 384	10 641	6 797	1 138	4 198	4 486	6 194	7 063
Etat	1 748	1 013	5 067	7 499	6 597	1 138	4 198	3 638	6 144	7 063
Ressources extérieures	1 352	1 247	2 316	3 142	200	0	0	848	50	0

NB : Les chiffres de 2015, 2016, 2017, 2018, 2021 et 2022 correspondent à ceux du ministère en charge de la justice et des droits humains

Tableau II-5 : Montants des allocations budgétaires de la justice (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	17 086	19 138	25 316	28 301	30 447	25 852	32 670	34 115	38 519	39 266
Personnel	8 786	12 414	14 907	17 419	18 644	20 194	22 908	22 735	25 816	25 728
Acquisitions de biens et services	4 057	3 532	3 954	4 039	3 653	3 224	4 164	5 064	4 664	4 882
Transferts courants	1 143	932	1 053	880	1 353	1 297	1 633	1 870	1 861	1 643
Investissements	3 100	2 260	5 402	5 963	6 797	1 137	3 965	4 446	6 179	7 013
Etat	1 748	1 013	4 215	4 499	6 597	1 137	3 965	3 598	6 129	7 013
Ressources extérieures	1 352	1 247	1 187	1 464	200	0	0	848	50	0

Tableau II-6 : Montants des consommations budgétaires des dépenses du ministère (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	15 147	19 818	24 078	21 534	30 305	15 303	32 383	32 078	39 292	39 578
Personnel	8 680	13 847	16 037	10 418	20 429	10 205	22 522	23 385	26 737	26 785
Acquisitions de biens et services	3 577	3 278	3 308	3 805	3 404	2 980	3 880	5 112	4 913	5 011
Transferts courants	1 142	927	1 140	1 136	1 353	1 294	2 535	2 114	2 135	1 773
Investissements	1 748	1 766	3 593	6 175	5 119	824	3 446	1 467	5 507	6 009
Etat	1 748	973	3 104	5 015	4 919	824	3 446	1 467	5 457	6 009
Ressources extérieures	0	793	489	1 160	200	0	0	0	50	0

NB : Les chiffres de 2014 et 2020 correspondent à ceux du Ministère de la justice.

Tableau II-7 : Montants des consommations budgétaires des dépenses de la justice (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	15 147	19 818	23 560	20 551	30 421	25 509	31 747	30 800	37 738	38 868
Personnel	8 680	13 847	16 042	10 422	20 429	20 194	22 908	22 735	25 816	26 785
Acquisitions de biens et services	3 577	3 278	3 789	3 944	3 520	3 197	3 995	4 768	4 564	4 457
Transferts courants	1 142	927	882	877	1 353	1 294	1 633	1 869	1 861	1 634
Investissements	1 748	1 766	2 847	5 308	5 119	824	3 211	1 428	5 497	5 992
Etat	1 748	973	2 357	4 499	4 919	824	3 211	1 428	5 447	5 992
Ressources extérieures	0	793	490	809	200	0	0	0	50	0

Tableau II-8 : Dotations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)

	2020*		2021		2022		2023		2024	
	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP
Ensemble	819	27 418	2 686	34 419	4 759	35 408	9 692	40 087	10 924	40 970
Administration judiciaire	393	11 649	1 305	14 526	2 948	15 216	1 189	15 632	8 207	16 530
Administration pénitentiaire	426	10 901	1 375	12 029	1 591	15 324	8 374	16 533	2 637	19 558
Droits humains	-	1156	-	1 279	30	681	5	861	25	1 026
Citoyenneté et Paix	-	411	-	470	30	617	10	707	25	679
Pilotage et soutien	0	3 301	6	6 115	160	3 521	114	6 254	30	3 018
Relations avec les Institutions	-	-	-	-	-	49	0	100	0	159

* Les chiffres de 2020 correspondent à ceux du Ministère de la justice après la scission de l'ex MJDHPC

Tableau II-9 : Dotations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)

	2021		2022		2023		2024	
	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP
Ensemble	2 686	32 284	4 699	34 112	9 677	38 519	10 874	39 266
Administration judiciaire	1 305	14 526	2 948	15 216	1 189	15 632	8 207	16 531
Administration pénitentiaire	1 375	12 029	1 591	15 325	8 374	16 533	2 637	19 558
Pilotage et soutien	6	5 729	160	3 522	114	6 254	30	3 018
Relations avec les Institutions	-	-	-	49	0	100	0	159

Tableau II-10 : Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)

	2022			2023			2024		
	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.
Ensemble	35 408	32 926	90,6	40 087	39 293	98,0	40 970	39 579	96,6
Administration judiciaire	15 216	14 243	86,3	15 632	15 232	97,4	16 530	15 987	96,7
Administration pénitentiaire	15 324	14 094	76,9	16 533	16 256	98,3	19 558	16 777	85,8
Droits Humains	681	673	98,8	861	857	99,5	1 026	428	41,3
Citoyenneté et Paix	617	604	97,8	707	698	98,8	679	283	41,7
Pilotage et soutien	3 521	3 263	165,9	6 254	6 150	98,3	3 018	6 117	202,7
Relations avec les Institutions	49	49	90,7	100	100	100,0	159	98	61,5

Tableau II-11 : Consommations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)

	2022			2023			2024		
	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.
Ensemble	34 111	31 649	92,8	38 519	37 728	97,9	39 265	38 868	99,0
Administration judiciaire	15 216	14 243	93,6	15 632	15 229	97,4	16 530	15 987	96,7
Administration pénitentiaire	15 324	14 094	92,0	16 533	16 228	98,2	19 558	16 777	85,8
Pilotage et soutien	3 521	3 263	92,7	6 254	6 171	98,7	3 018	5 895	199,5
Relations avec les Institutions	49	49	100,0	100	100	100,0	159	82	51,6

Tableau II-12 : Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire

	2020		2021		2022		2023		2024	
	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.
DRAP	9 331	9 280	11 380	11 228	11 380	11 331	11 380	11 180	11 380	11 367
Bobo-Dioulasso	3 550	3 500	3 665	3 565	3 826	3 826	3 826	3 826	3 826	3 826
Fada N'Gourma	2 873	2 873	3 875	3 875	3 061	3 061	3 061	3 061	3 061	3 061
Ouagadougou	2 908	2 907	3 840	3 788	4 493	4 444	4 493	4 293	4 493	4 480

Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	84 900	163 403	206 050	179 250	527 945	117 000	117 000	119 450	200 592
Cours d'appel	26 800	101 750	135 400	108 400	489 133	68 270	68 270	70 720	144 870
Bobo-Dioulasso	15 450	43 300	52 500	52 500	14 045	18 850	18 850	17 450	63 750
Fada N'Gourma	-	28 500	38 100	38 100	24 975	34 850	34 850	40 100	64 550
Ouagadougou	11 350	29 950	44 800	17 800	450 113	14 570	14 570	13 170	16 570
Tribunaux pour enfants	7 150	8 300	5 025	5 675	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3 500	4 250	2 575	3 225	-	-	-	-	-
Ouagadougou	3 650	4 050	2 450	2 450	-	-	-	-	-
Juges des enfants	4 450	4 950	8 900	7 350	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2 250	2 750	4 450	3 700	-	-	-	-	-
Ouagadougou	2 200	2 200	4 450	3 650	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	14 250	14 200	14 800	14 800	11 660	15 380	15 380	15 380	17 080
Bobo-Dioulasso	5 450	4 900	5 500	5 500	4 615	5 900	5 900	5 900	5 900
Koudougou*	4 200	4 200	4 700	4 700	3 845	5 180	5 180	5 180	5 180
Ouagadougou	4 600	4 600	4 600	4 600	3 200	4 300	4 300	4 300	6 000
Tribunaux d'instance	8 901	8 901	8 475	8 975	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	4 876	4 876	4 450	4 950	-	-	-	-	-
Ouagadougou	3 725	4 025	4 025	4 025	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	15 125	14 226	18 475	18 475	15 702	18 370	18 370	18 370	22 018
Bobo-Dioulasso	7 350	7 500	9 850	9 850	9 745	10 420	10 420	10 420	10 420
Ouagadougou	7 775	6 726	8 625	8 625	5 957	7 950	7 950	7 950	11 598
Tribunaux administratifs	11 125	11 026	15 575	15 575	11 450	14 980	14 980	14 980	16 624
Bobo-Dioulasso	6 100	5 600	8 300	7 275	6 050	8 300	8 300	8 300	8 300
Ouagadougou	5 025	5 426	7 275	8 300	5 400	6 680	6 680	6 680	8 324

Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	77 539	77 539	157 960	165 512	150 549	518 561	105 185	106 818	113 437	149 398
Cours d'appel	23 246	23 246	99 825	104 523	85 202	484 235	64 372	62 243	67 145	95 682
Bobo-Dioulasso	13 966	13 966	42 843	51 395	34 198	12 740	16 794	16 898	15 830	18 477
Fada N'Gourma	-	-	28 296	38 087	38 095	24 773	34 844	34 850	39 050	64 350
Ouagadougou	9 281	9 281	28 686	15 041	12 909	446 721	12 733	10 495	12 266	12 855
Tribunaux pour enfants	6 834	6 834	6 915	4 901	5 460	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3 400	3 400	4 013	2 451	3 010	-	-	-	-	-
Ouagadougou	3 434	3 434	2 902	2 450	2 450	-	-	-	-	-
Juges des enfants	3 944	3 944	4 558	5 949	6 950	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2 147	2 147	2 462	3 049	3 700	-	-	-	-	-
Ouagadougou	1 797	1 797	2 096	2 900	3 250	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	12 102	12 102	13 933	11 790	13 598	10 109	12 917	14 876	14 548	17 002
Bobo-Dioulasso	4 038	4 038	5 444	3 592	5 498	3 714	4 462	5 796	5 688	5 828
Koudougou*	3 870	3 870	3 990	3 599	3 600	3 294	4 155	4 980	4 560	5 174
Ouagadougou	4 194	4 194	4 499	4 600	4 500	3 100	4 300	4 100	4 300	6 000
Tribunaux d'instance	7 269	7 269	8 658	8 264	8 511	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3 773	3 773	4 671	4 249	4 496	-	-	-	-	-
Ouagadougou	3 496	3 496	3 987	4 015	4 015	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	13 473	13 473	13 903	15 998	16 748	14 943	15 006	15 576	16 766	20 206
Bobo-Dioulasso	7 142	7 142	7 392	8 739	9 244	9 493	8 145	8 676	9 866	9 754
Ouagadougou	6 331	6 331	6 511	7 259	7 504	5 449	6 861	6 900	6 900	10 452
Tribunaux administratifs	10 671	10 671	10 168	14 087	14 080	9 274	12 890	14 124	14 978	16 508
Bobo-Dioulasso	5 984	5 984	5 597	8 039	6 040	5 798	6 539	7 452	8 298	8 278
Ouagadougou	4 687	4 687	4 571	6 048	8 040	3 475	6 351	6 673	6 680	8 230

Tableau II-15 : Dotation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	221 350	220 166	264 675	264 675	185 793	262 315	260 315	257 055	282 865
Banfora	9 350	9 300	10 850	10 850	7 298	10 050	10 050	10 050	10 050
Bobo-Dioulasso	15 250	13 050	19 000	19 000	16 739	20 920	20 020	20 020	23 020
Bogandé	8 300	8 450	9 150	9 150	6 229	8 630	8 630	7 530	8 630
Boromo	8 400	8 450	9 350	9 350	10 750	9 845	9 845	9 845	9 845
Dédougou	9 475	8 650	10 180	10 180	6 767	9 300	8 200	8 200	10 200
Diapaga	8 600	8 750	9 550	9 550	6 528	8 780	8 780	7 680	8 780
Diébougou	8 250	8 250	9 250	9 250	6 334	8 515	8 515	8 515	8 515
Djibo	8 250	8 000	8 780	8 780	-	-	-	-	-
Dori	8 150	8 250	9 930	9 930	6 769	9 105	9 105	9 105	9 105
Fada N'Gourma	9 350	9 500	10 680	10 680	7 072	9 730	9 730	9 730	9 730
Gaoua	8 250	8 400	9 530	9 530	6 697	8 815	8 815	8 815	8 815
Kaya	8 600	8 750	10 430	10 430	6 968	9 640	9 640	9 640	10 523
Kongoussi	8 200	8 600	9 150	9 150	5 064	8 600	8 600	8 600	8 600
Koudougou	9 100	8 750	11 380	11 380	7 367	10 430	10 430	10 430	13 353
Koupéla	-	4 150	8 380	8 380	5 588	7 560	7 560	7 560	7 560
Léo	8 500	8 550	9 400	9 400	6 267	8 860	8 860	8 860	8 860
Manga	8 850	8 900	10 600	10 600	6 813	9 750	9 750	9 750	9 750
Nouna	7 850	8 000	8 800	8 800	5 965	8 270	8 270	8 270	8 270
Orodara	8 400	8 350	9 280	9 280	6 225	8 460	8 460	8 460	8 460
Ouaga I	16 150	14 200	20 650	20 650	19 848	21 110	21 110	20 050	27 808
Ouaga II	-	-	-	-	-	13 300	13 300	13 300	15 413
Ouahigouya	9 200	9 290	10 900	10 900	7 409	10 060	10 060	10 060	12 060
Pô	-	-	-	-	-	5 500	5 500	5 500	5 515
Tenkodogo	9 100	9 050	11 280	11 280	7 613	11 250	11 250	11 250	12 770
Tougan	8 325	8 226	9 125	9 125	6 142	8 395	8 395	8 395	8 395
Yako	8 750	8 450	9 350	9 700	6 507	8 535	8 535	8 535	8 535
Ziniaré	8 700	7 850	9 700	9 350	6 834	8 905	8 905	8 905	10 303

* Les crédits délégués de Djibo sont reversés à Ouagadougou depuis 2020

Tableau II-16 : Consommation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	199 344	195 309	247 729	241 498	178 250	238 691	244 055	239 545	252 039
Banfora	9 347	9 297	10 850	10 850	7 298	9 850	10 050	9 390	9 050
Bobo-Dioulasso	14 029	8 194	18 646	18 999	16 117	18 180	20 017	20 019	20 926
Bogandé	7 152	7 731	7 683	8 394	6 027	7 500	6 950	6 400	7 400
Boromo	7 664	6 839	9 350	9 350	9 849	9 440	9 440	9 841	9 403
Dédougou	8 840	8 043	9 726	9 726	6 664	8 636	7 983	8 097	8 624
Diapaga	6 899	6 938	8 065	8 743	6 123	7 500	7 500	7 580	8 680
Diébougou	8 049	7 644	8 845	9 247	6 332	8 310	8 512	8 288	7 458
Djibo	6 799	7 648	7 478	-	-	-	-	-	-
Dori	6 681	7 642	9 703	8 630	6 569	7 835	7 634	7 234	7 634
Fada N'Gourma	7 662	8 582	10 361	10 319	7 047	8 050	7 598	9 130	9 730
Gaoua	8 096	7 686	9 528	9 530	6 697	8 270	8 815	7 080	8 615
Kaya	8 240	7 397	9 526	8 626	6 584	8 000	7 999	8 314	7 674
Kongoussi	7 323	7 128	7 792	8 222	4 936	8 021	7 905	7 910	4 871
Koudougou	8 002	7 391	9 877	9 879	6 881	8 500	10 230	10 230	13 347
Koupéla	-	3 757	7 649	7 975	5 447	6 826	6 877	6 623	7 556
Léo	7 020	6 992	8 637	9 295	5 963	5 999	8 754	8 742	7 578
Manga	7 456	7 833	9 529	10 231	6 712	9 545	9 546	9 546	8 702
Nouna	7 648	7 498	7 450	7 875	5 665	7 390	7 290	8 070	7 290
Orodara	8 198	7 272	8 378	7 779	5 308	7 348	8 134	6 999	7 627
Ouaga I	14 383	14 192	20 588	20 635	19 343	21 106	21 085	19 197	23 443
Ouaga II	-	-	-	-	-	12 388	12 380	12 390	15 193
Ouahigouya	8 952	9 286	10 794	10 694	7 204	9 649	9 632	9 632	11 326
Pô	-	-	-	-	-	4 816	4 845	4 748	4 858
Tenkodogo	7 852	7 848	10 929	10 480	7 612	11 250	10 199	10 850	11 069
Tougan	7 735	7 515	8 909	8 915	5 831	8 039	8 166	7 536	7 902
Yako	7 250	7 712	8 894	9 181	5 850	8 199	8 334	8 200	8 335
Ziniaré	8 067	7 244	8 542	7 923	6 182	8 046	8 180	7 500	7 748

Tableau II-17 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	459 792	553 486	553 466	553 466	440 782	489 275	494 583	488 130	543 910
CPA-Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	20 500
CERMICOL	-	-	-	-	-	-	-	-	10 000
Banfora	18 160	21 700	21 828	19 736	11 822	15 810	17 154	16 457	18 776
Bobo-Dioulasso	35 024	44 289	49 535	45 680	43 488	44 040	45 803	49 821	57 492
Bogandé	20 840	23 617	20 102	19 051	11 326	13 620	9 180	8 820	3 973
Boromo	16 344	18 425	16 542	16 459	11 095	14 710	14 277	17 496	20 873
Dédougou	14 317	16 417	15 680	15 536	11 567	14 750	15 313	16 339	15 985
Diapaga	13 019	15 952	18 020	17 593	15 674	15 875	17 084	13 301	11 044
Diébougou	10 841	12 441	13 254	14 885	10 058	13 580	17 084	15 986	16 550
Djibo	11 433	13 696	14 277	13 630	9 163	11 600	9 763	6 628	4 000
Dori	15 356	17 162	13 270	12 230	10 570	10 880	10 478	9 008	8 501
Fada N'Gourma	19 806	23 930	21 102	22 176	18 576	18 280	16 010	14 573	17 240
Gaoua	12 967	14 751	16 185	17 183	13 998	15 530	19 062	18 605	22 384
Kaya	22 712	25 554	19 168	15 656	13 670	12 855	13 530	13 384	13 467
Kongoussi	10 329	11 890	11 917	9 432	6 023	7 750	9 327	8 967	5 924
Koudougou	19 396	20 388	22 724	21 269	10 662	13 955	18 223	20 419	21 302
Koupéla	-	6 250	6 640	7 661	7 373	9 750	8 174	10 134	10 748
Léo	14 429	16 205	14 002	12 343	7 557	9 875	10 497	10 799	9 874
Manga	17 656	21 060	16 390	12 695	8 340	10 440	11 224	12 840	10 656
Nouna	9 999	11 599	11 732	10 926	7 269	9 520	9 358	5 031	0
Orodara	11 404	13 093	13 302	12 342	8 483	10 940	11 125	10 316	9 538
Ouagadougou (MACO)	77 592	99 759	113 424	127 821	82 226	111 600	95 613	89 558	106 608
Ouagadougou (PHS)	17 057	20 266	21 068	33 380	68 127	41 425	49 491	48 628	59 226
Ouahigouya	14 769	17 327	18 954	19 185	12 868	15 880	21 080	22 680	20 909
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1 428	4 280
Tenkodogo	26 706	30 582	24 123	20 468	15 861	14 860	15 503	17 333	17 458
Tougan	8 944	10 944	12 607	11 828	7 886	10 220	9 695	7 449	5 465
Yako	8 830	10 412	11 575	9 003	6 940	8 090	9 027	10 401	9 198
Ziniaré	11 862	15 777	16 045	15 298	10 160	13 440	11 508	11 729	11 939

Tableau II-18 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	452 058	538 804	547 118	533 499	437 440	486 842	490 275	473 516	532 515
CPA-Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	20 491
CERMICOL	-	-	-	-	-	-	-	-	10 000
Banfora	18 078	21 489	21 428	19 334	11 622	15 810	17 154	16 457	18 776
Bobo-Dioulasso	35 010	43 967	49 424	45 677	43 359	44 032	45 803	49 821	57 491
Bogandé	19 387	22 730	19 703	19 043	11 325	13 619	9 180	8 395	3 698
Boromo	16 042	17 511	16 538	16 451	11 093	14 484	14 275	14 395	17 018
Dédougou	13 928	15 313	15 675	15 534	11 566	14 750	15 313	16 338	13 935
Diapaga	12 734	15 251	17 899	16 793	15 474	15 225	16 434	12 651	9 940
Diébougou	10 734	11 983	12 841	14 873	10 058	13 579	16 434	15 986	16 550
Djibo	11 432	12 873	13 886	12 824	8 912	11 150	9 663	6 622	4 000
Dori	15 176	17 154	13 269	12 230	10 318	10 878	10 478	9 003	8 495
Fada N'Gourma	19 130	23 924	21 089	22 173	18 574	18 276	16 010	14 573	17 238
Gaoua	12 958	14 737	16 170	17 181	13 498	15 202	18 962	18 405	22 184
Kaya	22 452	25 424	19 166	15 655	13 670	12 855	13 530	13 384	13 467
Kongoussi	10 124	11 435	11 713	9 214	6 020	7 741	9 321	8 928	5 513
Koudougou	18 395	19 713	22 724	21 268	10 661	13 955	18 223	20 419	21 302
Koupéla	-	5 846	6 586	7 461	7 273	9 700	8 174	10 134	10 747
Léo	14 191	15 551	13 828	11 641	7 256	9 875	10 497	10 799	9 874
Manga	17 448	20 501	16 278	12 593	8 338	10 440	11 224	12 840	9 712
Nouna	9 804	10 699	11 032	10 726	7 269	9 520	7 246	0	0
Orodara	10 310	12 183	12 394	11 340	7 858	10 740	10 924	10 116	9 438
Ouagadougou (MACO)	77 475	98 954	112 561	124 379	82 209	111 513	95 562	89 551	106 558
Ouagadougou (PHS)	16 530	20 151	21 048	33 371	67 990	41 420	49 486	48 615	59 012
Ouahigouya	14 753	16 735	18 946	19 176	12 866	15 878	21 073	22 678	20 902
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	3 979
Tenkodogo	26 692	30 194	24 020	20 364	15 859	14 657	15 302	17 131	17 207
Tougan	8 815	8 792	11 535	10 164	7 757	10 115	9 690	7 124	5 465
Yako	8 626	10 074	11 323	9 002	6 444	8 090	8 826	10 301	9 198
Ziniaré	11 836	15 620	16 042	15 196	10 159	13 338	11 490	8 851	10 325

II.3. Personnel

Le personnel du ministère en charge de la justice et des droits humains est composé :

- de magistrats ;
- de personnel du corps des greffiers ;
- de personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- de personnel des droits humains ;
- d'interprètes judiciaires ;
- de personnel occupant des emplois non spécifiques du département.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi organique n°050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature et la loi n° 007-2024/ALT du 26 avril 2024 portant attributions, composition, organisation, et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature. On distingue les magistrats du siège et les magistrats du Parquet (ministère public).

Les **magistrats du siège** sont au niveau :

- du tribunal de grande instance : les juges au siège et les juges d'instruction ;
- du tribunal du travail : le président et les juges ;
- du tribunal administratif : le président et les juges ;
- de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour administrative d'appel : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

Les **magistrats du parquet** ou assimilés sont au niveau :

- des TGI : le procureur du Faso et son ou ses substituts ;
- du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints ;
- de la CAA, le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

Note : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet. **Sources statistiques** : Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau II-19 : Personnel du ministère par sexe et par corps

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	3 421	3 507	3 735	4 102	4 473	4 826	5 117	5 558	5 943	6 415
Hommes	2 783	2 842	3 008	3 315	3 642	3 923	4 145	4 530	4 866	5 256
Femmes	638	665	727	787	831	903	972	1 028	1 077	1 159
Magistrats	505	538	559	559	622	707	690	676	657	681
Hommes	396	425	444	444	505	577	565	556	544	568
Femmes	109	113	115	115	117	130	125	120	113	113
Greffiers	449	482	493	541	626	713	806	897	985	1 067
Hommes	335	358	374	413	481	550	629	714	795	866
Femmes	114	124	119	128	145	163	177	183	190	201
GSP	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807	2 903	3 257	3 578	3 891
Hommes	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354	2 424	2 730	3 005	3 270
Femmes	300	299	324	371	421	453	479	527	573	621
Personnel Droits humains	185	208	235	253	282	289	290	295	295	300
Hommes	138	151	165	179	200	206	206	211	212	216
Femmes	47	57	70	74	82	83	84	84	83	84
Interprètes judiciaires	ND	35	33	33	26	25	24	23	22	60
Hommes	ND	27	25	25	19	18	17	16	15	43
Femmes	ND	8	8	8	7	7	7	7	7	17
Autres personnels	252	212	302	306	229	285	404	410	406	416
Hommes	184	148	211	215	170	218	304	303	295	293
Femmes	68	64	91	91	59	67	100	107	111	123

Tableau II-20 : Personnel du ministère par catégorie

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	4 537	5 117	5 558	5 943	6 415
P	-	-	-	-	-	708	691	677	659	683
A et assimilés	-	-	-	-	-	344	546	556	623	634
B et assimilés	-	-	-	-	-	771	986	1 064	1 092	1 213
C et assimilés	-	-	-	-	-	2 602	2 752	3 119	3 441	3 767
D et assimilés	-	-	-	-	-	75	79	79	71	67
E et assimilés	-	-	-	-	-	37	63	63	57	51

Tableau II-21 : Personnel du ministère par tranche d'âges

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	4 537	5 117	5 558	5 943	6 415
Moins de 20 ans	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	-	-	-	-	-	132	139	223	319	594
25 à 29 ans	-	-	-	-	-	658	711	832	999	1 155
30 à 39 ans	-	-	-	-	-	2 107	2 367	2 280	2 138	2 386
40 à 49 ans	-	-	-	-	-	1 362	1 628	1 904	1 978	1 991
50 à 59 ans	-	-	-	-	-	226	237	279	440	267
60 ans et plus	-	-	-	-	-	52	35	40	69	22

NB : Les tableaux 20 et 21 sont renseignés à partir de 2020 car les données des années antérieures n'ont pas pu être reconstituées. Les effectifs de 2020 n'intègrent pas le personnel des droits humains.

Tableau II-22 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	505	538	559	559	622	707	690	676	657	681
Sexe										
Hommes	396	425	444	444	505	577	565	556	544	568
Femmes	109	113	115	115	117	130	125	120	113	113
Ancienneté										
Moins de 5 ans	120	100	132	131	167	237	207	177	177	210
5 à 9 ans	156	129	126	98	109	125	131	130	129	131
10 à 14 ans	90	134	143	145	145	128	122	123	96	93
15 à 20 ans	69	46	53	72	88	116	131	138	164	133
21 à 24 ans	5	27	38	46	46	29	32	41	40	45
25 ans et plus	65	65	67	67	67	72	67	64	51	69
Position										
Chancellerie	55	49	51	55	56	60	52	49	57	49
SP/CSM		4	4	5	6	6	4	4	8	11
Juridictions	394	431	457	450	519	593	581	563	541	578
Mission onusienne	8	6	7	7	3	2	4	7	7	7
Détachement	9	11	15	14	13	12	15	13	9	12
Disponibilité	4	2	1	1	1	2	2	2	1	1
Mises à disposition	35	14	28	28	25	30	32	38	32	23
Stage de perfectionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	2	0

Tableau II-23 : Magistrats par type de juridiction

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	402	445	470	456	519	593	581	566	541	578
Cour de cassation	29	32	42	40	35	33	30	28	30	27
Conseil constitutionnel	8	8	7	6	7	4	3	2	1	5
Conseil d'État	15	14	9	9	14	19	16	19	18	21
Cour des comptes	6	6	10	10	10	9	7	8	14	16
Cours d'appel	57	80	98	94	109	107	122	107	103	106
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	13	14	20
Tribunaux d'instance	6	6	4	6	0	-	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	222	239	239	231	293	371	353	328	304	324
Tribunaux du travail	14	14	16	15	17	15	14	18	18	16
Juges des enfants*	6	7	7	7	0	-	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants*	9	7	6	6	0	-	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	18	18	20	20	21	22	22	29	26	32
Tribunaux de commerce	12	14	12	12	13	13	14	14	13	11

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II-24 : Magistrats par juridiction (exceptées les hautes cours)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	358	396	403	395	453	528	525	509	478	510
Cours d'appel	57	93	98	98	109	107	122	107	103	106
Bobo-Dioulasso	17	29	28	28	28	30	32	28	33	29
Fada N'Gourma	-	13	15	15	16	18	16	15	14	12
Ouagadougou	40	51	55	55	65	59	74	64	56	65
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	13	14	20
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	13	14	20
Tribunaux pour enfants	9	6	6	6	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	6	5	5	5	-	-	-	-	-	-

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Juges des enfants	10	8	7	7		-	-	-	-	-
Banfora	1	1	0	0	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	1	1	1	-		-	-	-	-
Kaya	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Koudougou	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	4	2	2	2	-		-	-	-	-
Ouahigouya	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Tenkodogo	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	14	14	16	15	17	15	14	18	18	16
Bobo-Dioulasso	4	3	3	3	3	4	3	3	3	4
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Koudougou	2	3	3	3	3	1	1	3	1	1
Ouagadougou	8	8	10	9	11	10	10	12	13	10
Tribunaux d'instance	6	6	6	6	0	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	0	-	-	-	-	-
Ouagadougou	4	4	2	4	0	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	12	12	12	12	13	13	14	14	13	11
Bobo-Dioulasso	4	4	4	4	4	4	4	5	4	5
Ouagadougou	8	8	8	8	9	9	10	9	9	6
Tribunaux administratifs	18	18	20	20	21	22	22	29	26	32
Bobo-Dioulasso	5	5	6	6	6	7	7	9	7	8
Ouagadougou	13	13	14	14	15	15	15	20	19	24
Tribunaux de grande instance	232	239	238	231	293	371	353	328	304	325
Banfora	7	7	8	8	11	13	9	10	9	9
Bobo-Dioulasso	38	35	27	27	30	31	33	37	36	37
Bogandé	5	6	6	6	8	11	10	2	1	3
Boromo	6	6	6	6	6	11	8	8	7	9
Dédougou	7	8	6	6	11	14	13	11	11	10
Diapaga	5	5	4	4	7	8	8	3	2	2
Diébougou	5	4	6	6	6	8	7	9	8	9
Djibo	5	5	5	5	3	2	1	2	2	3
Dori	5	7	8	8	6	9	7	4	4	6
Fada N'Gourma	7	8	8	8	12	14	12	11	10	9
Gaoua	6	6	6	6	8	10	8	8	7	7
Kaya	8	7	9	9	9	14	12	10	9	9
Kongoussi	5	6	5	5	5	10	9	2	4	7
Koudougou	7	10	11	11	15	18	16	13	14	16
Koupéla	-	5	5	5	8	13	14	10	9	10
Léo	6	6	6	5	6	10	8	8	6	6
Manga	6	7	6	6	6	11	10	8	8	7
Nouna	5	5	5	5	6	9	8	3	3	3
Orodara	5	5	5	5	7	11	10	8	6	6
Ouaga I	60	59	61	65	75	72	59	56	52	54
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	20	46	42	46
Ouahigouya	7	8	9	8	17	17	16	12	10	8
Pô	-	-	-	-	-	5	7	8	8	8
Tenkodogo	9	10	10	10	14	19	20	17	13	15
Tougan	5	6	5	5	5	9	5	3	3	5
Yako	6	6	6	6	6	10	8	7	8	8
Ziniaré	7	7	6	6	6	12	15	12	12	13

NB : Cette répartition n'intègre pas les magistrats des hautes cours telles que la cour de cassation, la cour des comptes, le conseil constitutionnel et le conseil d'Etat.

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère en charge de la justice autres que les magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers. Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi précitée.

Le greffier en chef : sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur ;
- Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation ;
- Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre, il en délivre des extraits, des expéditions et des copies ;
- Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe ;
- Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses ;
- Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires ;
- Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II-25 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	449	482	493	541	626	713	806	897	985	1 067
Sexe										
Hommes	335	358	374	412	481	550	629	714	795	866
Femmes	114	124	119	129	145	163	177	183	190	201

Tableau II-26 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	114	122	122	127	142	171	186	183	210	208
Sexe										
Hommes	90	98	100	104	114	140	155	154	181	175
Femmes	24	24	22	23	28	31	31	29	29	33
Ancienneté										
Moins de 5 ans	23	19	8	5	42	21	81	75	100	84
5 à 9 ans	42	32	34	27	43	31	47	37	32	33
10 à 14 ans	25	31	36	44	35	45	38	37	47	52
15 à 19 ans	5	21	26	33	43	55	18	29	27	32
20 à 24 ans	1	0	0	0	15	6	2	5	4	7
25 ans et plus	18	18	18	18	1	11	0	0	0	0
Position										
Chancellerie	22	19	34	37	43	42	35	37	57	59
Juridictions (y compris les hautes cours)	88	87	80	83	93	107	132	129	130	122
Disponibilité	2	3	3	3	1	1	2	1	2	2
Mise à disposition	0	0	1	1	1	3	8	9	17	15
Détachement	0	1	1	1	1	3	5	1	2	3
Suspendu	0	0	0	4	4	-	2	2	0	0
Stage de spécialisation	0	7	1	1	0	-	-	-	0	1
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	0	-	-	2	6
Mission onusienne	2	3	2	1	0	0	-	0	0	0
Juridiction										
Ensemble	88	87	80	84	93	107	132	129	130	122
Cour de cassation	2	2	5	5	6	5	4	6	4	5
Conseil constitutionnel	2	2	1	1	1	1	1	1	1	2
Conseil d'État	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Cour des comptes	4	4	4	4	4	4	5	4	2	6
Cours d'appel	9	9	9	10	11	13	21	12	14	9
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	7	7	7
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	0	-	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	50	48	41	43	52	64	78	77	79	70
Tribunaux du travail	4	5	4	5	7	8	10	8	9	8
Juges des enfants	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	0	-	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	6	6	4	4	5	6	5	6	7	7
Tribunaux de Commerce	5	6	6	6	5	4	6	6	5	6

Source : DRH

Tableau II-27 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	78	79	67	72	80	95	120	123	121	107
Cours d'appel	9	10	9	10	11	13	21	19	14	9
Bobo-Dioulasso	3	2	3	3	3	3	3	2	4	3
Fada N'Gourma	-	2	2	2	2	3	5	4	2	2
Ouagadougou	6	6	4	5	6	7	13	6	8	4
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	7	7	7
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	7	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	0	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	0	-	-	-	-	-
Ouagadougou	1	1	1	1	0	-	-	-	-	-
Juges des enfants	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	4	5	4	5	7	8	10	8	9	8
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	2	2	2	1	2	2
Koudougou	1	1	1	2	1	2	3	3	3	2
Ouagadougou	2	3	2	2	4	4	5	4	4	4
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	0	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	0	-	-	-	-	-
Ouagadougou	1	1	1	1	0	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	5	6	6	6	5	4	6	6	5	6
Bobo-Dioulasso	2	3	3	2	2	2	2	2	2	3
Ouagadougou	3	3	3	4	3	2	4	4	3	3
Tribunaux administratifs	6	6	4	4	5	6	5	6	7	7
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	3	3	2	3	2	3
Ouagadougou	4	4	2	2	2	3	3	3	5	4
Tribunaux de grande instance	50	48	40	43	52	64	78	77	79	70
Banfora	2	2	2	2	1	1	3	2	3	1
Bobo-Dioulasso	5	5	2	4	5	6	6	6	7	7
Bogandé	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	2	2	2	1
Dédougou	1	1	1	1	2	3	3	2	3	3
Diébougou	2	2	1	1	1	1	2	12	1	1
Diapaga	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'Gourma	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1
Gaoua	1	2	1	1	2	1	1	1	1	1
Kaya	3	3	2	2	2	2	3	3	1	2
Kongoussi	1	2	2	2	2	2	2	2	1	0
Koudougou	2	2	3	3	3	4	4	3	4	4
Koupéla	-	0	1	1	2	2	4	4	4	2
Léo	2	2	2	2	3	3	3	3	3	2
Manga	3	2	1	2	2	2	2	2	2	2
Nouna	2	1	1	1	2	2	2	2	1	1
Orodara	1	1	1	1	2	2	3	3	3	3
Ouaga I	8	7	6	6	7	16	8	8	11	10
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	8	10	12	14
Ouahigouya	2	2	1	2	2	2	3	3	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	2	2	1	1
Tenkodogo	2	2	1	1	2	2	4	4	5	3
Tougan	1	1	1	1	2	2	2	2	2	1
Yako	2	1	1	1	2	2	3	3	2	2
Ziniaré	2	2	2	2	2	2	2	2	3	2

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- Sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur ;
- Le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions du greffe.

Tableau II-28 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	222	251	237	276	287	370	426	493	539	613
Sexe										
Hommes	180	195	192	224	223	293	338	400	442	508
Femmes	42	56	45	52	64	77	88	93	97	105
Ancienneté										
Moins de 5 ans	62	58	47	48	174	161	278	327	374	380
5 à 9 ans	60	52	51	58	29	59	84	92	101	156
10 à 14 ans	63	79	85	87	32	52	37	41	26	36
15 à 19 ans	12	33	34	49	34	77	22	28	33	28
20 à 24 ans	1	1	3	5	8	13	5	5	5	11
25 ans et plus	24	28	17	29	10	8	0	0	0	2
Position										
Chancellerie	9	10	15	17	16	15	17	88	21	31
Juridictions (y compris les hautes cours)	199	206	197	218	245	327	363	363	497	533
SP/CSM	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1
Disponibilité	3	5	4	4	2	2	2	1	3	5
Mise à disposition	1	3	2	2	3	6	5	5	5	7
Détachement	0	2	4	4	1	0	0	0	0	0
Stage de formation ¹	10	32	15	30	19	200	35	35	12	36
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Greffiers en juridictions										
Ensemble	199	207	200	218	262	327	363	363	497	533
Cour de cassation	6	7	6	6	8	11	9	13	13	14
Conseil constitutionnel	3	6	2	4	3	3	2	2	2	1
Conseil d'État	6	6	6	6	6	7	6	9	12	16
Cour des comptes	5	5	5	5	6	5	6	8	9	9
Cours d'appel	26	30	32	33	32	39	38	43	52	51
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	7	8	10
Tribunaux d'instance	9	7	6	5	0	-	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	117	116	115	124	174	219	257	237	341	359
Tribunaux du travail	5	8	8	10	9	13	13	13	20	26
Juges des enfants	1	1	1	0	-	-	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	3	4	3	3	-	-	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	7	5	5	8	8	12	13	13	19	22
Tribunaux de commerce	11	12	11	12	16	18	19	18	21	25

¹ Greffiers admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-29 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	76	252	256	262	341	321	322	441	357	485
Cours d'appel	26	27	32	33	32	39	38	50	52	51
Bobo-Dioulasso	11	12	14	13	17	19	18	21	20	20
Fada N'Gourma	-	3	3	4	3	4	4	5	5	5
Ouagadougou	15	15	15	16	12	16	16	17	27	26
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	7	8	10
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	7	8	10
Tribunaux pour enfants	9	6	6	6	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	6	5	5	5	-	-	-	-	-	-
Juges des enfants	10	8	7	7	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	4	2	2	2	-	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	5	8	8	10	9	13	13	13	20	26
Bobo-Dioulasso	0	3	3	3	4	5	5	5	6	7
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Koudougou*	1	1	0	1	1	2	1	1	2	5
Ouagadougou	4	4	5	6	4	6	7	7	11	12
Tribunaux d'instance	9	7	6	5	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3	4	3	3	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	6	3	3	2	-	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	11	12	11	12	16	18	19	18	21	25
Bobo-Dioulasso	2	3	4	4	5	6	4	4	4	6
Ouagadougou	9	9	7	8	11	12	15	14	17	19
Tribunaux administratifs	6	5	5	8	8	12	13	13	19	22
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	4	5	4	4	7	7
Ouagadougou	4	3	3	6	4	7	9	9	12	15
Tribunaux de grande instance	117	116	115	126	174	219	258	237	341	351
Banfora	3	3	3	5	6	6	6	5	10	10
Bobo-Dioulasso	13	15	16	16	22	22	20	19	29	34
Bogandé	3	3	3	4	4	4	7	5	6	5
Boromo	3	3	3	4	4	3	5	5	7	8
Dédougou	5	4	3	5	7	8	9	9	11	13
Diébougou	2	1	1	2	4	5	6	6	10	11
Diapaga	4	5	2	3	4	4	4	2	2	3
Djibo	5	4	3	3	2	1	1	1	1	6
Dori	3	1	2	3	4	5	4	3	3	1
Fada N'Gourma	5	1	4	4	5	6	6	5	9	10
Gaoua	1	3	4	4	6	9	9	7	11	11
Kaya	4	3	3	4	5	6	5	4	8	9
Kongoussi	3	2	2	2	4	4	6	5	6	8
Koudougou	7	7	7	8	10	12	10	12	15	15
Koupéla	-	2	2	2	3	5	5	5	7	11
Léo	3	4	2	2	4	5	6	4	7	8
Manga	3	3	3	3	3	2	5	5	6	6
Nouna	2	2	2	3	3	4	4	3	3	3
Orodara	3	3	3	3	3	3	3	2	5	5
Ouaga I	26	31	34	32	49	70	62	57	77	71
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	29	29	47	44
Ouahigouya	5	3	2	2	5	6	9	9	16	19
Pô	-	-	-	-	-	5	6	7	11	11
Tenkodogo	6	6	5	5	6	8	7	7	10	11
Tougan	2	1	2	2	3	6	7	4	1	4
Yako	2	2	1	1	3	4	6	6	11	1
Ziniaré	4	4	3	4	5	6	11	11	12	13

Concepts

❖ Le Secrétaire des greffes et parquets.

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- saisir tout acte ou document qui est d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau II-30 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	113	109	134	138	133	172	194	221	236	246
Hommes	65	65	82	85	87	117	136	160	172	183
Femmes	48	44	52	53	46	55	58	61	64	63
Ancienneté										
Moins de 5 ans	21	20	58	79	104	121	148	149	154	152
5 à 9 ans	30	25	22	11	7	12	25	52	57	81
10 à 14 ans	33	20	23	15	2	8	3	4	7	4
15 à 19 ans	4	7	10	12	8	15	7	7	9	0
20 à 24 ans	1	1	1	1	7	4	11	8	9	9
25 ans et plus	24	30	20	20	5	12	0	1	0	0
Position										
Chancellerie	10	8	5	3	4	6	7	37	11	12
Juridictions (y compris les hautes cours)	86	90	98	102	128	154	165	163	212	209
Disponibilité	0	1	1	1	1	1	0	0	2	4
Mise à disposition	0	6	0	0	0	0	0	0	1	1
Détachement	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Stage de spécialisation	0	7	1	1	0	-	-	-	0	0
Stage à l'ENAM	17	20	29	32	5	11	21	21	10	20
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau II-31 : Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	86	90	98	102	128	154	164	163	212	209
Cour de cassation	3	6	5	5	5	4	3	4	4	3
Conseil constitutionnel	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0
Conseil d'État	3	5	5	5	3	3	3	3	4	4
Cour des comptes	4	3	3	3	3	3	3	3	4	2
Cours d'appel	6	7	10	12	13	14	16	13	14	11
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	2	3	5
Tribunaux d'instance	0	0	1	1	0	-	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	59	58	63	63	90	114	119	120	158	158
Tribunaux du travail	3	3	2	2	4	4	4	4	8	7
Juges des enfants	0	1	0	0	0	-	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	2	1	2	2	0	-	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	3	4	5	5	5	7	10	9	10	10
Tribunaux de commerce	3	2	2	4	4	4	6	4	7	9

Source : DRH

Tableau II-32 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, ancienneté, position et type de juridiction (suite)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	77	76	85	89	116	118	155	154	200	200
Cours d'appel	6	9	10	12	13	14	16	15	14	11
Bobo-Dioulasso	4	4	3	5	5	4	4	3	3	3
Fada N'Gourma	-	4	4	3	4	4	5	4	3	3
Ouagadougou	2	1	3	4	4	6	7	6	8	5
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	2	3	5
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	2	3	5
Tribunaux pour enfants	2	1	2	2	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	1	1	2	2	-	-	-	-	-	-
Juges des enfants	0	1	0	0	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	0	1	0	0	-	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	3	3	2	2	4	3	4	4	8	7
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Koudougou	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	2	2	1	1	2	1	2	2	3	2
Tribunaux d'instance	0	0	1	1	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	1	1	-	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	3	2	2	4	4	4	6	4	7	9
Bobo-Dioulasso	1	1	1	2	2	2	3	2	2	3
Ouagadougou	2	1	1	2	2	2	3	2	5	6
Tribunaux administratifs	4	4	5	5	5	7	10	9	10	10
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	3	4	4	5	4
Ouagadougou	2	2	3	3	3	4	6	5	5	6
Tribunaux de grande instance	59	56	63	63	90	90	119	120	158	158
Banfora	4	3	1	2	3	4	4	4	5	5
Bobo-Dioulasso	4	4	4	3	8	7	9	10	13	13
Bogandé	1	0	0	0	1	1	2	2	1	1
Boromo	1	2	1	1	2	2	4	4	5	5
Dédougou	2	3	3	3	4	4	3	3	3	5
Diébougou	2	2	2	3	4	4	5	3	6	4
Diapaga	0	1	2	2	0	1	2	2	2	2
Djibo	1	1	2	2	1	1	1	1	1	3
Dori	3	3	4	4	3	2	2	1	2	2
Fada N'Gourma	2	1	1	2	5	2	4	4	4	4
Gaoua	1	1	1	2	3	3	4	3	4	4
Kaya	2	1	1	2	3	3	3	3	4	4
Kongoussi	1	1	1	1	2	2	1	1	1	3
Koudougou	2	3	2	3	6	5	9	9	13	12
Koupéla	-	2	3	2	3	2	5	5	7	5
Léo	1	1	1	1	2	1	2	3	3	4
Manga	1	1	2	2	2	3	5	5	6	5
Nouna	1	2	2	2	3	2	2	1	1	1
Orodara	2	1	1	1	2	2	2	2	3	3
Ouaga I	16	13	13	11	11	14	20	22	32	29
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	10	11	18	17
Ouahigouya	2	3	3	3	3	1	3	3	3	3
Pô	-	-	-	-	-	5	3	3	4	3
Tenkodogo	2	2	3	3	5	5	4	4	4	4
Tougan	1	1	4	3	5	4	2	1	1	4
Yako	4	3	3	2	5	5	4	3	5	5
Ziniaré	3	3	3	3	4	5	5	7	7	8

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 août 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16-2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du ministère en charge de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17, 21,22 et 25 de la loi n° 016 /2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-33 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807	2 903	3 257	3 578	3 891
Hommes	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354	2 424	2 730	3 005	3 270
Femmes	300	299	324	371	421	453	479	527	573	621

Source : DRH

Tableau II-34 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 410	1 485	1 444	1 682	1 784	1 782	1 764	1 839	2 007	2 328
CPA de Baporo	28	24	25	26	44	46	42	41	40	70
Centre pour mineurs de Laye	10	12	15	14	13	13	17	18	19	19
CERMICOL	-	20	18	20	24	24	26	29	28	28
Maisons d'arrêt et de correction	1 372	1 429	1 386	1 622	1 703	1 699	1 679	1 751	1 920	2 211
Banfora	44	46	53	60	67	60	63	63	73	79
Bobo-Dioulasso	140	141	125	163	181	170	173	180	206	221
Bogandé	40	46	45	47	46	49	39	30	29	77
Boromo	38	40	39	43	49	54	54	64	74	84
Dédougou	46	53	49	55	66	68	69	64	74	80
Diapaga	39	34	36	43	41	46	34	28	30	29
Diébougou	34	38	35	39	41	44	46	47	54	67
Djibo	28	57	51	69	32	30	25	14	2	2
Dori	39	39	34	52	47	40	41	42	46	50
Fada N'Gourma	45	46	39	54	58	56	57	61	65	81
Gaoua	39	38	41	48	55	55	49	59	63	78
Kaya	46	45	41	46	56	55	48	53	58	63
Kongoussi	28	33	32	34	39	38	39	38	38	63
Koudougou	58	54	54	58	57	62	68	77	78	89
Koupéla	-	23	32	43	40	39	36	44	52	56
Léo	38	35	36	43	54	56	52	53	52	61
Manga	38	36	34	40	37	36	34	47	53	62
Nouna	36	37	40	43	46	41	42	1	1	1
Orodara	31	35	33	42	57	57	51	53	50	64
Ouagadougou (MACO)	231	226	220	246	248	252	274	309	351	364
Ouagadougou (PHS)	127	122	125	141	165	165	167	193	230	239
Ouahigouya	51	50	43	46	48	50	48	44	40	50
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	35
Tenkodogo	51	50	48	50	47	52	58	67	70	73
Tougan	30	32	32	36	45	43	42	42	40	40
Yako	30	32	33	38	34	38	31	28	36	41
Ziniaré	45	41	36	43	47	43	44	44	54	62

❖ **Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire**

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques, d'administration et de commandement.

❖ **Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire**

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ **Les assistants de sécurité pénitentiaire**

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ **Les agents de sécurité pénitentiaire**

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-35 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	98	102	97	101	107	117	127	141	152	154
Sexe										
Hommes	90	94	89	93	99	109	119	131	141	143
Femmes	8	8	8	8	8	8	8	10	11	11
Ancienneté										
Moins de 5 ans	10	1	0	0	28	0	33	44	53	54
5 à 9 ans	44	26	23	17	26	13	42	31	33	28
10 à 14 ans	29	65	59	54	38	50	31	31	30	36
15 à 20 ans	9	10	9	30	15	46	17	31	33	30
20 à 25 ans	6	38	0	0	0	2	4	4	3	6
26 ans et plus			6	6	0	6	0	0	0	0
Position										
Chancellerie	35	38	40	36	39	45	53	81	12	12
Autres structures	9	10	13	9	13	11	11	8	0	0
DGAP	26	28	27	27	26	34	43	58	45	20
Directions générale et centrales	23	24	24	24	23	31	40	55	42	26
DRAP Ouagadougou	2	2	1	1	1	1	1	1	1	2
DRAP Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
DRAP Fada N'Gourma		1	1	1	1	1	1	1	1	1
ENGSP	7	7	10	14	14	15	13	13	17	18
CPA de Baporo	1	1	1	2	1	1	1	1	2	1
CERMICOL		2	2	2	1	1	1	1	2	2
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	31	31	27	33	30	54	36	36	45	44
Banfora	1	1	1	1	2	1	1	1	2	2
Bobo-Dioulasso	3	2	1	1	2	2	2	2	1	1
Bogandé	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Dédougou	0	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Diapaga	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1
Diébougou	1	1	1	2	1	1	1	1	2	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Fada N'Gourma	2	1	1	2	1	1	1	1	2	3
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	2	2	1	2
Koudougou	1	1	1	2	1	2	2	2	2	1
Koupéla	-	1	1	1	1	1	1	1	3	3
Léo	1	1	1	1	1	1	2	2	2	1
Manga	1	1	1	1	1	1	2	2	2	1
Nouna	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Orodara	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Ouagadougou (MACO)	3	3	1	2	2	2	2	3	3	4
Ouagadougou (PHS)	2	2	2	1	2	2	2	2	2	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Tenkodogo	2	2	1	2	1	2	2	2	1	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0
Yako	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
Ziniaré	1	1	1	2	1	1	2	1	1	1
Mission onusienne	13	15	17	9	13	13	13	8	16	14
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Suspendus	-	-	-	-	-	1	1	1	1	-
Disponibilité	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0
Détachement	1	2	3	2	8	0	8	12	12	12
Stage de spécialisation	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-

Source : DRH

Tableau II-36 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	242	250	240	270	258	293	290	294	292	288
Sexe										
Hommes	221	226	219	245	234	267	265	267	265	260
Femmes	21	24	21	25	24	26	25	27	27	28
Ancienneté										
Moins de 5 ans	10	115	0	1	116	20	108	119	129	95
5 à 9 ans	73	115	60	58	63	20	93	77	72	95
10 à 14 ans	78	18	101	78	56	100	75	69	61	63
15 à 20 ans	33		33	80	13	107	14	29	30	30
20 à 25 ans	48	2	0	0	2	9	0	0	0	5
26 ans et plus	0	0	46	47	8	37	0	0	0	0
Position										
Chancellerie	60	51	71	78	85	77	105	123	7	8
Autres structures	6	7	4	4	8	9	9	10	0	4
DGAP	54	44	67	74	77	68	96	113	111	22
Directions générale et centrales	44	30	49	55	56	20	79	95	92	65
DRAP Bobo-Dioulasso	4	7	8	9	9	9	7	8	10	6
DRAP Fada N'Gourma			4	4	4	2	1	1	2	3
DRAP Ouagadougou	6	7	6	6	8	9	9	9	7	7
ENGSP	9	13	13	13	11	13	14	13	16	18
CPA de Baporo	4	3	4	4	4	4	4	4	4	5
Centre pour mineurs de Laye	1	1	2	2	1	1	1	1	1	1
CERMICOL	-	3	3	5	4	4	5	5	5	4
Maisons d'arrêt et de correction	119	138	122	125	140	130	124	121	123	122
Banfora	4	6	5	5	6	6	7	7	4	8
Bobo-Dioulasso	9	8	6	7	8	9	7	8	8	4
Bogandé	3	5	4	4	4	5	3	3	3	2
Boromo	4	5	5	5	6	7	3	5	4	5
Dédougou	3	5	5	5	6	5	5	6	6	6
Diapaga	3	3	4	4	5	3	2	3	1	1
Diébougou	4	5	4	4	6	3	3	5	5	4
Djibo	3	4	3	3	3	2	3	2	1	1
Dori	3	3	3	3	4	3	3	5	4	4
Fada N'Gourma	5	5	4	6	6	2	4	4	5	4
Gaoua	4	3	4	4	4	3	3	4	4	4
Kaya	4	5	4	4	5	6	6	5	6	6
Kongoussi	3	6	6	4	4	4	4	3	3	3
Koudougou	6	7	6	6	5	4	5	5	6	6
Koupéla	-	5	4	4	5	5	5	5	6	5
Léo	5	5	4	5	6	5	5	4	4	3
Manga	5	7	6	6	6	7	6	5	5	5
Nouna	4	4	4	4	3	4	4	0	0	0
Orodara	4	4	4	4	5	5	4	4	4	4
Ouagadougou (MACO)	14	12	10	11	14	12	10	12	14	14
Ouagadougou (PHS)	7	7	5	5	8	9	9	11	12	11
Ouahigouya	4	5	5	5	6	5	5	5	5	5
Tenkodogo	5	5	5	4	4	4	5	5	5	2
Tougan	3	3	4	5	3	4	4	2	2	5
Yako	4	5	3	3	4	5	2	1	2	2
Ziniaré	6	6	5	5	4	3	5	2	4	3
Mission onusienne	11	8	10	8	11	11	9	5	12	9
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2
Suspendus	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Détachement	2	2	1	1	0	0	0	1	1	1
Stage de spécialisation	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Stage de formation²	35	30	13	30	20	26	28	19	10	10

Source : DRH

² Contrôleurs admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-37 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 680	1 660	1 773	2 030	2 260	2 393	2 484	2 820	3 133	3 448
Sexe										
Hommes	1 409	1 392	1 478	1 691	1 874	1 974	2 038	2 333	2 598	2 866
Femmes	271	268	295	339	386	419	446	490	535	582
Ancienneté										
Moins de 5 ans	558	544	510	706	913	904	920	1 189	1 249	1 302
5 à 9 ans	778	1 073	705	738	825	554	785	623	781	900
10 à 14 ans	237	40	451	412	422	630	744	966	1 059	975
15 à 20 ans	55	0	56	123	89	262	30	39	43	252
21 à 25 ans	52	3	0	0	2	5	4	2	1	19
26 ans et plus	0	0	51	51	9	38	1	1	0	0
Position										
Chancellerie	286	282	359	446	569	659	761	1 038	43	53
Autres structures	39	32	35	40	44	47	46	45	4	6
DGAP	247	250	324	406	525	612	715	993	1 133	266
Directions générale et centrales	228	236	276	366	494	584	684	956	1 100	818
DRAP Bobo-Dioulasso	8	6	22	25	14	12	14	16	17	19
DRAP Fada N'Gourma	-	-	17	5	4	5	5	6	4	6
DRAP Ouagadougou	11	8	9	10	13	11	12	15	12	16
ENGSP	29	31	45	43	35	37	42	39	61	58
CPA de Baporo	23	20	20	20	39	41	37	36	34	64
Centre pour mineurs de Laye	9	11	13	12	12	12	16	17	18	18
CERMICOL	-	-	13	13	19	19	20	22	21	22
Maisons d'arrêt et de correction	1 218	1 257	1 237	1 451	1 532	1 536	1 519	1 592	1 751	2 044
Banfora	39	40	47	54	59	53	55	61	67	211
Bobo-Dioulasso	128	130	118	143	171	158	164	170	197	74
Bogandé	36	40	40	42	41	43	35	26	25	74
Boromo	33	34	33	37	42	46	48	58	68	77
Dédougou	43	47	43	49	59	62	63	56	66	72
Diapaga	35	30	31	37	35	42	31	24	28	27
Diébougou	29	32	30	33	34	40	42	40	46	61
Djibo	24	52	47	65	28	27	21	11	0	0
Dori	33	35	30	48	42	36	37	36	40	44
Fada N'Gourma	38	40	34	46	51	53	52	56	58	74
Gaoua	34	34	36	43	50	51	45	54	57	73
Kaya	41	39	36	41	50	48	41	45	50	55
Kongoussi	24	26	25	29	34	33	28	33	34	59
Koudougou	51	46	47	50	51	56	61	70	70	81
Koupéla	-	17	27	38	34	33	30	38	43	48
Léo	32	29	31	37	47	50	45	47	46	57
Manga	32	28	27	33	30	28	26	40	46	56
Nouna	31	32	35	37	42	36	37	0	0	0
Orodara	26	30	28	37	51	51	46	48	44	58
Ouagadougou (MACO)	213	211	209	233	232	238	262	294	334	346
Ouagadougou (PHS)	118	113	118	135	155	154	156	180	216	226
Ouahigouya	46	44	37	40	41	43	41	37	33	43
Tenkodogo	44	42	42	44	42	46	51	60	64	32
Tougan	26	27	27	30	41	38	37	39	38	66
Yako	25	26	29	34	29	32	28	26	32	38
Ziniaré	37	33	30	36	42	39	37	41	49	36
Mission onusienne	12	31	27	14	30	29	24	21	18	11
Mise à disposition	2	1	1	1	7	8	7	8	8	6
Disponibilité	1	4	5	5	5	5	7	10	21	21
Détachement	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
Suspendus	7	7	7	1	2	2	0	1	1	0
Stage de spécialisation	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-
Condamné	-	-	-	-	1	-	1	-	0	0
Stage de formation³	-	-	37	50	40	35	49	35	20	20

Source : DRH

³ Assistants admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-38 : Agents de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	10	8	3	3	3	4	2	2	1	1
Sexe										
Hommes	10	8	3	3	3	4	2	2	1	1
Femmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ancienneté										
Moins de 5 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5 à 9 ans	2	1	1	2	0	0	1	0	0	0
10 à 14 ans	2	1	1	1	2	3	0	0	0	0
15 à 20 ans	1	2	1	0	1	1	0	1	0	0
21 à 25 ans	5	4	0	0	0	0	1	1	1	1
26 ans et plus	-	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Position										
Chancellerie	3	3	2	0	2	2	1	0	0	0
Autres structures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DGAP	3	3	2	2	2	2	1	0	0	0
Directions générale et central	2	3	2	2	2	2	1	0	0	0
DRAP Bobo-Dioulasso	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DRAP Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
DRAP Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	4	4	0	1	1	1	1	1	1	1
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus	2	1	1	1	0	1	1	1	0	0
ENGSP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DRH

Tableau II-39 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe

Profession	Femmes				Hommes			
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Ensemble	100	110	110	123	304	304	296	293
Adjoint administratif	1	1	0	0	1	1	1	1
Adjoint de chancellerie	-	-	-	0	-	-	-	1
Adjoint de secrétariat	5	3	3	3	9	9	8	7
Adjoint des services financiers	2	2	1	2	2	2	0	0
Adjoint en GRH	2	2	2	2	3	3	2	3
Adjoint social	2	2	2	3	3	5	4	4
Adjoint technique de la statistique	0	0	0	0	3	3	2	2
Administrateur civil	0	0	1	1	1	0	1	1
Administrateur des affaires sociales	0	0	0	0	2	1	0	1
Administrateur des services financiers	1	1	1	2	6	7	7	11
Agent de recouvrement du trésor	1	1	0	1	0	0	0	0
Agent itinérant de santé	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent de bureau	16	20	20	17	11	12	12	7
Agent de liaison	17	18	21	21	27	27	27	27
Agent technique de la statistique	0	0	0	0	1	1	1	0
Aide social	0	0	0	0	0	0	0	0
Assistant en archivistique	1	1	1	1	7	7	4	2
Assistant de Secrétariat	6	5	5	5	2	2	3	3
Assistant en documentation	1	1	1	1	0	0	0	0
Assistant de police	0	0	0	0	4	1	0	0
Assistant des affaires économiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Assistant en GRH	3	3	3	3	10	8	6	6
Assistant en journalisme et communication	-	-	1	2	-	-	0	0
Assistant en STIC	-	-	-	0	-	-	1	1
Attaché d'administration scolaire et universitaire	1	1	1	1	3	3	1	2
Assistant d'éducation	0	0	0	0	1	1	1	1
Assistant d'éducation spécialisée	3	4	5	6	26	28	30	32
Attaché de direction	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché de santé en épidémiologie	0	0	0	0	1	1	0	0
Attaché des affaires sociales	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché d'intendance scolaire et universitaire	1	4	1	1	5	9	4	6
Attaché en études et analyse	1	0	1	1	1	0	2	2
Avocat	-	-	-	0	-	-	-	1
Chauffeur	1	1	1	0	50	50	51	45
Comptable	1	1	1	1	0	0	1	1
Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente	-	0	0	0	1	0	0	0
Conseiller en aménagement du territoire	-	-	-	0	-	-	1	1
Conseiller en économie et en développement	0	0	0	0	1	1	0	0
Conseiller d'administration scolaire et universitaire	0	0	0	0	3	3	3	3
Conseiller d'intendance scolaire et universitaire	4	4	4	5	12	9	8	5
Conseiller des affaires économiques	2	2	2	2	2	1	2	2
Conseiller des affaires étrangères	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseiller en GRH	2	2	2	1	12	8	9	8
Conseiller en relation publique	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseiller en STIC	0	0	0	0	1	1	5	4
Conseiller en statistique et analyse du développement	-	-	-	0	-	-	-	1
Conservateur des archives	0	0	0	0	3	2	1	0

Profession	Femmes				Hommes			
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Contrôleur des services financiers	0	0	0	0	3	2	2	2
Contrôleur du trésor	2	2	3	3	5	5	7	7
Documentaliste	-	-	-	0	-	-	-	1
Economiste	1	1	1	1	1	1	0	0
Educateur social	3	4	5	5	16	18	18	18
Gardien	0	0	0	0	5	5	4	4
Infirmier breveté	1	1	0	0	1	1	1	0
Infirmier d'état	1	0	0	0	2	2	2	2
Ingénieur de conception en informatique	0	0	0	0	1	1	1	0
Ingénieur des travaux informatiques	0	1	2	2	3	4	4	11
Ingénieur des travaux statistiques	0	0	0	0	1	1	2	0
Inspecteur de l'enseignement primaire et de l'éducation non formelle	0	0	0	0	1	0	0	0
Inspecteur d'éducation spécialisée	0	0		0	4	4	2	3
Inspecteur du trésor	1	0	0	0	4	3	4	3
Instituteur certifié	-	-	-	0	-	-	2	0
Journaliste	0	0	0	0	2	2	0	0
Juriste	0	0	0	0	0	1	1	0
Maïeuticien d'État	0	0	0	0	0	0	0	0
Médecin généraliste	0	0	0	0	1	1	0	0
Moniteur d'éducation spécialisé	0	1	1	2	7	6	4	3
Professeur certifié des lycées et collèges	1	1	0	1	0	0	1	1
Professeur certifié des écoles	-	-	0	2	-	-	1	2
Professeur des lycées et collèges	-	-	1	1	-	-	0	0
Reprographe	0	0	0	0	0	0	1	1
Secrétaire	4	4	6	5	0	0	0	0
Secrétaire dactylo	1	1	1	1	0	0	0	0
Secrétaire administratif	-	-	2	2	-	-	1	2
Sociologue	2	2	2	2	0	0	0	0
Sous-officier de police	0	0	0	0	0	0	0	0
Standardiste	0	0	0	0	0	0	0	0
Technicien d'État du génie sanitaire	0	0	0	0	1	1	1	1
Technicien supérieur d'élevage	0	0	0	0	1	1	1	1
Technicien supérieur en informatique	0	0	0	0	2	2	1	1
Détachement	1	0	0	0	3	3	3	4
Disponibilité	2	2	2	2	12	13	13	15
Mise à disposition	6	11	1	9	13	20	15	4
Mission onusienne	-	-	0	0	-	-	1	1
Sanction	-	-	1	0	-	-	0	1
Stage de formation	-	-	0	2	-	-	4	14

Concepts

Le système judiciaire comprend d'autres acteurs et auxiliaires de justice, notamment les avocats, les huissiers et les notaires.

La profession d'avocat est régie par le règlement n°05/CM/UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi n°013 – 2015/CNT du 04 mai 2015 portant organisation de la profession d'avocat au Burkina Faso. Il exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie par les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le Barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

La profession d'huissier est régie par la loi n°054-2017/AN du 05 décembre 2017 portant réglementation de la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

La profession de notaire est régie également par la loi n° 021-2019/AN du 07 mai 2019 portant statut des notaires au Burkina Faso. Le notaire est un officier public à qui l'État cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'État en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'État à mieux percevoir les impôts.

Tableau II-40 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	174	181	181	178	181	203	203	203	249	249
Sexe										
Hommes	139	146	146	141	144	163	163	163	201	201
Femmes	35	35	35	37	37	40	40	40	48	48
Ancienneté										
Moins de 5 ans	38	44	44	41	38	38	30	30	80	84
5 à 9 ans	23	23	23	12	15	34	41	41	42	10
10 à 14 ans	21	20	20	31	55	25	23	11	9	34
15 à 19 ans	31	32	32	20	26	28	21	29	31	37
20 à 24 ans	50	51	51	58	35	33	24	27	19	14
25 ans et plus	11	11	11	16	12	45	64	65	68	70
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	10	10	10	9	9	10	9	11	13	8
Ouagadougou	164	171	171	169	172	196	194	192	236	241

Sources : Tableaux de l'Ordre des avocats des années judiciaires.

Tableau II-41 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	27	27	27	43	43	43	43	43	41	62
Sexe										
Hommes	22	22	22	35	35	35	35	35	32	48
Femmes	5	5	5	8	8	8	8	8	9	14
Ancienneté										
Moins de 5 ans	0	0	0	19	19	19	19	0	0	21
5 à 9 ans	5	5	5	5	0	0	0	18	18	0
10 à 14 ans	0	0	0	0	5	5	1	5	4	0
15 à 19 ans	13	13	13	1	0	0	0	0	0	23
20 à 24 ans	9	9	9	9	10	10	13	6	0	0
25 ans et plus	0	0	0	9	9	9	10	14	19	18
Ville de résidence										
Banfora	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bobo-Dioulasso	5	5	5	5	5	5	5	5	5	10
Boromo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Dori	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Fada N'Gourma	-	-	-	1	1	1	1	1	-	2
Gaoua	-	-	-	1	1	1	1	1	-	2
Kaya	1	1	1	2	2	2	2	2	1	2
Kongoussi	-	-	-	1	1	1	1	0	-	1
Koudougou	1	1	1	2	2	2	2	2	1	3
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Léo	-	-	-	1	1	1	1	1	-	2
Ouagadougou	17	17	17	25	25	25	25	24	17	27
Ouahigouya	1	1	1	2	2	2	2	2	1	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Tenkodogo	1	1	1	2	2	2	2	2	1	2

Source : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso

Tableau II-42 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	18	18	18	18	29	37	37	37	36	46
Sexe										
Hommes	10	10	10	10	19	24	20	20	19	28
Femmes	8	8	8	8	10	13	17	17	17	18
Ancienneté										
Moins de 5 ans	5	5	5	5	15	23	20	20	20	17
5 à 9 ans	5	5	5	5	9	4	7	7	3	17
10 à 14 ans	1	1	1	1	0	5	5	5	5	4
15 ans à 19 ans	7	7	7	7	5	5	5	5	8	3
20 ans à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
25 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	3	3	3	3	6	9	9	9	6	8
Dédougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Gaoua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Kaya	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Léo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouagadougou	15	15	15	15	23	28	28	28	30	30
Ouahigouya	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audienier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques : *Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.*

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, régit par la loi organique N° 018-2016/AN du 26 mai 2016, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. Elle se compose :

- d'un premier président ;
- de présidents de chambre ;
- de conseillers ;
- d'un procureur général ;
- d'un premier avocat général ;
- d'avocats généraux ;
- d'un secrétaire général ;
- d'un greffier en chef, chef de greffe ;
- de greffiers en chef ;
- de greffiers ;
- de secrétaires des greffes et parquets.

Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;
- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles ;
- un greffe.

Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	167	231	263	280	214	241	270	250	271	344
Saisine directe	-	48	49	27	8	13	33	20	20	0
Saisine par voie de recours	167	183	214	253	206	228	237	230	251	344

Affaires nouvelles par chambre	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	167	231	263	280	214	241	270	250	271	344
Chambre civile	53	64	83	99	69	88	89	84	110	111
Chambre commerciale	29	28	47	50	19	38	38	35	38	75
Chambre sociale	33	49	46	58	88	52	59	64	52	42
Chambre criminelle	30	50	47	47	19	30	53	43	45	82
Chambre mixte et Chambres réunies	0	4	2	0	0	0	2	0	6	0
Juridiction du 1er Président	22	36	38	26	19	33	27	24	20	34

Nature de la décision rendue	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	108	161	184	213	183	337	584	519	286	326
Avant dire droit	1	0	0	1	3	1	0	3	34	2
Cassation	19	14	18	9	17	19	29	43	15	58
<i>Annulation et renvoi</i>	9	11	17	7	17	17	28	34	13	45
<i>Annulation sans renvoi</i>	10	4	1	2	0	2	1	9	2	13
Rejet	41	17	37	44	55	135	205	193	137	147
Incompétence	5	10	5	2	4	5	4	4	0	2
Irrecevabilité	58	45	90	81	103	96	233	145	82	71
Désistement	7	5	7	13	12	9	21	17	7	11
Autres décisions	12	21	8	26	29	72	92	71	11	35

Décisions rédigées	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	117	106	157	162	172	292	550	448	315	288

Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	225	347	347	260	133	360	421	336	272	287
Chambre civile	88	131	102	82	57	110	92	150	87	116
Chambre commerciale	32	41	37	53	19	82	106	57	47	59
Chambre sociale	75	119	158	93	38	118	97	104	78	48
Chambre criminelle	29	52	48	32	18	50	125	54	57	61
Chambres mixtes et Chambres réunies	1	4	2	0	1	0	1	1	3	3

Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	179	243	228	241	133	348	436	360	331	335
Chambre civile	87	94	75	44	57	142	101	94	72	142
Chambre commerciale	23	26	33	34	19	25	71	100	82	94
Chambre sociale	57	88	72	80	38	154	133	100	118	51
Chambre criminelle	11	34	44	82	18	27	129	66	56	45
Chambres mixtes et Chambres réunies	1	1	4	1	1	0	2	0	3	3

Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par la Cour de cassation

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	184	212	128	309	552	445	286	289
Moins de 6 mois	4	4	0	6	19	68	2	37
6 mois à moins de 1 an	3	7	5	22	47	25	33	58
1 à moins de 2 ans	11	11	12	82	66	68	79	71
2 à moins de 3 ans	6	15	9	46	104	73	52	18
3 à moins de 4 ans	26	11	6	24	77	39	9	24
4 à moins de 5 ans	45	29	17	24	57	33	14	7
5 ans et plus	89	135	79	105	182	139	97	74

Tableau III-5 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre Civile	100	65	55	86	146	115	64	86
Moins de 6 mois	2	0	0	0	0	0	0	0
6 mois à moins de 1 an	3	2	0	0	9	12	0	4
1 à moins de 2 ans	3	1	8	12	24	26	11	5
2 à moins de 3 ans	4	3	7	25	37	20	15	7
3 à moins de 4 ans	16	3	5	9	23	13	3	15
4 à moins de 5 ans	25	16	11	7	13	10	7	6
5 ans et plus	47	40	24	33	40	34	28	49
Chambre Commerciale	18	31	19	40	75	89	67	83
Moins de 6 mois	0	0	0	0	12	0	0	1
6 mois à moins de 1 an	0	0	4	2	16	10	3	27
1 à moins de 2 ans	1	3	4	6	9	18	22	27
2 à moins de 3 ans	0	2	1	6	10	22	9	6
3 à moins de 4 ans	4	2	0	3	8	9	0	5
4 à moins de 5 ans	3	5	0	2	0	6	3	1
5 ans et plus	10	19	10	21	20	24	30	16
Chambre Sociale	47	75	54	112	171	170	103	74
Moins de 6 mois	0	0	0	0	0	0	0	0
6 mois à moins de 1 an	0	4	1	10	0	2	9	18
1 à moins de 2 ans	5	4	0	9	17	24	34	38
2 à moins de 3 ans	2	6	1	15	43	31	25	5
3 à moins de 4 ans	5	5	1	12	18	17	6	4
4 à moins de 5 ans	13	4	6	15	23	17	4	0
5 ans et plus	22	52	45	51	70	79	25	9
Chambre Criminelle	18	41	0	71	157	68	49	46
Moins de 6 mois	2	4	0	6	7	68	2	36
6 mois à moins de 1 an	0	1	0	10	22	0	21	9
1 à moins de 2 ans	2	3	0	55	16	0	12	1
2 à moins de 3 ans	0	4	0	0	14	0	2	0
3 à moins de 4 ans	0	1	0	0	28	0	0	0
4 à moins de 5 ans	4	4	0	0	18	0	0	0
5 ans et plus	10	24	0	0	52	0	12	0
Chambres mixtes et Chambres réunies	1	0	0	0	3	2	3	0
Moins de 6 mois	0	0	0	0	0	0	0	0
6 mois à moins de 1 an	0	0	0	0	0	0	0	0
1 à moins de 2 ans	0	0	0	0	0	0	0	0
2 à moins de 3 ans	0	0	0	0	0	0	1	0
3 à moins de 4 ans	1	0	0	0	0	0	0	0
4 à moins de 5 ans	0	0	0	0	3	0	0	0
5 ans et plus	0	0	0	0	0	2	2	0

NB : Les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

III.2. Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation. (Exemple : forclusion).

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 10 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 30 jours au moins et n'excédant pas 10 ans et/ou punie d'une amende supérieure à plus de 200 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Tableau III-6 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153	2 304	2 639
Juridiction d'origine										
TGI/Tribunal de commerce	892	862	1 008	1 306	1 185	1 365	1 484	1 440	1 461	1 586
Tribunaux de commerce	-	304	303	295	348	270	323	249	392	415
Tribunal du travail	319	401	522	385	406	329	311	382	408	546
Tribunal d'instance	19	39	21	60	-	-	-	-	-	-
Saisine directe	35	35	361	316	203	78	153	59	24	22
Autres	-	19	30	24	34	6	18	23	19	70

Tableau III-7 : Nature des décisions rendues par chambre (hors ADD et radiations)

Décisions rendues selon la compétence	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 432	2 754	2 418	2 282	2 426
Chambre civile	133	271	258	346	451	438	336	351	313	357
Chambre commerciale	46	94	90	120	200	133	119	140	158	236
Chambre sociale	207	287	420	400	389	268	297	398	276	308
Chambre correctionnelle	153	281	366	584	378	558	742	846	755	809
Chambre de l'instruction	110	397	558	922	605	406	337	132	79	150
Chambre criminelle	39	52	35	199	107	239*	440	364	171	172
Chambre pour Mineur	0	4	5	3	0	0	5	9	15	9
Autres	-	0	0	0	0	0	31	0	0	3
Juridiction du 1 ^{er} Président	269	352	387	413	383	390	447	178	515	382
<i>Référé</i> s	262	323	376	336	327	290	407	171	460	326
<i>Requêtes</i>	7	29	11	77	56	100	40	7	55	56

* En 2020, 30 décisions de la Cour d'appel de Ouaga n'avaient été capitalisées dans les données. Il s'agit des décisions des assises criminelles de Ouagadougou tenues le 07 janvier 2021

Tableau III-8 : Nature des décisions rendues par la chambre de l'instruction

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre de l'instruction	110	399	562	924	605	406	337	132	79	150
Avant dire droit	0	2	4	2	0	0	2	2	0	2
Renvoi en chambre criminelle	60	239	270	555	299	174	72	9	3	4
Renvoi en chambre correctionnelle	2	0	113	130	109	26	13	0	0	0
Non-lieu	3	1	5	25	22	6	5	0	0	5
Prescription	-	-	-	-	15	19	9	4	1	2
Liberté provisoire	-	0	146	139	135	166	113	31	17	117
Autres décisions	45	157	24	73	25	15	123	86	58	20

NB : Les libertés provisoires sont comptabilisées dans les décisions à partir de 2022.

Tableau III-9 : Nature des décisions rendues par la chambre civile

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre civile*	138	283	283	372	476	444	364	367	332	390
Avant dire droit	5	9	9	12	25	6	25	16	19	22
Confirmations	48	100	95	127	191	135	187	167	171	169
Infirmités	32	66	63	84	110	106	93	121	96	99
<i>Reformations</i>	24	49	47	63	81	80	67	29	90	93
<i>Annulations</i>	8	17	16	21	29	26	26	92	6	6
Désistement	34	70	65	89	74	155	27	27	15	33
Incompétence	1	2	2	3	2	5	2	2	0	3
Irrecevabilité	9	17	17	22	33	24	11	26	20	40
Autres	7	13	13	17	33	11	13	1	11	7
Prescriptions	2	3	3	4	8	2	3	7	0	6
Radiations	0	3	16	14	0	0	3	0	0	11

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rédigées	129	215	175	267	325	211	281	234	240	258

Tableau III-10 : Nature des décisions rendues par la chambre commerciale

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre commerciale*	53	109	104	139	206	136	121	145	161	245
Avant dire droit	7	15	14	19	6	3	2	5	3	9
Confirmations	21	41	41	54	64	54	57	86	83	119
Infirmissions	13	28	26	35	48	57	46	47	52	80
<i>Reformations</i>	12	25	24	32	39	47	30	30	32	71
<i>Annulations</i>	1	3	2	3	9	10	16	17	20	9
Désistement	5	10	10	13	71	3	6	4	9	13
Incompétence	0	0	0	0	1	0	1	1	0	3
Irrecevabilité	4	9	8	11	7	9	6	2	11	8
Autres	1	2	1	2	9	8	3	0	2	9
Prescriptions	2	4	4	5	0	2	0	0	1	4
Radiations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rédigées	38	72	109	119	99	119	92	88	100	145

Tableau III-11 : Nature des décisions rendues par la chambre correctionnelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre correctionnelle	207	314	402	634	450	634	820	966	796	857
Avant dire droit	54	33	36	50	72	76	78	72	41	47
Confirmations	73	157	144	220	154	266	346	460	355	416
Infirmissions	40	75	68	147	97	174	207	247	300	257
<i>Reformations</i>	39	54	59	139	87	159	195	226	266	255
<i>Annulations</i>	1	21	9	8	10	15	12	21	34	2
Désistement	22	27	42	76	63	41	65	55	49	76
Incompétence	10	0	15	2	1	1	1	1	4	1
Irrecevabilité	7	19	84	40	39	48	38	39	32	24
Autres	1	3	13	99	9	6	3	0	3	10
Prescriptions	-	-	-	-	15	22	82	44	12	25
Radiations	0	0	0	0	0	0	0	48	0	1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rédigées	249	270	270	516	161	464	536	632	518	612

Tableau III-12 : Nature des décisions rendues par la chambre criminelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre criminelle	39	52	35	199	107	239	440	364	171	172
Condamnation	33	47	26	150	56	188	343	265	121	149
Acquittement	2	5	2	13	10	19	28	26	8	9
Prescriptions	0	-	2	12	31	30	60	65	23	11
Incompétence	-	-	0	3	9	1	3	0	1	0
Autres	4	0	4	22	1	1	6	8	18	3

Tableau III-13 : Nature des décisions rendues par la chambre pour mineur

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre pour enfants	0	4	5	3	0	0	5	9	15	9
Confirmation	0	1	2	2	0	0	0	2	12	5
Réformation	0	0	1	0	0	0	2	2	2	2
Infirimation	0	2	2	1	0	0	2	3	0	0
Autres	0	1	0	0	0	0	1	2	1	2

Tableau III-14 : Nature des décisions rendues par la chambre sociale

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambre sociale	207	298	433	408	392	273	299	403	277	310
Avant dire droit	0	1	0	2	3	5	2	0	1	2
Confirmations	128	142	232	195	219	153	159	253	182	176
Infirmarys	56	90	105	114	95	57	80	75	42	63
<i>Reformations</i>	43	55	90	88	63	56	69	54	31	60
<i>Annulations</i>	13	35	15	26	32	1	11	21	11	3
Désistement	14	24	47	65	46	37	39	37	37	46
Incompétence	1	0	2	1	1	1	0	1	2	2
Irrecevabilité	7	14	30	19	18	18	15	18	12	14
Autres	1	17	4	6	10	2	4	9	1	6
Prescriptions	0	0	0	0	0	0	0	5	0	1
Radiations	0	10	13	6	0	0	0	5	0	0

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rédigées	199	255	417	341	273	237	279	377	265	274

Tableau III-15 : Nature des décisions rendues par la juridiction du premier président

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Juridiction du 1er Président	271	363	501	439	385	395	454	178	516	390
Avant dire droit	0	3	3	4	2	4	2	0	1	8
Confirmations	108	157	184	185	153	163	182	97	263	195
Infirmarys	76	77	98	140	115	99	147	41	134	121
<i>Reformations</i>	59	17	77	53	77	72	66	26	117	118
<i>Annulations</i>	17	60	21	87	38	27	81	15	17	3
Désistement	41	58	57	41	29	43	31	20	23	20
Incompétence	5	6	4	9	4	2	1	2	3	10
Irrecevabilité	14	43	28	32	36	26	27	13	25	18
Autres	25	11	16	6	45	56	49	4	63	15
Prescriptions	0	0	0	0	1	1	10	1	4	3
Radiations	2	8	111	22	0	1	5	0	0	0

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rédigées	228	277	182	356	298	277	422	159	372	314

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend sept (07) chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre de l'instruction : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt ou ordonnance de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III-16 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153	2 304	2 639
Bobo-Dioulasso	414	342	551	664	820	479	753	763	628	558
Fada N'Gourma	-	-	64	122	26	153	133	73	71	196
Ouagadougou	851	1 318	1 630	1 600	1 330	1 416	1 403	1 317	1 605	1 885

Tableau III-17 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel

	2015*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 230	1 606	1 854	2 046	1 679	1 964	2 118	2 071	2 261	2 547
Bobo-Dioulasso	409	331	537	522	621	467	643	747	617	549
Fada N'Gourma	-	-	64	108	26	106	102	73	70	196
Ouagadougou	821	1 275	1 253	1 416	1 032	1 391	1 373	1 251	1 574	1802

Tableau III-18 : Décisions rendues par les chambres civiles, commerciales, sociales, correctionnelles et la Juridiction du 1^{er} Président par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambres civiles	138	283	283	372	476	444	364	367	332	390
Bobo-Dioulasso	55	113	113	146	249	284	152	164	99	145
Fada N'Gourma	-	-	-	6	20	17	26	18	13	32
Ouagadougou	83	170	170	220	207	143	186	185	220	213
Chambres commerciales	53	109	104	139	206	136	121	145	161	245
Bobo-Dioulasso	14	30	28	38	116	20	31	43	50	45
Fada N'Gourma	-	-	-	0	1	0	0	0	4	2
Ouagadougou	39	79	76	101	89	116	90	102	107	198
Chambres sociales	207	298	433	408	392	273	299	403	277	310
Bobo-Dioulasso	9	70	102	96	120	81	69	157	116	102
Fada N'Gourma	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	198	228	331	312	272	192	230	246	161	208
Chambres correctionnelles	217	314	402	634	450	634	820	966	796	857
Bobo-Dioulasso	13	0	125	235	198	215	364	364	290	299
Fada N'Gourma	-	-	37	138	0	67	124	109	123	118
Ouagadougou	204	314	240	261	252	352	332	493	383	440
Juridiction du 1^{er} Président	267	353	501	453	390	394	454	178	516	390
Bobo-Dioulasso	80	106	196	103	104	91	134	125	132	118
Fada N'Gourma	-	-	0	20	4	46	36	5	9	7
Ouagadougou	187	247	305	330	282	257	284	48	375	265

Tableau III-19 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308	1 610	1 490	1 495	1 603
Bobo-Dioulasso	169	324	414	527	677	451	596	740	581	534
Fada N'Gourma	-	-	23	148	15	131	164	23	80	160
Ouagadougou	677	772	716	939	736	726	850	727	834	909

Tableau III-20 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	639	492	821	1 236	1 039	1 275	768	1 247	1 247	1 100
Contraventions	2	14	12	11	21	2	3	317	3	0
Délits	392	332	470	772	550	779	369	617	829	814
Crimes	245	146	339	453	468	494	396	313	415	286

Tableau III-21 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	639	719	997	1 236	1 039	1 275	768	1 247	1 247	1 100
Bobo-Dioulasso	201	99	184	238	209	269	258	317	459	329
Fada N'Gourma	-	-	114	239	206	327	262	199	206	246
Ouagadougou	438	620	699	759	624	679	248	731	582	525

Tableau III-22 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	20	161	313	396	127	216	365	94	198	218
Bobo-Dioulasso	0	64	137	114	33	7	0	0	90	56
Fada N'Gourma	-	-	20	3	52	173	55	39	31	68
Ouagadougou	20	97	156	279	42	36	310	55	77	94

Tableau III-23 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	639	492	759	1 290	1 065	1 515	765	1 161	1 274	1 005
Chambres correctionnelles	394	346	445	795	572	818	619	912	849	596
Chambres criminelles	-	-	-	-	-	-	95	32	155	177
Chambres pour enfant	-	-	-	-	-	-	8	6	10	7
Chambres de l'instruction	245	146	314	495	493	697	43	211	260	225

Tableau III-24 : Décisions rendues par les chambres de l'instruction par Cour d'appel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	110	399	416	785	470	240	224	132	79	150
Bobo-Dioulasso	67	120	266	163	40	9	111	44	27	51
Fada N'Gourma	-	-	-	133	37	96	43	40	9	5
Ouagadougou	43	279	150	489	393	135	70	48	43	94

*Les décisions de 2017 à 2021 n'intègrent pas les libertés provisoires

Tableau III-25 : Décisions rendues par les chambres criminelles par type

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	39	52	35	199	107	239*	437	364	173	172
Contradictoire	23	17	26	154	38	82	210	218	113	137
Défaut	16	35	9	45	69	157	227	146	60	35

Tableau III-26 : Décisions rendues par les chambres criminelles par Cour d'appel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	39	52	35	199	107	239	437	364	173	172
Bobo-Dioulasso	21	52	15	114	0	0	156	182	66	56
Fada N'Gourma	-	-	20	25	53	173	93	29	23	55
Ouagadougou	18	0	0	60	54	66*	188	153	84	61

*En 2020, 30 décisions de la cour d'appel de Ouaga n'avaient été capitalisées dans les données. Il s'agit des décisions des assises criminelles de Ouagadougou tenues le 07 janvier 2020.

Tableau III-27 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les Cours d'appel

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	806	2 036	2 179	2 191	1 980	2 403
Moins de 15 jours	45	174	257	342	125	37
15 jours à moins de 1 mois	44	42	84	78	68	81
1 à moins de 3 mois	45	266	198	338	339	374
3 à moins de 6 mois	131	284	317	290	443	417
6 mois à moins de 1 an	201	463	430	366	421	472
1 à moins de 2 ans	130	417	405	432	352	627
2 ans et plus	210	390	488	345	232	395

Tableau III-28 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les chambres des Cours d'appel

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Chambres civiles	261	441	345	351	313	357
Moins de 15 jours	12	2	0	7	3	3
15 jours à moins de 1 mois	7	2	7	4	5	5
1 à moins de 3 mois	11	27	24	25	43	36
3 à moins de 6 mois	38	31	50	52	44	59
6 mois à moins de 1 an	51	76	73	93	81	81
1 à moins de 2 ans	39	84	85	102	73	108
2 ans et plus	103	219	106	68	64	65
Chambres commerciales	116	133	119	140	158	236
Moins de 15 jours	1	2	0	4	0	1
15 jours à moins de 1 mois	1	0	0	2	0	0
1 à moins de 3 mois	1	4	9	9	3	5
3 à moins de 6 mois	6	11	15	5	8	13
6 mois à moins de 1 an	20	40	34	22	44	46
1 à moins de 2 ans	8	41	42	67	63	98
2 ans et plus	79	35	19	31	40	73
Chambres Sociales	120	269	297	398	276	308
Moins de 15 jours	0	0	0	0	0	0
15 jours à moins de 1 mois	0	0	1	1	0	0
1 à moins de 3 mois	1	3	3	9	2	7
3 à moins de 6 mois	42	16	18	38	41	43
6 mois à moins de 1 an	46	110	98	87	96	73
1 à moins de 2 ans	20	117	128	185	108	140
2 ans et plus	11	23	49	78	29	45
Chambres Correctionnelles	148	539	756	846	755	809
Moins de 15 jours	0	3	7	26	3	5
15 jours à moins de 1 mois	0	12	16	34	25	24
1 à moins de 3 mois	2	103	132	237	172	226
3 à moins de 6 mois	17	146	165	187	318	207
6 mois à moins de 1 an	59	128	183	150	155	147
1 à moins de 2 ans	55	82	137	69	64	145
2 ans et plus	15	65	116	143	18	55
Chambres de l'Instruction*	83	437	336	264	241	284
Moins de 15 jours	31	121	219	152	108	23
15 jours à moins de 1 mois	36	27	59	37	34	40
1 à moins de 3 mois	16	84	14	48	30	34
3 à moins de 6 mois	0	44	29	2	17	16
6 mois à moins de 1 an	0	75	11	4	9	22
1 à moins de 2 ans	0	68	3	6	16	66
2 ans et plus	0	18	1	15	27	83
Chambres Criminelles	0	171	285	186	173	145
Moins de 15 jours	0	0	0	153	10	0
15 jours à moins de 1 mois	0	1	0	0	0	0
1 à moins de 3 mois	0	45	9	6	78	13
3 à moins de 6 mois	0	36	39	6	2	13
6 mois à moins de 1 an	0	34	30	10	16	27
1 à moins de 2 ans	0	25	10	2	17	34
2 ans et plus	0	30	197	9	50	58
Juridiction du 1^{er} Président	78	46	41	6	64	264
Moins de 15 jours	1	46	31	0	1	5
15 jours à moins de 1 mois	0	0	1	0	4	12
1 à moins de 3 mois	14	0	7	4	11	53
3 à moins de 6 mois	28	0	1	0	13	66
6 mois à moins de 1 an	25	0	1	0	20	76
1 à moins de 2 ans	8	0	0	1	11	36
2 ans et plus	2	0	0	1	4	16

*Les durées de traitement des appels formés contre les ordonnances du juge d'instruction sont prises en compte.

Tableau III-29 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par Cour d'appel

Cour d'appel	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bobo-Dioulasso	879	786	602	731	734	676	725
Moins de 15 jours	0	45	0	54	12	10	23
15 jours à moins de 1 mois	23	44	1	18	8	23	36
1 à moins de 3 mois	94	42	33	75	126	81	51
3 à moins de 6 mois	213	127	84	103	178	216	164
6 mois à moins de 1 an	180	199	174	143	186	170	180
1 à moins de 2 ans	216	119	91	190	107	90	191
2 ans et plus	153	210	219	148	117	86	80
Fada N’Gourma	135	0	123	140	321	188	235
Moins de 15 jours	14	0	51	63	9	21	7
15 jours à moins de 1 mois	4	0	25	34	36	24	18
1 à moins de 3 mois	65	3	130	60	38	47	87
3 à moins de 6 mois	79	4	96	95	16	28	40
6 mois à moins de 1 an	101	2	69	53	16	36	28
1 à moins de 2 ans	18	11	42	20	10	28	32
2 ans et plus	12	0	40	17	14	4	23
Ouagadougou	1 219	0	981	1 106	1 318	1 116	1 443
Moins de 15 jours	135	0	123	140	321	94	7
15 jours à moins de 1 mois	21	0	16	32	34	21	27
1 à moins de 3 mois	66	0	103	63	174	211	236
3 à moins de 6 mois	69	0	104	119	96	199	213
6 mois à moins de 1 an	243	0	220	234	164	215	264
1 à moins de 2 ans	258	0	284	195	315	234	404
2 ans et plus	427	0	131	323	214	142	292

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance au cours de l'année de référence.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.).

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques : *Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires des décisions civiles et commerciales, dossiers physiques, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés, registre des ordonnances diverses, courrier arrivé.*

Tableau III-30 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des TGI (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 861	16 980	16 828	16 777	18 028
Affaires commerciales	12	4	15	59	6	19	61	11	15	30
Affaires civiles	9 202	12 897	13 304	17 200	15 714	14 842	16 919	16 817	16 762	17 998
<i>Divorce</i>	312	400	390	455	475	431	587	589	523	873
<i>Adoption</i>	-	120	97	114	117	99	89	123	101	144
<i>Etat civil</i>	8 890	12 377	12 817	16 631	15 122	12 803	14 327	13 945	14 135	14 419
<i>Autres</i>	-	-	-	-	-	1 509	1 916	2 160	2 003	2 562

Tableau III-31 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des TGI

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	23 007	26 656	30 876	27 537	25 160	30 635	43 764	47 803	47 767	56 912
Injonctions de payer	463	251	135	193	202	260	204	175	98	207
Saisie des biens	302	113	234	108	122	301	242	277	411	667
Familiales	7 797	7 195	7 707	8 015	6 777	6 774	10 759	10 954	11 284	15 608
<i>dont Divorce</i>	-	-	-	-	-	486	864	1 093	1 044	1 030
Etat civil	11 140	13 817	15 982	14 341	13 868	16 870	21 539	23 973	23 091	26 141
Référés	643	838	727	1 004	1 094	1 496	1 638	1 570	1 357	1 597
Autres	2 662	4 442	6 091	3 876	3 097	4 448	8 518	9 761	10 482	12 692

Tableau III-32 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par TGI (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 861	16 980	16 828	16 777	18 028
Banfora	204	318	174	484	290	349	237	225	348	240
Bobo-Dioulasso	785	1 256	1 266	1 313	1 110	1 043	1 350	1 334	1 503	1 413
Bogandé	115	118	93	118	108	82	116	82	27	18
Boromo	177	337	233	308	219	225	684	580	682	989
Dédougou	184	191	206	372	375	488	523	237	329	355
Diapaga	87	76	93	115	53	98	ND	10	35	50
Diébougou	299	237	329	625	486	510	813	1 033	1 102	995
Djibo	121	191	198	198	47	136	ND	43	293	76
Dori	263	223	93	168	130	193	ND	ND	111	35
Fada N'Gourma	503	519	473	550	590	518	579	644	835	1 027
Gaoua	214	371	305	231	125	286	321	290	235	213
Kaya	309	336	392	632	305	487	473	362	368	918
Kongoussi	98	195	253	407	462	537	663	215	206	365
Koudougou	992	1 072	1 482	2 476	2 111	1 639	1 902	1 632	1 300	1 043
Koupéla	-	49	524	608	526	606	648	714	1 042	890
Léo	99	168	317	550	325	413	477	538	539	583
Manga	323	287	343	684	881	359	796	735	537	491
Nouna	123	127	151	197	236	759	ND	316	312	270
Orodara	85	212	135	275	218	204	200	142	87	77
Ouaga I	2 529	4 160	3 007	3 006	3 542	2 812	2 881	1 781	1 056	1 854
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	607	1 481	1 505	1 778
Ouahigouya	278	242	405	763	908	733	1 087	1 123	1 328	1 035
Pô	-	-	-	-	-	-	217	977	838	772
Tenkodogo	634	874	974	1 130	875	1 004	972	880	790	1 110
Tougan	153	340	729	729	507	413	ND	15	192	264
Yako	298	456	504	659	602	410	528	505	381	220
Ziniaré	341	546	640	661	689	557	902	934	796	947

Tableau III-33 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	643	838	727	1 004	1 094	1 496	1 638	1 570	1 361	1 597
Banfora	8	24	13	30	14	33	11	25	25	33
Bobo-Dioulasso	105	152	153	184	205	207	303	243	269	309
Bogandé	3	3	0	2	2	0	0	0	1	0
Boromo	8	0	6	4	3	4	7	5	10	14
Dédougou	2	3	3	18	14	17	2	16	22	32
Diapaga	0	0	0	1	0	1	ND	0	0	0
Diébougou	4	6	3	8	0	5	8	7	1	9
Djibo	1	1	0	0	0	0	ND	0	0	1
Dori	0	10	6	5	1	3	ND	2	0	0
Fada N'Gourma	1	3	2	21	4	2	7	10	10	19
Gaoua	3	10	5	16	18	9	11	14	13	12
Kaya	9	10	6	17	4	8	10	8	26	18
Kongoussi	4	3	5	11	13	15	6	0	1	0
Koudougou	40	37	30	57	34	41	61	48	37	59
Koupéla	-	0	12	9	6	3	5	6	7	6
Léo	8	3	2	20	8	9	16	20	14	23
Manga	4	6	5	5	2	3	13	6	3	2
Nouna	1	2	3	3	4	1	ND	0	0	0
Orodara	10	7	4	0	3	7	9	6	7	5
Ouaga I	375	522	419	556	658	871	822	553	342	482
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	251	508	477	474
Ouahigouya	0	3	21	17	57	196	40	30	53	32
Pô	-	-	-	-	-	-	1	9	2	4
Tenkodogo	49	27	25	6	19	31	28	26	10	27
Tougan	2	2	3	8	4	0	ND	0	2	2
Yako	2	0	0	2	3	4	3	8	2	6
Ziniaré	4	4	1	4	18	26	24	20	27	28

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend les chambres suivantes :

Chambre civile et commerciale : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction. En matière commerciale, elle a compétence pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à trois cent mille (300 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Chambre des mineurs : elle est constituée du juge des enfants et de la section pour enfants.

Le juge des enfants connaît des contraventions et des délits passibles d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux (2) ans commis par les mineurs. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

La section pour enfants connaît des délits passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à deux (2) ans commis par les mineurs. Elle est également compétente pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

Tableau III-34 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par TGI (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	22 364	25 818	30 149	26 533	24 066	29 139	42 126	46 233	46 410	55 315
Banfora	1 079	1 510	845	1 674	821	1 034	2 451	3 061	2 464	2 618
Bobo-Dioulasso	2 526	3 368	2 922	3 209	3 276	3 467	9 005	8 181	8 000	8 036
Bogandé	241	239	215	352	333	342	300	352	443	397
Boromo	311	515	1 174	1 151	721	932	916	1 365	1 577	1 560
Dédougou	602	712	1 082	803	1 055	799	1 409	1 577	2 380	2 360
Diapaga	155	118	214	348	373	226	ND	315	309	398
Diébougou	510	374	809	693	677	658	773	591	719	660
Djibo	266	119	167	167	ND	32	ND	115	300	161
Dori	95	97	96	191	280	448	ND	ND	246	391
Fada N'Gourma	454	393	547	539	476	728	787	950	976	1 187
Gaoua	694	407	433	979	600	710	808	1 076	804	967
Kaya	432	1 293	1 197	905	889	1 000	971	1 104	1 002	1 582
Kongoussi	378	256	255	382	321	449	527	311	245	804
Koudougou	1 340	1 295	1 514	1 220	1 768	1 504	2 235	2 231	3 340	3 223
Koupéla	-	75	577	674	545	549	1 293	901	1 034	864
Léo	401	688	965	1 273	988	606	972	1 225	751	741
Manga	943	716	677	616	864	873	3 743	945	997	1 421
Nouna	212	194	138	182	365	587	ND	230	278	374
Orodara	273	296	524	385	274	462	514	620	701	878
Ouaga I	8 060	8 951	12 303	7 706	6 613	9 785	6 772	7 650	6 621	11 027
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	3 637	6 744	6 058	6 661
Ouahigouya	1 266	1 465	656	949	912	1 077	1 084	1 170	1 456	2 149
Pô	-	-	-	-	-	-	192	625	619	850
Tenkodogo	847	944	1 156	751	455	624	2 152	2 307	2 424	2 463
Tougan	517	689	586	415	385	730	ND	678	877	1 270
Yako	449	527	487	490	353	496	531	888	775	1 160
Ziniaré	313	577	610	479	722	1 021	1 054	1 021	1 014	1 113

Tableau III-35 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	463	251	135	193	202	260	204	175	98	207
Banfora	14	5	0	9	4	1	6	1	0	0
Bobo-Dioulasso	19	0	18	8	30	42	66	43	23	48
Bogandé	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Boromo	0	10	1	0	1	0	1	1	4	0
Dédougou	2	4	1	1	0	9	0	0	0	0
Diapaga	6	2	0	0	0	0	ND	0	0	1
Diébougou	1	3	0	0	1	3	2	3	0	5
Djibo	0	0	11	11	-	0	0	0	0	0
Dori	14	13	0	5	1	5	ND	ND	0	1
Fada N'Gourma	1	0	1	3	4	4	4	2	1	9
Gaoua	0	2	1	1	1	5	3	1	3	4
Kaya	0	0	0	1	4	10	2	9	7	9
Kongoussi	0	2	6	2	5	0	0	0	0	0
Koudougou	18	39	13	23	37	4	1	2	2	9
Koupéla	-	1	0	6	0	0	0	0	0	0
Léo	4	0	1	5	27	24	9	3	3	3
Manga	11	0	0	0	0	1	1	4	2	0
Nouna	0	1	0	0	0	1	ND	0	0	0
Orodara	16	5	8	0	2	0	3	0	0	1
Ouaga I	344	138	71	106	74	150	70	63	32	53
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	24	43	21	62
Ouahigouya	7	17	3	11	9	1	3	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Tenkodogo	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0
Tougan	2	0	0	0	0	0	ND	0	0	0
Yako	2	0	0	0	0	0	5	0	0	0
Ziniaré	0	5	0	1	1	0	4	0	0	0

Concepts

Acceptation : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

- **Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.
- **Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.
- **Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-36 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par les TGI (hors référés, JADD et radiations)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires civiles et commerciales	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674	14 914	15 233
<i>Dont</i>										
Divorce	248	400	324	416	434	365	533	550	495	602
Adoption	-	-	-	-	130	105	91	104	96	100
Etat civil	-	-	-	-	12 096	11 131	13 421	12 900	13 149	13 117
Autres	-	-	-	-	9	590	1 154	1 110	1 161	1 396
Ordonnances/décisions rendues										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	13 970	21 813	19 625	20 112	19 839	20 908	29 082	33 678	33 687	36 656
Injonctions de payer	202	65	82	62	75	90	101	77	39	112
Saisie des biens	294	48	46	64	15	37	49	254	153	171
Familiales	5 314	5 592	5 090	5 090	5 223	5 099	9 602	8 728	8 982	8 742
Etat civil	5 161	8 360	9 789	11 911	10 920	10 973	13 668	17 971	17 397	20 797
Autres	2 498	7 012	3 900	2 105	2 774	3 689	4 251	5 285	5 751	5 492
Référés	501	736	718	880	832	1 020	1 411	1 363	1 365	1 342
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	6 801	10 751	12 086	15 796	13 205	12 720	15 840	15 115	15 286	15 533
Avant dire droit	104	85	93	75	62	60	63	32	57	48
Décisions sur le fond	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006	14 894	14 231	14 305	14 438
<i>Acceptation</i>	6 157	9 306	10 659	14 344	11 969	11 564	14 258	13 609	13 715	13 798
<i>Rejet</i>	258	459	419	458	427	442	636	622	590	640
Autres décisions	184	223	299	293	273	185	353	443	609	795
<i>Incompétence</i>	102	139	112	158	144	122	209	296	465	684
<i>Irrecevabilité</i>	55	50	107	89	75	47	98	84	100	66
<i>Désistement</i>	27	34	80	46	54	16	46	63	44	45
Radiations	98	678	616	626	474	469	530	409	315	252
Type de décisions (hors référés)										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674	14 914	15 233
Contradictoire	6 725	9 950	11 265	14 899	12 464	11 980	14 893	14 448	14 697	14 862
Réputé contradictoire	35	48	46	43	38	41	93	73	72	91
Par défaut	278	84	159	230	167	170	261	153	145	280
Décisions rédigées										
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574	14 761	14 088	14 456	14 781

Tableau III-37 : Décisions civiles et commerciales rendues par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674	14 914	15 233
Banfora	212	269	220	445	233	205	272	257	303	211
Bobo-Dioulasso	479	1 027	986	1 039	971	713	1 166	876	1 059	971
Bogandé	108	117	80	107	108	89	112	66	26	18
Boromo	152	267	205	288	219	193	568	579	670	884
Dédougou	123	163	162	291	293	317	486	278	243	275
Diapaga	73	69	85	99	53	64	ND	5	35	45
Diébougou	175	221	321	590	520	445	831	972	1 102	947
Djibo	114	188	199	199	40	136	ND	22	159	76
Dori	152	136	125	129	95	143	ND	ND	111	24
Fada N'Gourma	359	448	380	439	424	472	577	552	767	1 087
Gaoua	225	347	254	177	120	189	265	236	190	173
Kaya	305	296	363	566	263	415	394	353	278	418
Kongoussi	64	195	231	345	432	433	627	249	189	365
Koudougou	641	896	1 273	2 101	1 691	1 645	1 771	1 493	1 145	935
Koupéla	-	38	410	561	448	573	597	681	895	869
Léo	77	129	295	507	317	366	461	475	473	490
Manga	320	280	308	590	624	347	717	659	516	430
Nouna	94	113	128	165	222	689	ND	316	270	215
Orodara	65	159	92	312	177	171	162	113	88	73
Ouaga I	1 915	2 671	2 507	2 699	2 209	2 076	2 537	1 529	1 350	1 416
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	412	1 039	1 183	1 213
Ouahigouya	262	206	345	610	795	306	970	907	1 080	1 036
Pô	-	-	-	-	-	-	190	871	768	715
Tenkodogo	397	577	787	871	709	844	787	808	828	984
Tougan	127	340	745	760	525	448	ND	15	148	276
Yako	291	442	426	642	552	377	531	461	305	234
Ziniaré	308	488	543	640	629	535	814	862	733	853

Tableau III-38 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006	14 894	14 231	14 305	14 438
Banfora	189	250	208	437	230	205	264	254	298	209
Bobo-Dioulasso	438	981	905	966	905	685	1 113	842	1 016	945
Bogandé	103	115	78	105	105	81	109	66	26	17
Boromo	145	258	202	283	214	192	563	567	654	879
Dédougou	134	163	155	278	282	307	486	274	239	272
Diapaga	67	66	81	93	52	64	ND	5	35	45
Diébougou	163	214	321	584	517	441	814	953	1 083	939
Djibo	111	183	195	195	40	136	ND	22	159	76
Dori	134	134	121	124	95	141	ND	ND	111	24
Fada N'Gourma	348	444	376	438	418	462	548	424	448	531
Gaoua	212	345	246	173	112	187	264	232	188	169
Kaya	288	284	356	558	260	409	365	347	278	411
Kongoussi	59	190	228	331	427	430	625	241	188	364
Koudougou	599	864	1 244	2 073	1 687	1 631	1 746	1 475	1 132	919
Koupéla	-	38	408	552	437	561	596	675	890	866
Léo	74	123	294	506	310	365	543	461	461	467
Manga	309	277	306	588	618	347	714	653	515	430
Nouna	83	111	128	155	211	687	ND	315	268	212
Orodara	63	148	88	294	170	167	158	108	79	66
Ouaga I	1 597	2 600	2 373	2 589	2 151	2 026	2 438	1 432	1 287	1 381
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	405	1 010	1 131	1 171
Ouahigouya	233	203	343	608	788	302	965	901	1 077	1 035
Pô	-	-	-	-	-	-	190	861	761	711
Tenkodogo	410	569	745	867	703	834	752	777	808	952
Tougan	125	332	744	754	517	444	ND	15	148	276
Yako	263	433	417	631	540	370	524	459	301	230
Ziniaré	268	440	516	620	607	532	802	862	724	841

Tableau III-39 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574	14 761	14 088	14 456	14 451
Banfora	163	241	202	549	231	203	265	250	254	191
Bobo-Dioulasso	429	803	811	1 097	968	715	1 151	858	974	1 006
Bogandé	104	95	80	107	0	84	112	60	26	18
Boromo	146	250	205	288	218	193	569	576	691	832
Dédougou	139	159	150	314	280	317	486	264	235	268
Diapaga	70	66	77	89	51	64	ND	5	35	45
Diébougou	150	162	318	580	520	445	831	985	1 085	939
Djibo	103	185	184	184	40	136	ND	-	133	73
Dori	110	122	108	94	71	76	ND	-	102	20
Fada N'Gourma	303	448	395	396	402	464	566	506	767	1 072
Gaoua	170	328	230	175	125	177	263	236	189	171
Kaya	224	222	333	522	266	399	347	343	278	389
Kongoussi	63	173	231	340	423	433	619	ND	167	365
Koudougou	606	839	985	1 824	1 691	1 408	1 761	1 395	1 145	867
Koupéla	-	38	410	542	448	573	592	684	898	871
Léo	68	129	287	528	316	361	455	468	448	489
Manga	276	276	288	558	466	338	717	659	320	433
Nouna	83	111	128	222	235	691	ND	316	190	ND
Orodara	59	150	113	312	178	122	168	113	93	79
Ouaga I	1 601	2 147	2 285	2 314	2 109	2 040	2 409	1 487	1 663	1 383
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	397	884	953	1 251
Ouahigouya	254	161	334	623	873	318	953	846	1 052	1 006
Pô	-	-	-	-	-	-	190	869	740	736
Tenkodogo	385	577	779	853	624	657	586	970	830	956
Tougan	105	336	740	762	521	446	ND	15	147	275
Yako	258	427	407	642	558	379	510	457	311	234
Ziniaré	297	486	503	575	603	535	814	842	730	812

Tableau III-40 : Ordonnances rendues par TGI (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	13 469	21 077	18 907	19 232	19 007	19 888	27 671	32 315	32 322	35 314
Banfora	662	884	845	888	821	1 034	1 294	1 330	1 296	1 311
Bobo-Dioulasso	841	1 763	2 510	2 207	2 777	2 610	4 852	5 907	5 466	4 972
Bogandé	203	175	175	244	181	164	145	288	228	282
Boromo	254	467	723	968	782	750	651	656	948	974
Dédougou	367	638	783	803	923	673	861	1 994	1 207	923
Diapaga	77	113	168	200	179	194	ND	245	324	384
Diébougou	267	275	324	602	560	480	671	502	470	522
Djibo	104	95	103	103	-	32	ND	105	113	147
Dori	95	76	67	117	135	300	ND	ND	153	172
Fada N'Gourma	326	271	370	389	514	596	526	885	785	944
Gaoua	307	401	433	536	600	565	589	750	655	739
Kaya	373	578	800	905	1 036	1 102	754	798	727	1 004
Kongoussi	246	215	246	260	326	273	458	279	248	661
Koudougou	710	659	711	1 105	1 075	905	1 191	1 747	2 250	2 187
Koupéla	-	43	411	547	396	434	587	749	938	733
Léo	252	543	513	902	634	664	617	545	447	642
Manga	572	715	677	616	806	871	3 434	1 675	1 238	1 266
Nouna	98	104	138	175	225	217	ND	238	251	337
Orodara	159	292	307	385	274	299	438	545	645	880
Ouaga I	5 252	10 607	6 275	5 036	4 958	4 759	5 515	4 296	3 859	4 404
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	1 829	4 199	5 111	4 868
Ouahigouya	567	587	652	510	469	961	942	935	967	1 785
Pô	-	-	-	-	-	-	134	582	401	502
Tenkodogo	593	266	598	526	394	523	1 099	1 150	1 274	1 772
Tougan	534	567	420	379	399	499	ND	670	868	1 144
Yako	194	260	324	350	188	250	398	603	737	969
Ziniaré	416	483	334	479	355	733	686	642	716	790

Tableau III-41 : Décisions rendues de référés par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	501	736	718	880	832	1 020	1 411	1 363	1 365	1 342
Banfora	8	19	16	22	12	23	16	29	25	25
Bobo-Dioulasso	64	135	136	156	175	145	250	198	256	259
Bogandé	3	3	0	0	2	0	0	0	1	0
Boromo	5	8	5	4	3	3	7	5	10	12
Dédougou	1	3	3	18	14	16	2	14	21	31
Diapaga	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0
Diébougou	4	7	4	8	0	5	8	7	1	6
Djibo	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Dori	8	8	6	5	1	3	ND	1	0	0
Fada N'Gourma	0	3	2	21	4	3	6	12	11	15
Gaoua	3	7	7	16	18	9	10	13	11	11
Kaya	9	12	8	17	6	8	12	8	14	19
Kongoussi	4	3	5	11	12	12	7	0	0	2
Koudougou	37	31	43	45	35	32	55	47	31	54
Koupéla	-	-	11	8	7	3	5	4	7	3
Léo	2	2	2	18	9	9	14	18	16	21
Manga	4	6	3	5	3	1	14	5	3	2
Nouna	1	2	2	2	4	2	0	ND	0	0
Orodara	7	7	3	0	2	6	8	2	6	8
Ouaga I	286	448	419	477	435	506	747	465	440	364
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	154	452	418	413
Ouahigouya	13	4	11	27	48	184	42	27	51	32
Pô	-	-	-	-	-	-	1	9	2	3
Tenkodogo	38	22	26	7	19	27	29	25	11	28
Tougan	0	2	3	8	6	0	0	0	0	3
Yako	2	0	1	2	3	3	3	7	2	5
Ziniaré	1	3	2	2	14	19	21	15	28	25

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques : *Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions, dossiers physiques.*

Tableau III-42 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors référés, ADD et ordonnances)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	11 367	15 095	12 583	12 191	15 247	14 674	15 185	14 945
Moins de 1 mois	8 222	11 786	9 116	8 896	12 074	12 251	11 737	11 891
1 à moins de 2 mois	1 478	1 286	1 126	1 261	1 379	946	1 694	1 581
2 à moins de 3 mois	473	707	689	530	425	319	530	506
3 à moins de 6 mois	406	480	732	810	411	427	434	469
6 mois à moins de 1 an	444	455	453	430	419	377	375	337
1 à moins de 2 ans	193	244	313	165	319	187	301	298
2 à moins de 3 mois	97	58	121	57	124	77	68	97
3 ans et plus	54	79	33	42	96	90	46	54

Tableau III-43 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure et le type d'affaires (hors référés, ADD et ordonnances)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Etat civil*	11 345	15 062	12 056	11 131	13 421	12 900	13 411	13 117
Moins de 1 mois	8 213	11 778	8 899	8 712	11 744	11 789	11 292	11 209
1 à moins de 2 mois	1 474	1 279	1 065	1 121	1 105	734	1 401	1 282
2 à moins de 3 mois	472	696	622	432	262	146	370	326
3 à moins de 6 mois	401	478	644	657	139	128	222	204
6 mois à moins de 1 an	442	452	403	184	115	86	90	71
1 à moins de 2 ans	193	242	278	20	45	10	30	21
2 à moins de 3 mois	96	58	115	2	8	7	4	1
3 ans et plus	54	79	30	3	3	0	2	3
Divorce	-	-	388	365	533	550	501	602
Moins de 1 mois	-	-	146	94	151	203	164	219
1 à moins de 2 mois	-	-	25	49	88	71	84	106
2 à moins de 3 mois	-	-	56	43	62	57	51	69
3 à moins de 6 mois	-	-	75	88	109	112	88	121
6 mois à moins de 1 an	-	-	48	63	70	75	71	62
1 à moins de 2 ans	-	-	29	20	37	24	37	19
2 à moins de 3 mois	-	-	6	4	10	6	4	3
3 ans et plus	-	-	3	4	6	2	2	3
Adoption	-	-	130	105	91	104	96	100
Moins de 1 mois	-	-	68	35	33	41	28	40
1 à moins de 2 mois	-	-	35	32	38	33	25	28
2 à moins de 3 mois	-	-	10	21	10	7	21	12
3 à moins de 6 mois	-	-	13	9	7	14	11	11
6 mois à moins de 1 an	-	-	2	3	-	9	7	7
1 à moins de 2 ans	-	-	2	4	2	-	4	1
2 à moins de 3 mois	-	-	-	-	1	-	-	1
3 ans et plus	-	-	-	1	-	-	-	-
Autres	-	-	-	582	1 154	1 110	1 171	1 396
Moins de 1 mois	-	-	-	55	143	218	253	420
1 à moins de 2 mois	-	-	-	58	147	108	183	163
2 à moins de 3 mois	-	-	-	34	75	107	85	97
3 à moins de 6 mois	-	-	-	56	140	171	111	128
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	175	230	202	207	194
1 à moins de 2 ans	-	-	-	120	229	153	230	255
2 à moins de 3 mois	-	-	-	51	103	64	60	91
3 ans et plus	-	-	-	33	87	87	42	48
Affaires commerciales	22	33	9	8	48	10	6	18
Moins de 1 mois	9	8	3	-	3	-	-	3
1 à moins de 2 mois	4	7	1	1	1	-	1	2
2 à moins de 3 mois	1	11	1	-	16	2	3	2
3 à moins de 6 mois	5	2	-	-	16	2	2	5
6 mois à moins de 1 an	2	3	-	5	4	5	-	3
1 à moins de 2 ans	-	2	4	1	6	-	-	2
2 à moins de 3 mois	1	-	-	-	2	-	-	1
3 ans et plus	-	-	-	1	-	1	-	-

*De 2016 à 2019, les décisions de divorce et d'adoption de même que les autres décisions étaient comptabilisées dans les états civils

Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)

	Moins d'un mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	12 251	11 737	11 891	946	1 694	1 581	319	530	506	427	434	469
Banfora	206	252	165	30	16	24	5	4	5	7	6	6
Bobo-Dioulasso	628	576	577	48	166	109	26	55	47	44	48	60
Bogandé	55	24	18	8	2	-	1	-	-	1	0	-
Boromo	450	584	760	81	43	79	13	16	20	21	11	15
Dédougou	147	34	125	62	106	60	23	66	36	26	2	24
Diapaga	5	34	37	-	-	4	0	-	-	0	0	-
Diébougou	932	1 054	895	9	25	21	9	2	6	7	11	11
Djibo	20	123	76	-	3	-	0	10	-	0	15	-
Dori	ND	90	23	-	13	-	ND	-	1	ND	5	-
Fada N'Gourma	444	643	890	64	43	108	9	9	16	11	11	24
Gaoua	172	152	132	30	17	7	10	4	3	8	2	4
Kaya	318	476	374	18	36	14	4	6	8	5	8	5
Kongoussi	228	176	365	8	12	-	3	-	-	5	1	-
Koudougou	1349	613	779	24	409	49	33	68	20	37	45	26
Koupéla	607	790	773	41	68	59	9	13	8	11	4	8
Léo	424	423	442	27	30	27	1	2	11	7	8	5
Manga	624	456	106	16	54	251	8	-	48	4	6	19
Nouna	292	233	181	16	21	27	0	9	2	3	5	4
Orodara	72	54	47	19	8	4	7	3	1	3	3	5
Ouaga I	1081	1 150	1 097	66	94	144	63	41	62	85	34	85
Ouaga II	755	774	842	92	98	110	44	46	50	98	76	46
Ouahigouya	763	494	450	105	315	320	19	132	133	7	102	82
Pô	809	733	683	46	25	20	10	1	4	6	1	5
Tenkodogo	665	666	828	50	61	78	20	31	11	22	26	18
Tougan	15	116	241	-	19	19	0	8	4	0	3	7
Yako	361	291	196	54	6	9	2	1	7	8	1	7
Ziniaré	829	726	789	32	4	38	0	3	3	1	0	3

Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances) (suite)

	6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	377	375	337	187	301	298	77	68	97	90	61	54
Banfora	3	10	1	-	11	2	-	4	5	6	15	3
Bobo-Dioulasso	57	65	57	44	105	73	18	29	38	11	0	10
Bogandé	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-
Boromo	14	13	5	-	2	5	-	1	-	-	0	-
Dédougou	7	25	16	4	10	14	-	-	-	9	0	-
Diapaga	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Diébougou	11	7	9	1	2	5	3	1	-	-	0	-
Djibo	2	2	-	-	6	-	-	-	-	-	0	-
Dori	-	-	-	-	1	-	-	2	-	-	4	-
Fada N'Gourma	14	21	10	7	27	24	2	9	10	1	3	5
Gaoua	7	6	11	8	6	8	-	-	5	1	4	3
Kaya	2	10	9	3	12	5	2	4	3	1	0	-
Kongoussi	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-
Koudougou	23	9	34	10	1	17	7	-	6	10	1	4
Koupéla	4	10	12	6	6	4	2	3	4	1	1	1
Léo	2	1	1	7	1	3	2	-	1	5	0	-
Manga	5	-	3	1	-	3	1	-	-	-	0	-
Nouna	4	1	-	1	1	-	-	-	1	-	2	-
Orodara	6	5	3	6	9	6	-	4	3	-	0	4
Ouaga I	101	25	27	65	6	1	35	-	-	33	0	-
Ouaga II	48	115	70	2	73	85	-	1	9	-	3	1
Ouahigouya	7	27	31	5	6	13	-	1	3	1	0	4
Pô	-	7	3	-	1	-	-	-	-	-	10	-
Tenkodogo	21	14	18	16	14	16	3	6	6	11	0	9
Tougan	-	-	2	-	-	2	-	2	-	-	3	1
Yako	33	1	7	1	1	6	2	1	1	-	0	1
Ziniaré	-	-	7	-	-	6	-	-	2	-	15	5

III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la police judiciaire.

Crime : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à dix ans.

Délit : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement de trente jours au moins et n'excédant pas dix ans et/ou punies d'une amende supérieure à deux cent mille (200 000) francs CFA

Contravention : Infraction punie d'une amende d'un montant n'excédant pas deux cent mille (200 000) francs CFA.

Sources statistiques

Registre des parquets.

Note : Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».

Tableau III-46 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI (y compris Ecofi et Anti-terro) selon l'infraction

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765	11 680	13 293
Crimes et délits contre les particuliers	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412	3 010	3 775	3 756	3 908	4 322
<i>Dont</i>										
Homicides et blessures involontaires	343	39	651	681	642	600	978	822	794	919
Coups et blessures volontaires	651	725	699	686	548	689	797	731	764	797
Vols aggravés	229	56	44	37	119	278	339	469	618	623
Ménaces sous condition	0	0	0	0	194	266	360	379	389	440
Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats	117	209*	240*	180*	167	179	201	179	252	283
Viols	171	155	313	283	248	272	294	250	276	300
Coups mortels	66	61	81	60	65	68	77	66	81	69
Crimes et délits contre les biens	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949	3 940	4 832	5 113	5 759	6 506
<i>Dont</i>										
Vols, recels, extorsions, escroqueries	3 817	3 475	3 057	2 765	1 948	2 526	2 864	2 933	3 466	3 566
Abus de confiance	707	685	642	619	534	688	939	976	1 070	1 405
Blanchiment de capitaux	0	1	9	18	18	49	31	13	107	142
Grand banditisme	0	194	133	102	56	113	162	146	171	167
Stellionat	27	52	42	70	71	77	307	342	403	610
Destructions, dégradations, dommages	301	249	248	325	224	277	303	322	298	394
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	589	683	624	646	518	655	861	861	913	1 131
<i>Dont</i>										
Stupéfiants	221	328	263	297	182	238	331	320	394	432
Enlèvements d'enfants	126	141	142	111	90	108	139	125	118	155
Trafic d'enfants	6	4	10	10	4	4	9	8	5	4
Proxénétisme	9	12	17	21	11	15	23	23	23	22
Mutilations génitales féminines	29	22	44	14	17	15	12	7	7	18
Attentats aux mœurs	96	68	36	18	36	49	69	43	53	73
Accusation de sorcellerie	0	0	0	0	69	82	96	133	93	143
Crimes et délits contre la chose publique	455	495	523	527	388	517	542	624	646	814
<i>Dont</i>										
Faux et usage de faux	190	220	224	246	145	204	224	195	231	270
Détournement de biens et deniers publics	31	43	64	43	44	20	26	33	27	69
Discrédit sur une décision de justice	0	0	0	0	29	81	91	155	132	151
Evasion	46	44	43	39	19	33	21	30	40	27
Corruption (et infractions assimilées)	9	13	8	14	8	15	24	23	23	19
Crimes et délits contre la sécurité publique	23	30	75	130	194	198	303	143	211	256
<i>Dont</i>										
Association de malfaiteurs	23	25	59	27	15	144	96	20	19	24
Terrorisme	-	5	16	103	164	23	195	27	129	146
Infractions en matière d'armes et munitions	93	93	95	96	45	49	73	59	59	67
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	161	203	145	191	128	92	122	157	141	139
Infractions en matière environnementale	-	-	-	-	3	18	19	18	19	32
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	-	9	25	18	33	11	21
Infractions en matière informatique/cybercriminalité	-	4	3	4	9	6	4	1	13	5

*Les effectifs de « assassinat » de 2016 à 2018 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les Pôles Ecofi des parquets des TGI selon l'infraction

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	76	148
Crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	17	47
Corruption (et infractions assimilées)	-	-	-	-	-	10	0
Enrichissement illicite	-	-	-	-	-	1	4
Faux et usage de faux	-	-	-	-	-	1	17
Faux monnayage	-	-	-	-	-	1	0
Fraude en matière de commercialisation d'or	-	-	-	-	-	1	2
Fraude en matière douanière	-	-	-	-	-	1	4
Autres crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	2	6
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	-	-	-	-	-	1	4
Trafic de stupéfiants	-	-	-	-	-	1	4
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	0	1
Crimes et délits contre les biens	-	-	-	-	-	57	95
Abus de confiance	-	-	-	-	-	4	4
Blanchiment de capitaux	-	-	-	-	-	52	85
Escroqueries	-	-	-	-	-	1	3
Crimes et délits contre les particuliers	-	-	-	-	-	1	1
Vols aggravés	-	-	-	-	-	1	0
Homicides et blessures involontaires de la circulation routière	-	-	-	-	-	0	1
Infractions en matière d'armes et munitions	-	-	-	-	-	0	0
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	-	-	-	-	-	0	0
Infractions en matière environnementale	-	-	-	-	-	0	0
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	-	-	0	0
Infractions en matière informatique / cybercriminalité	-	-	-	-	-	0	0

Tableau III-48 : Affaires nouvelles enregistrées dans le Pôle Anti-terro du parquet du TGI Ouaga II selon l'infraction

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	100	106	116
Crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	-	0	0	0
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	-	-	-	-	0	0	0
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	100	106	115
Financement du terrorisme	-	-	-	-	5	27	12
Terrorisme	-	-	-	-	95	79	103
Crimes et délits contre les biens	-	-	-	-	0	0	0
Crimes et délits contre les particuliers	-	-	-	-	0	0	1
Infractions en matière d'armes et munitions	-	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	-	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière environnementale	-	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière informatique / cybercriminalité	-	-	-	-	0	0	0

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel.

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

- Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.
- Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.
- Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une « voie de fait ».

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III-49 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765	11 680	13 293
Banfora	527	514	384	383	275	322	309	345	506	526
Bobo-Dioulasso	674	1 020	723	892	637	627	1 057	1 295	1 546	1 622
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND ⁴	50
Bogandé	302	157	120	113	83	76	96	19	13	4
Boromo	257	328	373	289	190	262	424	434	489	721
Dédougou	324	335	461	266	320	432	438	362	340	386
Diapaga	198	117	131	101	130	188	ND	3	13	7
Diébougou	222	260	204	254	133	182	291	328	345	371
Djibo	222	253	234	234	ND	ND	ND	ND	1	0
Dori	288	273	267	233	193	189	ND	ND	36	148
Fada N'Gourma	418	332	291	255	287	304	281	268	315	307
Gaoua	278	238	314	261	179	292	343	419	394	497
Kaya	208	233	244	232	276	233	490	261	254	293
Kongoussi	118	94	74	122	71	83	138	57	18	114
Koudougou	465	732	582	602	587	1 145	827	1 143	892	906
Koupéla	-	4	472	213	173	191	288	386	328	416
Léo	252	181	166	235	178	198	196	182	206	196
Manga	230	184	158	208	150	183	257	205	209	183
Nouna	133	162	124	104	59	65	ND	4	2	9
Orodara	160	142	168	135	88	170	99	166	163	150
Ouaga I	2 271	2 325	2 157	2 736	1 858	2 547	2 919	2 134	2 431	2 819
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	76	98
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	913	1 342	1 835	2 198
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	106	116
Ouahigouya	343	274	304	228	158	194	279	237	197	312
Pô	-	-	-	-	-	-	67	166	194	293
Tenkodogo	409	454	250	282	176	247	416	564	395	397
Tougan	87	132	171	138	124	122	ND	3	5	5
Yako	151	137	110	66	84	76	138	148	175	109
Ziniaré	131	240	208	250	246	182	283	294	378	304

Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412	3 010	3 775	3 756	3 908	4 322
Banfora	168	130	110	150	108	116	126	134	184	219
Bobo-Dioulasso	108	275	195	277	212	210	342	408	442	500
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Bogandé	134	66	66	61	46	41	43	9	7	1
Boromo	52	96	117	87	48	75	125	113	114	229
Dédougou	95	109	191	84	100	156	175	122	94	115
Diapaga	49	34	53	28	37	71	ND	1	5	4
Diébougou	82	95	49	81	42	45	150	181	183	211
Djibo	103	99	79	79	ND	ND	ND	ND	1	0
Dori	83	87	110	99	91	64	ND	ND	0	38
Fada N'Gourma	157	81	110	118	120	104	91	76	137	96
Gaoua	86	59	100	67	65	108	126	159	119	149
Kaya	39	66	91	97	120	88	189	99	80	76
Kongoussi	30	34	39	53	34	33	59	24	14	47
Koudougou	82	217	171	165	197	432	291	537	293	303
Koupéla	-	4	304	107	78	93	110	146	116	150
Léo	88	73	73	119	79	77	72	72	79	87
Manga	52	61	69	98	77	75	112	88	97	93
Nouna	42	43	40	40	23	20	ND	2	1	4
Orodara	61	52	55	39	40	63	32	52	55	51
Ouaga I	474	542	451	874	599	823	1 020	588	793	818
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	225	432	549	587
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Ouahigouya	86	60	70	46	39	53	96	72	82	117
Pô	-	-	-	-	-	-	22	53	57	109
Tenkodogo	113	152	87	134	54	101	175	211	146	167
Tougan	19	36	64	51	42	43	ND	0	0	3
Yako	33	34	48	28	44	38	60	49	69	31
Ziniaré	44	72	89	102	117	81	134	128	191	117

⁴ Inexistence de RP spécifique pour les affaires nouvelles du Pôle Ecofi

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait de détourner ou dissiper au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'il a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

- **Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.
- **Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.
- **Recel** : Fait de dissimuler, de détenir ou de transmettre une chose ou des données informatiques, ou de faire office d'intermédiaire afin de les transmettre, en sachant que cette chose ou ces données informatiques proviennent d'un crime ou d'un délit. Constitue également un recel le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, par tout moyen, du produit d'un crime ou d'un délit.
- **Escroquerie** : Est coupable d'escroquerie quiconque, soit en faisant usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit en abusant d'une qualité vraie, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour tromper une personne physique ou morale et la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'autrui, à remettre des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge.

Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949	3 940	4 832	5 113	5 759	6 506
Banfora	301	338	239	181	129	174	151	144	239	226
Bobo-Dioulasso	440	606	444	513	348	348	569	665	892	844
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	25
Bogandé	141	38	22	18	17	19	28	8	4	2
Boromo	168	156	186	137	89	136	225	267	299	371
Dédougou	179	156	191	151	162	191	215	199	185	237
Diapaga	103	61	50	49	42	58	ND	ND	5	3
Diébougou	125	125	119	132	73	110	119	111	95	100
Djibo	105	124	123	123	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	179	152	116	115	66	89	ND	ND	29	83
Fada N'Gourma	188	173	130	84	101	145	119	115	114	141
Gaoua	149	143	167	152	93	144	167	190	196	269
Kaya	139	127	99	92	100	117	218	138	145	178
Kongoussi	71	54	29	38	27	29	50	26	3	31
Koudougou	310	442	314	317	291	549	375	424	436	413
Koupéla	-	0	115	71	67	65	113	150	136	144
Léo	133	71	60	57	62	61	82	88	87	69
Manga	143	98	60	73	33	53	80	58	64	58
Nouna	59	90	61	52	24	33	ND	2	1	3
Orodara	72	68	80	75	32	85	50	86	65	79
Ouaga I	1 384	1 343	1 273	1 269	841	1 178	1 438	1 137	1 300	1 522
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	57	70
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	317	692	945	1 193
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	219	193	207	150	103	121	144	129	92	112
Pô	-	-	-	-	-	-	28	66	74	115
Tenkodogo	239	215	111	118	64	88	177	239	150	160
Tougan	57	84	83	67	63	52	ND	2	3	1
Yako	85	77	42	23	24	26	60	71	71	53
Ziniaré	76	102	73	80	98	69	107	106	129	99

Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	4 524	3 861	3 699	3 384	2 370	3 214	3 803	3 909	4 536	4 971
Banfora	220	275	198	149	98	141	128	123	181	176
Bobo-Dioulasso	407	281	359	437	293	321	500	583	788	703
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	3
Bogandé	134	25	16	12	16	13	17	3	2	0
Boromo	138	139	166	120	85	124	199	250	275	341
Dédougou	133	136	173	131	119	150	165	153	156	188
Diapaga	83	44	41	33	30	42	ND	0	4	3
Diébougou	117	105	116	114	69	100	98	86	72	73
Djibo	98	97	100	100	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	169	139	106	103	52	76	ND	ND	21	75
Fada N'Gourma	170	117	85	65	84	94	92	97	99	109
Gaoua	129	120	137	119	74	115	139	150	161	222
Kaya	138	110	83	75	75	96	142	117	114	117
Kongoussi	60	48	28	33	21	24	44	22	3	27
Koudougou	260	293	244	243	232	419	297	271	314	341
Koupéla	-	0	69	42	46	41	89	120	109	109
Léo	124		48	38	49	47	64	47	72	48
Manga	118	74	40	37	23	45	54	40	43	37
Nouna	53	77	52	45	17	28	ND	2	1	3
Orodara	60	61	72	57	27	61	43	60	43	59
Ouaga I	1 303	1 174	1 137	1 086	687	991	1 122	840	994	1 121
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	207	462	665	811
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	194	171	178	133	93	98	136	97	78	102
Pô	-	-	-	-	-	-	14	50	67	89
Tenkodogo	224	173	86	76	52	80	144	199	125	116
Tougan	56	69	78	59	52	49	ND	2	3	1
Yako	60	53	28	19	18	21	45	61	56	43
Ziniaré	76	80	59	58	58	48	64	74	90	57

Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	23	30	75	130	194	198	303	143	211	256
Banfora	1	0	0	0	0	0	0	6	2	1
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	1	4	0	50	14	16
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	0
Bogandé	0	6	0	0	0	0	3	0	0	1
Boromo	0	0	0	0	1	3	0	1	9	15
Dédougou	0	0	0	0	1	7	2	2	3	4
Diapaga	6	1	0	0	0	5	ND	0	0	0
Diébougou	0	6	3	0	1	0	0	1	0	1
Djibo	0	0	1	1	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	0	1	3	2	17	17	ND	ND	6	12
Fada N'Gourma	6	1	2	14	9	6	0	3	2	12
Gaoua	0	0	0	0	1	3	13	18	16	7
Kaya	0	2	0	0	4	1	0	0	1	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	1	0	3
Koudougou	1	0	0	0	3	10	3	9	2	6
Koupéla	0	0	6	2	0	1	1	2	4	5
Léo	0	0	0	2	0	4	0	3	10	1
Manga	0	0	1	0	0	0	1	1	6	0
Nouna	0	0	0	0	0	2	ND	ND	0	0
Orodara	0	1	1	0	1	2	1	1	4	1
Ouaga I	6	10	58	103	148	128	60	28	9	24
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	215	111	118	131
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	100	106	115
Ouahigouya	0	1	0	5	0	0	0	1	0	1
Pô	-	-	-	-	-	-	0	1	1	5
Tenkodogo	2	0	0	1	4	3	2	3	2	6
Tougan	0	0	0	0	1	2	ND	1	0	0
Yako	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1
Ziniaré	1	1	0	0	1	0	2	0	1	1

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Consommation de stupéfiants : acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses

Trafic de Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cités.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

- **Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.
- **Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau III-54 : Affaires nouvelles dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	589	683	624	646	518	655	861	861	913	1 131
Banfora	41	26	20	18	10	16	13	28	18	33
Bobo-Dioulasso	66	51	25	43	28	30	73	63	82	91
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Bogandé	13	36	26	26	15	11	11	0	0	0
Boromo	23	25	24	18	12	16	37	30	52	62
Dédougou	7	22	21	9	26	27	32	23	20	20
Diapaga	12	11	16	16	34	35	ND	1	2	0
Diébougou	9	21	18	15	12	10	13	16	36	36
Djibo	8	11	10	10	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	15	10	23	11	6	11	ND	ND	0	8
Fada N'Gourma	37	33	32	21	24	32	51	48	33	23
Gaoua	16	13	28	25	11	19	18	33	42	41
Kaya	20	27	30	22	30	14	45	15	19	30
Kongoussi	8	6	2	7	8	12	11	2	1	27
Koudougou	18	26	36	36	29	51	56	75	61	103
Koupéla	-	0	23	12	17	14	30	55	46	74
Léo	13	19	18	39	21	41	35	14	19	23
Manga	15	18	17	19	22	37	40	29	27	23
Nouna	9	10	7	6	5	3	ND	ND	0	0
Orodara	11	9	15	6	6	12	11	14	26	12
Ouaga I	166	219	140	229	117	185	209	185	163	208
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	82	103	118	138
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	21	11	22	16	11	13	24	20	15	50
Pô	-	-	-	-	-	-	12	18	39	45
Tenkodogo	29	44	30	14	38	35	32	54	38	33
Tougan	6	6	17	10	8	18	ND	0	0	0
Yako	17	11	5	7	12	5	9	9	19	14
Ziniaré	9	18	19	11	16	8	17	26	37	37

Tableau III-55 : Affaires nouvelles dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	478	520	582	554	388	517	542	624	646	814
Banfora	17	20	15	28	20	13	15	18	36	29
Bobo-Dioulasso	27	52	56	52	47	35	71	91	90	141
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	22
Bogandé	14	12	4	5	5	4	2	2	2	0
Boromo	10	8	15	8	4	12	15	13	6	15
Dédougou	13	10	30	9	13	21	9	15	12	9
Diapaga	30	10	11	8	8	8	ND	1	1	0
Diébougou	5	11	14	10	3	8	1	9	20	16
Djibo	5	10	15	15	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	8	14	12	5	11	8	ND	ND	0	1
Fada N'Gourma	18	36	11	22	20	16	15	16	25	26
Gaoua	14	12	12	12	7	7	8	15	11	20
Kaya	6	12	12	16	18	13	36	9	8	7
Kongoussi	0	0	3	16	2	7	16	3	0	6
Koudougou	30	39	26	35	32	69	65	51	58	54
Koupéla	-	0	22	11	8	13	19	27	16	29
Léo	4	11	8	15	5	7	3	4	10	13
Manga	9	5	3	10	10	13	15	21	9	6
Nouna	10	5	8	3	6	7	ND	0	0	2
Orodara	8	8	15	5	7	5	2	6	9	3
Ouaga I	208	177	256	224	123	198	164	135	143	200
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	17	25
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	30	87	86	123
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	9	5	1	7	4	5	12	11	7	29
Pô	-	-	-	-	-	-	1	18	14	15
Tenkodogo	20	31	15	13	12	17	27	38	55	29
Tougan	2	3	3	8	7	6	ND	0	2	1
Yako	9	11	3	5	3	7	7	14	14	9
Ziniaré	2	18	12	12	13	18	9	20	12	31

Concepts

Orientations du Parquet

- **Chambre correctionnelle** : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles.
- **Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.
- **Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.
- **Renvoi à l'instruction** : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.
- **Classement sans suite** : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III-56 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765	11 680	13 293
Chambre correctionnelle	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926	6 969	7 004	7 910	8 965
<i>Flagrants délits</i>	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499	5 419	5 686	6 400	6 937
<i>Citations directes</i>	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427	1 550	1 318	1 510	2 028
Saisine du juge d'instruction	908	915	901	810	757	801	949	584	819	1 040
Affaires classées sans suite	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783	2 631	3 177	2 951	3 288

Tableau III-57 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926	6 969	7 004	7 910	8 965
Banfora	348	378	261	253	208	223	218	209	308	341
Bobo-Dioulasso	503	765	634	642	565	410	832	897	1 004	1 276
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	26
Bogandé	218	128	97	82	71	57	70	11	5	1
Boromo	208	225	268	197	122	198	372	380	446	465
Dédougou	166	188	223	188	201	237	236	207	220	220
Diapaga	153	86	101	89	114	168	ND	2	10	6
Diébougou	172	206	172	145	118	151	212	180	265	229
Djibo	135	150	147	147	ND	ND	ND	ND	1	0
Dori	268	239	203	172	124	131	ND	ND	35	111
Fada N'Gourma	280	237	232	189	137	151	183	192	166	187
Gaoua	205	179	235	199	136	247	260	301	285	350
Kaya	180	199	139	154	166	150	245	187	187	144
Kongoussi	79	79	67	70	50	53	74	40	15	101
Koudougou	281	284	318	317	332	549	556	581	680	809
Koupéla	-	1	233	102	97	128	210	231	210	246
Léo	166	118	118	137	103	140	130	112	134	135
Manga	208	141	134	153	141	151	151	138	136	117
Nouna	81	106	98	94	48	55	ND	2	2	7
Orodara	96	120	138	107	81	148	79	111	102	107
Ouaga I	1 873	1 985	1 931	1 643	1 515	1 938	1 678	1 462	1 768	1 846
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	41	62
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	546	853	1 072	1 384
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	293	240	265	203	150	154	248	184	162	241
Pô	-	-	-	-	-	-	38	100	148	171
Tenkodogo	348	280	173	104	126	209	330	347	245	239
Tougan	78	94	154	120	121	98	ND	2	5	3
Yako	100	88	77	59	68	64	108	105	113	79
Ziniaré	112	142	165	163	155	116	193	170	186	150

Tableau III-58 : Affaires de flagrants délits traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499	5 419	5 686	6 400	6 937
Banfora	171	228	199	169	108	134	163	160	180	198
Bobo-Dioulasso	502	503	469	488	352	261	693	767	911	1 022
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	22
Bogandé	183	78	65	38	29	32	37	5	0	1
Boromo	200	173	227	181	106	182	338	376	441	452
Dédougou	119	123	164	155	122	185	186	172	175	154
Diapaga	137	74	89	80	85	136	ND	2	9	6
Diébougou	133	135	162	128	104	143	180	175	240	200
Djibo	98	103	122	122	ND	ND	ND	ND	1	0
Dori	209	154	157	132	63	95	ND	ND	35	111
Fada N’Gourma	248	203	178	139	90	108	160	152	142	179
Gaoua	158	155	200	161	96	199	195	239	228	294
Kaya	174	171	111	116	121	126	193	158	159	123
Kongoussi	70	62	59	50	26	45	71	31	13	85
Koudougou	268	237	289	278	257	414	426	464	540	607
Koupéla	-	1	98	55	45	73	160	200	205	242
Léo	130	59	83	85	65	95	101	82	96	102
Manga	190	99	76	80	52	110	121	88	75	64
Nouna	63	96	72	71	34	44	ND	2	2	6
Orodara	61	89	119	77	64	90	76	92	84	98
Ouaga I	1 453	1 485	1 507	1 187	927	1 507	1 287	1 244	1 429	1 407
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	36	16
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	377	607	795	958
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	224	205	237	187	138	127	194	145	136	176
Pô	-	-	-	-	-	-	27	70	94	113
Tenkodogo	299	220	141	95	117	183	215	255	177	171
Tougan	61	65	102	85	61	76	ND	2	0	1
Yako	81	63	48	37	49	53	87	79	83	55
Ziniaré	87	96	101	95	94	81	132	119	150	112

Tableau III-59 : Affaires de citations directes traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427	1 550	1 318	1 510	2 028
Banfora	177	150	62	84	100	89	55	49	128	143
Bobo-Dioulasso	1	262	165	154	213	149	139	130	93	254
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	4
Bogandé	35	50	32	44	42	25	33	6	5	0
Boromo	8	52	41	16	16	16	34	4	5	13
Dédougou	47	65	59	33	79	52	50	35	45	66
Diapaga	16	12	12	9	29	32	ND	0	1	0
Diébougou	39	71	10	17	14	8	32	5	25	29
Djibo	37	47	25	25	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	59	85	46	40	61	36	ND	ND	0	0
Fada N’Gourma	32	34	54	50	47	43	23	40	24	8
Gaoua	47	24	35	38	40	48	65	62	57	56
Kaya	6	28	28	38	45	24	52	29	28	21
Kongoussi	9	17	8	20	24	8	3	9	2	16
Koudougou	13	47	29	39	75	135	130	117	140	202
Koupéla	-	0	135	47	52	55	50	31	5	4
Léo	36	59	35	52	38	45	29	30	38	33
Manga	18	42	58	73	89	41	30	50	61	53
Nouna	18	10	26	23	14	11	ND	0	0	1
Orodara	35	31	19	30	17	58	3	19	18	9
Ouaga I	420	500	424	456	588	431	391	218	339	439
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	5	46
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	169	246	277	426
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	69	35	28	16	12	27	54	39	26	65
Pô	-	-	-	-	-	-	11	30	54	58
Tenkodogo	49	60	32	9	9	26	115	92	68	68
Tougan	17	29	52	35	60	22	ND	0	5	2
Yako	19	25	29	22	19	11	21	26	30	24
Ziniaré	25	46	64	68	61	35	61	51	36	38

Tableau III-60 : Affaires traitées et orientées en instruction par les parquets TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	908	915	901	810	757	801	949	584	819	1 040
Banfora	61	29	11	18	27	25	28	39	72	77
Bobo-Dioulasso	56	62	39	72	72	54	57	47	72	94
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	21
Bogandé	58	28	19	11	4	10	19	7	8	3
Boromo	21	15	16	9	6	0	20	24	19	34
Dédougou	26	36	25	9	15	28	33	50	27	56
Diapaga	25	26	17	11	15	20	ND	1	3	0
Diébougou	28	23	17	17	15	18	52	48	32	49
Djibo	18	44	43	43	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	19	18	50	35	44	32	ND	ND	1	6
Fada N'Gourma	55	44	46	66	16	24	19	28	32	37
Gaoua	29	12	25	23	27	22	36	43	40	30
Kaya	23	4	15	12	24	23	19	10	14	19
Kongoussi	4	11	4	13	9	10	10	2	3	12
Koudougou	27	34	32	29	36	60	32	51	32	28
Koupéla	-	1	171	40	25	25	15	19	10	9
Léo	23	30	26	26	18	8	12	19	23	19
Manga	22	22	19	10	9	16	9	6	9	10
Nouna	7	6	2	5	6	4	ND	2	0	2
Orodara	23	21	25	15	7	21	10	8	12	17
Ouaga I	285	320	208	291	330	322	177	24*	109	149
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	35	36
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	267	61*	186	229
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	106	114
Ouahigouya	4	21	18	15	5	15	19	22	26	53
Pô	-	-	-	-	-	-	5	7	5	21
Tenkodogo	56	39	34	4	15	36	79	38	46	57
Tougan	9	19	11	13	3	9	ND	1	0	2
Yako	10	15	10	7	16	2	13	9	15	11
Ziniaré	19	35	18	16	13	17	18	18	23	16

*Les affaires renvoyées en instruction par le parquet du pôle Anti-terro des TGI Ouaga II et Ouaga I n'avait pas été pris en compte en 2022

Tableau III-61 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783	2 631	3 177	2 951	3 288
Banfora	118	107	112	112	40	74	63	97	126	108
Bobo-Dioulasso	115	193	50	178	ND	163	168	351	470	252
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	3
Bogandé	26	1	4	20	8	9	7	1	0	0
Boromo	28	88	89	83	62	64	32	30	24	222
Dédougou	132	111	213	69	104	167	169	105	93	110
Diapaga	20	5	13	1	1	0	ND	0	0	1
Diébougou	22	31	15	92	0	13	27	100	48	93
Djibo	69	59	44	44	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	1	16	14	26	25	26	ND	ND	0	31
Fada N'Gourma	83	51	13	0	134	129	79	48	117	83
Gaoua	44	47	54	39	16	23	47	75	69	117
Kaya	5	30	90	66	86	60	226	64	53	130
Kongoussi	35	4	3	39	12	20	54	15	0	1
Koudougou	157	414	232	256	219	536	239	511	180	69
Koupéla	-	2	68	71	51	38	63	136	108	161
Léo	63	33	22	72	57	50	54	51	49	42
Manga	0	21	5	45	0	16	97	61	64	56
Nouna	45	50	24	5	5	6	ND	0	0	0
Orodara	41	1	5	13	0	1	10	47	49	26
Ouaga I	113	20	18	802	ND	287	1 064	648	554	824
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	100	428	577	585
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Ouahigouya	46	13	21	10	3	25	12	31	9	18
Pô	-	-	-	-	-	-	24	59	41	101
Tenkodogo	5	135	43	174	35	2	7	179	104	101
Tougan	0	19	6	5	0	15	ND	0	0	0
Yako	41	34	23	0	0	10	17	34	47	19
Ziniaré	0	63	25	54	78	49	72	106	169	138

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles.

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Mineurs impliqués	334	326	288	349	230	248	597	733	604	590
Mineurs renvoyés en flagrant délit	284	272	247	299	175	184	551	699	566	561
Mineurs renvoyés en citation directe	21	11	18	11	20	10	15	10	17	8
Mineurs renvoyés à l'instruction	18	26	14	13	11	43	16	15	12	19
Mineurs relaxés après classement sans suite	11	17	9	26	24	11	15	9	9	2
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	270	222	221	201	133	120	465	609	430	455

Tableau III-63 : Activités pénales du parquet relatives aux mineurs par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Mineurs impliqués	334	326	288	349	230	248	597	733	604	590
Banfora	13	20	21	25	9	13	23	12	11	13
Bobo-Dioulasso	50	52	35	57	31	15	76	111	49	84
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	ND
Bogandé	12	13	11	8	1	6	2	2	1	0
Boromo	9	19	10	14	4	9	23	59	36	31
Dédougou	2	13	2	12	10	31	39	27	12	8
Diapaga	2	5	4	8	3	3	ND	0	0	1
Diébougou	10	12	10	15	15	13	23	50	21	22
Djibo	1	10	9	9	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	23	11	22	25	9	13	ND	ND	0	13
Fada N'Gourma	26	18	16	12	13	6	10	9	18	24
Gaoua	17	13	9	17	7	11	20	16	21	39
Kaya	25	12	4	4	13	12	20	27	15	20
Kongoussi	5	3	5	7	6	1	3	4	1	5
Koudougou	34	31	39	36	27	32	45	44	56	46
Koupéla	-	0	8	10	14	5	21	13	7	5
Léo	11	5	8	2	13	9	26	14	18	5
Manga	13	27	2	8	8	7	12	6	15	7
Nouna	1	2	0	2	7	2	ND	0	0	0
Orodara	1	6	2	10	10	7	15	6	12	7
Ouaga I	35	ND	ND	ND	ND	ND	112	145	164	126
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	30	67	79	77
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	7	19	25	30	10	18	48	31	19	14
Pô	-	-	-	-	-	-	0	4	3	8
Tenkodogo	17	19	18	8	3	15	27	46	16	14
Tougan	2	6	13	5	3	2	ND	0	0	0
Yako	9	5	11	8	1	7	15	22	8	11
Ziniaré	9	5	4	17	13	11	7	18	22	10

III.3.2.2. Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au cours de l'année au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

<u>Sources statistiques</u> : <i>Registres du courrier arrivé, du courrier départ et de rectification des actes d'état civil des parquets des tribunaux de grande instance.</i>

Tableau III-64 : Affaires nouvelles en matière civile enregistrées par l'ensemble des parquets selon la nature

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	9 277	9 755	9 428	9 953	9 310	12 694
Rectifications matérielles	6 291	6 721	6 049	7 459	8 453	10 452
Etat des personnes	2 756	2 840	2 272	1 694	774⁵	959
Rectifications, modifications et ajouts de prénom	2 310	1 944	1 905	1 279	254	139
Adoptions	105	127	96	112	88	172
Naturalisations	191	214	79	105	265	403
Recherche de paternité	150	555	192	198	167	245
Procédures collectives	2	5	3	0	0	0
Redressements	2	4	3	0	0	0
Liquidations	0	1	0	0	0	0
Autres	228	189	1 104	800	83	1 283

Tableau III-65 : Conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	8 611	9 416	7 842	10 899	9 055	11 492
Rectifications matérielles	5 815	6 393	5 844	7 274	8 267	10 137
Etat des personnes	2 562	2 346	1 652	1 774	729	818
Rectifications, modifications et ajouts de nom	2 128	2 047	1 331	1 427	230	103
Adoptions	108	101	91	100	96	186
Naturalisations	178	198	66	67	239	289
Recherche de paternité	148	548	164	180	164	240
Procédures collectives	1	4	0	1	0	3
Redressements	0	0	0	0	0	3
Liquidations	1	4	0	1	0	0
Autres	234	125	346	1 850	59	534

Tableau III-66 : Affaires nouvelles en matière civile par parquet des TGI

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	12 717	9 277	9 755	9 428	9 953	9 310	12 694
Banfora	39	81	239	372	259	186	214
Bobo-Dioulasso	901	1 013	1 024	693	1 345	1 190	943
Bogandé	610	333	244	295	69	36	16
Boromo	345	316	333	523	342	216	276
Dédougou	397	368	396	438	289	356	600
Diapaga	208	189	128	ND	3	42	62
Diébougou	99	57	124	209	430	359	628
Djibo	73	-	171	ND	55	1	33
Dori	43	38	123	ND	ND	0	446
Fada N'Gourma	442	168	180	448	464	524	597
Gaoua	241	165	136	125	221	452	568
Kaya	1 351	538	383	424	426	548	756
Kongoussi	46	27	391	27	16	26	236
Koudougou	469	353	274	258	319	294	534
Koupéla	104	209	139	109	131	136	121
Léo	274	234	218	357	906	438	562
Manga	1 245	1 013	576	721	283	260	244
Nouna	126	353	952	ND	333	29	24
Orodara	458	202	133	245	326	240	418
Ouaga I	2 670	1 455	1 514	1 756	1 571	1 458	2 255
Ouaga II	-	-	-	825	452	530	735
Ouahigouya	106	267	160	218	316	347	646
Pô	-	-	-	69	176	338	382
Tenkodogo	531	419	403	640	561	777	897
Tougan	793	737	930	ND	269	108	65
Yako	242	348	380	591	328	349	381
Ziniaré	904	394	204	85	63	70	55

⁵ Certaines affaires nouvelles/conclusion rendues relatives aux rectifications d'erreurs matérielles étaient comptabilisées dans la rubrique « Rectifications, modifications et ajouts de prénom » les années antérieures.

Tableau III-67 : Conclusions et réquisitions prises en matière civile par parquet des TGI

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	12 101	8 611	9 416	7 842	10 899	9 055	11 492
Banfora	38	81	229	347	255	178	202
Bobo-Dioulasso	715	638	985	693	2 469	1 188	943
Bogandé	610	333	244	106	69	36	16
Boromo	477	340	487	611	291	175	255
Dédougou	397	368	398	438	292	356	597
Diapaga	198	198	188	ND	3	42	38
Diébougou	82	50	115	209	430	359	628
Djibo	73	-	169	ND	55	1	33
Dori	43	38	123	ND	ND	0	35
Fada N'Gourma	442	188	208	484	463	524	597
Gaoua	241	165	136	123	221	452	567
Kaya	1 351	538	484	424	491	539	556
Kongoussi	40	26	390	27	16	1	227
Koudougou	452	308	153	266	340	302	522
Koupéla	104	157	99	86	115	136	125
Léo	274	230	214	347	908	436	541
Manga	1 275	1 063	576	721	283	260	244
Nouna	125	336	1004	ND	333	29	24
Orodara	356	202	133	245	326	240	418
Ouaga I	2 240	1 280	1 431	1 136	1 264	1 364	1 882
Ouaga II	-	-	-	262	560	460	649
Ouahigouya	98	240	130	218	308	347	594
Pô	-	-	-	54	185	327	382
Tenkodogo	531	406	24	627	569	777	909
Tougan	793	738	930	ND	264	107	67
Yako	242	284	375	333	326	349	381
Ziniaré	904	405	191	85	63	70	60

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au cours de l'année au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III-68 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civile selon leur nature par parquet des TGI

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	7 459	8 453	10 452	1 694	774	959	0	0	0	800	83	1 283
Banfora	249	183	211	10	2	3	0	0	0	0	1	0
Bobo-Dioulasso	1 131	1 169	856	68	21	87	0	0	0	146	0	0
Bogandé	41	10	0	28	26	16	0	0	0	0	0	0
Boromo	332	211	267	8	5	9	0	0	0	2	0	0
Dédougou	275	345	582	12	11	13	0	0	0	2	0	5
Diapaga	3	5	16	0	37	46	0	0	0	0	0	0
Diébougou	421	359	608	6	0	10	0	0	0	3	0	10
Djibo	55	0	33	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	0	36	ND	0	1	ND	0	0	ND	0	409
Fada N'Gourma	461	516	584	3	7	13	0	0	0	0	1	0
Gaoua	221	445	566	0	3	2	0	0	0	0	4	0
Kaya	420	539	734	6	7	19	0	0	0	0	2	3
Kongoussi	16	17	222	0	9	7	0	0	0	0	0	7
Koudougou	287	268	461	27	17	52	0	0	0	5	9	21
Koupéla	89	54	112	42	81	7	0	0	0	0	1	2
Léo	446	431	552	8	5	8	0	0	0	452	2	2
Manga	234	251	233	41	5	7	0	0	0	8	4	4
Nouna	0	0	0	314	29	24	0	0	0	19	0	0
Orodara	0	237	416	326	3	2	0	0	0	0	0	0
Ouaga I	1 320	1 246	1 398	161	212	245	0	0	0	90	0	612
Ouaga II	210	239	264	182	232	287	0	0	0	60	59	184
Ouahigouya	153	342	616	157	5	30	0	0	0	6	0	0
Pô	162	333	379	10	5	3	0	0	0	4	0	0
Tenkodogo	553	747	851	8	30	40	0	0	0	0	0	6
Tougan	-	108	47	269	0	0	0	0	0	0	0	18
Yako	317	342	377	8	7	4	0	0	0	3	0	0
Ziniaré	63	56	31	0	14	24	0	0	0	0	0	0

Tableau III-69 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet des TGI

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	7 274	8 267	10 137	1 774	729	818	1	0	3	1 850	59	534
Banfora	247	175	199	8	2	3	0	0	0	0	1	0
Bobo-Dioulasso	1 131	1 169	856	114	19	87	1	0	0	1 223	0	0
Bogandé	41	10	0	28	26	16	0	0	0	0	0	0
Boromo	280	171	251	9	4	4	0	0	0	2	0	0
Dédougou	274	345	582	13	11	13	0	0	0	5	0	2
Diapaga	3	5	16	0	37	22	0	0	0	0	0	0
Diébougou	421	359	608	6	0	10	0	0	0	3	0	10
Djibo	55	0	33	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	0	34	ND	0	1	ND	0	0	ND	0	0
Fada	461	516	584	0	7	13	0	0	0	2	1	0
Gaoua	221	445	566	0	3	1	0	0	0	0	4	0
Kaya	485	530	536	6	7	17	0	0	3	0	2	0
Kongoussi	16	1	222	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Koudougou	294	269	461	33	21	40	0	0	0	13	12	21
Koupéla	89	54	112	26	81	11	0	0	0	0	1	2
Léo	446	431	532	8	2	7	0	0	0	454	3	2
Manga	234	251	233	41	5	7	0	0	0	8	4	4
Nouna	0	0	0	314	29	24	0	0	0	19	0	0
Orodara	0	237	416	326	3	2	0	0	0	0	0	0
Ouaga I	1 112	1 157	1 376	117	207	207	0	0	0	35	0	299
Ouaga II	210	226	243	278	203	223	0	0	0	72	31	183
Ouahigouya	150	342	585	156	5	9	0	0	0	2	0	0
Pô	171	322	379	5	5	3	0	0	0	9	0	0
Tenkodogo	553	747	839	16	30	64	0	0	0	0	0	6
Tougan	-	107	66	264	0	1	0	0	0	0	0	0
Yako	317	342	377	6	7	4	0	0	0	3	0	0
Ziniaré	63	56	31	0	14	29	0	0	0	0	0	0

III.3.2.3. Activités des chambres correctionnelles des TGI

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, trois types de décisions existent :

- **Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.
- **Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire dans certains cas : ainsi, le demandeur ou le défendeur a refusé de conclure, ou le défendeur qui n'a pas comparu a été assigné à personne, ou le jugement est susceptible d'appel : le recours à l'opposition dans ces hypothèses est interdit.
- **Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été notifiée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Consommation de stupéfiants : acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Trafic de Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III-70 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749	7 460	7 393
Type de procédure										
Flagrants délits	4 668	4 674	5 567	4 142	3 070	3 804	5 269	5 500	6 129	6 215
Citations directes	733	1 007	1 165	1 151	970	752	1 286	1 249	1 331	1 178
Type de décision										
Contradictoire	5 300	5 454	6 386	4 956	3 636	4 421	6 161	6 498	7 070	7 154
Réputé contradictoire	0	3	17	7	44	24	36	61	82	93
Défaut	68	203	294	287	342	107	349	187	307	136
Autre	33	21	35	43	18	4	9	3	1	10

Tableau III-71 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la nature de l'infraction

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Crimes et délits contre la chose publique	216	245	336	252	192	246	331	379	349	360
Détournement de deniers publics,	2	9	14	21	20	21	22	25	20	31
Corruption (et infractions assimilées)	1	2	4	4	6	4	10	21	12	10
Délit d'apparence	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Concussion	0	0	0	0	2	1	3	4	5	5
Enrichissement illicite	0	0	0	0	0	0	0	3	1	3
Evasion	35	31	41	26	16	26	26	27	34	16
Faux et usage de faux	91	86	118	117	52	69	107	111	97	93
Fraude en matière de commercialisation d'or	0	0	0	0	3	2	6	2	0	3
Fraude en matière fiscale	0	0	0	0	0	0	0	1	2	1
Fraude en matière douanière	0	0	0	0	3	0	6	5	5	6
Discrédit sur une décision de justice	0	0	0	0	23	34	38	54	55	56
Faux monnayage	0	0	0	0	23	28	28	38	24	40
Autres crimes et délits contre la chose publique	87	117	159	84	44	59	85	88	94	96
Crimes et délits contre les particuliers	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464	2 358	2 203	2 389	2 126
Homicides volontaires (meurtres, Assassinats, parricides, infanticides)	0	1	6	3	7	5	7	7	6	6
Empoisonnements	0	0	0	0	3	1	0	2	21	3
Coups et blessures volontaires	430	488	598	499	368	431	551	557	498	502
Violences et voies de fait	24	34	37	51	27	12	27	22	33	18
Homicides et blessures involontaires de la circulation routière	0	251	379	361	274	266	535	468	403	333
Autres Homicides et blessures involontaires	218	25	48	38	27	37	40	45	43	55
Viols	0	40	327	382	224	177	250	170	194	138
Coups mortels	0	0	0	4	88	90	92	81	134	66
Vols aggravés	0	16	13	21	75	178	393	431	519	481
Diffamation et Dénonciation calomnieuse	30	63	69	54	33	37	61	71	86	67
Injures	0	28	22	23	11	14	23	14	36	17
Menaces sous condition	145	0	0	0	127	150	215	185	208	209
Traite des personnes et des pratiques assimilées	0	0	0	0	9	18	74	51	62	94
Trafic illicite de migrants	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Tortures et pratiques assimilées	0	0	0	0	5	8	6	7	16	1
Autres crimes et délits contre les particuliers	212	127	192	193	35	40	83	92	130	136
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	404	517	617	469	360	458	609	665	734	812
Mutilations génitales féminines	19	21	17	12	18	10	7	6	5	15
Infractions en matière de mariage	0	4	5	8	14	20	24	9	11	14
Proxénétisme	0	8	16	14	9	10	20	18	25	19
Trafic d'enfants / vente d'enfants	4	1	2	1	0	0	4	12	9	29
Enlèvement d'enfant	65	85	127	70	45	70	88	92	93	89

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	75	76	29	14	30	29	48	48	61	53
Accusation de sorcellerie	0	0	0	0	32	71	53	100	44	102
Racolage (Prostitution)	0	0	1	5	0	0	0	0	1	1
Pornographie enfantine	0	0	0	0	1	1	0	0	19	3
Trafic de stupéfiants	189	262	343	265	85	85	164	157	160	220
Consommation de stupéfiants	0	0	0	0	72	117	129	134	185	158
Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	52	60	77	80	54	45	72	89	121	109
Crimes et délits contre les biens	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290	3 063	3 354	3 776	3 821
Vols, extorsion	2 975	2 897	3 034	2 126	1 264	1 372	1 495	1 767	1 877	1 861
Recel	0	0	0	0	72	79	126	133	212	209
Escroqueries	0	0	0	0	183	229	419	350	433	389
Grand banditisme	0	141	132	96	56	77	135	134	148	139
Abus de confiance	415	456	510	370	329	339	560	605	649	705
Abus de biens sociaux	0	1	0	2	0	0	2	1	2	3
Banqueroute	0	0	0	2	0	0	0	0	0	5
Contrefaçon	0	0	0	0	1	0	6	2	3	6
Blanchiment de capitaux	0	0	0	1	0	0	19	25	39	56
Destructions, dégradations et dommages	104	148	162	138	123	113	188	164	168	170
Stellionat	0	11	32	18	20	40	58	129	182	218
Infractions en matière de chèques	1	1	2	0	1	2	5	0	3	1
Autres crimes et délits contre les biens	38	30	57	52	37	39	50	44	60	59
Crimes et délits contre la sécurité publique	0	0	7	4	9	18	28	25	96	154
Associations de malfaiteurs	0	0	7	4	2	0	6	1	4	1
Terrorisme	0	0	0	0	0	0	5	2	54	91
Financement du terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	2	27
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	0	0	0	0	7	18	17	22	36	35
Infractions en matière d'armes et munitions	77	89	75	75	43	33	56	45	51	44
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	112	72	76	59	25	27	68	61	41	55
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	0	0	1	0	3	0	2	1	1	3
Infractions en matière environnementale	0	0	0	0	1	10	25	9	11	8
Infractions en matière forestière et faunique	0	0	0	0	8	10	15	7	12	10

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

- **Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.
- **Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.
- **Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.
- **Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques : *Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels, dossiers physiques.*

Note : *Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».*

Tableau III-72 : Jugements rendus par les pôles spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI

Jugements rendus selon le type de procédure	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	7	47	46	124	175
Flagrants délits	-	-	-	-	-	5	23	39	122	162
Citations directes	-	-	-	-	-	2	24	7	2	13

Tableau III-73 : Jugements rendus par pôle spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI

Jugements rendus	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	7	47	46	124	175
Pôle anti-terrorisme	-	-	-	-	-	-	5	0	58	117
Pôle économique et financier	-	-	-	-	-	7	42	46	66	58

Tableau III-74 : Jugements rendus par le pôle anti-terrorisme selon la nature de l'infraction

	2021	2023	2024
Ensemble	5	58	117
Crimes et délits contre la sécurité publique	5	58	117
Associations de malfaiteurs	0	0	0
Terrorisme	5	54	90
Financement du terrorisme	0	2	27
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	0	2	0

Tableau III-75 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2	0	42	46	66	58
Crimes et délits contre la chose publique	2	0	17	18	15	13
Détournement de deniers publics,	0	0	4	1	6	6
Corruption (et infractions assimilées)	1	0	0	4	2	1
Délit d'apparence	0	0	0	0	0	0
Concussion	0	0	0	0	0	1
Enrichissement illicite	0	0	0	1	0	0
Evasion	0	0	0	5	0	0
Faux et usage de faux	0	0	5	6	3	3
Fraude en matière de commercialisation d'or	0	0	3	0	0	0
Fraude en matière fiscale	0	0	0	0	0	0
Fraude en matière douanière	0	0	0	0	0	0
Discrédit sur une décision de justice	1	0	0	0	0	0
Faux monnayage	0	0	1	0	0	0
Autres crimes et délits contre la chose publique	0	0	4	1	4	2
Crimes et délits contre les particuliers	0	0	0	2	4	0
Homicides volontaires (meurtres, Assassinats, parricides, infanticides)	0	0	0	0	0	0
Empoisonnements	0	0	0	0	0	0
Coups et blessures volontaires	0	0	0	0	0	0
Violences et voies de fait	0	0	0	0	0	0
Homicides et blessures involontaires de la circulation routière	0	0	0	0	0	0
Autres Homicides et blessures involontaires	0	0	0	0	0	0
Viols	0	0	0	0	0	0
Coups mortels	0	0	0	0	0	0
Vols aggravés	0	0	0	0	1	0
Diffamation et Dénonciation calomnieuse	0	0	0	0	0	0
Injures	0	0	0	0	0	0
Menaces sous condition	0	0	0	0	0	0
Traite des personnes et des pratiques assimilées	0	0	0	1	0	0
Trafic illicite de migrants	0	0	0	0	0	0
Tortures et pratiques assimilées	0	0	0	0	0	0
Autres crimes et délits contre les particuliers	0	0	0	1	3	0

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2	0	42	46	66	58
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	0	0	0	0	1	4
Mutilations génitales féminines	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière de mariage	0	0	0	0	0	0
Proxénétisme	0	0	0	0	0	0
Trafic d'enfants / vente d'enfants	0	0	0	0	0	0
Enlèvement d'enfant	0	0	0	0	0	0
Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	0	0	0	0	0	0
Accusation de sorcellerie	0	0	0	0	0	0
Racolage (Prostitution)	0	0	0	0	0	0
Pornographie infantile	0	0	0	0	0	0
Trafic de stupéfiants	0	0	0	0	0	4
Consommation de stupéfiants	0	0	0	0	0	0
Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	0	0	0	0	1	0
Crimes et délits contre les biens	0	0	25	25	46	41
Vols, extorsion	0	0	0	1	0	0
Recel	0	0	0	0	0	0
Escroqueries	0	0	7	2	12	2
Grand banditisme	0	0	0	0	0	0
Abus de confiance	0	0	8	4	8	5
Abus de biens sociaux	0	0	1	0	1	0
Banqueroute	0	0	0	0	0	0
Contrefaçon	0	0	0	0	0	0
Blanchiment de capitaux	0	0	8	18	21	34
Destructions, dégradations et dommages	0	0	0	0	0	0
Stellionat	0	0	0	0	1	0
Infractions en matière de chèques	0	0	0	0	0	0
Autres crimes et délits contre les biens	0	0	1	0	3	0
Crimes et délits contre la sécurité publique	0	0	0	0	0	0
Associations de malfaiteurs	0	0	0	0	0	0
Terrorisme	0	0	0	0	0	0
Financement du terrorisme	0	0	0	0	0	0
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière d'armes et munitions	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière informatique/cybercriminalité	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière environnementale	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière forestière et faunique	0	0	0	1	0	0

Tableau III-76 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749	7 460	7 393
Banfora	258	301	349	369	111	155	222	171	275	259
Bobo-Dioulasso	369	485	655	561	434	275	751	759	884	901
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	10	32	28
Bogandé	246	168	108	94	69	68	100	30	6	5
Boromo	190	269	313	201	155	193	326	412	416	460
Dédougou	152	222	236	227	243	192	237	230	288	232
Diapaga	155	98	92	90	65	164	ND	4	12	4
Diébougou	154	201	232	154	113	142	188	182	237	228
Djibo	115	148	144	144	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	224	185	220	122	85	97	ND	ND	20	54
Fada N'Gourma	231	185	203	147	207	166	198	176	170	164
Gaoua	182	177	193	144	111	213	233	296	344	338
Kaya	163	151	126	124	96	144	220	190	175	124
Kongoussi	64	90	72	62	61	59	91	36	7	81
Koudougou	275	278	379	340	306	350	500	615	653	612
Koupéla	-	0	174	168	135	148	180	228	204	227
Léo	161	151	186	157	160	130	144	117	115	127
Manga	199	127	115	132	106	160	165	131	124	108
Nouna	75	108	84	92	71	60	ND	7	1	7
Orodara	92	99	131	137	71	192	215	128	97	122
Ouaga I	1 210	1 407	1 900	1 152	824	1 019	1 625	1 399	1 555	1 275
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	36	34	30
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	168	712	1 015	1 214
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	5	0	58	117
Ouahigouya	210	224	247	205	143	161	214	190	154	180
Pô	-	-	-	-	-	-	31	96	132	158
Tenkodogo	337	235	194	101	120	198	350	368	280	272
Tougan	75	105	174	149	129	102	ND	0	1	5
Yako	91	90	68	69	75	57	95	88	102	83
Ziniaré	173	177	137	152	148	111	283	184	193	153

Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068	3 804	5 274	5 500	6 129	6 215
Banfora	168	198	218	185	93	132	157	119	192	180
Bobo-Dioulasso	369	464	602	493	355	222	658	693	826	815
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	9	30	23
Bogandé	190	93	69	47	37	39	27	10	0	1
Boromo	174	173	258	176	140	176	308	394	401	451
Dédougou	118	185	185	151	139	156	166	157	208	171
Diapaga	151	88	84	82	49	153	ND	4	11	4
Diébougou	131	143	183	136	98	136	173	172	234	227
Djibo	84	109	130	130	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	146	151	158	102	64	78	ND	ND	20	54
Fada N'Gourma	217	169	184	131	143	129	176	150	134	151
Gaoua	152	155	184	134	89	196	186	234	283	292
Kaya	152	140	101	94	87	125	171	149	152	106
Kongoussi	59	72	66	51	40	52	81	31	7	71
Koudougou	220	237	292	268	230	312	427	443	444	504
Koupéla	-	0	88	57	48	65	135	193	188	217
Léo	141	78	93	103	105	101	109	93	84	99
Manga	178	109	70	77	58	114	131	87	67	53
Nouna	63	94	74	65	48	53	ND	2	1	7
Orodara	76	80	115	119	67	140	128	103	79	105
Ouaga I	1 113	1 271	1 766	1 034	750	902	1 448	1 233	1 387	1 142
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	30	34	22
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	138	591	808	963
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	58	117
Ouahigouya	189	186	229	178	137	137	169	151	106	154
Pô	-	-	-	-	-	-	24	58	81	112
Tenkodogo	327	216	168	90	83	177	216	237	182	172
Tougan	62	76	119	95	63	80	ND	0	1	1
Yako	81	68	44	45	55	50	76	70	79	54
Ziniaré	107	119	87	99	90	79	170	126	154	109

Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	733	1 007	1 165	1 151	970	752	1 262	1 249	1 331	1 178
Banfora	90	103	131	184	18	23	65	52	83	79
Bobo-Dioulasso	0	21	53	68	79	53	93	66	58	86
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	2	5
Bogandé	56	75	39	47	32	29	73	20	6	4
Boromo	16	96	55	25	15	17	18	18	15	9
Dédougou	34	37	51	76	104	36	71	73	80	61
Diapaga	4	10	8	8	16	11	ND	0	1	0
Diébougou	23	58	49	18	15	6	15	10	3	1
Djibo	31	39	14	14	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	78	34	62	20	21	19	ND	ND	0	0
Fada N'Gourma	14	16	19	16	64	37	22	26	36	13
Gaoua	30	22	9	10	22	17	47	62	61	46
Kaya	11	11	25	30	9	19	49	41	23	18
Kongoussi	5	18	6	11	21	7	10	5	0	10
Koudougou	55	41	87	72	76	38	73	172	209	108
Koupéla	-	0	86	111	87	83	45	35	16	10
Léo	20	73	93	54	55	29	35	24	31	28
Manga	21	18	45	55	48	46	34	44	57	55
Nouna	12	14	10	27	23	7	ND	5	0	0
Orodara	16	19	16	18	4	52	87	25	18	17
Ouaga I	97	136	134	118	74	117	177	166	168	133
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	6	0	8
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	30	121	207	251
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	21	38	18	27	6	24	45	39	48	26
Pô	-	-	-	-	-	-	7	38	51	46
Tenkodogo	10	19	26	11	37	21	134	131	98	100
Tougan	13	29	55	54	66	22	ND	0	0	4
Yako	10	22	24	24	20	7	19	18	23	29
Ziniaré	66	58	50	53	58	32	113	58	39	44

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été notifiée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634	4 421	6 150	6 498	7 070	7 154
Banfora	230	216	274	274	111	151	208	166	242	239
Bobo-Dioulasso	369	483	619	524	415	265	717	748	878	883
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	10	31	27
Bogandé	243	141	106	91	69	68	75	14	2	5
Boromo	187	243	302	201	150	190	323	409	411	460
Dédougou	152	222	236	200	164	192	237	216	232	221
Diapaga	155	98	87	90	65	163	ND	4	12	0
Diébougou	154	196	199	150	110	142	188	178	234	228
Djibo	114	145	135	135	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	224	185	220	122	85	96	ND	ND	20	54
Fada N'Gourma	231	185	203	145	108	164	193	170	160	160
Gaoua	174	177	193	143	109	213	233	279	319	326
Kaya	163	150	126	121	93	144	220	185	175	124
Kongoussi	64	90	71	62	60	58	78	36	7	79
Koudougou	261	269	337	314	282	341	490	582	606	595
Koupéla	-	0	139	113	94	110	170	222	204	227
Léo	155	114	134	138	100	119	138	111	112	127
Manga	199	127	115	128	106	159	165	129	113	104
Nouna	75	108	84	84	54	60	ND	7	1	7
Orodara	79	99	131	135	71	171	108	122	91	117
Ouaga I	1 207	1 402	1 899	1 145	818	1 010	1 599	1 384	1 514	1 243
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	34	34	29
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	168	702	971	1 160
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	58	117
Ouahigouya	210	223	247	196	142	157	207	189	132	180
Pô	-	-	-	-	-	-	30	92	119	147
Tenkodogo	337	230	194	100	112	185	272	302	224	239
Tougan	68	98	148	131	110	101	ND	0	0	5
Yako	91	89	68	68	75	57	94	88	101	81
Ziniaré	158	164	119	146	131	105	237	163	190	143

Tableau III-80 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	68	203	294	287	342	107	347	187	307	136
Banfora	22	71	68	89	0	4	13	4	26	15
Bobo-Dioulasso	0	1	11	8	15	7	25	8	1	7
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Bogandé	3	27	2	3	0	0	25	14	4	0
Boromo	3	25	10	0	3	3	3	1	4	0
Dédougou	0	0	0	27	79	0	0	2	53	11
Diapaga	0	0	5	0	0	0	ND	0	0	4
Diébougou	0	4	29	2	3	0	0	4	3	0
Djibo	1	3	4	4	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	0	0	0	0	0	1	ND	ND	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	2	69	2	5	4	5	4
Gaoua	0	0	0	1	2	0	0	11	22	8
Kaya	0	1	0	2	2	0	0	1	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	1	1	11	0	0	1
Koudougou	14	9	42	26	22	3	9	28	39	11
Koupéla	-	0	27	49	36	34	8	6	0	0
Léo	6	37	52	19	57	10	5	6	2	0
Manga	0	0	0	3	0	1	0	0	10	4
Nouna	0	0	0	8	5	0	ND	0	0	0
Orodara	0	0	0	2	0	21	106	6	6	3
Ouaga I	3	4	1	7	6	2	19	8	35	12
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	0	4	17	16
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	0	1	0	9	1	0	6	1	22	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	13	9
Tenkodogo	0	5	0	1	8	11	72	59	41	24
Tougan	1	1	25	18	17	1	ND	0	0	0
Yako	0	1	0	1	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	15	13	18	6	16	6	40	20	3	7

Tableau III-81 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle pour crimes et délits contre les particuliers

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464	2 358	2 203	2 389	2 126
Banfora	58	68	87	123	22	43	66	56	90	86
Bobo-Dioulasso	38	57	130	136	100	70	207	190	229	238
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Bogandé	70	57	57	63	27	38	55	16	3	2
Boromo	30	86	105	56	61	55	92	99	84	77
Dédougou	32	29	76	79	78	64	86	49	97	51
Diapaga	44	20	38	23	16	42	ND	0	7	4
Diébougou	32	51	57	35	35	36	90	90	126	120
Djibo	31	40	34	34	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	61	49	76	40	32	36	ND	ND	6	14
Fada N'Gourma	75	24	68	57	87	66	78	44	69	55
Gaoua	43	36	44	37	36	63	81	98	107	95
Kaya	25	20	42	44	26	50	98	62	54	36
Kongoussi	10	26	32	27	34	18	34	14	7	32
Koudougou	47	52	108	108	85	76	168	258	227	176
Koupéla	-	0	92	94	71	76	84	78	74	72
Léo	34	48	72	73	62	45	58	45	34	51
Manga	51	25	37	60	49	77	89	68	59	59
Nouna	11	23	24	38	25	19	ND	0	1	2
Orodara	30	36	38	53	26	85	85	45	27	33
Ouaga I	168	153	259	215	210	308	511	477	505	366
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	4	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	45	186	255	281
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	38	43	40	44	29	43	75	70	66	43
Pô	-	-	-	-	-	-	14	30	41	55
Tenkodogo	70	43	47	27	43	60	139	129	98	98
Tougan	8	19	60	58	44	21	ND	0	0	1
Yako	10	21	26	34	38	28	48	25	39	19
Ziniaré	43	47	42	71	77	45	155	74	84	60

Tableau III-82 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle pour crimes et délits contre les biens par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290	3 049	3 354	3 776	3 821
Banfora	159	189	228	194	70	97	129	84	147	147
Bobo-Dioulasso	265	368	459	374	305	176	456	465	548	539
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	22	20
Bogandé	151	62	26	15	19	16	25	5	2	2
Boromo	134	137	167	119	80	110	176	263	276	298
Dédougou	104	174	140	121	131	101	109	142	162	153
Diapaga	89	61	38	39	26	60	ND	0	4	0
Diébougou	106	104	137	101	68	84	58	60	50	63
Djibo	74	96	89	89	ND	ND	ND	ND	0	0
Dori	125	116	114	72	44	52	ND	ND	5	30
Fada N'Gourma	115	125	87	65	78	72	77	81	73	85
Gaoua	119	118	114	83	57	119	128	155	178	184
Kaya	116	97	68	53	49	79	96	107	94	67
Kongoussi	47	57	32	22	14	24	35	17	0	23
Koudougou	178	190	225	192	194	235	259	269	296	310
Koupéla	-	0	54	46	42	40	64	86	74	90
Léo	112	71	68	49	74	40	51	51	50	45
Manga	116	72	49	41	25	43	33	32	34	24
Nouna	48	74	47	40	37	32	ND	2	0	4
Orodara	49	47	77	70	37	94	93	59	42	66
Ouaga I	844	994	1 255	698	459	517	792	661	797	684
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	24	24	21
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	74	400	570	644
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouahigouya	133	157	178	127	92	105	111	88	67	87
Pô	-	-	-	-	-	-	6	37	47	59
Tenkodogo	224	142	97	49	43	78	149	166	126	113
Tougan	57	79	91	72	64	54	ND	0	1	4
Yako	61	49	31	23	23	21	40	49	53	40
Ziniaré	107	106	58	51	55	41	88	75	80	60

Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	404	517	617	469	360	458	609	665	734	812
Banfora	18	17	17	14	5	8	13	11	12	12
Bobo-Dioulasso	45	39	36	30	18	21	54	51	57	69
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	1	4
Bogandé	17	35	20	13	15	9	19	9	0	0
Boromo	13	22	28	15	6	13	34	34	41	62
Dédougou	3	11	13	17	14	14	21	20	17	13
Diapaga	8	11	12	18	7	44	ND	2	0	0
Diébougou	11	20	16	8	9	11	16	13	46	33
Djibo	5	5	5	5	-	-	ND	ND	0	0
Dori	20	9	19	8	6	6	ND	ND	8	4
Fada N'Gourma	28	17	23	19	23	13	30	40	19	10
Gaoua	10	10	23	17	12	14	13	24	35	33
Kaya	13	25	12	16	12	9	14	13	17	16
Kongoussi	6	5	5	8	5	12	10	3	0	22
Koudougou	6	9	20	21	12	12	36	41	66	77
Koupéla	-	0	3	5	8	19	16	37	35	49
Léo	10	20	26	23	20	29	27	12	19	21
Manga	14	20	21	22	23	23	22	18	23	16
Nouna	7	6	6	5	6	0	ND	5	0	0
Orodara	8	6	8	6	3	5	14	10	20	12
Ouaga I	103	162	220	141	94	110	174	139	143	135
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	19	89	88	98
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	18	9	15	16	12	9	19	16	10	32
Pô	-	-	-	-	-	-	8	14	30	37
Tenkodogo	23	31	29	15	21	45	30	42	21	28
Tougan	6	3	17	13	8	18	ND	0	0	0
Yako	9	9	5	7	10	4	5	7	6	17
Ziniaré	3	16	18	7	11	10	15	15	21	16

Tableau III-84 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	4 668	4 674	5 567	4 143	3 071	3 804	5 274	5 500	6 007	6 215
Moins de 15 jours	991	576	919	1 170	490	832	1 199	1 378	1 629	1 459
15 jours à moins de 1 mois	1 096	709	1 252	1 215	541	881	1 261	1 343	1 522	1 446
1 à moins de 2 mois	1 987	1 677	2 502	1 296	539	918	1 428	1 559	1 624	1 750
2 à moins de 3 mois	-	-	-	-	367	578	800	735	757	963
3 à moins de 6 mois	432	1 178	542	213	623	344	257	254	266	280
6 mois à moins de 1 an	103	453	137	80	276	124	92	104	93	111
1 an et plus	59	81	215	169	235	127	237	127	116	206

Tableau III-85 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	733	1 007	1 165	1 150	970	752	1 262	1 249	1 329	1 178
Moins de 3 mois	279	351	344	399	320	257	409	426	497	517
3 à moins de 6 mois	145	179	161	181	188	160	218	263	271	269
6 mois à moins de 1 an	128	160	243	181	152	157	197	211	209	191
1 à moins de 2 ans	67	124	151	160	71	73	134	165	128	101
2 à moins de 3 ans	51	67	82	104	38	42	84	61	74	52
3 à moins de 5 ans	63	126	184	125	78	36	67	33	51	24
5 ans et plus	-	-	-	-	123	27	153	90	99	24

Tableau III-86 : Jugements rendus par les pôles spécialisés selon la durée de la procédure

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Pôles Ecofi	-	-	-	-	2	0	22	46	66	58
Moins de 3 mois	-	-	-	-	0	0	7	19	33	24
3 à moins de 6 mois	-	-	-	-	0	0	0	10	25	7
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	-	0	0	1	5	5	10
1 à moins de 2 ans	-	-	-	-	2	0	6	11	2	13
2 à moins de 3 ans	-	-	-	-	0	0	4	0	1	1
3 à moins de 5 ans	-	-	-	-	0	0	4	1	0	2
5 ans et plus	-	-	-	-	0	0	0	0	0	1
Pôle Anti-terro	-	-	-	-	-	5	5	58	5	117
Moins de 1 an	-	-	-	-	-	3	3	0	3	8
1 à moins de 2 ans	-	-	-	-	-	2	2	0	2	109
2 à moins de 3 ans	-	-	-	-	-	0	0	58	0	0
3 à moins de 5 ans	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
5 ans à moins de 10 ans	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
5 ans et plus	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0

Tableau III-87 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 15 jours			15 jours à moins de 1 mois			1 à moins de 3 mois		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	1 378	1 629	1 459	1 343	1 522	1 446	2 294	2 381	2 713
Banfora	35	42	40	25	49	47	42	82	78
Bobo-Dioulasso	95	97	93	172	224	106	315	408	536
<i>dont Ecofi</i>	-	-	1	2	-	1	0	0	10
Bogandé	4	0	0	6	0	1	0	0	0
Boromo	35	37	26	118	86	67	227	250	313
Dédougou	62	82	73	48	52	52	29	40	24
Diapaga	1	2	0	0	2	0	2	5	0
Diébougou	83	26	32	66	174	89	13	19	83
Djibo	ND	0	0	-	0	0	0	0	0
Dori	ND	20	2	0	0	21	0	0	15
Fada N'Gourma	105	72	63	24	25	42	11	29	44
Gaoua	40	56	102	51	53	54	123	138	109
Kaya	88	75	59	41	37	44	13	30	3
Kongoussi	8	6	23	7	0	16	14	1	30
Koudougou	207	280	233	109	88	106	111	67	150
Koupéla	59	90	84	56	78	71	66	17	57
Léo	29	21	19	17	18	18	40	34	50
Manga	30	25	21	33	29	21	18	12	8
Nouna	0	0	2	2	0	2	0	1	2
Orodara	53	38	47	24	30	33	13	9	23
Ouaga I	200	225	184	229	192	162	670	775	677
<i>dont Ecofi</i>	-	-	2	4	-	0	13	0	7
Ouaga II	79	249	206	106	166	257	359	300	338
<i>dont anti-Terro</i>	-	-	0	-	-	0	0	0	1
Ouahigouya	47	35	38	55	41	54	24	27	48
Pô	20	28	40	27	24	33	11	28	34
Tenkodogo	26	40	31	52	74	70	135	47	51
Tougan	0	0	0	0	0	1	0	1	0
Yako	17	42	21	28	20	18	21	13	11
Ziniaré	55	41	20	41	60	61	24	48	23

Tableau III-88 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 an et plus		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	254	266	280	104	93	111	127	116	206
Banfora	15	10	9	2	5	1	0	4	5
Bobo-Dioulasso	69	43	64	24	14	8	16	10	8
<i>dont Ecofi</i>	-	-	5	-	-	2	-	-	4
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	9	22	36	3	5	7	2	1	2
Dédougou	0	4	4	7	4	8	11	26	10
Diapaga	0	0	0	1	0	0	0	2	4
Diébougou	2	2	13	4	4	6	4	9	4
Djibo	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Dori	-	0	4	-	0	4	-	0	2
Fada N'Gourma	4	3	2	1	2	0	5	3	0
Gaoua	13	13	19	2	6	4	5	17	4
Kaya	1	2	0	2	5	0	4	3	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Koudougou	10	6	4	4	2	8	2	1	3
Koupéla	9	3	1	2	0	1	1	0	3
Léo	4	3	6	1	5	2	2	3	4
Manga	0	0	2	2	0	0	4	1	1
Nouna	-	0	0	-	0	1	-	0	0
Orodara	2	1	1	1	0	1	10	1	0
Ouaga I	64	124	69	25	23	33	28	14	17
<i>dont Ecofi</i>	-	-	1	-	-	5	-	-	7
Ouaga II	32	19	29	14	11	15	1	5	118
<i>dont anti-Terro</i>	-	-	0	-	-	7	-	-	109
Ouahigouya	2	1	6	2	0	2	21	2	6
Pô	-	0	3	-	0	2	-	1	0
Tenkodogo	15	5	7	4	6	5	5	10	8
Tougan	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Yako	1	3	0	1	1	2	2	0	2
Ziniaré	2	2	1	2	0	1	2	3	3

Tableau III-89 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI.

	Moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	426	497	517	263	271	269	211	209	191
Banfora	11	22	17	11	12	25	8	9	15
Bobo-Dioulasso	20	14	20	18	15	22	9	12	15
<i>Dont Ecofi</i>	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Bogandé	0	2	0	0	2	0	1	2	0
Boromo	2	2	5	4	4	1	6	1	0
Dédougou	20	26	46	3	7	9	9	9	5
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	6	3	1	1	0	0	3	0	0
Djibo	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Dori	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Fada N'Gourma	20	9	3	2	5	3	1	3	2
Gaoua	21	42	27	24	5	12	10	5	6
Kaya	31	15	16	5	2	1	0	4	1
Kongoussi	5	0	9	0	0	1	0	0	0
Koudougou	26	73	42	25	74	47	48	20	7
Koupéla	18	1	2	7	6	2	7	4	1
Léo	13	17	22	6	7	4	5	3	1
Manga	32	36	44	7	6	4	2	11	2
Nouna	2	0	0	1	0	0	0	0	0
Orodara	19	14	13	5	2	4	0	2	0
Ouaga I	25	63	48	38	29	26	42	25	37
<i>Dont Ecofi</i>	0	0	2	0	0	1	0	0	3
Ouaga II	31	43	89	60	47	56	26	64	65
<i>Dont Terro</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	15	13	17	13	9	6	7	3	3
Pô	34	44	42	1	6	3	1	0	1
Tenkodogo	32	23	20	24	19	27	18	25	23
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Yako	11	12	19	2	5	5	3	4	3
Ziniaré	32	23	18	28	9	12	3	3	2

Tableau III-90 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (suite).

	1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	165	128	101	61	74	52	123	150	48
Banfora	2	6	15	10	15	5	10	19	2
Bobo-Dioulasso	8	9	16	1	2	9	9	4	9
<i>Dont Ecofi</i>	0	0	1	0	0	1	0	0	2
Bogandé	12	0	4	7	0	0	0	0	0
Boromo	4	2	0	2	3	1	0	3	2
Dédougou	8	2	1	13	6	0	20	30	0
Diapaga	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0
Fada N'Gourma	0	0	1	0	1	0	3	18	4
Gaoua	5	4	1	1	3	0	1	2	0
Kaya	1	1	0	1	1	0	3	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	51	14	4	14	13	3	8	15	5
Koupéla	1	3	2	0	1	0	2	1	3
Léo	0	3	0	0	0	0	0	1	1
Manga	2	0	2	1	1	1	0	3	2
Nouna	0	0	0	1	0	0	1	0	0
Orodara	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouaga I	46	28	10	6	8	4	3	15	11
<i>Dont Ecofi</i>	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Ouaga II	4	40	32	0	12	9	0	1	0
<i>Dont Terro</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	3	0	0	1	1	0	0	22	0
Pô	1	0	0	1	0	0	0	1	0
Tenkodogo	13	12	7	1	5	14	43	14	9
Tougan	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Yako	2	2	0	0	0	2	0	0	0
Ziniaré	0	2	5	1	1	5	19	1	2

Tableau III-91 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	3 035	3 089	4 229	3 773	2 628	3 526	5 030	5 308	5 558	6 628
Banfora	192	127	22	150	84	115	156	131	176	126
Bobo-Dioulasso	255	242	602	400	385	376	582	537	577	456
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	10	ND	9
Bogandé	166	108	130	94	60	47	83	30	6	5
Boromo	137	224	295	201	122	160	243	218	241	488
Dédougou	74	91	181	209	91	164	175	136	131	104
Diapaga	81	24	85	47	38	93	ND	3	12	4
Diébougou	48	173	168	76	101	114	184	182	232	230
Djibo	117	148	136	136	-	-	-	ND	ND	0
Dori	176	157	140	52	27	31	ND	0	ND	ND
Fada N'Gourma	64	57	41	66	79	88	198	188	231	190
Gaoua	135	112	151	138	85	168	159	295	215	289
Kaya	14	20	85	102	100	111	214	183	168	152
Kongoussi	50	77	63	35	28	20	73	-	4	0
Koudougou	221	259	218	157	197	348	454	443	611	622
Koupéla	-	0	94	135	131	156	180	228	204	230
Léo	88	94	124	139	98	72	125	119	79	130
Manga	125	111	88	92	44	86	130	130	98	131
Nouna	46	85	84	96	59	60	ND	0	ND	3
Orodara	78	98	126	133	72	192	215	128	97	93
Ouaga I	359	392	733	746	296	686	1 072	890	971	1 273
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	ND	ND	18
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	33	582	699	1 144
<i>Dont Terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	13	45
Ouahigouya	189	125	175	193	143	53	137	135	135	161
Pô	-	-	-	-	-	-	31	96	114	166
Tenkodogo	197	103	201	81	110	153	261	414	295	317
Tougan	51	93	170	146	88	102	ND	ND	1	ND
Yako	63	63	39	66	73	62	86	83	91	91
Ziniaré	109	106	78	83	117	69	239	147	170	223

Tableau III-92 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI selon la durée en 2024

	Moins de 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 ans et plus	Total
Ensemble	1 514	1 827	1 682	9 66	546	93	6 628
Banfora	24	22	29	22	29	0	126
Bobo-Dioulasso	53	131	85	105	59	14	447
<i>Dont Ecofi</i>	0	6	3	0	0	0	9
Bogandé	3	2	0	0	0	0	5
Boromo	109	177	169	33	0	0	488
Dédougou	30	36	35	3	0	0	104
Diapaga	0	0	4	0	0	0	4
Diébougou	228	1	1	0	0	0	230
Djibo	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Fada N'Gourma	26	95	59	8	2	0	190
Gaoua	68	121	83	17	0	0	289
Kaya	98	23	13	7	11	0	152
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	109	184	172	131	26	0	622
Koupéla	223	7	0	0	0	0	230
Léo	22	29	39	36	4	0	130
Manga	45	48	21	9	4	4	131
Nouna	0	0	3	0	0	0	3
Orodara	51	37	5	0	0	0	93
Ouaga I	92	179	392	268	279	45	1 255
<i>Dont Ecofi</i>	1	4	4	5	3	1	18
Ouaga II	71	354	388	213	64	9	1 099
<i>Dont Terro</i>	1	9	24	11	0	0	45
Ouahigouya	50	28	41	30	10	2	161
Pô	67	94	5	0	0	0	166
Tenkodogo	55	149	58	18	21	16	317
Tougan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Yako	49	29	5	3	5	0	91
Ziniaré	39	62	44	47	29	2	223

III.3.2.4. Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans les chambres des mineurs au cours de l'année.

Autres : Décision autre que placement, remise aux parents, emprisonnement, TIG, sursis, incompétence, amende, relaxe, remise à personne digne de confiance.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 10 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 30 jours au moins et n'excédant pas 10 ans et / ou punie d'une amende supérieure à plus de 200 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur en conflit avec la loi : Mineur ayant été suspecté d'avoir enfreint une norme pénale.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur en conflit avec la loi ou en danger et qui consiste à l'(le) (ré) intégrer dans sa famille.

Sources statistiques : *Rôles, plumeaux des audiences, répertoires des jugements des Chambres des mineurs.*

Tableau III-93 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	257	298	324	241	-	272	405	533	444	427
Contraventions	1	2	0	1	-	0	2	2	0	1
Délits	231	263	301	227	-	200	354	515	444	426
Crimes	25	33	23	13	-	72	49	16	-	-
Décisions rendues	263	286	308	211	-	238	580	678	675	630
Placements	48	52	61	46	-	47	101	105	93	80
Remises à parents	34	36	33	47	-	62	142	199	169	162
Emprisonnements	107	95	78	42	-	38	103	115	110	100
Sursis	13	9	16	7	-	44	113	96	149	133
TIG	25	33	45	16	-	2	3	0	3	16
Incompétence	3	0	0	0	-	6	24	47	49	45
Relaxe	21	60	75	51	-	28	49	62	61	54
Remise à personne digne de confiance	1	1	0	2	-	4	5	21	17	16
Amende	11	0	0	0	-	7	40	33	24	24
Autres	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	312	387	413	299	-	371	637	745	669	656
Affaires nouvelles en instruction	13	33	23	13	-	72	49	16	16	31
Affaires dont l'instruction est clôturée	5	5	9	14	-	24	34	9	4	13
Affaires en cours d'instruction au 31/12	42	74	58	49	-	61	56	11	22	31

Tableau III-94 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger

	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	28	10	39	105	-	17	64	67	79	89
Mineurs concernés	50	13	106	233	-	63	116	105	94	167
Décisions rendues	31	13	37	184	-	60	117	71	59	136
Placements	31	9	12	103	-	58	80	44	40	62
Remises à parents	0	4	21	78	-	1	36	24	14	63
Remise à personne digne de confiance	0	0	4	3	-	1	1	3	5	11

Tableau III-95 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	245	298	324	241	-	272	405	533	444	427
Banfora	14	23	14	23	-	0	12	10	19	14
Bobo-Dioulasso	33	59	51	41	-	11	16	85	52	68
Bogandé	-	-	-	-	-	10	2	3	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	0	13	39	26	23
Dédougou	-	-	-	-	-	13	30	27	11	6
Diapaga	-	-	-	-	-	10	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	7	14	35	4	16
Djibo	-	-	-	-	-	0	0	ND	0	0
Dori	-	-	-	-	-	0	0	ND	0	0
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	0	17	7	13	12
Gaoua	-	-	-	-	-	11	13	12	12	25
Kaya	27	11	5	8	-	0	16	20	7	11
Kongoussi	-	-	-	-	-	1	3	ND	1	6
Koudougou	25	37	28	30	-	21	37	50	41	37
Koupéla	-	-	-	-	-	3	10	14	7	0
Léo	-	-	-	-	-	12	15	15	18	4
Manga	-	-	-	-	-	0	1	4	12	0
Nouna	-	-	-	-	-	1	0	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	7	9	4	11	4
Ouaga I	131	116	177	104	-	145	129	89	106	102
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	17	53	63	59
Ouahigouya	15	23	31	22	-	13	0	19	17	11
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	5
Tenkodogo	-	29	18	13	-	0	23	19	8	10
Tougan	-	-	-	-	-	2	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	2	18	18	3	6
Ziniaré	-	-	-	-	-	3	10	10	13	8

* Les juridictions des enfants (tribunal pour enfant et juge des enfants) n'ont pas fonctionné en 2019

Tableau III-96 : Décisions rendues par les chambres des mineurs sur les mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	249	286	329	258	55	238	580	678	675	630
Banfora	11	18	22	21	5	0	20	20	12	14
Bobo-Dioulasso	42	37	46	40	0	15	113	93	88	100
Bogandé	0	0	0	0	0	1	3	2	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	17	52	41	33
Dédougou	0	0	0	0	0	14	37	30	6	2
Diapaga	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	11	7	14	45	13	37
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	14	6	15	24
Gaoua	0	0	0	0	2	13	16	7	13	40
Kaya	27	15	5	8	0	0	22	16	13	17
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	3	0	1	8
Koudougou	17	38	39	32	16	0	37	53	83	56
Koupéla	0	0	0	0	0	5	20	20	4	3
Léo	0	0	0	0	0	6	16	21	6	0
Manga	0	0	0	0	0	0	1	4	10	8
Nouna	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	9	8	6	13	6
Ouaga I	136	139	168	122	0	138	142	136	151	141
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	69	120	74
Ouahigouya	16	24	30	21	14	15	46	31	29	32
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
Tenkodogo	0	15	19	14	5	0	24	48	23	14
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	7	10	10	10	6
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	17	9	24	8

Tableau III-97 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	312	387	413	299	66	371	637	745	654	656
Banfora	16	25	22	26	13	0	25	20	21	19
Bobo-Dioulasso	45	78	69	59	0	15	80	112	88	92
Bogandé	0	0	0	0	0	11	3	3	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	17	52	41	32
Dédougou	0	0	0	0	0	16	39	33	16	15
Diapaga	0	0	0	0	0	11	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	15	7	15	50	13	22
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	ND	0	0
Dori	0	0	0	0	2	0	0	ND	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	19	9	18	25
Gaoua	0	0	0	0	2	23	16	17	19	41
Kaya	35	15	5	8	0	0	22	21	10	21
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	3	ND	1	8
Koudougou	28	48	39	35	16	25	50	70	56	46
Koupéla	0	0	0	0	0	5	20	15	7	5
Léo	0	0	0	0	0	13	21	18	22	5
Manga	0	0	0	0	0	0	1	4	15	9
Nouna	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	8	10	5	12	9
Ouaga I	170	156	218	129	0	199	146	136	164	129
Ouaga II	0	0	0	0	0	0	29	70	82	87
Ouahigouya	18	25	36	28	11	16	48	31	24	33
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
Tenkodogo	0	40	24	14	7	0	26	31	13	23
Tougan	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	7	30	30	10	14
Ziniaré	0	0	0	0	0	10	17	18	22	13

Tableau III-98 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	28	10	39	105	-	17	64	67	79	89
Banfora	0	1	1	1	-	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	0	2	19	-	0	6	11	11	6
Bogandé	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	0	0	2	2	4
Dédougou	-	-	-	-	-	0	0	2	5	5
Diapaga	-	-	-	-	-	0	-	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Djibo	-	-	-	-	-	0	-	0	0	0
Dori	-	-	-	-	-	0	-	0	0	0
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	0	2	2	0	3
Gaoua	-	-	-	-	-	5	0	1	0	0
Kaya	3	0	22	51	-	0	16	20	7	9
Kongoussi	-	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Koudougou	0	0	0	2	-	0	9	5	8	8
Koupéla	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Léo	-	-	-	-	-	2	0	1	5	1
Manga	-	-	-	-	-	0	1	1	3	0
Nouna	-	-	-	-	-	0	-	0	5	0
Orodara	-	-	-	-	-	0	1	4	1	0
Ouaga I	24	9	14	19	-	10	12	5	2	12
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	2	2	28	24
Ouahigouya	0	0	0	13	-	0	0	0	0	11
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	-	0	0	0	-	0	0	0	0	4
Tougan	-	-	-	-	-	0	-	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	0	9	9	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	0	6	2	0	0

Tableau III-99 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	31	13	37	184	-	60	117	71	59	136
Banfora	0	1	1	3	-	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	0	2	82	-	0	8	41	12	6
Bogandé	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	0	0	2	4	4
Dédougou	-	-	-	-	-	0	0	1	0	46
Diapaga	-	-	-	-	-	0	-	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Djibo	-	-	-	-	-	0	-	ND	0	0
Dori	-	-	-	-	-	0	-	ND	0	0
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	0	2	2	1	3
Gaoua	-	-	-	-	-	5	0	1	0	0
Kaya	3	0	22	20	-	0	22	8	7	9
Kongoussi	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	2	-	0	9	3	7	14
Koupéla	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Léo	-	-	-	-	-	0	0	1	6	1
Manga	-	-	-	-	-	0	1	1	3	0
Nouna	-	-	-	-	-	0	-	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	0	2	0	2	0
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	64	6	9	39
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	0	2	5	10
Ouagadougou	24	12	14	64	0	55	-	-	-	-
Ouahigouya	0	0	0	13	-	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	-	0	0	0	-	0	0	0	0	2
Tougan	-	-	-	-	-	0	-	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	0	1	1	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	0	8	2	2	0

Tableau III-100 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par nature

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	31	13	39	184	5	60	117	71	59	136
Placement	31	9	14	103	2	58	80	44	40	62
Remise à parent	0	4	21	78	3	1	36	24	14	63
Remise à personne de confiance	0	0	4	3	0	1	1	3	5	11
Incompétence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau III-101 : Durées de traitement des décisions rendues relativement aux mineurs en conflit avec la loi

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	256	132	218	31	155	409	511	433	463
Moins de 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	20
15 jours à moins de 1 mois	129	81	85	13	42	160	172	145	142
1 à moins de 3 mois	73	39	76	8	83	141	253	225	234
3 à moins de 6 mois	44	6	48	6	4	58	37	31	19
6 mois à moins de 1 an	9	4	6	3	17	27	27	15	11
1 an et plus	1	2	3	1	9	23	22	17	37

Tableau III-102 : Jugements rendus par la chambre des mineurs selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 15 jours			15 jours à moins de 1 mois			1 à moins de 3 mois		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	0	0	20	172	145	142	253	225	234
Banfora	0	0	0	4	5	2	5	4	10
Bobo-Dioulasso	0	0	0	29	24	37	40	37	35
Bogandé	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	24	4	4	15	4	18
Dédougou	0	0	0	10	1	0	8	3	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	15	2	7	14	5	7
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	14	1	8	0	5	3	0
Gaoua	0	0	0	2	5	17	8	4	9
Kaya	0	0	0	0	4	1	0	1	10
Kongoussi	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Koudougou	0	0	0	30	38	18	15	15	23
Koupéla	0	0	0	14	4	2	0	0	0
Léo	0	0	0	6	1	0	6	1	0
Manga	0	0	0	2	4	4	2	6	3
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	2	4	10	2	1	3	0
Ouaga I	0	0	0	8	9	10	83	83	73
Ouaga II	0	0	0	9	20	30	29	35	28
Ouahigouya	0	0	1	4	4	1	12	14	10
Pô	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Tenkodogo	0	0	0	2	1	1	7	4	3
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	3	2	1	1	1	3	0
Ziniaré	0	0	0	5	0	0	2	0	0

Tableau III-103 : Jugements rendus par la chambre des mineurs selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 an et plus		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	37	31	19	27	15	11	22	17	37
Banfora	2	0	0	1	0	0	3	2	0
Bobo-Dioulasso	3	0	10	4	0	0	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	12	8	2	0	4	0	0	5	0
Dédougou	0	0	0	1	0	1	4	0	5
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	5	0	0	4
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	1	3	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	6	20	0	1	1	0	6	1	4
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Manga	0	2	0	0	0	1	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouaga I	0	0	1	4	1	0	1	1	18
Ouaga II	0	0	0	4	1	0	0	1	0
Ouahigouya	3	0	2	1	0	0	1	1	0
Pô	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Tenkodogo	11	0	1	11	6	3	6	4	6
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau III-104 : Décisions rédigées par chambre des mineurs des TGI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	181	92	250	26	89	260	302	128	234
Banfora	0	15	23	6	0	18	13	0	0
Bobo-Dioulasso	28	0	30	0	10	37	76	0	71
Bogandé	0	0	0	0	1	2	2	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	15	35	29	15
Dédougou	0	0	0	0	5	26	8	0	5
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	5	7	14	29	8	23
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	13	0	11	13
Gaoua	0	0	0	2	9	11	0	0	23
Kaya	10	5	0	0	0	15	0	7	11
Kongoussi	0	0	0	0	1	3	0	0	0
Koudougou	33	28	28	9	0	40	43	42	0
Koupéla	0	0	0	0	4	11	14	4	0
Léo	0	0	0	0	4	12	13	0	0
Manga	0	0	0	0	0	1	0	10	8
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	14	5	11	4
Ouaga I	110	0	134	0	35	0	0	0	29
Ouaga II	0	0	0	0	0	0	5	0	0
Ouahigouya	0	30	22	0	13	0	17	0	9
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Tenkodogo	0	14	13	4	0	13	30	0	13
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	5	5	6	5
Ziniaré	0	0	0	0	0	10	7	0	0

Tableau III-105 : Durées de rédaction des décisions relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	181	92	250	26	89	260	302	128	234
Moins de 15 jours	31	23	38	6	4	58	66	42	84
15 jours à moins de 1 mois	32	32	52	9	30	40	92	14	56
1 à moins de 2 mois	0	0	0	3	12	46	73	6	46
2 à moins de 3 mois	50	31	97	2	31	32	31	13	21
3 à moins de 6 mois	44	6	48	6	4	58	37	31	19
6 mois à moins de 1 an	24	0	14	0	8	23	3	19	4
1 an et plus	0	0	1	0	0	3	0	3	4

Tableau III-106 : Durées de rédaction des décisions de la Chambre des mineurs par TGI

	Moins de 15 jours			15 jours à moins de 1 mois			1 à moins de 2 mois		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	66	42	84	92	14	56	73	6	46
Banfora	1	0	0	3	0	0	5	0	0
Bobo-Dioulasso	6	0	18	32	0	16	34	0	27
Bogandé	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Boromo	8	6	0	0	2	9	6	5	3
Dédougou	6	0	0	2	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	29	8	23	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	11	0	0	0	13	0	0	0
Gaoua	0	0	8	0	0	6	0	0	4
Kaya	0	3	7	0	0	1	0	1	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	26	5	0	4	0	0
Koupéla	2	1	0	9	3	0	1	0	0
Léo	1	0	0	4	0	0	5	0	0
Manga	0	0	1	0	0	1	0	0	5
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	5	11	1	0	0	1	0	0	0
Ouaga I	0	0	22	0	0	5	0	0	1
Ouaga II	0	0	0	1	0	0	4	0	0
Ouahigouya	1	0	0	4	0	0	5	0	3
Pô	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Tenkodogo	2	0	4	5	0	1	7	0	1
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	2	2	0	1	4	2	2	0	1
Ziniaré	3	0	0	4	0	0	0	0	0

Tableau III-107 : Durées de rédaction des décisions de la Chambre des mineurs par TGI (suite)

	2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois			6 à moins de 1 an		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	31	13	21	37	31	19	3	19	4
Banfora	2	0	0	2	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	0	0	3	0	10	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	9	8	1	12	8	2	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	5	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	2	0	0	1	3	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	5	3	0	6	20	0	2	14	0
Koupéla	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	1	0	2	0	0	5	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Ouaga I	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Ouaga II	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	4	0	1	3	0	2	0	0	3
Pô	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	5	0	6	11	0	1	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0

III.3.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à 10 ans, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement, et/ou d'une amende de plus de 200 000 FCFA, du travail d'intérêt général.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques : *Registres d'instruction (RI) des cabinets d'instruction depuis 1995.*

Note : Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau III-108 : Affaires nouvelles en instruction par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	936	875	974	805	803	1 210	1 429	1 004	962	1 019
Banfora	54	23	13	17	25	38	30	39	74	55
Bobo-Dioulasso	62	91	63	75	84	74	66	53	88	96
Bogandé	56	28	20	11	4	5	7	8	9	3
Boromo	29	18	15	10	6	4	21	24	20	32
Dédougou	23	39	22	10	18	28	33	43	33	52
Diapaga	25	28	20	11	15	18	ND	0	2	0
Diébougou	28	22	18	17	16	18	48	48	49	50
Djibo	21	44	41	41	ND	ND	ND	0	0	0
Dori	17	19	46	34	44	26	ND	ND	12	0
Fada N’Gourma	55	43	44	59	22	173	24	14	35	36
Gaoua	30	13	27	25	29	26	34	44	41	30
Kaya	23	10	18	16	27	24	19	ND	22	22
Kongoussi	04	11	4	13	9	10	10	2	3	11
Koudougou	31	34	32	28	40	121	33	51	33	33
Koupéla	-	1	181	38	26	23	18	19	12	13
Léo	22	31	25	26	19	13	12	20	25	20
Manga	21	20	17	10	14	16	10	6	10	10
Nouna	10	5	4	3	7	4	ND	2	0	2
Orodara	24	19	31	17	9	23	11	8	13	18
Ouaga I	290	253	251	284	331	387	236	ND	158	134
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	545	531	204	230
Ouahigouya	11	20	19	15	5	14	60	20	26	50
Pô	-	-	-	-	-	-	102	8	6	22
Tenkodogo	55	38	25	10	24	136	74	37	50	66
Tougan	09	19	11	13	3	10	ND	1	0	2
Yako	08	11	7	6	13	3	15	11	16	14
Ziniaré	28	35	20	16	13	16	21	15	21	18

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne acte du versement de la consignation et dresse un procès-verbal de constitution de partie civile. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité du mis en examen, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si le mis en examen désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier au mis en examen, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier au mis en examen. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu le mis en examen sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre du mis en examen pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre de l'instruction de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre de l'instruction procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre le mis en examen.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre de l'instruction estime que les faits retenus à la charge du mis en examen constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en examen de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre le mis en examen, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif.

Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau III-109 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance

Nature de l'ordonnance	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 064	1 294	951	1 299	1 312
Non-lieu	494	543	574	754	718
Mise en accusation	168	176	176	244	273
Renvoi devant la chambre correctionnelle	234	155	137	255	276
Incompétence	9	3	4	2	2
Déssaisissement	136	362	23	10	9
Non informer	2	4	5	4	2
Autres	21	51	32	30	32

Tableau III-110 : Affaires dont l'instruction est clôturée par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	363	417	1 298	1 084	1 207	1 064	1 294	951	1 299	1 312
Banfora	0	0	83	136	75	51	32	40	35	17
Bobo-Dioulasso	4	10	59	49	59	69	63	68	65	52
Bogandé	1	30	15	15	12	29	56	13	29	14
Boromo	16	45	44	25	21	8	6	17	14	15
Dédougou	7	4	46	45	36	63	38	49	43	36
Diapaga	0	0	14	12	14	6	0	0	52	20
Diébougou	4	12	24	21	14	14	24	23	38	42
Djibo	0	38	2	2	ND	ND	ND	0	0	0
Dori	14	13	51	22	37	32	ND	ND	2	2
Fada N'Gourma	1	5	37	80	51	99	94	230	97	65
Gaoua	36	22	147	31	62	18	30	75	39	31
Kaya	2	12	45	31	86	49	2	ND	20	70
Kongoussi	11	9	26	7	17	1	7	6	1	7
Koudougou	25	23	39	78	62	100	36	53	52	67
Koupéla	-	0	36	71	61	54	11	12	23	25
Léo	3	1	42	43	19	11	4	24	44	39
Manga	3	0	7	31	39	41	121	31	17	10
Nouna	5	6	18	10	9	12	ND	ND	0	0
Orodara	0	0	30	47	46	26	26	18	16	17
Ouaga I	161	128	307	196	357	231	523	ND	337	397
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	7	118	195	229
Ouahigouya	13	3	8	21	24	29	28	33	39	17
Pô	-	-	-	-	-	-	0	28	33	26
Tenkodogo	42	32	155	26	49	80	141	91	80	91
Tougan	4	4	4	13	13	16	ND	0	3	2
Yako	9	9	12	10	4	2	8	19	16	15
Ziniaré	2	12	47	62	40	23	37	3	9	6

Tableau III-111 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2024 par TGI et selon la nature de l'ordonnance

	Non-lieu	Mise en accusation	Renvoi devant la chambre correctionnelle	Incompétence	Dessaisissement	Non informer	Autres	Total
Ensemble	718	273	276	2	9	2	32	1 312
Banfora	11	1	5	0	0	0	0	17
Bobo-Dioulasso	9	13	23	0	1	1	5	52
Bogandé	7	3	4	0	0	0	0	14
Boromo	2	11	1	0	0	0	1	15
Dédougou	9	8	16	0	0	0	3	36
Diapaga	7	7	6	0	0	0	0	20
Diébougou	17	15	10	0	0	0	0	42
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	2	0	0	0	0	0	0	2
Fada N'Gourma	44	10	8	0	3	0	0	65
Gaoua	7	22	2	0	0	0	0	31
Kaya	42	15	13	0	0	0	0	70
Kongoussi	2	1	4	0	0	0	0	7
Koudougou	27	17	13	0	0	0	10	67
Koupéla	13	5	7	0	0	0	0	25
Léo	29	9	0	0	1	0	0	39
Manga	6	0	3	0	0	0	1	10
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	4	10	3	0	0	0	0	17
Ouaga I	306	34	42	0	3	1	11	397
Ouaga II	109	40	79	1	0	0	0	229
Ouahigouya	5	8	4	0	0	0	0	17
Pô	18	2	5	0	0	0	1	26
Tenkodogo	30	41	18	1	1	0	0	91
Tougan	0	0	2	0	0	0	0	2
Yako	10	0	5	0	0	0	0	15
Ziniaré	2	1	3	0	0	0	0	6

Tableau III-112 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu et ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par TGI

	Non-lieu				Renvoi devant la chambre correctionnelle			
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Ensemble	543	574	754	718	155	137	255	276
Banfora	22	24	21	11	1	5	8	5
Bobo-Dioulasso	29	34	16	9	15	20	21	23
Bogandé	25	9	21	7	16	1	7	4
Boromo	3	5	2	2	3	4	2	1
Dédougou	22	17	15	9	3	15	15	16
Diapaga	ND	0	36	7	ND	0	9	6
Diébougou	6	4	9	17	15	13	20	10
Djibo	ND	0	0	0	ND	0	0	0
Dori	ND	ND	1	2	ND	ND	0	0
Fada N'Gourma	72	202	56	44	6	4	23	8
Gaoua	9	13	15	7	5	12	5	2
Kaya	0	ND	10	42	1	ND	2	13
Kongoussi	1	0	1	2	4	4	0	4
Koudougou	11	19	21	27	11	15	11	13
Koupéla	4	6	9	13	4	1	6	7
Léo	1	15	33	29	0	3	2	0
Manga	23	22	13	6	2	8	2	3
Nouna	ND	0	0	0	ND	0	0	0
Orodara	10	9	10	4	7	2	3	3
Ouaga I	196	ND	265	306	13	ND	36	42
Ouaga II	6	81	125	109	0	11	47	79
Ouahigouya	16	23	20	5	5	5	9	4
Pô	0	14	16	18	0	4	8	5
Tenkodogo	63	66	29	30	32	7	14	18
Tougan	ND	0	0	0	ND	0	2	2
Yako	5	8	6	10	1	3	2	5
Ziniaré	19	3	4	2	11	0	1	3

Tableau III-113 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation et autres ordonnances par tribunal de grande instance

	Mise en accusation				Autres ordonnances (incompétence, dessaisissement, non informer et autres)			
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Ensemble	176	176	244	273	420	64	46	45
Banfora	9	11	6	1	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	10	13	25	13	9	1	3	7
Bogandé	12	3	0	3	3	0	1	0
Boromo	0	8	9	11	0	0	1	1
Dédougou	12	14	12	8	1	3	1	3
Diapaga	0	0	7	7	0	0	0	0
Diébougou	3	6	8	15	0	0	1	0
Djibo	-	0	0	0	-	0	0	0
Dori	ND	ND	1	0	ND	0	0	0
Fada N'Gourma	14	18	16	10	2	6	2	3
Gaoua	14	32	18	22	2	18	1	0
Kaya	0	0	8	15	1	0	0	0
Kongoussi	2	2	0	1	0	0	0	0
Koudougou	11	5	12	17	3	14	8	10
Koupéla	3	5	8	5	0	0	0	0
Léo	3	6	8	9	0	0	1	1
Manga	0	0	2	0	96	1	0	1
Nouna	ND	0	0	0	ND	0	0	0
Orodara	8	7	3	10	1	0	0	0
Ouaga I	25	ND	31	34	289	ND	5	15
Ouaga II	0	14	20	40	1	12	3	1
Ouahigouya	7	5	9	8	0	0	1	0
Pô	0	9	7	2	0	1	2	1
Tenkodogo	35	15	24	41	11	3	13	2
Tougan	ND	0	1	0	ND	0	0	0
Yako	1	3	6	0	1	5	2	0
Ziniaré	7	0	3	1	0	0	1	0

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement, et/ou d'une amende de plus de 200 000 FCFA, du travail d'intérêt général.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire clôturée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne mise en examen pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Mis en examen :-Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblables qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau III-114 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588	6 354	4 293	4 780	4 451
Banfora	424	401	338	182	145	129	135	132	172	182
Bobo-Dioulasso	109	235	245	295	296	281	287	297	302	356
Bogandé	324	323	277	297	290	230	184	337	73	86
Boromo	112	90	59	36	22	18	32	41	46	63
Dédougou	323	347	213	153	137	103	98	92	86	108
Diapaga	167	226	181	178	184	175	ND	190	139	121
Diébougou	169	124	115	110	113	136	140	44	169	170
Djibo	136	148	187	187	ND	178	ND	180	48	74
Dori	338	297	285	284	273	267	ND	ND	12	113
Fada N'Gourma	744	783	779	926	643	642	553	374	261	245
Gaoua	349	354	195	144	175	189	109	83	86	83
Kaya	378	385	325	206	280	251	268	ND	237	188
Kongoussi	72	72	48	54	45	49	50	47	45	47
Koudougou	252	260	261	202	186	201	192	192	177	143
Koupéla	-	1	148	119	80	54	53	65	44	31
Léo	164	200	190	161	161	161	172	167	149	131
Manga	267	299	298	285	250	229	121	91	80	83
Nouna	65	67	51	44	50	41	ND	50	50	52
Orodara	95	112	100	68	45	44	26	15	8	9
Ouaga I	3 048	2 914	2 741	3 049	2 712	3 091	2 332	ND	1 223	783
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	538	864	812	774
Ouahigouya	126	143	156	139	38	91	86	82	65	107
Pô	-	-	-	-	-	-	102	82	54	53
Tenkodogo	945	1079	580	731	434	838	768	699	274	261
Tougan	61	71	82	78	70	66	ND	58	52	66
Yako	52	51	45	39	49	51	53	42	39	33
Ziniaré	165	190	144	101	83	73	55	69	77	90

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un mis en examen pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un (01) an d'emprisonnement, le mis en examen domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq (05) jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois (03) mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six (06) mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six (06) mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par le mis en examen ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq (05) jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, le mis en examen peut saisir directement de sa demande la chambre de l'instruction qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze (15) jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre de l'instruction, faute de quoi le mis en examen est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre de l'instruction reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat que si cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public, a retiré au mis en examen le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III-115 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	534	530	613	564	332	419	581	459	521	634
Banfora	16	16	20	34	20	19	17	10	12	20
Bobo-Dioulasso	59	43	49	44	29	21	49	56	24	34
Bogandé	13	7	2	17	51	21	28	1	3	3
Boromo	17	8	3	5	0	7	4	12	3	6
Dédougou	16	25	36	4	1	11	12	15	31	45
Diapaga	0	2	11	20	18	24	ND	0	10	4
Diébougou	10	5	7	2	5	3	26	7	13	17
Djibo	2	25	45	50	-	-	-	0	0	0
Dori	4	22	39	11	7	17	ND	ND	1	0
Fada N'Gourma	41	49	27	31	10	26	12	4	3	12
Gaoua	26	17	18	10	16	12	28	35	31	37
Kaya	11	20	43	24	5	14	15	ND	9	16
Kongoussi	7	9	8	0	4	2	3	3	0	1
Koudougou	15	19	40	50	19	22	35	23	17	17
Koupéla	-	0	12	5	6	2	2	11	35	5
Léo	20	27	18	31	3	9	10	13	5	15
Manga	28	46	18	23	9	9	8	9	3	6
Nouna	13	1	0	1	12	3	ND	0	0	0
Orodara	37	14	18	6	4	5	5	5	1	4
Ouaga I	102	81	118	106	61	108	228	ND	76	66
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	13	127	173	274
Ouahigouya	9	10	2	11	6	8	36	63	7	8
Pô	-	-	-	-	-	-	6	8	3	6
Tenkodogo	72	59	55	53	21	8	35	34	17	10
Tougan	3	8	3	9	8	35	ND	3	20	0
Yako	6	12	2	2	10	9	8	10	13	3
Ziniaré	7	5	19	15	7	24	1	10	11	25

Tableau III-116 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	534	530	613	564	332	419	581	459	521	634
Moins de 6 mois	161	134	191	130	36	82	244	131	162	197
6 mois à moins de 1 an	129	133	171	135	48	99	162	126	120	121
1 à moins de 2 ans	156	135	119	151	96	85	78	67	74	112
2 à moins de 3 ans	68	68	84	46	53	84	44	17	46	42
3 ans et plus	20	60	48	102	99	69	53	118	119	162

Tableau III-117 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	161	134	191	130	36	82	244	131	162	197
Banfora	2	0	0	1	0	9	4	6	7	6
Bobo-Dioulasso	35	6	18	8	5	3	15	27	9	11
Bogandé	0	3	1	0	0	1	8	0	1	0
Boromo	0	0	0	3	0	0	4	7	2	3
Dédougou	0	5	8	0	0	1	2	4	7	26
Diapaga	0	2	0	0	0	0	ND	0	0	1
Diébougou	1	0	4	1	0	0	16	5	7	11
Djibo	0	13	21	21	-	-	-	0	0	0
Dori	2	9	19	8	4	3	ND	ND	0	0
Fada N'Gourma	22	26	12	8	0	3	4	3	3	6
Gaoua	4	0	3	6	1	5	4	16	11	10
Kaya	7	5	25	18	1	2	8	ND	7	13
Kongoussi	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	8	11	7	2	15	15	4	9	11
Koupéla	-	0	4	4	6	0	2	7	26	4
Léo	6	11	1	6	2	2	0	6	2	9
Manga	7	3	2	5	0	6	2	5	1	2
Nouna	0	0	0	0	2	0	ND	0	0	0
Orodara	1	1	2	3	0	1	2	4	1	4
Ouaga I	46	21	37	23	4	11	118	ND	24	24
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	2	6	11	33
Ouahigouya	1	1	0	0	0	0	14	18	0	2
Pô	-	-	-	-	-	-	0	4	1	2
Tenkodogo	17	10	14	3	3	5	19	6	11	6
Tougan	1	3	1	3	1	13	ND	0	7	0
Yako	6	5	0	2	3	1	4	1	11	2
Ziniaré	2	2	7	0	2	1	1	2	4	11

Tableau III-118 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par TGI dont la durée de détention provisoire est de 6 mois à moins de 1 an

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	290	267	362	265	84	99	162	126	120	121
Banfora	9	6	0	10	0	5	6	3	5	2
Bobo-Dioulasso	47	31	23	25	13	10	27	4	6	11
Bogandé	5	3	1	0	0	0	1	1	0	1
Boromo	5	3	2	4	0	3	0	4	1	1
Dédougou	1	7	36	3	0	4	9	10	23	17
Diapaga	0	2	6	0	0	0	ND	0	0	0
Diébougou	2	2	4	2	1	1	5	2	6	5
Djibo	2	17	27	27	-	-	-	0	0	0
Dori	4	12	22	10	5	7	ND	ND	0	0
Fada N'Gourma	32	36	21	11	0	2	1	1	0	4
Gaoua	17	8	7	7	1	5	2	3	4	3
Kaya	9	9	28	18	5	2	7	ND	0	3
Kongoussi	0	1	5	0	2	0	0	3	0	0
Koudougou	4	11	34	38	10	2	12	15	6	2
Koupéla	-	0	12	4	6	0	0	1	6	1
Léo	12	16	6	13	2	5	0	5	1	6
Manga	13	8	14	8	0	2	5	4	2	4
Nouna	10	0	0	0	2	2	ND	0	0	0
Orodara	9	2	6	4	2	1	3	1	0	0
Ouaga I	72	42	77	53	13	15	60	ND	23	16
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	0	4	16	30
Ouahigouya	1	4	1	2	2	1	8	31	6	2
Pô	-	-	-	-	-	-	5	4	2	0
Tenkodogo	27	29	16	17	6	1	11	17	4	3
Tougan	1	6	1	5	1	7	ND	1	3	0
Yako	6	8	1	2	6	1	0	6	2	1
Ziniaré	2	4	12	2	7	23	0	6	4	9

Tableau III-119 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est de 1 à moins de 2 ans par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	244	263	251	299	248	85	78	67	74	112
Banfora	7	10	20	24	20	1	4	0	0	12
Bobo-Dioulasso	12	12	26	19	16	5	4	18	7	12
Bogandé	8	4	1	17	51	1	3	0	2	0
Boromo	12	5	1	1	0	1	0	1	0	2
Dédougou	15	18	0	1	1	0	1	1	1	2
Diapaga	0	0	5	20	18	17	ND	0	1	1
Diébougou	8	3	3	0	4	2	0	0	0	1
Djibo	0	8	18	23	-	-	-	0	0	0
Dori	0	10	17	1	2	0	ND	ND	1	0
Fada N'Gourma	9	13	6	20	10	6	0	0	0	2
Gaoua	9	9	11	3	15	1	9	13	6	7
Kaya	2	11	15	6	0	2	0	ND	0	0
Kongoussi	7	8	3	0	2	2	1	0	0	1
Koudougou	11	8	6	12	9	5	6	4	2	4
Koupéla	-	0	0	1	0	2	0	2	2	0
Léo	8	11	12	18	1	1	3	2	2	0
Manga	15	38	4	15	9	1	1	0	0	0
Nouna	3	1	0	1	10	1	ND	0	0	0
Orodara	28	12	12	2	2	0	0	0	0	0
Ouaga I	30	39	41	53	48	22	33	ND	22	21
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	1	0	20	33
Ouahigouya	8	6	1	9	4	6	4	11	0	4
Pô	-	-	-	-	-	-	1	0	0	4
Tenkodogo	45	30	39	36	15	2	5	11	2	1
Tougan	2	2	2	4	7	5	ND	0	4	0
Yako	0	4	1	0	4	2	2	3	0	0
Ziniaré	5	1	7	13	0	0	0	1	2	5

Tableau III-120 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est supérieure ou égale à 2 ans par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	88	128	132	148	152	153	97	135	165	204
Banfora	3	1	20	24	16	4	3	1	0	0
Bobo-Dioulasso	5	2	11	8	6	3	3	7	2	0
Bogandé	0	3	1	17	48	19	16	0	0	2
Boromo	0	4	0	0	0	3	0	0	0	0
Dédougou	1	12	0	0	1	6	0	0	0	0
Diapaga	0	0	2	5	18	7	ND	0	9	2
Diébougou	2	2	2	0	0	0	5	0	0	0
Djibo	0	3	5	10	-	-	-	0	0	0
Dori	0	6	15	1	1	7	ND	ND	0	0
Fada N'Gourma	7	6	3	6	5	15	7	0	0	0
Gaoua	2	0	3	2	5	1	13	3	10	17
Kaya	1	7	8	5	0	8	0	ND	2	0
Kongoussi	5	6	2	0	0	0	2	0	0	0
Koudougou	3	3	2	2	1	0	2	0	0	0
Koupéla	-	0	0	1	0	0	0	1	1	0
Léo	4	9	6	9	1	1	7	0	0	0
Manga	4	28	0	3	4	0	0	0	0	0
Nouna	1	0	0	0	7	0	ND	0	0	0
Orodara	14	1	1	0	1	3	0	0	0	0
Ouaga I	3	12	12	25	27	60	17	ND	7	5
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	10	117	126	178
Ouahigouya	1	4	0	5	1	1	10	3	1	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	28	16	36	15	4	0	0	0	0	0
Tougan	2	1	2	1	5	10	ND	2	6	0
Yako	0	2	0	0	1	5	2	0	0	0
Ziniaré	2	0	1	9	0	0	0	1	1	0

Tableau III-121 : Affaires clôturées et en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires clôturées	363	415	1 305	1 084	1 194	1 064	1 297	951	1 299	1 312
Moins de 6 mois	7	8	35	22	3	32	74	72	56	75
6 mois à moins de 1an	12	13	51	59	24	109	107	137	113	139
1 à moins de 2 ans	54	62	118	145	100	90	168	170	215	196
2 à moins de 3 ans	44	79	129	71	156	117	147	76	179	176
3 à moins de 4 ans	39	64	146	75	97	130	86	36	69	136
4 à moins de 5 ans	27	40	112	115	99	61	91	31	62	75
5 à moins de 10 ans	180	149	714	597	267	229	219	167	267	262
10 ans et plus	-	-	-	-	448	296	405	262	338	253
Affaires en cours	8 885	8 762	8 038	8 068	6 555	7 588	6 354	4 293	4 780	4 451
Moins de 6 mois	427	411	356	325	434	550	961	373	437	463
6 mois à moins de 1an	504	448	568	440	359	565	324	435	444	451
1 à moins de 2 ans	1 008	904	742	962	641	663	624	904	696	580
2 à moins de 3 ans	807	972	690	645	733	502	366	343	715	576
3 à moins de 4 ans	647	714	739	614	500	622	339	166	345	522
4 à moins de 5 ans	553	596	593	644	469	453	410	191	313	205
5 à moins de 10 ans	4 939	4 717	4 350	4 438	1 699	1 693	1 554	952	1 082	859
10 ans et plus	-	-	-	-	1 720	2 540	1 776	929	748	795

Tableau III-122 : Affaires contre X en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 087	1 091	1 130	1 084	921	1 085	830	615	718	724
Moins de 6 mois	49	42	28	41	48	76	89	78	57	42
6 mois à moins de 1an	58	96	55	44	70	48	34	80	67	66
1 à moins de 2 ans	131	95	130	90	87	101	94	109	103	98
2 à moins de 3 ans	87	116	101	119	82	69	60	58	94	164
3 à moins de 4 ans	81	81	108	93	97	67	44	26	68	87
4 à moins de 5 ans	81	87	96	102	86	110	34	24	62	57
5 à moins de 10 ans	600	574	612	595	299	346	292	137	179	132
10 ans et plus	-	-	-	-	152	268	183	103	88	78

Tableau III-123 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins d'un an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	72	56	75	137	113	139	170	215	196	76	179	176
Banfora	2	5	0	4	2	1	5	5	4	4	3	5
Bobo-Dioulasso	1	2	5	7	12	19	16	17	12	12	10	6
Bogandé	0	0	0	0	1	0	2	2	1	4	3	1
Boromo	1	2	2	10	7	3	4	5	7	1	0	3
Dédougou	3	3	8	15	11	18	8	11	4	1	4	3
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Diébougou	8	13	10	13	16	13	2	8	5	0	1	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	0	0	ND	0	0	ND	1	0	ND	0	0
Fada N'Gourma	0	1	2	0	1	5	8	3	0	3	4	1
Gaoua	2	11	0	12	8	6	15	5	12	11	5	7
Kaya	ND	0	9	ND	6	8	ND	3	3	ND	2	2
Kongoussi	0	0	0	0	1	2	1	0	2	3	0	1
Koudougou	4	1	2	3	4	5	13	5	8	17	7	9
Koupéla	0	2	2	3	4	3	3	8	2	4	4	6
Léo	0	0	0	0	0	4	2	6	4	1	1	1
Manga	0	0	1	1	5	0	3	0	2	2	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	3	6	12	1	2	3	6	1	0	5	2	0
Ouaga I	ND	0	5	ND	4	5	ND	40	66	ND	21	10
Ouaga II	35	3	4	18	16	15	65	38	42	0	99	101
Ouahigouya	3	3	2	12	4	7	7	8	3	0	4	1
Pô	9	0	0	18	2	2	1	31	3	0	0	1
Tenkodogo	1	4	10	14	4	16	4	12	10	8	6	7
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Yako	0	0	0	5	2	3	4	1	4	0	2	6
Ziniaré	0	0	1	1	1	1	1	5	2	0	0	2

Tableau III-124 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	36	69	136	31	62	75	167	267	262	262	338	253
Banfora	2	6	1	2	1	3	7	2	0	14	11	3
Bobo-Dioulasso	7	13	5	7	1	1	11	10	4	7	0	0
Bogandé	0	1	5	1	0	4	3	8	3	3	14	0
Boromo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	3	4	1	3	1	1	9	1	0	7	8	1
Diapaga	0	0	1	0	1	3	0	19	14	0	32	1
Diébougou	0	0	3	0	0	0	0	0	2	0	0	8
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	0	0	ND	1	0	ND	0	1	ND	0	1
Fada N'Gourma	1	1	3	2	0	1	70	40	27	146	47	26
Gaoua	10	1	1	11	2	1	10	4	1	4	3	3
Kaya	ND	0	8	ND	0	10	ND	6	22	ND	3	8
Kongoussi	1	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0
Koudougou	0	8	12	0	6	16	10	10	9	6	11	6
Koupéla	1	3	5	0	2	3	1	0	4	0	0	0
Léo	1	2	0	3	1	2	14	32	13	3	2	15
Manga	4	0	0	0	3	1	2	1	2	19	8	4
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	1	1	0	2	0	3	2	1	0	0	0
Ouaga I	ND	14	19	ND	31	24	ND	99	145	ND	128	123
Ouaga II	0	7	66	0	3	1	0	12	0	0	17	0
Ouahigouya	1	2	0	1	0	0	0	4	1	9	14	3
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	19
Tenkodogo	4	4	5	0	1	3	20	9	8	40	40	32
Tougan	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Yako	0	1	0	0	6	1	6	4	1	4	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0

Tableau III-125 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	373	437	463	435	444	451	904	696	580	343	715	576
Banfora	19	43	35	18	27	31	17	32	46	10	12	23
Bobo-Dioulasso	28	25	48	19	60	42	40	33	51	59	25	25
Bogandé	2	1	1	6	7	2	11	4	6	82	3	7
Boromo	10	10	18	10	9	14	10	8	12	0	8	1
Dédougou	8	15	26	26	8	19	14	24	5	11	10	19
Diapaga	0	1	0	1	1	0	18	0	2	20	20	1
Diébougou	1	17	24	22	18	12	20	19	20	0	23	18
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	9	0	ND	3	0	ND	0	12	ND	0	3
Fada N'Gourma	18	10	13	8	21	20	13	24	30	12	7	25
Gaoua	14	15	17	17	15	11	12	20	23	6	6	4
Kaya	ND	10	6	ND	7	6	ND	1	7	ND	15	3
Kongoussi	2	1	8	0	2	2	9	1	1	5	10	0
Koudougou	29	14	18	19	17	13	27	42	23	77	23	29
Koupéla	4	2	8	13	2	3	13	10	2	12	11	6
Léo	2	10	7	18	16	11	15	12	22	6	9	13
Manga	3	5	7	2	2	2	5	2	5	5	5	1
Nouna	0	0	0	2	0	2	11	2	0	3	11	2
Orodara	2	4	5	2	1	3	1	1	1	3	0	0
Ouaga I	ND	63	63	ND	99	66	ND	193	108	ND	105	128
Ouaga II	198	115	96	191	89	98	475	201	131	0	309	219
Ouahigouya	12	18	16	7	4	31	34	11	13	6	5	13
Pô	6	2	12	2	4	9	74	2	4	0	33	2
Tenkodogo	9	29	25	31	18	31	50	32	27	20	38	22
Tougan	0	0	1	1	0	1	10	3	0	3	7	1
Yako	1	13	4	10	5	10	5	3	9	0	7	0
Ziniaré	5	5	5	10	9	12	20	16	20	3	13	11

Tableau III-126 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	166	345	522	191	313	205	952	1 082	859	929	748	795
Banfora	13	9	9	6	7	6	36	29	18	13	13	14
Bobo-Dioulasso	34	45	20	31	29	18	78	71	128	8	14	24
Bogandé	4	0	5	10	0	2	156	35	43	66	23	20
Boromo	0	0	7	1	0	0	6	5	5	4	6	6
Dédougou	6	7	9	1	4	8	17	14	12	9	4	10
Diapaga	11	18	19	11	11	15	76	57	43	53	31	41
Diébougou	0	8	22	0	4	7	1	54	44	0	26	23
Djibo	2	0	0	25	0	0	114	45	53	39	3	21
Dori	ND	0	24	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0
Fada N'Gourma	4	12	6	26	4	8	159	96	51	134	87	92
Gaoua	7	5	3	1	6	4	22	19	17	4	0	4
Kaya	ND	14	6	ND	17	7	ND	37	26	ND	136	127
Kongoussi	5	5	8	11	4	5	11	9	16	4	13	7
Koudougou	20	26	12	5	22	13	8	14	21	7	19	13
Koupéla	8	7	3	7	11	3	7	1	6	1	0	0
Léo	13	7	8	20	31	8	77	47	50	16	17	12
Manga	6	4	5	2	3	4	32	35	18	36	24	41
Nouna	6	3	11	1	6	3	0	6	11	27	22	23
Orodara	1	1	0	3	0	0	3	1	0	0	0	0
Ouaga I	ND	106	59	ND	101	55	ND	367	140	ND	189	164
Ouaga II	0	27	227	0	31	3	0	40	0	0	0	0
Ouahigouya	0	3	5	1	2	3	10	11	12	12	11	14
Pô	0	13	3	0	0	0	0	0	6	0	0	17
Tenkodogo	10	17	33	11	11	14	95	47	37	473	82	72
Tougan	3	2	7	7	1	1	22	19	19	12	20	36
Yako	7	1	1	4	4	0	8	3	7	7	3	2
Ziniaré	6	5	10	7	4	6	14	20	21	4	5	5

Tableau III-127 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31/12 selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	78	57	42	80	67	66	109	103	98	58	94	164
Banfora	9	17	7	9	6	5	6	19	14	1	5	13
Bobo-Dioulasso	3	5	1	1	3	3	4	8	7	6	2	6
Bogandé	1	0	0	0	0	0	1	1	0	12	1	0
Boromo	0	0	1	1	1	0	2	0	1	0	2	0
Dédougou	2	2	2	6	5	2	3	6	2	2	4	11
Diapaga	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Diébougou	1	1	1	0	0	1	2	0	1	0	0	2
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	5	0	ND	0	0	ND	0	3	ND	0	0
Fada N'Gourma	6	2	1	5	6	2	4	12	9	7	5	12
Gaoua	0	0	2	0	3	0	1	0	3	2	1	0
Kaya	ND	0	1	ND	1	1	ND	0	0	ND	1	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	2	0
Koudougou	7	2	0	6	2	1	3	10	3	17	2	12
Koupéla	0	0	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0
Léo	0	1	2	3	6	2	3	4	7	0	1	4
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0
Orodara	0	0	1	0	1	1	0	1	1	1	0	0
Ouaga I	ND	10	5	ND	13	8	ND	18	16	ND	7	28
Ouaga II	43	3	11	39	14	15	46	7	16	0	39	63
Ouahigouya	2	4	3	3	0	21	7	5	4	1	1	4
Pô	0	0	0	0	2	0	11	0	0	0	5	0
Tenkodogo	3	4	3	4	2	3	6	8	7	5	7	8
Tougan	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3	1
Yako	0	0	1	2	1	1	0	1	1	0	0	0
Ziniaré	1	1	0	0	1	0	3	2	2	0	3	0

Tableau III-128 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31/12 selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Ensemble	26	68	87	24	62	57	137	179	132	103	88	78
Banfora	5	1	2	4	2	5	7	9	7	4	0	3
Bobo-Dioulasso	2	5	4	3	2	6	10	7	12	0	1	1
Bogandé	0	0	0	0	0	0	18	2	1	11	5	3
Boromo	0	0	2	0	0	0	2	1	0	0	1	0
Dédougou	0	4	4	0	1	4	3	3	5	3	3	1
Diapaga	0	0	1	0	0	0	2	2	0	3	3	0
Diébougou	0	0	1	0	0	5	0	0	12	0	0	4
Djibo	0	0	0	7	0	0	31	5	5	1	0	0
Dori	ND	0	6	ND	0	6	ND	0	17	ND	0	0
Fada N'Gourma	4	9	4	2	3	5	14	9	6	0	2	3
Gaoua	0	2	1	0	0	2	4	5	5	0	0	0
Kaya	ND	2	0	ND	4	2	ND	3	7	ND	12	10
Kongoussi	3	1	2	2	2	1	2	3	6	0	1	1
Koudougou	2	10	2	1	2	4	0	4	1	2	6	3
Koupéla	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Léo	4	1	2	3	7	1	13	13	12	10	10	2
Manga	3	2	0	0	0	3	8	7	6	7	4	5
Nouna	0	0	2	0	0	0	0	3	2	12	9	10
Orodara	2	2	0	0	1	0	3	2	0	0	0	0
Ouaga I	ND	13	2	ND	16	2	ND	54	11	ND	17	14
Ouaga II	0	6	37	0	12	0	0	27	0	0	1	0
Ouahigouya	0	1	0	0	1	1	4	5	6	1	3	0
Pô	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	2
Tenkodogo	0	8	6	0	8	10	10	9	5	45	8	13
Tougan	1	0	4	1	0	0	3	5	4	2	1	3
Yako	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	1	0
Ziniaré	0	1	3	1	0	0	1	0	1	2	0	0

III.3.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat.

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabè. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabè ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés : Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

Note : *Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.*

Tableau III-129 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bulletins N°3 de casier judiciaire (hors e-casier)	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217	278 389	370 952	452 969	385 695
Bulletins N°3 de e-casier (en ligne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	117 185
Certificats de nationalité des personnes (hors e-certificat)	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602	143 131	189 722	201 578	227 997
e-certificat de nationalité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 835
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	2 368	4 660	4 809	4 030	4 035	4 675	4 230	4 384	6 299	7 226
Immatriculation des personnes physiques	1 965	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647	3 120	3 240	4 941	5 557
Immatriculation des personnes morales	112	581	219	240	326	336	365	379	431	828
Déclarations entrepreneurs	-	24	0	0	257	307	281	331	430	319
Modifications	259	260	355	387	367	354	417	392	451	472
Radiations	29	17	45	30	39	31	47	42	46	50
Sûretés mobilières	3	39	-	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de non faillite	863	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309	4 076	4 506	6 106	8 391
Cessions volontaires de salaires	22 993	31 727	10 158	10 047	2 957	9 870	13 890	11 097	12 604	13 289
Actes notariés du greffe	577	753	692	639	307	16	0	0	0	0
Autres actes de greffe	2 133	10 722	2 765	4 216	2 480	3 493	7 770	5 389	6 933	9 436

Tableau III-130 : Bulletins N°3 de casier judiciaire (hors e-casier) délivrés par tribunal de grande instance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217	278 389	370 952	452 969	385 695
Banfora	5 457	6 369	7 464	11 299	12 560	11 559	10 853	13 015	20 140	17 423
Bobo-Dioulasso	16 371	29 935	32 359	32 161	36 629	34 689	35 097	44 257	50 402	40 454
Bogandé	2 257	2 500	3 286	5 360	7 282	4 202	5 670	5 982	5 261	4 452
Boromo	4 145	2 543	6 698	10 097	12 711	10 402	10 900	12 160	10 507	11 606
Dédougou	5 472	7 504	7 830	8 632	13 562	11 389	11 073	13 166	18 847	17 013
Diapaga	1 818	2 353	2 865	5 811	10 547	5 870	ND	5 383	6 084	4 220
Diébougou	2 922	3 709	4 156	4 727	4 703	6 420	7 565	9 528	10 591	9 950
Djibo	1 548	2 239	672	672	2 891	2 215	ND	2 397	2 921	2 006
Dori	2 418	3 800	3 328	3 660	5 712	4 171	ND	2 352	2 728	1 658
Fada N'Gourma	4 731	5 333	6 572	6 777	8 824	8 963	7 191	11 730	13 331	9 172
Gaoua	2 627	3 904	4 282	3 781	3 786	4 876	5 263	8 657	8 127	10 094
Kaya	5 586	8 153	9 096	2 591	14 553	12 642	14 034	14 484	15 830	15 213
Kongoussi	2 341	3 247	3 796	3 987	5 828	5 083	4 998	5 488	3 791	5 040
Koudougou	16 091	19 017	20 809	21 221	25 784	25 784	21 024	28 620	37 365	35 188
Koupéla	-	338	5 689	6 076	6 942	5 835	6 778	7 523	10 252	10 322
Léo	2 615	3 756	4 181	4 675	6 302	4 048	6 423	10 267	10 448	12 482
Manga	4 533	4 523	4 129	7 400	9 138	4 779	5 823	4 891	6 923	8 802
Nouna	2 046	3 120	3 152	3 547	4 552	3 954	ND	5 141	4 234	4 125
Orodara	2 605	3 587	3 854	3 140	5 597	6 951	6 949	9 086	8 669	10 113
Ouaga I	53 671	70 300	71 292	73 844	67 077	51 638	63 070	60 462	74 576	45 964
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	6 002	13 831	16 741	11 170
Ouahigouya	10 353	13 897	18 129	14 785	18 319	18 325	16 995	16 995	34 507	29 625
Pô	-	-	-	-	-	-	636	4 158	5 439	6 313
Tenkodogo	15 721	18 462	12 800	14 040	19 936	17 000	17 820	25 000	32 947	27 742
Tougan	3 452	6 214	7 791	9 432	10 639	9 840	ND	15 425	13 818	9 551
Yako	4 189	6 924	6 816	6 666	8 381	8 282	5 641	10 275	12 556	12 032
Ziniaré	5 685	5 824	16 980	9 790	9 822	9 300	8 584	10 679	15 934	13 965

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabè né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents nés au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux (02) parents ;
- Pour le demandeur burkinabè né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux (02) parents ;
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabè du fait de son mariage avec un(e) burkinabè : son extrait d'acte de naissance, l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe ;
- Pour l'apatride : son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè ;
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un des (02) parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation ;

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie.

Tableau III-131 : Certificats de nationalité (hors e-certificat) délivrés par tribunal de grande instance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602	143 131	189 722	201 578	227 997
Banfora	4 739	4 197	6 950	8 345	5 620	4 985	5 297	6 083	6 875	7 122
Bobo-Dioulasso	11 095	17 205	16 023	19 296	17 918	17 904	18 267	21 144	22 058	24 441
Bogandé	1 010	1 110	1 698	2 114	1 112	1 367	1 427	1 586	1 176	2 118
Boromo	4 606	2 458	3 153	4 911	3 291	3 296	5 310	5 280	5 208	7 187
Dédougou	2 402	3 097	3 394	5 327	2 758	2 933	3 557	4 819	3 997	5 081
Diapaga	812	732	975	2 030	1 148	1 141	ND	942	1 866	2 915
Diébougou	1 336	1 456	1 831	2 778	1 774	2 046	2 377	3 120	8 033	4 482
Djibo	815	962	963	963	818	1 146	ND	1 635	1 900	1 939
Dori	1 339	1 626	2 433	1 682	3 821	1 645	ND	1 024	2 443	725
Fada N'Gourma	3 341	3 826	4 425	4 202	3 254	3 471	4 026	5 796	5 417	4 341
Gaoua	1 550	1 609	2 008	2 728	1 784	2 125	2 044	2 704	3 771	4 236
Kaya	3 215	4 556	6 423	7 628	6 520	7 833	5 051	5 448	5 710	7 122
Kongoussi	1 391	1 540	1 701	2 256	1 809	1 716	1 851	1 572	5 275	2 588
Koudougou	6 982	7 798	11 498	11 022	8 308	8 308	10 805	12 119	13 275	14 834
Koupéla	-	195	4 149	4 934	3 235	4 098	4 345	5 370	5 593	7 499
Léo	1 469	1 530	2 606	3 014	1 796	2 588	3 333	2 980	3 224	4 209
Manga	5 985	6 620	5 686	6 875	4 996	4 996	4 090	3 718	4 474	4 325
Nouna	1 576	1 574	1 771	2 306	1 984	1 490	ND	3 741	3 379	5 011
Orodara	1 382	1 269	1 809	3 250	1 642	1 493	1 722	2 869	2 748	4 268
Ouaga I	31 916	40 757	42 871	48 218	43 779	38 183	35 002	38 930	26 618	31 126
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	6 200	18 553	27 291	31 847
Ouahigouya	6 132	5 473	6 717	10 434	6 680	6 115	8 832	13 466	6 737	13 442
Pô	-	-	-	-	-	-	394	2 088	2 336	2 597
Tenkodogo	9 302	8 818	8 188	10 703	10 567	9 052	10 492	12 376	16 225	16 998
Tougan	1 825	2 504	2 846	3 510	2 660	3 077	ND	3 506	4 860	3 875
Yako	1 933	2 485	2 547	3 318	2 157	2 683	2 768	3 811	4 715	5 812
Ziniaré	3 339	3 190	4 287	6 387	3 887	3 911	5 941	5 042	6 374	7 857

Tableau III-132 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2 077	4 320	4 409	3 613	3 372	3 983	3 485	3 619	5 372	6 385
Banfora	167	244	273	200	281	308	321	268	616	396
Bobo-Dioulasso*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	54	123	80	77	41	49	65	34	87	76
Boromo	102	119	216	120	117	138	158	124	330	199
Dédougou	122	185	218	181	202	211	294	344	394	411
Diapaga	0	35	61	51	28	34	ND	13	21	20
Diébougou	44	119	127	67	158	92	101	107	164	154
Djibo	35	91	118	118	0	71	ND	33	53	38
Dori	115	172	254	260	158	168	ND	92	86	183
Fada N'Gourma	127	99	291	255	247	212	193	159	344	313
Gaoua	111	169	265	172	145	128	147	126	204	216
Kaya	109	265	245	171	182	235	238	311	450	471
Kongoussi	58	152	97	79	0	164	163	96	115	267
Koudougou	221	877	431	365	338	393	438	420	429	514
Koupéla	-	-	208	157	147	193	133	115	191	296
Léo	44	118	101	128	84	108	102	101	155	194
Manga	91	193	196	170	116	148	144	75	171	159
Nouna	14	34	38	37	33	35	ND	27	27	28
Orodara	37	86	57	35	47	86	46	103	157	692
Ouaga I*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	220	467	507	430	460	451	504	443	624	559
Pô	-	-	-	-	-	-	28	90	109	146
Tenkodogo	234	496	302	276	333	567	230	285	322	542
Tougan	48	88	89	94	63	64	ND	34	37	58
Yako	26	31	54	28	25	1	61	76	117	242
Ziniaré	98	157	181	142	167	127	119	143	169	211

*L'absence de RCCM aux TGI de Bobo-Dioulasso, Ouaga I et de Ouaga II s'explique par l'existence dans ces localités de tribunaux de commerce dans lesquelles le RCCM est traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques qui sont soumis à l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III-133 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 965	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647	3 120	3 240	4 941	5 557
Banfora	149	233	268	193	255	299	289	233	571	353
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	54	121	77	76	41	48	62	33	83	71
Boromo	96	114	211	114	109	132	150	120	321	183
Dédougou	122	172	203	175	188	190	257	304	354	385
Diapaga	0	0	61	47	25	32	ND	11	17	18
Diébougou	41	115	124	65	85	90	81	88	150	142
Djibo	35	91	117	117	0	69	ND	33	50	35
Dori	113	165	241	224	130	137	ND	81	75	165
Fada N'Gourma	113	89	255	220	206	177	158	118	294	268
Gaoua	106	166	259	160	139	119	130	121	195	197
Kaya	96	260	233	154	164	217	212	277	427	442
Kongoussi	56	146	96	71	0	159	156	93	106	259
Koudougou	212	446	394	342	313	330	392	358	380	433
Koupéla	-	-	194	145	141	180	119	107	183	285
Léo	41	116	96	123	80	104	94	93	149	182
Manga	87	189	186	154	101	131	128	56	126	114
Nouna	14	33	37	37	32	32	0	27	27	24
Orodara	36	83	55	33	46	84	41	102	155	354
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	208	453	482	407	453	425	476	411	594	534
Pô	-	-	-	-	-	-	28	87	98	136
Tenkodogo	219	485	295	262	303	537	204	267	304	530
Tougan	47	88	86	93	62	61	ND	33	35	58
Yako	24	29	52	28	24	1	59	74	115	237
Ziniaré	96	145	168	133	149	93	84	113	132	152

Tableau III-134 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	112	581	219	240	326	336	365	379	431	828
Banfora	18	11	5	7	26	9	32	35	45	43
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	0	2	3	1	0	1	3	1	4	5
Boromo	6	5	5	6	8	6	8	4	9	16
Dédougou	0	13	15	6	14	21	37	40	40	26
Diapaga	0	35	0	4	3	2	ND	2	4	2
Diébougou	3	4	3	2	73	2	20	19	14	12
Djibo	0	0	1	1	0	2	ND	0	3	3
Dori	2	7	13	36	28	31	ND	11	11	18
Fada N'Gourma	14	10	36	35	41	35	35	41	50	45
Gaoua	5	3	6	12	6	9	17	5	9	19
Kaya	13	5	12	17	18	18	26	34	23	29
Kongoussi	2	6	1	8	0	5	7	3	9	8
Koudougou	9	431	37	23	25	63	46	62	49	81
Koupéla	-	0	14	12	6	13	14	8	8	11
Léo	3	2	5	5	4	4	8	8	6	12
Manga	4	4	10	16	15	17	16	19	45	45
Nouna	0	1	1	0	1	3	ND	0	0	4
Orodara	1	3	2	2	1	2	5	1	2	338
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	12	14	25	23	7	26	28	32	30	25
Pô	-	-	-	-	-	-	0	3	11	10
Tenkodogo	15	11	7	14	30	30	26	18	18	12
Tougan	1	0	3	1	1	3	ND	1	2	0
Yako	2	2	2	0	1	0	2	2	2	5
Ziniaré	2	12	13	9	18	34	35	30	37	59

Tableau III-135 : Cessions volontaires de salaires par tribunal de grande instance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	22 993	31 727	10 158	10 047	2 957	9 870	13 890	11 097	12 604	13 289
Banfora	6	79	221	300	450	243	391	448	342	339
Bobo-Dioulasso	224	403	520	1 121	0	755	707	795	949	1 138
Bogandé	0	0	1	31	0	23	40	13	32	24
Boromo	554	25	52	88	22	18	73	103	249	258
Dédougou	12	20	25	6	137	223	222	172	162	250
Diapaga	0	0	0	30	9	25	ND	0	8	11
Diébougou	0	0	39	29	24	15	19	14	53	0
Djibo	0	0	39	39	0	0	ND	0	0	0
Dori	1	1	82	7	23	22	ND	0	5	15
Fada N'Gourma	0	1	5	0	715	39	19	ND	149	266
Gaoua	8	0	0	0	8	8	4	18	62	39
Kaya	1	111	292	339	531	708	149	58	104	107
Kongoussi	0	8	50	0	0	24	35	21	1	16
Koudougou	254	0	269	354	232	76	241	275	355	271
Koupéla	-	1	168	227	144	128	146	195	145	126
Léo	17	21	38	53	21	15	21	35	70	110
Manga	0	4	43	17	30	949	1 420	1 279	706	715
Nouna	0	6	17	6	5	17	ND	0	0	5
Orodara	2	0	43	48	90	20	56	53	10	43
Ouaga I	21 527	30 571	7 602	6 857	0	6 185	9 610	6 494	7 220	7 414
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	196	650	1 328	1 621
Ouahigouya	359	445	482	358	403	294	400	274	378	345
Pô	-	-	-	-	-	-	9	36	53	19
Tenkodogo	27	0	56	88	45	38	72	109	172	107
Tougan	1	1	11	5	11	9	ND	0	0	0
Yako	0	30	98	37	6	10	16	11	21	13
Ziniaré	0	0	5	7	51	26	44	44	30	37

Tableau III-136 : Certificats de non faillite par tribunal de grande instance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	863	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309	4 076	4 506	6 106	8 391
Banfora	126	145	153	142	115	258	312	324	199	241
Bobo-Dioulasso*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	40	48	121	109	59	47	86	23	124	137
Boromo	10	17	9	3	0	10	10	0	257	75
Dédougou	65	111	143	122	98	141	277	396	754	1 355
Diapaga	0	0	3	18	11	6	ND	0	27	34
Diébougou	0	0	4	0	0	5	12	13	68	113
Djibo	32	38	34	34	0	4	ND	53	30	160
Dori	38	0	61	70	49	37	ND	0	20	193
Fada N'Gourma	0	177	108	132	0	0	0	287	718	533
Gaoua	27	40	62	40	90	76	0	157	147	170
Kaya	136	44	43	35	0	45	61	0	272	283
Kongoussi	7	0	0	0	0	65	51	0	17	77
Koudougou	56	159	0	534	728	747	1 872	1 680	1 141	2 505
Koupéla	-	0	6	18	39	28	78	92	183	223
Léo	0	5	2	13	53	77	110	46	135	156
Manga	7	10	25	32	47	56	80	82	338	422
Nouna	4	3	6	14	10	29	ND	7	9	0
Orodara	0	19	11	4	2	28	24	19	5	7
Ouaga I*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	133	234	258	255	294	388	467	570	594	720
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	105	0	0	115	104	75	145	248	486	456
Tougan	29	50	0	92	63	77	ND	19	67	94
Yako	36	19	33	48	45	44	35	45	54	47
Ziniaré	12	8	47	35	57	66	456	445	461	390

*Les certificats de non faillite de Bobo Dioulasso, de Ouaga I et Ouaga II sont traités par les tribunaux de commerce.

III.4. Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plumitif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau III-137 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	451	468	499	551	580	729	732	834	943	980
Bobo-Dioulasso	105	98	85	108	128	167	155	244	218	232
Ouagadougou	346	370	414	443	452	562	577	590	725	748
Décisions rendues (sans JADD)	372	444	409	453	500	466	609	547	663	584
Bobo-Dioulasso	99	102	64	103	128	113	136	143	146	153
Ouagadougou	273	342	345	350	372	353	473	404	517	431
Décisions rédigées	372	442	423	454	500	432	567	594	532	709
Bobo-Dioulasso	99	99	66	103	128	97	136	143	181	175
Ouagadougou	273	343	357	351	372	335	431	451	351	534

	Affaires nouvelles				Décisions rendues				Décisions rédigées			
Type de procédure	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Ensemble	732	834	943	980	609	547	663	584	567	594	532	709
Commerciale	726	825	938	960	605	540	657	573	563	587	530	706
Procédures collectives	6	9	5	20	4	7	6	11	4	7	2	3

Tableau III-138 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	361	428	394	436	478	466	609	547	663	584
Contradictoire	338	394	356	367	406	402	510	443	541	467
Réputé contradictoire	10	21	15	43	40	34	47	43	54	46
Défaut	13	13	23	26	32	30	52	61	68	71

Tableau III-139 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	390	439	412	458	504	499	643	599	732	636
Acceptation	238	282	262	327	412	319	440	359	443	439
Rejet	73	83	90	58	13	97	90	99	141	87
Incompétence	15	21	12	11	13	8	17	18	16	7
Irrecevabilité	23	30	15	18	23	20	33	31	20	10
Désistement	12	12	15	22	17	22	29	40	43	41
Radiations	7	0	2	5	4	9	5	1	1	10
Avant dire droit	22	11	16	17	22	24	29	51	68	42

Tableau III-140 : Référé des tribunaux de commerce

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	397	488	493	657	643	657	675	789	713	920
Bobo-Dioulasso	103	121	76	104	111	111	109	125	133	168
Ouagadougou	294	367	417	553	532	546	566	664	580	752
Décisions rendues	352	472	459	563	662	619	632	745	714	810
Bobo-Dioulasso	89	112	70	99	96	103	113	128	127	156
Ouagadougou	263	360	389	464	566	516	519	617	587	654
Décisions rédigées	249	477	459	617	643	620	608	666	680	776
Bobo-Dioulasso	86	112	70	102	96	103	113	127	133	165
Ouagadougou	163	365	389	515	547	517	495	539	547	611

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III-141 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	330	469	443	541	644	619	632	745	714	810
Contradictoire	326	437	416	481	592	534	539	635	614	712
Réputé contradictoire	4	28	26	50	50	84	88	107	90	57
Défaut	0	4	1	10	2	1	5	3	10	41

Tableau III-142 : Répartition des décisions de référés rendues par nature

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	343	486	460	567	662	625	656	753	729	835
Acceptation	178	280	263	387	468	408	436	518	562	600
Rejet	72	94	67	71	46	97	20	87	121	102
Incompétence	26	33	62	51	31	34	77	24	13	15
Irrecevabilité	29	26	17	17	31	21	34	36	2	53
Désistement	25	36	34	15	68	59	65	61	16	40
Radiations	2	9	1	4	0	5	10	6	6	7
Avant dire droit	11	8	16	22	18	1	14	21	9	18

Tableau III-143 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 496	1 172	1 290	1 666	1 354	1 561	1 371	1 666	3 167	1 717
Bobo-Dioulasso	536	562	143	442	163	444	175	331	67	65
Ouagadougou	960	776	1 147	1 224	1 191	1 117	1 196	1 335	3 100	1 652

Tableau III-144 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	Injonction de payer							Autres ordonnances						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	309	319	322	246	221	119	175	1 357	1 035	1 239	1 125	1 445	3 048	1 542
Bobo-Dioulasso	90	78	101	105	59	28	30	352	85	343	70	272	39	35
Ouagadougou	219	241	221	141	162	91	145	1 005	950	896	1 055	1 173	3 009	1 507

Tableau III-145 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 151	1 035	905	1 369	1 200	1 356	1 238	1 649	3 183	1 626
Bobo-Dioulasso	391	310	100	316	146	325	143	330	59	72
Ouagadougou	760	725	805	1 053	1 054	1 031	1 095	1 319	3 124	1 554

Tableau III-146 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer							Autres ordonnances						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	249	241	250	202	190	96	147	1 120	959	1 106	1 036	1 459	3 087	1 900
Bobo-Dioulasso	72	65	85	73	46	25	29	244	81	240	70	284	34	400
Ouagadougou	177	176	165	129	144	71	118	876	878	866	966	1 175	3 053	1 500

Tableau III-147 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	20 352	24 060	23 940	37 425	39 142	49 421	57 437	66 196	80 504	80 886
Immat. personnes physiques	4 471	6 735	6 740	6 508	6 498	7 174	6 767	7 098	9 494	8 726
Immat. personnes morales	1 666	2 486	2 929	3 408	3 802	5 319	6 928	8 434	8 067	9 594
Modificat° du RCCM	1 286	1 552	1 733	1 600	1 781	2 134	2 138	2 104	2 357	2 786
Radiat° du RCCM	155	204	218	337	257	320	393	173	435	514
Sûretés mobilières	288	288	350	326	877	1 258	1 714	1 702	1 492	1 600
Certificats de non faillite et autres	12 486	12 795	11 970	25 246	25 927	33 216	39 497	46 685	58 659	57 666

Tableau III-148 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes par tribunaux de commerce

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bobo-Dioulasso	2 191	3 282	3 688	3 093	3 287	2 529	5 882	6 018	8 353	10 223
Immat. personnes physiques	893	1 566	1 376	1 325	1 229	1 457	1 356	1 437	2 136	2 305
Immat. personnes morales	93	170	202	201	223	343	359	425	472	468
Modifications du RCCM	258	272	239	248	208	261	232	227	229	250
Radiations du RCCM	9	27	27	24	24	41	33	33	37	24
Sûretés mobilières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Certificats de non faillite et autres	938	1 247	1 844	1 295	1 603	427	3 902	3 896	5 479	7 176
Ouagadougou	18 161	20 778	20 252	34 332	35 855	46 892	51 555	60 178	72 151	70 663
Immat. personnes physiques	3 578	5 169	5 364	5 183	5 269	5 717	5 411	5 661	7 358	6 421
Immat. personnes morales	1 573	2 316	2 727	3 207	3 579	4 976	6 569	8 009	7 595	9 126
Modifications du RCCM	1 028	1 280	1 494	1 352	1 573	1 873	1 906	1 877	2 128	2 536
Radiations du RCCM	146	177	191	313	233	279	360	140	398	490
Sûretés mobilières	288	288	350	326	877	1 258	1 714	1 702	1 492	1 600
Certificats de non faillite et autres	11 548	11 548	10 126	23 951	24 324	32 789	35 595	42 789	53 180	50 490

Tableau III-149 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par les TC (hors JADD, ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	370	444	409	450	500	466	609	547	663	584
Moins de 3 mois	110	135	167	166	174	155	172	193	179	202
3 à moins de 6 mois	100	119	96	106	96	102	140	147	142	123
6 mois à moins d'un an	125	134	99	135	174	159	189	132	217	147
1 à moins de 2 ans	20	47	29	18	40	40	85	58	96	89
2 à moins de 3 ans	8	8	10	11	8	9	11	12	18	17
3 ans et plus	7	1	8	14	8	1	12	5	11	6

Tableau III-150 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par TC (hors JADD, ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bobo-Dioulasso	97	101	64	99	128	113	136	143	146	153
Moins de 3 mois	45	62	38	49	75	56	66	81	12	39
3 à moins de 6 mois	22	27	14	17	25	38	30	33	48	43
6 mois à moins d'un an	19	10	11	26	24	19	20	25	60	47
1 à moins de 2 ans	7	2	0	6	2	0	18	3	16	22
2 à moins de 3 ans	3	0	1	1	1	0	2	1	4	2
3 ans et plus	1	0	0	0	1	0	0	0	6	0
Ouagadougou	273	343	345	351	372	353	473	404	517	431
Moins de 3 mois	65	73	129	117	99	99	106	112	167	163
3 à moins de 6 mois	78	92	82	89	71	64	110	114	94	80
6 mois à moins d'un an	106	124	88	109	150	140	169	107	157	100
1 à moins de 2 ans	13	45	29	12	38	40	67	55	80	67
2 à moins de 3 ans	5	8	9	10	7	9	9	11	14	15
3 ans et plus	6	1	8	14	7	1	12	5	5	6

Tableau III-151 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors JADD et ordonnances)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Commerciale	-	-	-	455	605	540	657	573
Moins de 3 mois	-	-	-	153	170	193	175	197
3 à moins de 6 mois	-	-	-	95	139	143	141	118
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	157	188	129	217	146
1 à moins de 2 ans	-	-	-	40	85	58	95	89
2 à moins de 3 ans	-	-	-	9	11	12	18	17
3 ans et plus	-	-	-	1	12	5	11	6
Procédures collectives	-	-	-	11	4	7	6	11
Moins de 3 mois	-	-	-	2	2	0	4	5
3 à moins de 6 mois	-	-	-	7	1	4	1	5
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	2	1	3	0	1
1 à moins de 2 ans	-	-	-	0	0	0	1	0
2 à moins de 3 ans	-	-	-	0	0	0	0	0
3 ans et plus	-	-	-	0	0	0	0	0

Tableau III-152 : Temps mis pour la rédaction des jugements rendus par les TC (hors référés et ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	370	442	411	454	500	432	567	590	534	709
Moins de 15 jours	130	193	145	209	265	139	186	16	78	38
15 jours à moins de 1 mois	79	137	103	79	74	87	46	177	64	39
1 à moins de 2 mois	118	65	103	80	84	82	123	88	50	87
2 à moins de 3 mois	25	37	43	57	30	86	82	64	40	89
3 à moins de 4 mois	11	7	13	21	23	30	61	94	68	115
4 mois et plus	7	3	4	8	24	8	69	151	234	341

Tableau III-153 : Temps mis pour la rédaction des jugements rendus par TC (hors référés et ordonnances)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bobo-Dioulasso	97	99	66	103	128	97	136	143	183	175
Moins de 15 jours	47	84	45	103	119	63	136	0	61	25
15 jours à moins de 1 mois	22	13	12	0	8	26	0	127	44	20
1 à moins de 2 mois	15	2	5	0	1	8	0	16	27	31
2 à moins de 3 mois	7	0	1	0	0	0	0	0	15	32
3 à moins de 4 mois	2	0	3	0	0	0	0	0	18	24
4 mois et plus	4	0	0	0	0	0	0	0	18	43
Ouagadougou	273	343	345	351	372	335	431	447	351	534
Moins de 15 jours	83	109	100	106	146	76	50	16	17	13
15 jours à moins de 1 mois	57	124	91	79	66	61	46	50	20	19
1 à moins de 2 mois	103	63	98	80	83	74	123	72	23	56
2 à moins de 3 mois	18	37	42	57	30	86	82	64	25	57
3 à moins de 4 mois	9	7	10	21	23	30	61	94	50	91
4 mois et plus	3	3	4	8	24	8	69	151	216	298

III.5. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III-154 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles selon leur nature	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430	3 363	2 469
Rupture de contrat de travail	632	747	352	647	887	749	902	633	1 204	1 613
Non-paiement de salaire	224	182	162	370	241	284	518	456	494	363
Reconstitution de carrière	31	53	25	88	31	24	23	80	87	95
Sécurité sociale	50	32	23	47	40	123	87	50	180	70
Autres	146	89	100	193	34	354	712	1 174	1 311	227
Référés	142	138	124	115	92	49	31	37	87	101
Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	874	1 080	1 024	1 097	1 063	757	916	953	930	1 277
Acceptation	517	608	587	595	577	381	521	689	619	791
Rejet	60	107	117	117	94	127	58	132	133	175
Incompétence	23	56	31	28	25	34	31	14	39	39
Désistement	45	50	49	77	64	37	66	39	59	66
Irrecevabilité	27	28	52	37	27	19	18	20	13	27
Avant dire droit	32	18	23	40	57	50	52	55	43	34
Radiation	170	213	165	203	219	109	170	4	24	145
Décisions rendues par type (y compris référés)	672	849	836	854	787	598	694	894	863	1 098
Contradictoire	486	665	636	731	637	486	544	748	708	850
Réputé contradictoire	59	57	63	30	37	42	31	33	44	60
Par défaut	127	127	137	93	113	70	119	113	111	188
Recours	310	378	536	399	458	359	396	187	309	397
Opposition	29	37	17	33	40	27	55	10	19	36
Appel	281	341	519	366	418	332	341	177	290	361
Décisions rédigées	629	805	905	878	842	578	699	697	850	1 070

Tableau III-155 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430	3 363	2 469
Bobo-Dioulasso	277	247	198	363	490	268	428	436	553	605
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	51
Koudougou	83	43	61	149	122	107	61	92	350	83
Ouagadougou	865	951	527	948	713	1 208	1 784	1 902	2 460	1 730

Tableau III-156 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	632	747	352	647	887	749	902	633	1 204	1 613
Bobo-Dioulasso	202	138	111	242	275	169	232	188	234	275
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	24
Koudougou	30	16	38	66	69	23	26	48	302	48
Ouagadougou	400	593	203	339	543	557	644	397	668	1 266

Tableau III-157 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	224	182	162	370	241	284	518	456	494	363
Bobo-Dioulasso	37	48	46	62	51	40	150	150	186	169
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	19
Koudougou	22	14	12	55	42	80	30	20	32	20
Ouagadougou	165	120	104	253	148	164	338	286	276	155

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2008) et la loi N°015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au BURKINA FASO.

Actuellement au nombre de quatre (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Fada N'Gourma, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III-158 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés et JADD, hors radiations)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	704	866	859	894	844	648	746	949	906	1 132
Bobo-Dioulasso	136	224	221	240	262	166	235	297	232	262
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	32
Koudougou	50	54	42	64	77	77	66	58	76	78
Ouagadougou	518	588	596	590	505	405	445	594	598	760

Tableau III-159 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	579	714	704	712	671	508	579	821	752	966
Bobo-Dioulasso	98	178	161	166	166	104	160	242	177	228
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	28
Koudougou	40	30	26	47	70	54	41	31	45	47
Ouagadougou	441	506	517	499	435	350	378	548	530	663

Tableau III-160 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	629	805	905	878	842	578	699	697	850	1 070
Bobo-Dioulasso	74	171	294	250	266	169	217	260	213	245
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	19
Koudougou	50	54	42	64	77	67	56	41	49	46
Ouagadougou	505	580	569	564	499	342	426	396	588	760

Tableau III-161 : Décisions rendues par les tribunaux du travail selon la durée de la procédure (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	559	726	715	730	696	531	662	866	788	1 004
Moins de 3 mois	41	34	17	74	56	34	40	77	34	51
3 à moins de 6 mois	119	144	84	81	105	63	110	105	274	224
6 mois à moins de 1 an	226	269	284	205	265	142	139	183	193	407
1 à moins de 2 ans	127	228	254	256	189	185	242	318	156	202
2 à moins de 3 ans	39	42	58	67	52	78	92	127	78	62
3 ans et plus	9	9	18	47	29	29	39	56	53	58

Tableau III-162 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal du travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bobo-Dioulasso	98	196	175	179	182	118	197	260	212	241
Moins de 3 mois	6	22	9	43	39	14	19	51	15	11
3 à moins de 6 mois	20	71	68	51	77	42	84	83	187	176
6 mois à moins de 1 an	39	77	59	62	53	47	72	86	10	33
1 à moins de 2 ans	30	19	26	14	10	13	22	37	0	21
2 à moins de 3 ans	3	3	9	6	1	2	0	2	0	0
3 ans et plus	0	4	4	3	2	0	0	1	0	0
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	32
Moins de 3 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	0	8
3 à moins de 6 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	0	16
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	-	-	-	-	-	0	8
1 à moins de 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
2 à moins de 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
3 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Koudougou	50	50	38	64	75	67	53	42	51	51
Moins de 3 mois	7	5	8	24	16	20	16	23	11	22
3 à moins de 6 mois	16	20	16	30	26	16	21	10	21	18
6 mois à moins de 1 an	26	17	13	7	31	19	9	5	19	11
1 à moins de 2 ans	1	8	1	3	2	12	5	3	0	0
2 à moins de 3 ans	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
3 ans et plus	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Ouagadougou	413	480	502	487	439	346	412	564	525	680
Moins de 3 mois	28	7	0	7	1	0	5	3	8	10
3 à moins de 6 mois	83	53	0	0	2	5	5	12	66	14
6 mois à moins de 1 an	161	175	212	136	181	76	58	92	164	355
1 à moins de 2 ans	96	201	227	239	177	160	215	278	156	181
2 à moins de 3 ans	36	39	49	61	51	76	90	125	78	62
3 ans et plus	9	5	14	44	27	29	39	54	53	58

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication les Présidents de chambre de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

- **CCOE** : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.
- **CCOCT** : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.
- **CCEP** : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences de la Cour des comptes.

Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Comptes de gestion reçus	202	294	290	240	243	282	214	553	368	609
CCOE	83	81	79	88	109	101	30	234	113	135
CCOCT	100	131	162	127	134	181	184	310	238	463
CCEP*	19	82	49	25	0	0	0	9	17	11
Comptes de gestion attendus	224	411	650	483	445	465	248	488	ND	ND
CCOE	75	77	85	94	94	101	132	124	ND	ND
CCOCT	116	116	116	364	351	364	116	364	ND	ND
CCEP*	33	218	449	25	0	0	0	0	ND	ND
Décisions rendues	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Arrêts provisoires	0	43	8	0	0	7	0	10	0	0
CCOE	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
CCOCT	0	40	8	0	0	7	0	10	0	0
Arrêts définitifs	1	3	0	3	0	13	432	0	229	131
Quitus	0	0	0	2	0	5	0	0	0	0
Débet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décharge	1	3	0	1	0	8	432	0	229	131
Amendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Arrêts Fautes de gestion						3	0	0	0	0

* La CCEP reçoit des états financiers par conséquent n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Contrôles effectués	11	39	27	17	25	19	2	82	16	13
CCOE	5	2	2	3	3	4	2	2	8	5
CCEP	4	3	3	9	17	11	0	74	4	3
CCOCT	2	34	22	5	5	4	0	6	4	5
Décisions du premier président	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Référés	6	0	0	7	3	0	0	0	0	0
CCOE	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CCEP	4	0	0	4	1	0	0	0	0	0
CCOCT	0	0	0	3	2	0	0	0	0	0
Lettres du président	1	5	2	17	10	0	0	74	0	0
CCOCT	0	2	2	3	0	0	0	0	0	0
CCEP	0	0	0	9	8	0	0	74	0	0
CCOE	1	3	0	5	2	0	0	0	0	0

Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Avis rendus	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Rapports	2	2	2	1	2	2	4	2	8	3
Public	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1
Exécution de la Loi de finances	1	1	1	0	1	1	3	1	1	1
Rapport sur les entreprises publiques	0	0	0	2	0	0	0	1	6	1

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2. Conseil d'Etat

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif ou la juridiction du second degré qu'est la Cour administrative d'appel.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques : *Registres d'entrée du greffe central et Rôles des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.*

Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles selon le type de contentieux (hors référés)	149	277	137	299	276	304	228	159	105	107
Fonction publique	25	26	30	61	54	95	71	53	37	50
Commande publique	21	23	15	42	22	33	30	21	21	15
Foncier	53	54	45	85	48	98	79	58	9	14
Fiscal	3	2	6	2	3	2	0	1	0	0
Électoral	1	134	1	0	0	25	0	1	0	0
Contrat administratif	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	46	35	40	109	149	51	48	25	38	28

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés)	36	175	66	88	72	261	178	56	61	45
Saisines directes	2	27	1	22	4	21	25	29	46	26
Appel	33	146	62	66	56	225	143	09	0	0
Cassation	1	2	3	0	12	15	10	18	15	19

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rendues selon la nature en saisine directe (hors référés)	2	27	1	22	4	21	25	29	46	26
Acceptation	0	6	0	7	0	5	13	5	4	3
Rejet	1	13	1	4	4	3	8	13	8	8
Incompétence	1	7	0	5	0	7	2	6	8	5
Irrecevabilité	0	1	0	6	0	6	2	5	7	2
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Prescription	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Non lieu à statuer	-	-	-	-	-	-	-	-	1	5
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	15	1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rendues selon la nature pour les arrêts en cassation (hors référés)	1	2	3	0	12	15	13	18	15	19
Cassation	0	1	0	0	0	4	0	2	3	3
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	7	4
Incompétence	0	1	3	0	5	0	4	3	1	0
Irrecevabilité	1	0	0	0	3	5	6	5	3	10
Désistement	3	0	0	0	6	0	1	5	0	1
Arrêt rectificatif	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0
Non-lieu à statuer	0	2	5	0	0	0	2	3	1	1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rédigées (hors référés)	39	89	55	139	71	159	212	103	40	29

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Régi par loi 032-2018/ AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef (chef de greffe), des greffiers en chef, des greffiers et des secrétaires de greffe et parquet.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs réglementaires dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation, en déclaration d'inexistence ou en appréciation de la légalité des actes relevant de sa compétence.

En matière électorale, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître du contentieux des élections locales, de la candidature et de la liste électorale.

Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	39	68	93	236	63	157	178	56	61	45
Fonction publique	10	20	30	47	18	47	64	43	36	23
Commandes publiques	5	10	12	21	5	21	28	1	3	7
Foncier	15	20	13	0	21	40	38	6	3	2
Fiscal	0	3	2	40	2	0	2	0	0	0
Electoral	1	0	0	0	0	25	2	0	0	0
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Sentence arbitrale	0	0	0	104	0	0	0	0	0	0
Autre	8	14	36	24	17	24	44	6	19	13

Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	179	158	70	13	42
Décisions rendues	-	-	-	-	-	108	146	90	44	36
Acceptation	-	-	-	-	-	5	0	6	4	0
Rejet	-	-	-	-	-	3	7	4	16	16
Incompétence	-	-	-	-	-	2	2	1	2	0
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	39	15	16	10	10
Annulation	-	-	-	-	-	16	24	12	0	0
Cassation	-	-	-	-	-	4	3	5	5	31
ADD	-	-	-	-	-	4	0	1	1	1
Confirmation	-	-	-	-	-	29	73	29	0	0
Désistement	-	-	-	-	-	0	20	1	1	2
Arrêt rectificatif	-	-	-	-	-	6	1	0	0	0
Non-lieu à statuer	-	-	-	-	-	0	1	15	5	1
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	ND	ND	113	31	8

Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2024 (hors référés)

Décisions rendues	Moins de 15 jours	15 jours à 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Ensemble
Ensemble	0	0	0	1	6	38	45
Fonction publique	0	0	0	1	5	17	23
Commandes publiques	0	0	0	0	1	6	7
Foncier	0	0	0	0	0	2	2
Fiscal	0	0	0	0	0	0	0
Electoral	0	0	0	0	0	0	0
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	13	13

Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure (y compris référés, hors avis)

	2018	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	88	137	189	62	105	81
Moins de 15 jours	0	0	7	5	1	1
15 jours à moins de 1 mois	3	5	11	0	4	0
1 à moins de 3 mois	4	0	0	1	16	10
3 à moins de 6 mois	4	0	1	2	16	17
6 mois à moins de 1 an	5	3	1	7	3	13
1 an et plus	72	129	169	47	65	40

Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	58	83	105	218	142	209	143	77	78	25
Fonction publique	6	19	21	27	25	37	49	38	49	10
Marchés publics	9	9	13	12	19	21	25	2	7	5
Foncier	10	31	29	17	40	55	42	12	9	5
Fiscal	1	2	2	2	2	5	0	0	0	0
Électoral	14	2	1	134	7	30	0	0	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	1	0	0	5	0	0
Autres	18	20	39	26	48	61	27	20	13	5

Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	50	30	12	152	45	147	139	74	60	52
Fonction publique	4	4	1	5	13	27	52	37	33	20
Marchés publics	7	4	4	4	3	19	24	11	4	7
Foncier	7	12	0	3	12	26	31	11	5	4
Fiscal	1	0	0	1	1	1	2	0	0	0
Électoral	14	0	1	134	7	32	0	0	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	17	10	6	5	9	42	30	15	18	21

IV.3. Cour administrative d'appel

Concepts

Acceptation partielle : Fait que la Cour administrative d'appel, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que la Cour administrative d'appel, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour administrative d'appel.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision de la Cour administrative d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour administrative d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la cour renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude de la Cour administrative d'appel à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle la Cour administrative d'appel tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

- **Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).
- **Commande publique** : toutes les formes d'acquisition de biens, de services ou de prestations au profit des collectivités publiques, notamment le marché public, la délégation de service public et le partenariat public-privé.
- **Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- **Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.
- **Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques : *Registres d'entrée et répertoires des greffes de la Cour Administrative d'Appel.*

Tableau IV-11 : Affaires nouvelles du siège de la Cour administrative d'appel selon le type de contentieux (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Contentieux de fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	926	304
Fonction publique	-	-	-	-	-	-	-	-	246	92
Commande publique	-	-	-	-	-	-	-	-	160	55
Foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	464	115
Fiscal	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Électoral	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	-	-	16	20
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	36	18

Tableau IV-12 : Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	113	234
Appel	-	-	-	-	-	-	-	-	91	205
ADD									22	29

Tableau IV-13 : Décisions rendues selon leur nature en appel (hors référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	91	205
Confirmation totale	-	-	-	-	-	-	-	-	44	121
Information	-	-	-	-	-	-	-	-	20	50
Rejet	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Incompétence	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	10	26
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	12	2

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décisions rédigées (hors référés)		-	-	-	-	-	-	-	28	222
Fonction publique		-	-	-	-	-	-	-	28	222
Commandes publiques		-	-	-	-	-	-	-	6	87
Foncier		-	-	-	-	-	-	-	6	29
Fiscal		-	-	-	-	-	-	-	10	95
Contrats administratifs		-	-	-	-	-	-	-	0	4
Autre		-	-	-	-	-	-	-	6	2

Tableau IV-14 : Nombre total (Saisine directe et appel) de décisions rendues par matière (hors (référés et ADD))

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	91	205
Fonction publique	-	-	-	-	-	-	-	-	27	77
Commandes publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	13	32
Foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	46	83
Fiscal	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Contrats administratifs	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	5	7

Tableau IV-15 : Activités du premier président (Référés) sans JADD

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	111	71
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	104	99
Confirmation totale	-	-	-	-	-	-	-	-	60	61
Information	-	-	-	-	-	-	-	-	0	21
Rejet	-	-	-	-	-	-	-	-	0	7
Incompétence	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	13	4
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	4	3
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	27	3
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	-	101	118

IV.4. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

- **Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).
- **Commande publique** : toutes les formes d'acquisition de biens, de services ou de prestations au profit des collectivités publiques, notamment le marché public, la délégation de service public et le partenariat public-privé.
- **Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- **Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.
- **Electoral** : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.
- **Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV-16 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	330	874	584	742	702	812	1 018	962	898	812
Fonction publique	83	73	108	132	159	145	187	143	196	134
Commande publique	39	77	72	95	52	88	103	157	127	143
Contrat administratif	43	5	43	92	8	55	22	3	2	25
Foncier	124	195	230	253	242	229	267	301	269	293
Fiscal	3	11	6	9	2	3	0	4	5	6
Électoral	8	423	21	2	10	51	65	3	7	1
Référé	-	-	65	133	125	200	231	222	208	156
Autres	30	90	39	26	104	41	143	129	84	54

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	253	687	428	615	509	665	754	856	907	750
Décisions sur le fond	140	413	228	338	271	426	426	503	531	432
Acceptation totale	51	167	93	129	129	186	144	187	111	120
Acceptation partielle	17	29	35	53	41	86	78	98	142	119
Rejet	72	217	100	156	101	154	204	218	278	193
Autres décisions	113	274	200	277	238	239	328	353	376	318
Incompétence	14	69	45	37	34	47	41	53	51	49
Irrecevabilité	45	108	71	84	63	89	99	113	135	121
Désistement	16	38	32	49	47	37	60	73*	93	62
Avant dire droit	38	59	52	107	94	66	128	114	97	86

*Les décisions rendues en 2022 ont connu une modification

Décisions rédigées	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	156	494	382	524	452	484	717	731	766	640

Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors référés)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	220	272	307	366	291	372	395	528	591	510
Moins de 3 mois	35	23	19	14	8	21	4	39	12	39
3 à moins de 6 mois	6	12	10	30	16	12	17	26	21	40
6 mois à moins de 1 an	29	45	79	100	69	79	95	72	64	76
1 à moins de 2 ans	86	83	96	108	74	94	70	167	198	94
2 à moins de 3 ans	39	65	60	76	73	94	98	93	134	69
3 ans et plus	25	44	43	38	51	72	111	131	162	192

Tableau IV-17 : Nombre de décisions rendues par tribunal administratif selon la durée de traitement en 2024

	Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	39	40	76	94	69	192	510
Banfora	0	1	0	4	0	3	8
Bobo-Dioulasso	4	29	48	16	1	1	99
Bogandé	1	0	0	1	0	1	3
Boromo	0	0	0	0	1	1	2
Dédougou	0	0	0	0	1	1	2
Diapaga	0	0	0	0	0	1	1
Diébougou	0	2	8	3	0	1	14
Djibo	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	3	2	4	3	12
Gaoua	0	2	1	3	1	0	7
Kaya	0	0	2	1	1	9	13
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	2	3	2	7
Koupéla	0	0	0	0	5	3	8
Léo	0	0	0	0	1	1	2
Manga	0	0	0	1	0	2	3
Nouna	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	2	5	1	1	2	11
Ouagadougou	34	4	9	51	40	152	290
Ouahigouya	0	0	0	0	0	1	1
Pô	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	5	4	5	14
Tougan	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	3	1	0	4
Ziniaré	0	0	0	1	5	3	9

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont régis par la loi N°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant, création, composition attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Le tribunal administratif comprend : un président, un vice-président, de juges, un commissaire du gouvernement, un premier commissaire du gouvernement adjoint, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef chef de greffe, de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets.

Le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle ressortissant à la compétence des tribunaux administratifs.

Il est également compétent pour connaître des exceptions de la compétence de la juridiction administrative.

Tableau IV-18 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif (y compris les référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	330	874	584	742	702	812	1 018	962	898	812
Banfora	7	18	11	20	13	15	4	4	25	14
Bobo-Dioulasso	56	191	136	135	117	118	147	125	124	101
Bogandé	0	8	2	2	4	4	4	4	2	2
Boromo	1	8	2	8	4	9	11	3	0	7
Dédougou	3	18	4	7	8	9	3	8	9	11
Diapaga	0	6	0	2	3	3	0	1	5	1
Diébougou	0	12	3	5	0	7	6	12	9	14
Djibo	0	13	1	1	0	1	0	0	3	1
Dori	1	16	5	6	19	5	0	0	0	2
Fada N'Gourma	4	24	5	9	7	8	54	11	0	3
Gaoua	1	12	15	5	19	8	9	11	12	10
Kaya	5	12	4	4	5	8	31	11	6	2
Kongoussi	2	20	0	5	3	0	5	2	0	0
Koudougou	4	45	9	12	12	25	39	34	30	22
Koupéla	-	0	9	3	13	10	12	3	11	5
Léo	1	7	0	7	1	3	7	5	3	9
Manga	1	11	4	10	2	7	6	8	8	3
Nouna	2	8	1	3	4	1	0	1	0	1
Orodara	1	6	2	2	2	2	10	4	17	5
Ouagadougou	221	304	343	455	419	520	592	652	548	546
Ouahigouya	7	31	6	2	3	14	23	11	23	10
Pô	-	-	-	-	-	-	3	7	9	0
Tenkodogo	8	51	15	20	33	18	19	24	28	16
Tougan	1	22	2	4	4	2	0	2	3	0
Yako	1	4	2	2	2	6	8	8	6	3
Ziniaré	3	27	3	13	5	9	25	11	17	24

Tableau IV-19 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	124	195	230	253	242	229	267	301	269	293
Banfora	6	0	8	11	7	6	0	0	7	9
Bobo-Dioulasso	41	70	97	80	92	70	83	56	77	62
Bogandé	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	1	0	0	3	1	1	2	0	0	3
Dédougou	1	6	3	3	6	3	0	1	3	6
Diapaga	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	1	2	0	5	1	6	3	3
Djibo	0	0	0	0	-	0	0	ND	0	0
Dori	1	0	2	1	4	1	0	ND	0	1
Fada N'Gourma	4	1	2	1	2	2	12	4	0	0
Gaoua	1	1	7	3	8	1	1	4	6	3
Kaya	2	6	3	2	2	2	1	5	0	1
Kongoussi	0	2	0	2	2	0	1	0	0	0
Koudougou	1	7	3	7	4	8	10	12	7	12
Koupéla	-	0	1	1	8	3	3	1	3	4
Léo	0	0	0	6	1	1	1	0	1	4
Manga	0	2	2	5	1	1	3	1	2	2
Nouna	2	0	0	1	3	0	0	0	0	0
Orodara	1	1	0	1	0	0	2	0	2	1
Ouagadougou	52	87	90	100	81	105	121	181	120	153
Ouahigouya	4	1	2	1	0	3	4	1	11	7
Pô	-	-	-	-	-	-	0	4	0	0
Tenkodogo	7	7	6	12	16	10	8	14	11	9
Tougan	0	1	0	3	0	0	0	0	1	0
Yako	0	0	1	1	1	2	0	5	2	1
Ziniaré	0	3	0	7	0	5	14	5	13	12

Tableau IV-20 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif (y compris JADD et référés)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	253	687	428	615	509	665	754	852	907	750
Banfora	0	13	0	2	0	8	5	6	7	9
Bobo-Dioulasso	80	137	143	240	170	120	172	185	109	129
Bogandé	1	7	1	0	0	2	3	6	3	3
Boromo	4	7	0	4	2	12	5	3	5	5
Dédougou	0	14	2	8	5	8	3	5	2	2
Diapaga	0	5	0	0	0	1	0	0	2	1
Diébougou	0	12	0	1	2	5	13	17	10	18
Djibo	0	13	1	1	-	1	0	0	3	0
Dori	0	16	3	0	2	7	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	19	1	10	1	9	18	10	7	14
Gaoua	1	9	7	12	5	3	0	7	10	12
Kaya	0	3	8	2	4	12	3	7	6	13
Kongoussi	0	15	0	5	6	0	2	0	0	0
Koudougou	0	43	5	0	3	11	14	21	23	11
Koupéla	-	0	3	2	4	13	12	2	6	10
Léo	0	5	0	1	1	1	1	2	0	5
Manga	2	8	2	5	0	1	0	1	5	4
Nouna	0	7	0	0	3	5	0	0	0	0
Orodara	0	5	0	0	1	3	4	4	14	12
Ouagadougou	157	244	224	304	270	405	458	528	642	468
Ouahigouya	4	26	1	2	3	10	17	4	4	1
Pô	-	-	-	-	-	-	0	1	3	0
Tenkodogo	4	37	19	8	24	17	1	19	26	14
Tougan	0	23	0	2	3	3	14	3	4	0
Yako	0	3	3	4	0	2	0	4	7	7
Ziniaré	0	16	5	2	0	6	4	17	9	12

Tableau IV-21 : Décisions d'acceptation, d'acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	140	413	228	338	271	426	426	503	531	432
Banfora	0	13	0	1	0	1	4	4	6	8
Bobo-Dioulasso	40	46	79	102	71	59	69	97	63	64
Bogandé	0	4	0	0	0	2	1	4	1	0
Boromo	3	1	0	2	1	8	4	3	5	5
Dédougou	0	12	0	4	4	6	1	1	2	1
Diapaga	0	5	0	0	0	1	0	0	2	1
Diébougou	0	5	0	0	1	4	7	8	4	10
Djibo	0	8	1	1	-	1	0	0	3	0
Dori	0	15	3	0	2	6	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	13	1	4	1	4	6	5	6	7
Gaoua	1	5	2	4	5	2	0	5	4	8
Kaya	0	3	2	1	3	10	1	4	0	5
Kongoussi	0	13	0	2	5	0	1	0	0	0
Koudougou	0	31	4	0	1	10	7	14	16	6
Koupéla	-	0	2	2	4	8	3	1	4	8
Léo	0	1	0	1	1	1	1	2	0	5
Manga	0	5	1	3	0	1	0	1	3	3
Nouna	0	4	0	0	0	2	0	0	0	0
Orodara	0	3	0	0	0	3	3	1	6	8
Ouagadougou	92	155	128	204	156	267	292	328	374	274
Ouahigouya	3	17	0	2	2	8	13	4	4	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	2	0
Tenkodogo	1	21	2	0	11	13	9	7	12	4
Tougan	0	23	0	2	3	2	0	2	3	0
Yako	0	0	1	1	0	2	2	3	4	5
Ziniaré	0	10	2	2	0	5	2	9	7	10

Tableau IV-22 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	251	672	377	483	377	570	629	674	667	558
Banfora	0	13	0	2	0	8	5	6	6	9
Bobo-Dioulasso	79	157	118	155	93	84	90	146	79	79
Bogandé	1	6	1	0	0	1	3	6	2	3
Boromo	4	7	0	4	2	11	5	3	5	4
Dédougou	0	14	3	7	5	8	3	5	2	2
Diapaga	0	5	0	0	0	1	0	0	2	1
Diébougou	0	12	0	1	2	5	9	10	6	17
Djibo	0	13	1	1	0	1	0	0	3	0
Dori	0	17	3	0	2	7	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	19	1	8	1	8	18	7	7	14
Gaoua	1	9	14	11	5	0	4	6	9	9
Kaya	0	3	6	1	4	12	2	6	6	13
Kongoussi	0	16	0	3	6	0	2	0	0	0
Koudougou	0	42	5	0	3	11	12	21	23	8
Koupéla	-	0	2	2	4	8	8	2	3	8
Léo	0	4	2	1	1	1	1	2	0	5
Manga	1	8	2	5	0	1	0	1	3	4
Nouna	0	7	0	0	3	5	0	0	0	0
Orodara	0	5	0	0	1	3	3	2	13	12
Ouagadougou	157	218	198	266	218	361	428	414	455	342
Ouahigouya	4	25	1	2	3	10	13	4	4	1
Pô	-	-	-	-	-	-	1	0	0	0
Tenkodogo	4	34	15	7	21	15	13	13	21	14
Tougan	0	22	0	2	3	2	0	3	4	0
Yako	0	2	0	3	0	1	4	4	7	5
Ziniaré	0	14	5	2	0	6	5	13	7	8

Tableau IV-23 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	65	133	125	200	231	222	208	156
Banfora	0	6	2	5	4	4	7	0
Bobo-Dioulasso	6	16	8	22	21	23	14	7
Bogandé	0	0	1	1	0	0	0	0
Boromo	0	2	2	4	4	0	0	0
Dédougou	0	0	0	2	2	1	1	0
Diapaga	0	0	0	1	0	0	2	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	1	3
Djibo	0	0	0	1	0	0	1	0
Dori	0	0	5	2	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	0	1	2	10	2	0	1
Gaoua	0	0	3	1	4	0	2	2
Kaya	0	0	0	2	15	2	1	0
Kongoussi	0	0	1	0	1	0	0	0
Koudougou	0	0	3	4	12	6	6	3
Koupéla	0	0	3	3	3	1	3	0
Léo	0	0	0	1	1	1	0	2
Manga	0	0	0	1	0	2	0	0
Nouna	0	0	0	1	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	1	3	0	2	1
Ouagadougou	59	109	83	135	141	178	157	132
Ouahigouya	0	0	0	5	6	2	3	0
Pô	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	11	2	0	0	7	2
Tougan	0	0	1	2	0	0	0	0
Yako	0	0	0	2	2	0	1	1
Ziniaré	0	0	0	0	2	0	0	2

Tableau IV-24 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	42	135	117	189	191	216	212	150
Banfora	0	2	0	4	5	4	4	1
Bobo-Dioulasso	4	16	8	17	19	19	17	6
Bogandé	0	0	0	1	0	0	2	0
Boromo	0	3	2	3	5	0	0	3
Dédougou	0	0	2	2	2	1	2	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	2	0
Diébougou	0	0	0	0	1	0	1	3
Djibo	0	0	-	1	0	0	1	0
Dori	0	0	2	7	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	1	2	0	3	0	1
Gaoua	0	0	1	0	4	1	4	2
Kaya	0	0	0	2	0	3	1	0
Kongoussi	0	0	1	0	1	0	0	0
Koudougou	0	0	3	4	9	8	6	2
Koupéla	0	0	2	5	2	2	3	0
Léo	0	0	0	1	1	2	0	2
Manga	0	0	0	1	0	1	0	0
Nouna	0	0	0	1	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	1	3	0	2	1
Ouagadougou	38	114	85	123	131	170	156	127
Ouahigouya	0	0	0	6	5	2	3	0
Pô	-	-	-	-	0	0	1	0
Tenkodogo	0	0	8	5	0	0	7	0
Tougan	0	0	1	2	0	0	0	0
Yako	0	0	0	1	1	0	0	1
Ziniaré	0	0	0	0	2	0	0	1

Tableau IV-25 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	271	735	424	547	609	558	725	723	674	679
Fonction publique	80	59	86	151	126	153	178	176	122	124
Commandes publiques	35	49	56	117	93	89	142	122	143	180
Contrat administratif	0	12	13	17	109	2	12	12	0	2
Foncier	89	148	195	220	150	241	295	314	301	278
Fiscal	3	4	6	5	6	7	20	5	6	8
Electoral	7	401	20	5	2	46	34	1	0	1
Autres	57	62	48	32	123	20	44	93	102	86

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	241	694	406	391	430	475	602	646	631	670
Fonction publique	68	68	82	90	87	127	146	153	140	142
Marchés publics	30	45	59	44	87	72	96	90	101	122
Contrat administratif	0	18	10	11	101	2	9	9	0	3
Foncier	95	136	175	208	88	214	243	286	272	283
Fiscal	2	8	0	3	2	8	19	4	10	3
Electoral	7	386	19	3	0	47	34	6	0	2
Autres	39	33	61	32	65	5	55	98	108	115

Tableau IV-26 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	271	735	424	547	609	558	725	723	674	679
Banfora	0	13	6	4	0	0	1	0	0	5
Bobo-Dioulasso	47	161	167	140	187	125	153	131	112	111
Bogandé	0	6	1	0	2	1	6	4	2	2
Boromo	0	8	0	1	5	4	7	0	0	4
Dédougou	0	15	0	7	0	7	7	4	0	1
Diapaga	0	5	0	0	3	0	0	0	3	0
Diébougou	0	12	3	1	0	7	7	12	5	6
Djibo	0	13	4	4	-	0	0	0	0	0
Dori	0	16	5	0	0	0	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	19	0	4	0	4	0	24	11	ND
Gaoua	0	9	15	5	3	0	5	6	18	10
Kaya	0	17	0	4	7	2	0	5	3	13
Kongoussi	0	19	0	5	2	0	1	0	0	0
Koudougou	0	43	5	0	0	1	10	10	0	13
Koupéla	-	0	5	0	10	10	9	12	3	5
Léo	0	7	0	3	0	2	0	2	4	6
Manga	1	10	3	3	0	0	0	0	2	3
Nouna	0	8	1	3	1	0	0	1	0	0
Orodara	0	6	2	0	0	1	1	4	7	11
Ouagadougou	221	236	177	328	360	349	481	464	472	469
Ouahigouya	1	26	5	5	3	9	3	2	0	1
Pô	-	-	-	-	-	-	3	1	0	0
Tenkodogo	1	34	19	20	22	24	18	23	14	15
Tougan	0	21	1	2	0	0	0	3	0	0
Yako	0	4	0	2	0	4	5	6	1	0
Ziniaré	0	27	5	6	4	8	8	9	17	4

Tableau IV-27 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	241	694	406	391	430	475	602	646	631	670
Banfora	0	13	3	4	0	0	3	2	0	2
Bobo-Dioulasso	73	151	158	179	144	108	151	131	115	114
Bogandé	1	6	0	0	0	2	7	0	0	0
Boromo	0	7	0	1	3	6	0	0	0	2
Dédougou	0	16	0	10	0	6	0	4	0	3
Diapaga	0	5	0	0	0	1	0	0	0	1
Diébougou	0	12	3	1	2	5	6	8	5	6
Djibo	0	13	1	1	-	0	0	0	0	0
Dori	0	16	5	0	0	0	0	0	0	0
Fada N’Gourma	0	19	2	6	0	4	0	7	12	ND
Gaoua	0	9	7	0	2	0	0	5	6	11
Kaya	0	17	0	3	6	10	0	8	3	9
Kongoussi	0	11	0	2	0	0	1	0	0	0
Koudougou	0	43	5	0	6	7	9	11	15	16
Koupéla	-	0	3	3	2	7	0	0	2	11
Léo	0	10	0	1	0	2	0	1	4	4
Manga	1	9	4	2	0	0	0	0	2	7
Nouna	0	8	0	0	0	1	0	0	0	0
Orodara	0	5	0	0	0	1	1	7	6	9
Ouagadougou	163	224	195	159	245	268	387	410	436	446
Ouahigouya	2	26	0	5	3	4	9	2	0	1
Pô	-	-	-	-	-	-	1	1	1	0
Tenkodogo	0	34	14	8	13	27	16	25	9	15
Tougan	1	22	0	2	1	3	0	3	0	0
Yako	0	4	0	4	0	4	6	7	7	3
Ziniaré	0	14	6	0	3	9	5	14	8	10

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale, occupation des EP et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention dans un établissement pénitentiaire en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques : Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des mis en examen, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note : Suivant la circulaire N°2017-1378-MJDHPC/CAB du 22 septembre 2017, les OMD ne sont plus considérés comme un titre de détention.

Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble des détenus	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911	8 799
Selon l'âge et le sexe*										
Hommes	7 322	7 522	7 668	7 627	7 215	7 287	8 222	8 640	8 734	8 642
Mineurs	226	224	206	153	122	140	154	199	190	147
Majeurs	7 096	7 298	7 462	7 474	7 093	7 147	8 068	8 441	8 544	8 495
Femmes	113	131	161	185	144	114	147	160	177	157
Mineurs	12	7	6	3	3	5	2	4	10	0
Majeurs	101	124	155	182	141	109	145	156	167	157
Selon le statut										
Détenus en attente de jugement	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670	2 677	2 635	2 584	2 552
Mis en examen	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750	1 515
Prévenus	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834	1 037
OMD	109	17	11	-	-	-	-	-	-	-
Condamnés	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327	6 247

* Les données de 2013 à 2017 ne prennent pas en compte les OMD.

Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Capacité d'accueil	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228	5 228	5 228	5 403	5 403
Nombre de détenus au 31/12	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911	8 799
Taux d'occupation (en %)	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3	168,7	178,7⁶

Tableau V.3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228	5 228	5 228	5 403	5 403
Banfora	120	120	120	120	120	120	120	120	175	175
Baporo	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
Bobo-Dioulasso	180	180	180	180	180	710	710	710	710	710
Bogandé	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Boromo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dédougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diapaga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diébougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Djibo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dori	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Fada N'Gourma	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Gaoua	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
Kaya	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Kongoussi	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koudougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koupéla	-	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Léo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Manga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Nouna	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Orodara	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ouagadougou (MACO)*	570	570	570	570	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Ouagadougou (PHS)	500	500	500	500	448	448	448	448	448	448
Ouahigouya*	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	120	120
Tenkodogo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Tougan	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Yako	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ziniaré	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120

⁶ Pour ce taux d'occupation, il a été déduite, les capacités d'accueil théoriques des MAC de Bogandé, Diapaga, Djibo et Nouna pour absence de détenus.

Tableau V.4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3	168,7	178,7
Banfora	255,0	274,2	250,8	204,2	200,8	196,7	237,5	268,3	228,6	254,3
Baporo	40,0	35,0	21,3	18,8	73,8	58,8	57,5	35,0	58,8	83,8
Bobo-Dioulasso	364,4	414,4	395,6	400,0	373,9	89,4	131,8	148,7	160,6	162,0
Bogandé	285,0	240,0	229,2	211,7	120,8	111,7	84,2	24,2	-	-
Boromo	195,8	210,8	210,8	198,3	202,5	208,3	232,5	370,0	397,5	316,7
Dédougou	145,0	161,7	152,5	185,0	183,3	209,2	187,5	216,7	208,3	168,3
Diapaga	161,7	182,5	220,8	189,2	226,7	241,7	229,2	133,3	70,8	ND
Diébougou	107,5	120,0	162,5	161,7	185,8	189,2	215,0	229,2	240,8	200,0
Djibo	99,2	142,5	130,0	122,5	33,3	17,5	4,2	-	-	-
Dori	176,7	134,2	98,3	115,0	91,7	84,2	101,7	61,7	56,7	101,7
Fada N'Gourma	279,2	285,8	296,7	255,8	217,5	203,3	211,7	250,8	226,7	248,3
Gaoua	99,3	117,3	152,0	160,0	156,0	174,7	213,3	252,7	260,0	306,0
Kaya	304,2	222,5	168,3	134,2	140,8	154,2	156,7	159,2	168,3	133,3
Kongoussi	78,3	92,5	55,0	56,7	61,7	75,0	75,0	53,3	38,3	82,5
Koudougou	240,0	248,3	231,7	215,0	187,5	226,7	290,0	308,3	301,7	309,2
Koupéla	-	1,7	70,0	88,3	88,3	79,2	121,7	136,7	150,8	148,3
Léo	137,5	128,3	103,3	85,0	107,5	115,8	115,0	103,3	113,3	96,7
Manga	220,8	168,3	135,0	96,7	105,0	92,5	134,2	160,0	168,3	73,3
Nouna	60,0	90,8	87,5	96,7	68,3	85,0	72,5	-	-	-
Orodara	75,8	110,8	119,2	113,3	105,0	124,2	121,7	110,0	103,3	113,3
Ouagadougou (MACO)*	382,1	377,9	408,6	414,7	160,8	160,7	171,2	198,4	206,0	214,6
Ouagadougou (PHS)	39,6	46,4	70,6	133,4	208,3	204,0	230,8	221,2	213,6	177,2
Ouahigouya*	181,7	185,0	206,7	197,5	170,8	166,7	225,0	246,7	240,8	247,5
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86,7
Tenkodogo	317,5	306,7	250,0	180,8	196,7	182,5	221,7	245,8	225,8	225,0
Tougan	73,3	87,5	105,8	95,0	87,5	84,2	77,5	35,8	19,2	11,7
Yako	102,5	85,0	75,8	53,3	56,7	60,8	86,7	80,0	79,2	90,0
Ziniaré	112,5	132,5	140,8	115,8	104,2	104,2	115,0	110,8	110,8	105,0

Tableau V.5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble des entrées	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870	8 801	8 662	9 110	10 165
<i>Dont OMD</i>	109	17	1	0	0	0	0	0	0	0
Etrangers	0	18	16	1	18	27	13	21	12	27
Répartition des entrées selon le sexe et la catégorie										
Hommes	9 284	7 762	8 342	6 776	5 067	6 666	8 492	8 377	8 823	9 797
Mineurs	518	513	547	433	212	324	462	603	507	439
Majeurs	8 766	7 249	7 795	6 343	4 855	6 342	8 030	7 774	8 316	9 358
Femmes	317	236	311	249	164	204	309	285	287	368
Mineurs	18	16	16	13	5	4	23	22	10	17
Majeurs	299	220	295	236	159	200	286	263	277	351
Répartition des entrées selon l'âge										
Mineurs	536	529	563	446	217	328	485	625	517	456
Moins de 13 ans	13	11	8	3	4	5	2	10	4	7
13 à moins de 16 ans	194	153	219	150	88	95	119	216	153	131
16 à moins de 18 ans	329	365	336	293	125	228	364	399	360	318
Majeurs	9 065	7 469	8 090	6 579	5 014	6 542	8 316	8 037	8 593	9 709
18 à moins de 21 ans	1 275	810	934	752	493	790	936	1 042	1 006	1 117
21 à moins de 25 ans	1 653	1 147	1 236	980	827	1 049	1 474	1 446	1 618	1 927
25 à moins de 30 ans	2 111	1 788	1 727	1 393	1 087	1 402	1 581	1 537	1 778	2 109
30 à moins de 40 ans	2 441	2 262	2 314	1 899	1 565	1 859	2 442	2 288	2 397	2 610
40 à moins de 60 ans	1 360	1 299	1 581	1 349	911	1 269	1 645	1 517	1 635	1 785
60 ans et plus	225	163	298	206	131	173	238	207	159	161

Tableau V.6 : Evolution des effectifs

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Détenus évadés en établissement	19	21	17	16	10	6	11	15	8	8
Détenus évadés hors établissement sous garde	0	19	7	6	10	6	7	9	10	5
Détenus évadés hors établissement sans garde	103	54	75	48	43	30	47	46	45	41
Visite de détenus par parent et amis	10 4229	11 1049	13 9392	13 9243	79 162	73 083	100 099	108 735	202 989	145 352
Visite de détenus par les associations et ONG	0	329	411	497	214	302	317	241	276	232
Visite de détenus par les autorités judiciaires	0	95	171	163	103	123	120	96	114	91
Visite de détenus par les autorités administratives	0	107	161	76	99	68	58	47	89	59
Visite de détenus par les autorités religieuses	0	0	0	0	500	4 795	257	189	170	297

Tableau V.7 : Mouvements, évènements, Incidents

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Décès	76	54	38	50	36	30	34	32	42	42
Extractions	5 642	1 7579	5 436	4 634	3 167	9 512	7 133	5 620	4 303	4 191
Hospitalisations	267	244	305	266	129	224	325	270	322	383
Placements extérieurs	761	682	672	806	464	614	1 118	1 383	802	563
Semi-libertés	742	1 105	1 031	1 126	669	610	1 012	1 838	452	376
Sorties autorisées	655	636	578	415	298	526	1 373	900	814	494
Trafics illicites d'objets et de substances	20	22	23	73	70	0	2	24	19	26

Tableau V.8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	5 642	17 579	5 436	4 634	3 167	9 512	7 133	5 620	4 303	4 191
Banfora	189	78	112	565	77	117	219	219	360	270
Baporo	0	1	0	3	0	0	2	3	0	0
Bobo-Dioulasso	111	205	275	181	116	156	358	310	517	423
Bogandé	191	85	104	66	32	86	83	26	0	0
Boromo	97	111	190	160	122	166	1 446	203	175	276
Dédougou	215	198	222	133	71	134	175	204	154	223
Diapaga	123	90	114	78	499	1 214	786	8	6	ND
Diébougou	90	97	118	102	81	98	175	239	238	183
Djibo	127	144	136	136	0	0	0	0	0	0
Dori	93	135	0	87	52	104	108	9	17	18
Fada N'Gourma	322	1 698	230	169	74	149	149	573	338	331
Gaoua	770	144	176	362	53	231	256	269	307	238
Kaya	219	985	206	119	72	116	160	190	94	103
Kongoussi	273	140	154	105	59	66	108	34	12	66
Koudougou	156	108	950	132	66	1 045	196	1 225	173	196
Koupéla	-	2	112	95	60	81	131	223	306	158
Léo	852	403	115	357	208	549	444	-	15	133
Manga	266	0	134	123	50	530	123	119	57	110
Nouna	177	73	65	73	60	121	160	-	0	0
Orodara	138	102	136	115	70	81	89	104	109	113
Ouagadougou (MACO)*	255	9 307	401	293	201	3 608	281	499	337	451
Ouagadougou (PHS)	86	86	307	98	107	121	64	153	97	138
Ouahigouya*	215	704	653	369	50	102	784	191	228	304
Pô	-	-	-	-	-	-	-	14	11	0
Tenkodogo	314	1722	179	140	618	113	295	239	216	234
Tougan	111	320	105	83	259	364	327	1	0	0
Yako	120	117	129	59	30	82	122	144	115	92
Ziniaré	132	524	113	431	80	78	92	421	421	131

Tableau V.9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911	8 799
Banfora	306	329	301	245	241	236	285	322	400	445
Baporo	32	28	17	15	59	47	46	28	47	67
Bobo-Dioulasso	656	746	712	720	673	635	936	1 056	1 140	1 150
Bogandé	342	288	275	254	145	134	101	29	0	0
Boromo	235	253	253	238	243	250	279	444	477	380
Dédougou	174	194	183	222	220	251	225	260	250	202
Diapaga	194	219	265	227	272	290	275	160	85	ND
Diébougou	129	144	195	194	223	227	258	275	289	240
Djibo	119	171	156	147	40	21	5	0	0	0
Dori	212	161	118	138	110	101	122	74	68	122
Fada N'Gourma	335	343	356	307	261	244	254	301	272	298
Gaoua	149	176	228	240	234	262	320	379	390	459
Kaya	365	267	202	161	169	185	188	191	202	160
Kongoussi	94	111	66	68	74	90	90	64	46	99
Koudougou	288	298	278	258	225	272	348	370	362	371
Koupéla	0	2	84	106	106	95	146	164	181	178
Léo	165	154	124	102	129	139	138	124	136	116
Manga	265	202	162	116	126	111	128	128	112	88
Nouna	72	109	105	116	82	102	87	0	0	0
Orodara	91	133	143	136	126	149	146	132	124	136
Ouagadougou (MACO)*	2 178	2 154	2 329	2 364	1 929	1 928	2 054	2 381	2 472	2 575
Ouagadougou (PHS)	198	232	353	667	933	914	1 034	991	957	794
Ouahigouya*	218	222	248	237	205	200	270	296	289	297
Pô	-	-	-	-	-	-	33	64	90	104
Tenkodogo	381	368	300	217	236	219	266	295	271	270
Tougan	88	105	127	114	105	101	93	43	23	14
Yako	123	102	91	64	68	73	104	96	95	108
Ziniaré	135	159	169	139	125	125	138	133	133	126

Tableau V.10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670	2 677	2 635	2 584	2 552
Banfora	140	173	125	74	81	59	50	66	87	112
Baporo*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	336	388	233	227	206	232	232	213	228	305
Bogandé	230	196	181	154	83	61	25	0	0	0
Boromo	69	83	53	63	54	76	67	106	147	121
Dédougou	58	82	56	64	41	56	35	72	57	44
Diapaga	106	121	139	108	168	98	78	23	3	ND
Diébougou	47	52	53	60	74	63	72	90	55	69
Djibo	51	70	37	37	0	0	0	0	0	0
Dori	88	60	38	81	26	12	14	14	19	82
Fada N'Gourma	117	150	136	127	96	64	26	41	37	52
Gaoua	71	52	73	96	112	104	151	167	142	128
Kaya	132	91	55	38	34	39	28	18	26	18
Kongoussi	41	43	13	13	13	14	23	14	12	22
Koudougou	126	71	78	61	75	62	61	57	62	93
Koupéla	-	2	20	28	29	16	28	23	24	14
Léo	62	61	54	28	35	44	27	21	29	25
Manga	84	33	44	26	13	10	12	9	11	15
Nouna	38	33	33	22	9	24	13	0	0	0
Orodara	60	66	77	72	62	48	35	18	27	25
Ouagadougou (MACO)	988	972	668	742	708	576	539	605	607	624
Ouagadougou (PHS)	13	54	195	540	867	853	950	918	851	588
Ouahigouya	65	61	65	59	36	28	55	36	48	54
Pô	-	-	-	-	-	-	12	10	17	19
Tenkodogo	206	174	127	66	83	70	81	65	50	84
Tougan	30	34	39	31	32	22	19	11	7	4
Yako	30	15	26	22	17	21	23	9	9	31
Ziniaré	54	64	63	27	25	18	21	29	29	23

*Baporo : le centre pénitentiaire agricole de Baporo ne reçoit pas de détenus en attente de jugement

Tableau V.11 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870	8 801	8 662	9 110	10 165
Banfora	269	283	287	189	138	248	288	265	308	453
Baporo*	71	44	0	50	84	50	71	66	69	94
Bobo-Dioulasso	647	720	646	614	464	395	958	1 021	1 200	1 440
Bogandé	361	170	110	87	51	82	76	17	0	0
Boromo	260	290	310	259	165	299	516	637	613	656
Dédougou	209	241	240	222	158	242	272	272	251	264
Diapaga	247	179	152	145	178	206	215	0	8	ND
Diébougou	192	169	209	177	146	194	299	289	336	293
Djibo	136	186	374	374	2	0	0	0	0	0
Dori	368	207	278	185	69	140	163	0	54	152
Fada N'Gourma	645	404	379	222	138	195	249	282	258	301
Gaoua	283	243	313	253	177	345	390	421	392	482
Kaya	442	262	220	198	168	183	265	199	239	198
Kongoussi	115	122	81	60	57	70	105	49	17	126
Koudougou	399	369	451	397	294	413	627	607	695	760
Koupéla	-	2	164	120	98	90	220	279	258	288
Léo	208	101	118	125	78	162	150	124	113	136
Manga	322	176	161	109	104	171	171	145	138	100
Nouna	124	128	94	108	47	83	79	0	0	0
Orodara	147	125	167	150	84	133	123	115	124	153
Ouagadougou (MACO)*	2 573	2 393	2 691	1 918	1 486	2 065	2 241	2 736	3 025	3 101
Ouagadougou (PHS)	20	96	163	393	411	259	182	149	143	120
Ouahigouya*	375	256	349	248	168	180	272	221	183	291
Pô	-	-	-	-	-	-	37	97	124	172
Tenkodogo	688	457	290	124	206	295	370	395	263	297
Tougan	144	117	161	107	89	110	132	4	0	0
Yako	169	96	79	58	52	110	145	100	127	122
Ziniaré	183	187	162	166	133	119	185	172	172	166

* Toutes les entrées de Baporo sont des transfèrements entrants.

Tableau V.12 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	317	236	311	249	164	204	309	285	287	368
Banfora	5	6	24	10	8	6	7	5	5	5
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	21	26	25	22	8	8	41	30	34	38
Bogandé	5	2	9	5	6	1	4	0	0	0
Boromo	4	12	11	8	1	14	9	57	18	12
Dédougou	5	5	6	6	7	7	16	2	5	12
Diapaga	8	6	2	4	6	3	7	0	0	ND
Diébougou	9	4	9	7	4	8	16	7	14	9
Djibo	2	3	8	8	0	0	-	0	0	0
Dori	4	0	9	4	1	5	3	0	0	5
Fada N'Gourma	54	5	12	6	9	2	5	15	15	12
Gaoua	14	4	12	12	11	14	19	19	22	39
Kaya	11	11	9	14	12	9	19	6	10	18
Kongoussi	2	1	2	2	1	2	1	0	0	3
Koudougou	5	6	7	13	8	6	18	19	24	31
Koupéla	-	0	7	9	17	4	17	18	7	21
Léo	6	0	5	3	4	12	9	0	3	1
Manga	3	10	4	5	1	10	11	9	9	5
Nouna	12	3	2	0	1	3	2	0	0	0
Orodara	4	9	5	3	2	4	3	1	9	2
Ouagadougou (MACO)*	96	61	83	74	38	58	55	73	93	88
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya*	6	8	11	10	1	6	19	5	3	23
Pô	-	-	-	-	-	-	1	2	4	29
Tenkodogo	25	40	24	5	7	18	15	13	3	11
Tougan	1	1	3	1	2	0	-	0	0	0
Yako	7	5	4	3	2	1	2	1	6	0
Ziniaré	8	8	18	15	7	3	10	3	3	4

Tableau V.13 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	122	75	99	70	63	42	65	70	63	54
Banfora	5	3	3	1	4	6	4	3	2	0
Baporo	29	9	15	21	7	0	9	14	15	15
Bobo-Dioulasso	6	2	19	9	1	5	11	8	0	4
Bogandé	6	3	3	0	1	1	1	2	0	0
Boromo	3	2	1	3	1	2	4	3	3	3
Dédougou	6	6	10	8	10	0	2	2	2	1
Diapaga	1	1	0	2	0	2	4	2	1	ND
Diébougou	2	5	1	0	2	4	3	2	7	2
Djibo	2	5	3	3	0	0	2	-	0	0
Dori	1	1	1	3	0	0	1	0	0	1
Fada N'Gourma	4	1	1	1	2	0	1	5	2	4
Gaoua	5	0	0	1	2	3	4	6	6	6
Kaya	4	8	5	1	2	0	2	2	7	5
Kongoussi	0	0	2	0	0	0	1	1	0	0
Koudougou	14	1	3	1	2	2	4	4	1	3
Koupéla	-	0	0	1	0	1	0	2	0	0
Léo	3	0	1	0	1	0	2	4	0	0
Manga	2	9	5	3	4	0	3	1	0	0
Nouna	7	1	7	2	0	2	3	0	0	0
Orodara	0	0	2	2	0	0	0	2	3	2
Ouagadougou (MACO)	3	7	5	3	6	0	0	1	8	5
Ouagadougou (PHS)	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Ouahigouya*	2	1	1	0	4	1	1	3	2	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	10	3	2	0	5	5	2	2	1	3
Tougan	0	1	4	2	4	1	-	1	1	0
Yako	5	6	4	2	1	0	0	0	2	0
Ziniaré	1	0	1	1	4	6	1	0	0	0

Tableau V.14 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	76	54	38	50	36	30	34	32	42	42
Banfora	1	2	1	0	1	0	0	3	2	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	3	3	2	1	2	4	3	4	5
Bogandé	5	1	0	1	0	0	1	0	0	0
Boromo	4	5	0	3	2	1	3	2	2	3
Dédougou	4	1	2	2	2	5	1	2	2	0
Diapaga	3	1	4	3	0	4	0	2	2	ND
Diébougou	1	1	0	2	0	1	2	2	1	1
Djibo	4	5	8	8	0	0	0	0	0	0
Dori	9	3	2	0	2	0	1	1	2	0
Fada N'Gourma	7	5	1	1	2	0	0	2	2	2
Gaoua	4	1	1	3	4	2	8	2	5	3
Kaya	1	2	0	0	0	1	3	0	0	1
Kongoussi	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0
Koudougou	1	0	1	0	0	0	1	1	2	1
Koupéla	-	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Léo	2	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Manga	3	1	3	3	1	0	0	1	1	1
Nouna	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	2	1	1	1	0	1	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	8	15	8	13	5	4	4	2	7	9
Ouagadougou (PHS)	2	0	3	0	11	8	1	7	5	8
Ouahigouya	4	0	0	3	2	1	0	0	1	2
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Tenkodogo	2	1	0	0	0	0	2	1	1	3
Tougan	1	3	0	0	2	1	0	0	0	0
Yako	2	1	0	1	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0

V.2. Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.15 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble des prévenus	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834	1 037
Selon le sexe										
Hommes	1 430	1 289	765	966	1 039	828	716	871	814	1 019
Mineurs	119	94	67	77	51	56	42	83	79	46
Majeurs	1311	1 195	698	889	988	772	674	788	735	973
Femmes	25	29	23	28	26	20	11	20	20	18
Mineurs	3	3	0	1	0	1	0	3	3	0
Majeurs	22	26	23	27	26	19	11	17	17	18
Selon l'âge										
Moins de 18 ans	122	97	67	78	51	57	42	86	82	46
18 ans à moins de 21 ans	193	155	75	110	103	95	98	128	104	160
21 ans à moins de 25 ans	252	256	133	165	159	122	135	171	147	220
25 ans à moins de 30 ans	313	260	173	212	262	175	147	166	146	215
30 ans à moins de 40 ans	376	361	236	287	333	237	182	220	211	240
40 ans et plus	199	189	104	142	157	162	123	120	144	156
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	1 068	920	460	649	650	453	393	549	468	556
<i>Dont</i>										
Vols, recels, extorsion, escroquerie	936	745	371	520	507	323	264	404	367	413
Abus de confiance	101	67	31	72	54	72	60	57	43	68
Destructions, dégradations, dommages	23	22	11	10	10	4	18	7	5	13
Grand banditisme	0	72	40	25	61	36	28	39	23	62
Crimes et délits contre les particuliers	184	176	131	171	194	246	208	220	239	276
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	56	99	57	45	57	36	56	33	32	37
Coups mortels	0	0	0	16	24	8	9	21	16	6
Viols	3	25	36	58	25	24	21	14	14	24
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	98	161	141	118	166	85	75	90	78	103
<i>Dont</i>										
Attentats à la pudeur	20	4	13	2	8	7	3	2	3	11
Enlèvement d'enfant	7	12	12	5	11	4	8	6	4	8
Mutilations génitales féminines	2	0	2	9	0	4	1	3	2	0
Trafic et consommation de stupéfiants	61	121	106	85	61	42	50	69	55	84
Crimes et délits contre la chose publique	53	33	46	32	35	44	37	20	41	15
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics	0	1	7	0	8	1	2	4	3	0
Evasion	4	3	1	0	1	2	0	0	1	0
Faux et usage de faux	26	25	32	14	17	22	14	8	10	15
Crimes et délits contre la sécurité publique	34	7	6	7	10	6	5	2	0	0
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	34	6	6	6	10	5	3	0	0	0
Terrorisme	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière d'armes et de munitions	18	12	4	17	8	9	5	6	1	0
Répartition selon la durée de détention provisoire										
Moins de 1 mois	655	439	431	11	417	518	453	549	573	609
1 à moins de 2 mois	109	362	142	1	271	236	161	201	169	272
2 à moins de 3 mois	358	234	66	321	193	23	56	93	51	60
3 à moins de 6 mois	243	162	99	393	84	20	31	23	26	42
6 à moins de 12 mois	76	76	42	238	51	27	12	11	7	52
12 mois et plus	14	45	8	30	49	24	14	14	8	2

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.16 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834	1 037
Banfora	14	56	32	26	25	20	7	34	18	39
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	178	235	93	100	66	87	97	149	154	211
Bogandé	45	16	8	2	3	3	6	0	0	0
Boromo	21	40	16	30	17	49	49	67	87	48
Dédougou	20	16	18	35	6	21	4	18	15	4
Diapaga	33	19	25	26	97	33	37	4	0	ND
Diébougou	15	8	3	8	28	15	31	26	25	22
Djibo	13	11	3	3	0	0	0	0	0	0
Dori	52	33	15	41	7	5	2	0	0	66
Fada N'Gourma	47	58	33	15	27	29	11	15	8	22
Gaoua	17	13	29	38	41	29	23	60	20	29
Kaya	56	29	16	23	23	18	10	7	13	7
Kongoussi	17	22	7	8	7	2	8	0	5	11
Koudougou	80	11	28	23	51	33	32	26	28	60
Koupéla	-	1	1	0	3	9	8	14	15	7
Léo	6	3	4	5	7	18	9	2	11	10
Manga	26	10	7	9	4	1	4	4	4	10
Nouna	15	13	11	4	2	10	3	0	0	0
Orodara	12	9	15	30	28	14	9	8	8	4
Ouagadougou (MACO)*	654	594	299	494	514	378	314	391	376	426
Ouagadougou (PHS)	13	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	35	36	35	29	19	9	12	19	14	20
Pô	-	-	-	-	-	-	5	6	9	9
Tenkodogo	44	54	42	25	70	46	24	21	10	18
Tougan	14	9	6	5	8	3	2	4	0	0
Yako	12	3	11	8	4	7	10	5	3	6
Ziniaré	16	16	31	7	8	9	10	11	11	8

Tableau V.17 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	122	97	67	78	51	57	42	86	82	46
Banfora	2	1	0	3	2	1	0	1	2	4
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	11	13	4	14	3	4	8	19	25	9
Bogandé	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	1	1	1	2	0	1	0	5	0	0
Dédougou	2	0	0	2	0	7	0	2	0	0
Diapaga	1	0	0	1	3	1	6	0	0	ND
Diébougou	0	0	0	5	6	2	2	7	4	1
Djibo	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	2	0	0	3	0	0	0	0	0	2
Fada N'Gourma	4	10	0	2	0	1	0	0	0	0
Gaoua	1	1	0	0	3	0	1	3	6	1
Kaya	5	9	4	3	2	10	0	0	2	1
Kongoussi	3	0	0	3	0	0	0	0	1	0
Koudougou	12	1	1	3	4	0	1	5	5	4
Koupéla	-	0	1	0	0	0	0	0	1	0
Léo	0	0	1	1	0	1	2	0	2	0
Manga	4	6	0	1	1	0	0	0	2	2
Nouna	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	2	4	5	6	0	2	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	57	36	40	22	13	25	20	40	28	17
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	3	4	4	6	2	0	2	2	1	1
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	6	8	2	0	6	3	0	0	1	3
Tougan	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	2	0	0	0	0	1	1	1
Ziniaré	0	0	2	1	0	1	0	0	0	0

Tableau V.18 : Prévenus de 18 ans et plus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1333	1221	721	916	1014	791	685	805	752	991
Banfora	12	55	32	23	23	19	7	33	16	35
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	167	222	89	86	63	83	89	130	129	202
Bogandé	39	15	8	2	3	3	6	0	0	0
Boromo	20	39	15	28	17	48	49	62	87	48
Dédougou	18	16	18	33	6	14	4	16	15	4
Diapaga	32	19	25	25	94	32	31	4	0	ND
Diébougou	15	8	3	3	22	13	29	19	21	21
Djibo	11	11	3	3	0	0	0	0	0	-
Dori	50	33	15	38	7	5	2	0	0	64
Fada N'Gourma	43	48	33	13	27	28	11	15	8	22
Gaoua	16	12	29	38	38	29	22	57	14	28
Kaya	51	20	12	20	21	8	10	7	11	6
Kongoussi	14	22	7	5	7	2	8	0	4	11
Koudougou	68	10	27	20	47	33	31	21	23	56
Koupéla	-	1	0	0	3	9	8	14	14	7
Léo	6	3	3	4	7	17	7	2	9	10
Manga	22	4	7	8	3	1	4	4	2	8
Nouna	15	10	11	3	2	10	3	0	0	0
Orodara	12	7	11	25	22	14	7	7	7	4
Ouagadougou (MACO)*	597	558	259	472	501	353	294	351	348	409
Ouagadougou (PHS)	13	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	32	32	31	23	17	9	12	17	13	19
Pô	-	-	-	-	-	-	5	6	9	9
Tenkodogo	38	46	40	25	64	43	24	21	9	15
Tougan	14	8	5	5	8	3	2	4	0	0
Yako	12	3	9	8	4	7	10	4	2	5
Ziniaré	16	16	29	6	8	8	10	11	11	8

Tableau V.19 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	764	801	573	12	688	800	614	750	742	881
Banfora	14	22	26	0	17	13	7	33	16	39
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	148	76	54	0	62	127	82	127	124	193
Bogandé	35	10	5	0	2	3	6	0	0	0
Boromo	20	39	16	0	13	46	43	63	75	44
Dédougou	10	13	17	0	6	20	4	18	15	4
Diapaga	25	6	20	0	23	18	8	0	0	ND
Diébougou	11	8	3	0	28	15	31	26	17	21
Djibo	11	11	2	2	0	0	0	0	0	0
Dori	33	29	15	0	6	5	2	0	0	9
Fada N'Gourma	29	34	31	0	8	10	7	12	8	22
Gaoua	11	11	22	2	36	28	20	48	17	27
Kaya	18	25	11	0	19	12	10	7	13	6
Kongoussi	8	18	5	0	7	2	7	0	5	10
Koudougou	33	11	24	0	0	33	28	26	27	60
Koupéla	-	1	0	0	3	8	8	14	15	5
Léo	1	3	4	0	7	18	8	2	11	10
Manga	16	10	7	0	3	1	4	4	3	10
Nouna	14	13	11	0	2	10	3	0	0	0
Orodara	2	5	9	0	7	2	3	1	4	4
Ouagadougou (MACO)	244	385	202	0	376	363	273	309	348	357
Ouagadougou (PHS)	13	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	29	25	32	8	16	9	12	18	14	19
Pô	-	-	-	-	-	-	5	6	9	9
Tenkodogo	14	24	24	0	31	41	23	16	10	18
Tougan	8	5	6	0	8	3	1	4	0	0
Yako	9	0	8	0	1	6	9	5	2	6
Ziniaré	8	16	19	0	7	7	10	11	9	8

Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1068	920	460	649	650	453	393	549	468	589
Banfora	12	46	25	14	12	14	5	25	6	16
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	145	198	69	73	43	59	51	107	94	129
Bogandé	27	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Boromo	11	26	14	16	5	19	33	42	43	33
Dédougou	20	8	8	26	4	14	4	12	14	4
Diapaga	7	16	10	13	21	11	11	0	0	ND
Diébougou	11	4	3	6	22	4	20	5	7	7
Djibo	9	6	1	1	0	0	0	0	0	0
Dori	31	10	9	34	5	3	2	0	0	41
Fada N'Gourma	19	44	20	8	4	13	3	7	5	11
Gaoua	15	12	20	27	29	10	12	36	9	16
Kaya	43	22	6	10	8	11	7	1	9	6
Kongoussi	15	10	5	2	2	1	4	0	0	4
Koudougou	68	6	21	16	38	18	20	13	12	35
Koupéla	-	0	1	0	2	6	3	5	6	1
Léo	1	0	2	0	2	8	5	0	8	4
Manga	18	10	2	4	1	0	0	2	1	4
Nouna	14	5	4	4	1	9	0	0	0	0
Orodara	6	6	6	17	13	8	2	4	4	2
Ouagadougou (MACO)	502	433	163	328	386	219	178	244	224	254
Ouagadougou (PHS)	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	28	25	24	24	12	6	6	18	11	8
Pô	-	-	-	-	-	-	4	6	5	1
Tenkodogo	33	26	20	15	31	15	13	11	3	8
Tougan	10	3	5	2	5	3	1	4	0	0
Yako	10	1	6	3	3	2	4	1	2	2
Ziniaré	13	1	16	6	1	0	4	6	5	3

Tableau V.21 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	184	176	131	171	194	246	208	220	239	276
Banfora	0	6	2	6	8	1	2	8	9	20
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	10	21	16	16	10	21	29	31	38	60
Bogandé	2	11	5	1	2	1	1	0	0	0
Boromo	3	7	1	12	9	30	13	23	26	7
Dédougou	0	4	5	5	2	5	0	3	1	0
Diapaga	23	2	7	3	9	6	19	3	0	ND
Diébougou	4	0	0	0	0	6	9	17	7	11
Djibo	4	4	2	2	0	0	0	0	0	0
Dori	18	20	4	4	1	2	0	0	0	19
Fada N'Gourma	7	5	11	4	14	6	4	1	3	2
Gaoua	2	1	6	5	12	15	10	19	6	11
Kaya	8	6	2	3	11	2	1	2	1	0
Kongoussi	1	7	1	3	0	1	2	0	4	1
Koudougou	9	2	6	7	12	8	6	7	11	17
Koupéla	-	1	0	0	1	3	1	9	6	4
Léo	5	1	2	3	2	1	4	1	2	3
Manga	1	0	1	4	1	1	3	0	3	6
Nouna	1	8	2	0	1	0	3	0	0	0
Orodara	5	3	7	13	14	5	6	4	2	2
Ouagadougou (MACO)	66	44	24	65	70	96	73	82	104	95
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	6	11	10	1	4	0	5	1	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	1	2
Tenkodogo	3	6	6	6	9	23	8	1	5	6
Tougan	2	5	0	3	0	0	0	0	0	0
Yako	2	1	4	4	1	5	4	3	1	2
Ziniaré	2	0	7	1	1	8	5	5	6	5

Tableau V.22 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	98	161	141	118	166	85	75	90	78	126
Banfora	2	2	2	4	2	3	0	1	2	1
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	20	9	1	8	9	1	10	5	11	21
Bogandé	6	5	1	1	0	1	4	0	0	0
Boromo	6	6	1	0	0	0	1	2	13	8
Dédougou	0	2	5	4	0	2	0	0	0	0
Diapaga	3	1	7	4	65	16	6	0	0	ND
Diébougou	0	4	0	2	6	2	2	3	10	3
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	2	1	2	2	0	0	0	0	0	2
Fada N'Gourma	1	8	2	2	1	7	0	7	0	3
Gaoua	0	0	2	5	0	3	1	2	4	2
Kaya	4	0	6	7	2	5	1	3	0	1
Kongoussi	1	5	0	0	5	0	1	0	1	3
Koudougou	1	2	1	0	0	3	3	6	5	5
Koupéla	-	0	0	0	0	0	2	0	2	2
Léo	0	1	0	2	2	7	0	0	1	0
Manga	2	0	3	1	1	0	1	2	0	0
Nouna	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0
Orodara	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	48	88	87	69	37	29	35	53	26	62
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	1	4	2	2	0	0	0	8
Pô	-	-	-	-	-	-	1	0	3	3
Tenkodogo	0	12	13	2	27	3	3	5	0	0
Tougan	0	0	1	0	3	0	1	0	0	0
Yako	0	0	0	1	0	0	2	1	0	2
Ziniaré	1	15	2	0	4	0	1	0	0	0

Tableau V.23 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	53	33	46	32	35	44	37	20	41	34
Banfora	0	2	2	0	0	2	0	0	1	2
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3	4	7	0	4	6	7	2	7	1
Bogandé	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	3	0	1	0	5	0
Dédougou	0	1	0	0	0	0	0	3	0	0
Diapaga	0	0	1	6	1	0	1	0	0	ND
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	1	3	0	0	0	0	1
Gaoua	0	0	0	1	0	0	0	2	1	0
Kaya	1	1	0	0	1	0	1	1	2	0
Kongoussi	0	0	1	3	0	0	1	0	0	3
Koudougou	1	0	0	0	1	4	3	0	0	0
Koupéla	-	0	0	0	0	0	2	0	1	0
Léo	0	1	0	0	1	0	0	0	0	3
Manga	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	32	19	24	19	17	27	21	9	21	15
Ouagadougou (PHS)	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	3
Tenkodogo	0	4	1	2	0	3	0	3	2	4
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	6	0	2	1	0	0	0	0

Tableau V.24 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	34	7	6	7	10	6	5	2	0	7
Banfora	0	0	1	2	3	0	0	0	0	0
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Bobo0Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Bogandé	5	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	1	0	ND
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Fada N’Gourma	19	0	0	0	5	3	3	0	0	0
Gaoua	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	2	2	1	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Koupéla	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	0	0	0	1	0	1	2	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	5	6	2	0	0	2	0	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

V.3. Caractéristiques des mis en examen

Concepts

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides ;

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Terrorisme : Ensemble d'infractions énumérées dans le code pénal, qualifiées ainsi lorsqu'elles sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur. Au Burkina Faso, les actes terroristes sont énumérés par les articles 361-1 et 361-2 du code pénal.

Tableau V.25 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des EP au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble des mis en examen	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750	1 515
Selon le sexe										
Hommes	1 734	1 824	1 829	1 804	1 860	1 777	1 911	1 713	1 708	1 481
Mineurs	58	45	27	15	25	40	38	18	24	29
Majeurs	1 676	1 779	1 802	1 789	1 835	1 737	1 873	1 695	1 684	1 452
Femmes	53	59	64	68	54	45	39	31	42	34
Mineurs	5	2	0	2	3	4	2	0	3	-
Majeurs	48	57	64	66	51	41	37	31	39	34
Selon l'âge										
Moins de 18 ans	63	47	27	17	28	44	40	18	27	29
18 à moins de 21 ans	132	82	82	85	60	81	73	63	78	69
21 à moins de 25 ans	199	215	213	182	151	161	168	187	198	175
25 à moins de 30 ans	395	386	368	307	307	266	233	286	290	263
30 à moins de 40 ans	568	650	640	655	687	617	718	553	537	494
40 ans et plus	430	503	563	626	681	653	718	637	620	485
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	135	283	184	160	130	158	206	206	193	164
<i>Dont</i>										
Abus de confiance	25	15	8	14	8	4	22	13	33	21
Destructions, dégradations, dommages	36	73	28	31	14	15	8	6	10	5
Vols, extorsion, recels, escroquerie	64	71	75	64	39	40	43	38	44	43
Crimes et délits contre les particuliers	1210	1149	1151	892	690	643	654	491	509	558
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	77	107	55	38	15	19	6	5	5	4
Coups mortels	178	178	212	162	90	34	25	9	5	4
Homicides volontaires, assassinats	518	514	650	534	468	396	477	298	340	415
Viols	226	195	84	19	38	85	88	88	88	94
Vols aggravés	177	111	99	92	24	42	24	44	31	26
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	58	48	66	60	58	40	35	33	79	79
<i>Dont</i>										
Attentats à la pudeur	1	2	1	1	0	1	3	0	1	0
Enlèvement d'enfant	22	13	10	2	0	8	5	2	3	7
Mutilations génitales féminines	1	0	0	6	0	1	2	0	1	0
Trafic et consommation de stupéfiants	19	12	19	23	29	18	19	19	56	68
Crimes et délits contre la chose publique	122	143	113	84	41	51	43	36	61	41
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics	22	13	12	10	12	6	5	2	22	6
Evasion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Faux et usage de faux	79	91	91	47	24	34	27	25	36	28
Crimes et délits contre la sécurité publique	160	190	317	628	966	912	1 002	975	904	671
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	160	131	115	79	91	53	35	50	50	79
Terrorisme	0	59	202	549	842	838	919	844	606	475
Infractions en matière d'armes et de munitions	102	68	62	48	28	16	10	3	4	2
Répartition selon la durée de détention provisoire										
Moins de 3 mois	192	205	181	129	311	217	250	174	175	248
3 à moins de 6 mois	264	227	206	319	226	183	188	140	189	154
6 à moins de 12 mois	331	275	404	357	274	311	326	289	251	307
1 à moins de 2 ans	545	516	418	439	500	454	394	429	248	303
2 à moins de 3 ans	253	324	253	212	289	315	355	249	275	194
3 à moins de 4 ans	85	177	213	163	133	155	234	257	328	120
4 ans et plus	117	159	218	253	181	187	203	206	284	189

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui ;

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge ;

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions ;

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi ;

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.26 : Ensemble des mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750	1 515
Banfora	126	117	93	48	56	39	43	32	69	73
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	158	153	140	127	140	145	135	64	74	94
Bogandé	185	180	173	152	80	58	19	0	0	0
Boromo	48	43	37	33	37	27	18	39	60	73
Dédougou	38	66	38	29	35	35	31	54	42	40
Diapaga	73	102	114	82	71	65	41	19	3	ND
Diébougou	32	44	50	52	46	48	41	64	30	47
Djibo	38	59	34	34	0	0	0	0	0	0
Dori	36	27	23	40	19	7	12	14	19	16
Fada N'Gourma	70	92	103	112	69	35	15	26	29	30
Gaoua	54	39	44	58	71	75	128	107	122	99
Kaya	76	62	39	15	11	21	18	11	13	11
Kongoussi	24	21	6	5	6	12	15	14	7	11
Koudougou	46	60	50	38	24	29	29	31	34	33
Koupéla	-	1	19	28	26	7	20	9	9	7
Léo	56	58	50	23	28	26	18	19	18	15
Manga	58	23	37	17	9	9	8	5	7	5
Nouna	23	20	22	18	7	14	10	0	0	0
Orodara	48	57	62	42	34	34	26	10	19	21
Ouagadougou (MACO)	334	378	369	248	194	198	225	214	231	198
Ouagadougou (PHS)	0	51	195	540	867	853	950	918	851	588
Ouahigouya	30	25	30	30	17	19	43	17	34	34
Pô	-	-	-	-	-	-	7	4	8	10
Tenkodogo	162	120	85	41	13	24	57	44	40	66
Tougan	16	25	33	26	24	19	17	7	7	4
Yako	18	12	15	14	13	14	13	4	6	25
Ziniaré	38	48	32	20	17	9	11	18	18	15

Tableau V.27 : Ensemble des femmes mises en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	53	59	64	68	54	45	39	31	42	34
Banfora	5	1	1	2	3	1	1	0	0	1
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	5	7	9	9	7	5	4	2	1	2
Bogandé	1	1	4	4	3	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	2	3	2	2	3	4	4	2
Dédougou	2	3	1	1	1	1	2	2	1	1
Diapaga	0	2	0	0	3	2	0	0	0	ND
Diébougou	6	6	7	6	7	5	4	1	2	3
Djibo	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	1	0	0	1	2	2	1
Fada N'Gourma	1	1	1	0	1	0	0	0	0	1
Gaoua	4	1	3	3	2	2	3	3	4	0
Kaya	3	2	1	0	1	2	1	0	1	1
Kongoussi	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	1	0	1	0	2	1	1	1	2
Koupéla	-	0	1	0	0	0	1	1	1	0
Léo	3	0	2	2	2	1	0	0	0	1
Manga	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Nouna	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	9	7	1	4	3	3	0	1	1	0
Ouagadougou (MACO)	2	24	25	20	14	16	12	10	20	14
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	1	1	2	2	2	1	1	1	1	2
Pô	-	-	-	-	-	-	1	0	0	3
Tenkodogo	7	1	0	0	1	0	0	2	1	0
Tougan	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Yako	1	0	1	1	2	2	2	1	2	0
Ziniaré	1	1	1	5	0	0	1	0	0	0

Tableau V.28 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	63	47	27	17	28	44	40	18	27	29
Banfora	8	5	4	0	1	0	1	0	0	0
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	7	2	0	4	4	1	1	0	0	1
Bogandé	7	3	4	1	2	0	0	0	0	0
Boromo	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	1	2	2	0	0	1	1	0	1	0
Diapaga	3	3	1	0	0	0	0	0	0	ND
Diébougou	0	2	1	0	1	0	0	1	0	1
Djibo	2	4	1	1	0	0	0	0	0	0
Dori	2	1	0	4	0	0	2	2	0	0
Fada N'Gourma	2	4	2	2	0	2	0	0	0	2
Gaoua	2	0	0	0	1	1	0	0	0	3
Kaya	5	0	0	0	0	3	0	0	0	0
Kongoussi	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	2	1	0	0	4	10	4	0	0	0
Koupéla	-	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Léo	1	1	1	0	1	1	0	1	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	3	4	1	1	0	1	0	0	0	2
Ouagadougou (MACO)	7	4	3	4	3	8	13	5	7	7
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	3	8	16	8	17	7
Ouahigouya	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	1	1	0	0
Tenkodogo	6	8	2	0	0	3	1	0	1	5
Tougan	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1
Yako	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	3	1	0	8	4	0	0	0	0

Tableau V.29 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 724	1 836	1 866	1 855	1 886	1 778	1 910	1 726	1 723	1 486
Banfora	118	112	89	48	55	39	42	32	69	73
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	151	151	140	123	136	144	134	64	74	93
Bogandé	178	177	169	151	78	58	19	0	0	0
Boromo	47	43	36	33	37	27	18	39	60	73
Dédougou	37	64	36	29	35	34	30	54	41	40
Diapaga	70	99	113	82	71	65	41	19	3	ND
Diébougou	32	42	49	52	45	48	41	63	30	46
Djibo	36	55	33	33	0	0	0	0	0	0
Dori	34	26	23	36	19	7	10	12	19	16
Fada N'Gourma	68	88	101	110	69	33	15	26	29	28
Gaoua	52	39	44	58	70	74	128	107	122	96
Kaya	71	62	39	15	11	18	18	11	13	11
Kongoussi	22	21	6	5	6	12	15	14	7	11
Koudougou	44	59	50	38	20	19	25	31	34	33
Koupéla	-	1	18	28	26	7	20	9	9	7
Léo	55	57	49	23	27	25	18	18	18	15
Manga	58	23	37	17	9	9	8	5	6	5
Nouna	23	20	22	18	7	14	10	0	0	0
Orodara	45	53	61	41	34	33	26	10	19	19
Ouagadougou (MACO)	327	374	366	244	191	190	212	209	224	191
Ouagadougou (PHS)	0	51	195	540	864	845	934	910	834	581
Ouahigouya	29	25	30	30	17	19	43	17	34	34
Pô	-	-	-	-	-	-	6	3	8	10
Tenkodogo	156	112	83	41	13	21	56	44	39	61
Tougan	16	25	32	26	24	18	17	7	7	3
Yako	18	12	14	14	13	14	13	4	6	25
Ziniaré	37	45	31	20	9	5	11	18	18	15

Tableau V.30 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	1 210	1 149	1 151	892	690	643	654	491	509	558
Banfora	123	92	82	41	53	35	31	26	41	37
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	112	108	92	81	86	86	92	39	31	60
Bogandé	58	62	66	59	47	34	13	0	0	0
Boromo	42	36	28	27	35	26	16	24	38	57
Dédougou	36	37	38	29	32	27	19	53	26	31
Diapaga	68	63	68	46	29	27	20	7	0	ND
Diébougou	30	39	45	47	43	38	33	43	24	32
Djibo	37	47	31	31	0	0	0	0	0	0
Dori	36	27	18	24	9	5	9	8	11	12
Fada N'Gourma	42	57	84	93	40	28	10	10	10	11
Gaoua	32	33	37	43	52	58	100	87	89	62
Kaya	66	59	35	13	6	12	14	6	13	11
Kongoussi	14	14	6	5	6	7	2	1	5	11
Koudougou	34	43	41	28	17	21	17	15	22	20
Koupéla	-	1	13	16	19	2	9	5	4	5
Léo	44	47	32	22	27	23	15	16	15	12
Manga	46	21	32	16	6	5	6	2	3	4
Nouna	19	19	17	10	6	12	9	0	0	0
Orodara	43	46	50	27	20	20	18	5	12	16
Ouagadougou (MACO)	196	171	187	131	87	111	135	93	100	95
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	1	0	0	0	0	2	2
Ouahigouya	23	23	29	23	16	18	24	7	25	14
Pô	-	-	-	-	-	-	2	2	1	3
Tenkodogo	52	45	60	25	8	19	31	22	18	27
Tougan	14	19	28	25	22	17	12	7	6	4
Yako	11	9	10	11	9	4	8	3	4	21
Ziniaré	32	31	22	18	15	8	9	10	9	11

Tableau V.31 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	135	283	184	160	130	158	206	206	193	164
Banfora	2	2	7	2	3	2	8	6	18	22
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	11	20	18	31	25	31	30	20	30	30
Bogandé	6	43	6	7	3	13	0	0	0	0
Boromo	2	4	2	0	1	1	0	2	2	4
Dédougou	0	27	0	0	1	6	8	0	11	6
Diapaga	1	17	20	6	3	9	13	7	3	ND
Diébougou	0	2	4	2	1	9	8	16	1	7
Djibo	0	2	2	2	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	4	10	3	0	2	4	7	3
Fada N'Gourma	5	29	8	2	1	0	2	12	9	12
Gaoua	6	0	0	8	15	15	12	16	10	9
Kaya	5	3	3	2	5	8	1	5	0	0
Kongoussi	2	7	0	0	0	0	1	8	0	0
Koudougou	7	8	1	5	4	7	0	8	6	6
Koupéla	-	0	2	8	4	0	10	2	2	1
Léo	9	9	15	0	0	0	3	1	1	0
Manga	4	0	3	1	1	2	0	0	0	0
Nouna	0	0	4	7	0	0	0	0	0	0
Orodara	1	2	0	5	6	1	2	1	0	0
Ouagadougou (MACO)	50	85	74	53	50	51	62	80	65	42
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Ouahigouya	4	1	0	2	0	1	14	2	7	6
Pô	-	-	-	-	-	-	5	1	1	2
Tenkodogo	16	5	1	1	0	1	19	13	16	8
Tougan	0	2	2	1	1	0	3	0	0	0
Yako	1	1	1	3	2	0	3	0	2	2
Ziniaré	3	14	7	2	1	1	0	2	2	3

Tableau V.32 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	122	143	113	84	41	51	43	36	61	41
Banfora	0	23	2	3	0	0	0	0	6	6
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	26	16	19	10	19	13	8	2	3	1
Bogandé	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	1	1	0	0	0	0	1	2	0	0
Dédougou	2	2	0	0	0	0	1	1	0	1
Diapaga	0	10	4	27	3	1	2	0	0	ND
Diébougou	2	2	0	2	0	0	0	2	3	0
Djibo	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	6	2	1	2	3	7	0	0	1	2
Gaoua	0	1	0	0	0	0	0	2	6	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0
Kongoussi	8	0	0	0	0	1	3	3	0	0
Koudougou	2	4	7	4	0	1	6	0	0	0
Koupéla	-	0	1	0	0	0	0	0	1	0
Léo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	1	1	0	0	0	0	0	2	0
Nouna	4	1	1	1	1	0	1	0	0	0
Orodara	0	1	4	1	0	1	1	0	0	3
Ouagadougou (MACO)	55	66	63	32	11	15	9	13	32	25
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	3	0	0	1	1	0	4	4	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	1	0
Tenkodogo	9	2	4	1	2	0	2	2	0	3
Tougan	0	0	1	0	0	2	1	0	0	0
Yako	3	0	0	0	0	10	1	0	0	0
Ziniaré	0	2	3	0	1	0	0	5	6	0

Tableau V.33 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	160	190	317	628	966	912	1 002	975	904	671
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	5	5	8	1	5	12	5	1	0	0
Bogandé	31	25	39	39	9	0	2	0	0	0
Boromo	1	1	0	0	1	0	0	6	9	10
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	9	22	0	18	22	5	4	0	ND
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	6	7	2	1	0	0	1
Fada N'Gourma	11	4	0	0	18	0	0	0	0	2
Gaoua	10	1	3	1	0	0	12	2	7	8
Kaya	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0
Koudougou	2	2	0	0	0	0	5	4	2	6
Koupéla	-	0	1	1	0	0	0	1	1	1
Léo	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	8	1	1	0	2	0	1	2	2	0
Nouna	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Orodara	1	1	1	1	0	4	3	3	2	0
Ouagadougou (MACO)	12	31	26	22	39	13	11	27	25	31
Ouagadougou (PHS)	0	51	195	539	867	853	950	918	849	585
Ouahigouya	0	0	1	4	0	0	0	1	0	14
Pô	-	-	-	-	-	-	0	1	5	2
Tenkodogo	72	57	18	14	0	4	4	4	0	6
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	1	1	1	0	0	0	0	0	0	2
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1

Tableau V.34 : Mis en examen dont la durée de détention provisoire est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	455	660	684	628	603	657	792	712	887	503
Banfora	19	13	48	19	16	10	4	2	11	8
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	83	96	82	67	57	70	73	22	6	20
Bogandé	33	105	139	125	67	30	1	0	0	0
Boromo	21	17	15	14	25	22	9	1	8	23
Dédougou	9	13	13	12	23	13	2	4	8	3
Diapaga	30	33	49	56	40	26	7	9	3	ND
Diébougou	7	16	20	30	30	28	24	6	4	4
Djibo	15	16	11	11	0	0	0	0	0	0
Dori	4	16	5	5	3	0	2	2	10	9
Fada N'Gourma	6	10	28	41	24	11	0	3	7	2
Gaoua	8	7	10	3	8	18	16	8	51	32
Kaya	20	39	28	11	0	0	2	0	0	2
Kongoussi	8	1	2	1	2	1	2	5	4	1
Koudougou	11	15	17	11	4	4	2	1	1	3
Koupéla	-	0	0	4	4	2	2	1	0	3
Léo	28	36	22	5	8	14	9	6	7	1
Manga	20	6	7	9	6	1	2	1	0	0
Nouna	7	12	15	9	1	2	0	0	0	0
Orodara	3	27	27	13	23	22	6	3	2	3
Ouagadougou (MACO)	70	116	111	104	63	38	41	42	30	21
Ouagadougou (PHS)	0	1	2	40	165	325	565	585	720	361
Ouahigouya	7	8	8	5	4	3	6	0	2	1
Pô	-	-	-	-	-	-	0	1	0	2
Tenkodogo	31	39	2	8	3	1	0	0	4	0
Tougan	5	7	5	14	21	12	4	6	7	4
Yako	1	3	5	3	0	2	12	2	0	0
Ziniaré	9	8	13	8	6	2	1	2	2	0

V.4. Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

- **Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides ;
- **Empoisonnement** : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort ;
- **Violences** : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.35 : Effectifs des condamnés dans les EP au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble des condamnés	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327	6 247
Répartition selon le sexe										
Hommes	4 158	4 409	5 074	4 857	4 316	4 682	5 595	6 056	6 212	6 142
Mineurs	49	85	112	61	46	44	74	98	87	72
Majeurs	4 109	4 324	4 962	4 796	4 270	4 638	5 521	5 958	6 125	6 070
Femmes	35	43	74	89	64	49	97	109	115	105
Mineurs	4	2	6	0	0	0	0	1	4	0
Majeurs	31	41	68	89	64	49	97	108	111	105
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	53	87	118	61	46	44	74	99	91	72
18 à moins de 21 ans	455	495	453	398	302	419	425	616	613	549
21 à moins de 25 ans	839	817	931	921	782	824	1 012	1 126	1 099	1 034
25 à moins de 30 ans	1 064	1 117	1 137	1 178	1 045	1 164	1 364	1 285	1 423	1 516
30 à moins de 40 ans	1 238	1 316	1 737	1 585	1 405	1 443	1 713	1 924	1 984	1 912
40 ans et plus	544	620	772	803	800	837	1 104	1 115	1 117	1 164
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792	3 222	3 353	3 038	3 214
<i>Dont</i>										
Abus de confiance	176	170	188	166	135	160	221	282	202	267
Destructions, dégradations et dommages	25	29	72	32	30	32	62	50	50	45
Grand banditisme	0	462	496	587	589	508	714	737	681	869
Vols, extorsion, recel, escroquerie	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042	2 150	2 208	2 002	1 979
Crimes et délits contre les particuliers	548	417	591	742	894	1 272	1 633	1 935	2 564	2 080
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	117	135	170	150	172	208	231	234	181	169
Homicides volontaires assassinats	48	47	52	80	100	103	200	289	255	364
Viols	4	36	155	303	327	303	324	313	268	301
Vols aggravés	301	113	128	96	104	367	486	722	765	888
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	347	364	531	529	476	408	550	601	503	606
<i>Dont</i>										
Attentat à la pudeur	60	41	41	31	26	19	31	37	34	53
Mutilations génitales féminines	19	16	28	45	19	3	4	2	2	3
Trafic et consommation de stupéfiants	237	266	379	408	347	230	365	394	332	412
Crimes et délits contre la chose publique	148	134	184	153	130	140	180	175	135	166
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics,	1	3	12	13	14	15	8	8	15	21
Evasion	52	31	30	38	13	11	22	7	13	23
Faux et usage de faux	54	43	76	77	56	68	66	75	67	74
Crimes et délits contre la sécurité publique	166	39	63	129	66	58	29	65	71	166
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	166	39	63	129	42	56	22	41	17	16
Terrorisme	0	0	0	0	0	0	6	6	42	138
Infractions en matière d'armes et de munitions	32	48	68	67	71	53	70	32	16	13
Répartition selon la durée de la peine										
Moins de 3 mois	17	5	7	0	3	22	8	14	11	6
3 à moins de 6 mois	69	41	27	26	44	63	58	42	45	63
6 à moins de 12 mois	310	322	286	147	186	202	357	366	348	364
1 à moins de 2 ans	1 197	1 230	1 357	1 219	698	793	1 039	1 099	1 265	1 062
2 à moins de 3 ans	873	793	900	942	785	807	955	1 107	1 105	1 086
3 à moins de 5 ans	817	910	1 212	1 097	997	1 000	1 095	1 155	1 198	1 132
5 à moins de 10 ans	521	689	828	898	1 014	1 168	1 343	1 399	1 330	1 346
10 à moins de 20 ans	279	318	360	464	494	482	591	649	696	740
Plus de 20 ans	78	110	131	96	107	135	170	254	226	324
Perpétuité	21	22	27	45	52	59	76	80	103	124
Peine de mort	11	12	13	12	-	-	-	-	-	-

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

- **Vol :** Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui ;
- **Extorsion :** Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge ;
- **Recel :** Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions ;
- **Escroquerie :** Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux en écriture, usage de faux :

- **Faux en écriture :** Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi ;
- **Usage de faux :** Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.36 : Condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327	6 247
Banfora	166	156	176	171	160	177	235	256	313	333
Baporo	32	28	17	15	59	47	46	28	47	67
Bobo-Dioulasso	320	358	479	493	467	403	704	843	912	845
Bogandé	110	92	94	100	62	73	76	29	0	0
Boromo	166	170	200	175	189	174	212	338	330	259
Dédougou	105	112	127	158	179	195	190	188	193	158
Diapaga	88	95	126	119	104	192	197	137	82	ND
Diébougou	82	92	142	134	149	164	186	185	234	171
Djibo	68	101	110	110	40	21	5	0	0	0
Dori	122	101	80	57	84	89	108	60	49	40
Fada N'Gourma	216	193	220	180	165	180	228	260	235	246
Gaoua	78	124	155	144	122	158	169	212	248	331
Kaya	225	176	147	123	135	146	160	173	176	142
Kongoussi	53	68	53	55	61	76	67	50	34	77
Koudougou	162	227	200	197	150	210	287	313	300	278
Koupéla	-	0	64	78	77	79	118	141	157	164
Léo	103	93	70	74	94	95	111	103	107	91
Manga	181	169	118	90	113	101	116	119	101	73
Nouna	34	76	72	94	73	78	74	0	0	0
Orodara	31	67	66	64	64	101	111	114	97	111
Ouagadougou (MACO)	1 163	1 173	1 661	1 622	1 221	1 352	1 515	1 776	1 865	1 951
Ouagadougou (PHS)	185	177	156	127	66	61	84	73	106	206
Ouahigouya	149	160	183	178	169	172	215	260	241	243
Pô	-	-	-	-	-	-	21	54	73	85
Tenkodogo	122	191	173	151	153	149	185	230	221	186
Tougan	58	71	88	83	73	79	74	32	16	10
Yako	93	87	65	42	51	52	81	87	86	77
Ziniaré	81	95	106	112	100	107	117	104	104	103

Tableau V.37 : Condamnées femmes, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	35	43	74	89	64	49	97	109	115	105
Banfora	0	1	3	2	3	3	11	6	6	7
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3	7	5	6	5	4	17	20	19	13
Bogandé	0	0	2	1	2	2	2	2	0	0
Boromo	0	1	3	1	2	3	5	9	7	2
Dédougou	1	1	2	1	1	1	2	1	3	1
Diapaga	2	0	1	0	1	3	0	0	0	ND
Diébougou	1	2	7	8	3	0	0	3	2	2
Djibo	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	5	0	0	1	0	2	4
Gaoua	1	1	4	2	2	4	10	12	17	14
Kaya	2	3	4	0	4	0	6	2	1	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	1	1	2	0	7	4	3	3
Koupéla	-	0	4	7	6	1	1	8	2	1
Léo	1	1	1	0	2	4	6	2	4	1
Manga	0	1	2	3	0	1	0	1	2	2
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	2	1	1	1	2	1
Ouagadougou (MACO)*	17	5	14	36	16	9	10	23	33	42
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya*	4	1	0	0	6	3	10	9	6	4
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Tenkodogo	1	15	6	4	2	7	3	3	1	1
Tougan	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Yako	0	1	0	0	1	0	0	0	2	1
Ziniaré	2	3	13	10	4	1	4	3	3	2

Tableau V.38 : Mineurs condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	53	87	118	61	46	44	74	99	91	72
Banfora	0	3	4	2	0	0	2	2	1	1
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	4	11	1	2	2	1	14	23	8	4
Bogandé	0	2	0	1	0	1	0	0	0	0
Boromo	1	8	6	2	1	0	3	9	4	10
Dédougou	5	0	0	1	0	1	2	1	0	0
Diapaga	0	0	0	3	1	0	0	0	0	ND
Diébougou	0	1	2	2	6	5	5	9	6	0
Djibo	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	4	2	4	4	3	1	0	1	1
Gaoua	1	1	0	1	0	0	1	5	4	8
Kaya	1	5	0	0	0	0	0	0	1	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	3	7	2	1	2	1	0	2	5	6
Koupéla	-	0	3	4	1	1	9	3	3	2
Léo	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0
Manga	3	5	4	2	4	0	1	1	5	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	0	0	2	1	1	2	2	1	0	0
Ouagadougou (MACO)	19	20	79	22	9	17	18	16	27	27
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3
Ouahigouya	1	10	8	7	11	9	11	18	17	9
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	4	2	0	1	0	0	0	2	2	0
Tougan	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	3	2	1	1	0	0	4	7	4	0
Ziniaré	5	5	3	3	3	2	0	0	0	0

Tableau V.39 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	4 140	4 365	5 030	4 885	4 334	4 687	5 618	6 066	6 236	6 175
Banfora	166	153	172	169	160	177	233	254	312	332
Baporo	32	28	17	15	59	47	46	28	47	67
Bobo-Dioulasso	316	347	478	491	465	402	690	820	904	841
Bogandé	110	90	94	99	62	72	76	29	0	0
Boromo	165	162	194	173	188	174	209	329	326	249
Dédougou	100	112	127	157	179	194	188	187	193	158
Diapaga	88	95	126	116	103	192	197	137	82	ND
Diébougou	82	91	140	132	143	159	181	176	228	171
Djibo	68	100	110	110	40	21	5	0	0	0
Dori	121	101	80	56	83	89	108	60	49	40
Fada N'Gourma	216	189	218	176	161	177	227	260	234	245
Gaoua	77	123	155	143	122	158	168	207	244	323
Kaya	224	171	147	123	135	146	160	173	175	142
Kongoussi	53	68	53	55	61	76	67	50	34	76
Koudougou	159	220	198	196	148	209	287	311	295	272
Koupéla	-	0	61	74	76	78	109	138	154	162
Léo	102	93	69	74	94	94	111	103	107	91
Manga	178	164	114	88	109	101	115	118	96	73
Nouna	34	76	72	94	73	78	73	0	0	0
Orodara	31	67	64	63	63	99	109	113	97	111
Ouagadougou (MACO)	1 144	1 153	1 582	1 600	1 212	1 335	1 497	1 760	1 838	1 924
Ouagadougou (PHS)	185	177	156	127	66	61	84	73	103	203
Ouahigouya	148	150	175	171	158	163	204	242	224	234
Pô	-	-	-	-	-	-	21	54	73	85
Tenkodogo	118	189	173	150	153	149	185	228	219	186
Tougan	57	71	88	83	73	79	74	32	16	10
Yako	90	85	64	41	51	52	77	80	82	77
Ziniaré	76	90	103	109	97	105	117	104	104	103

Tableau V.40 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042	2 150	2 208	2 002	1 979
Banfora	125	93	128	107	89	96	118	121	129	128
Baporo	27	23	13	14	48	36	33	19	25	29
Bobo-Dioulasso	208	236	315	300	273	211	340	333	64	280
Bogandé	75	36	29	29	9	8	6	1	0	0
Boromo	127	124	132	100	101	96	106	218	199	118
Dédougou	76	82	93	101	119	105	83	83	103	81
Diapaga	59	38	56	40	29	39	40	20	12	ND
Diébougou	64	61	82	70	66	78	84	46	41	28
Djibo	60	84	85	85	30	17	4	0	0	0
Dori	89	78	48	35	44	39	55	27	24	11
Fada N'Gourma	103	78	73	66	50	65	64	68	51	60
Gaoua	48	83	87	66	52	63	80	88	90	134
Kaya	156	119	88	62	44	66	70	80	94	72
Kongoussi	43	45	35	28	20	21	29	23	9	12
Koudougou	130	171	147	135	107	151	151	138	124	103
Koupéla	-	0	27	28	18	28	29	34	57	59
Léo	61	51	28	15	26	25	26	31	46	20
Manga	121	103	73	43	37	37	36	36	29	8
Nouna	26	63	55	50	37	33	48	0	0	0
Orodara	22	48	38	29	25	44	47	44	36	35
Ouagadougou (MACO)	722	734	936	775	469	474	416	476	552	522
Ouagadougou (PHS)	74	47	27	18	6	20	2	0	3	3
Ouahigouya	113	116	122	138	112	129	115	137	112	98
Pô	-	-	-	-	-	-	5	22	30	38
Tenkodogo	73	102	78	75	40	52	55	56	79	50
Tougan	34	48	55	61	44	47	45	19	8	3
Yako	55	54	38	15	21	21	33	47	44	45
Ziniaré	37	37	34	35	34	41	30	41	41	42

Tableau V.41 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792	3 222	3 353	3 038	3 214
Banfora	136	122	139	128	102	103	142	160	177	174
Baporo	30	24	13	14	49	37	33	22	28	35
Bobo-Dioulasso	239	265	355	343	321	254	454	459	88	430
Bogandé	76	60	34	31	11	18	8	3	0	0
Boromo	132	138	140	109	111	106	121	231	217	137
Dédougou	79	86	98	103	128	117	93	101	122	101
Diapaga	67	68	84	49	51	65	75	39	27	ND
Diébougou	67	72	98	83	81	90	97	51	54	31
Djibo	61	89	92	92	35	18	4	0	0	0
Dori	92	81	51	45	55	56	69	36	33	19
Fada N'Gourma	116	173	181	150	125	69	156	170	142	153
Gaoua	53	99	93	88	73	87	101	123	135	179
Kaya	160	122	103	68	58	78	79	89	104	89
Kongoussi	44	48	44	33	26	26	30	28	14	17
Koudougou	139	182	165	149	121	164	161	175	155	125
Koupéla	-	0	34	45	45	47	64	76	83	84
Léo	65	69	51	43	56	52	53	58	61	37
Manga	131	125	91	54	51	55	51	65	41	15
Nouna	26	63	57	56	45	47	50	0	0	0
Orodara	25	52	54	40	37	57	56	51	39	43
Ouagadougou (MACO)	797	940	1 209	1 183	805	845	864	955	1 034	1 123
Ouagadougou (PHS)	75	127	87	18	19	47	69	39	53	64
Ouahigouya	120	131	144	151	119	131	131	158	130	114
Pô	-	-	-	-	-	-	6	24	40	43
Tenkodogo	86	112	97	83	58	63	88	96	136	84
Tougan	38	58	73	64	51	50	48	21	10	4
Yako	61	78	59	33	38	36	52	65	57	55
Ziniaré	37	63	64	71	62	74	67	58	58	58

Tableau V.42 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	548	417	591	742	894	1 272	1 633	1 935	2 564	2 080
Banfora	8	15	14	16	26	33	70	76	108	122
Baporo	1	0	3	0	7	9	12	5	18	25
Bobo-Dioulasso	32	56	75	103	107	108	173	274	804	322
Bogandé	8	14	33	35	22	38	42	19	0	0
Boromo	14	15	37	46	60	53	70	93	87	86
Dédougou	18	21	27	40	35	69	90	80	57	50
Diapaga	14	7	13	27	22	24	42	35	25	ND
Diébougou	6	10	16	24	45	55	67	122	152	127
Djibo	6	10	12	12	3	2	0	0	0	0
Dori	22	16	23	8	23	25	29	22	16	18
Fada N'Gourma	40	7	11	17	21	92	53	58	75	71
Gaoua	10	6	14	25	30	53	57	67	84	110
Kaya	43	45	35	42	50	47	41	63	45	36
Kongoussi	5	15	8	17	32	29	30	16	19	33
Koudougou	14	11	13	28	17	29	74	104	99	103
Koupéla	-	0	20	22	23	28	38	33	39	51
Léo	29	9	10	11	15	28	44	37	32	46
Manga	9	14	9	13	19	24	43	50	32	43
Nouna	4	9	10	30	26	25	20	0	0	0
Orodara	3	6	7	21	25	39	45	53	48	60
Ouagadougou (MACO)	158	56	103	112	188	348	390	489	574	551
Ouagadougou (PHS)	24	28	37	33	4	8	3	3	12	3
Ouahigouya	12	9	21	18	30	20	61	71	85	89
Pô	-	-	-	-	-	-	8	14	24	11
Tenkodogo	9	13	17	9	23	34	64	94	72	73
Tougan	15	7	11	17	13	22	17	10	6	6
Yako	5	2	2	2	8	13	20	17	21	14
Ziniaré	39	16	10	14	20	17	30	30	30	30

Tableau V.43 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	347	364	531	529	476	408	550	601	503	606
Banfora	11	9	10	11	11	18	15	12	19	26
Baporo	1	4	1	1	3	0	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	40	29	33	31	28	25	57	71	14	69
Bogandé	1	6	10	10	5	0	2	2	0	0
Boromo	13	13	11	6	8	6	8	8	18	31
Dédougou	5	3	1	9	13	7	6	7	12	6
Diapaga	7	13	20	13	17	88	67	59	29	ND
Diébougou	9	6	24	21	19	15	15	9	21	9
Djibo	0	2	4	4	1	1	1	0	0	0
Dori	4	3	2	2	5	5	5	0	0	2
Fada N'Gourma	8	8	11	8	2	6	10	30	11	14
Gaoua	6	9	23	21	18	13	10	20	26	40
Kaya	11	7	6	7	15	11	22	6	17	11
Kongoussi	2	4	1	2	2	18	5	5	1	27
Koudougou	2	6	2	5	8	5	18	17	38	36
Koupéla	-	0	2	7	7	4	13	28	30	26
Léo	5	11	6	16	22	12	12	5	12	6
Manga	16	12	11	17	38	20	22	2	16	14
Nouna	1	2	4	7	2	2	4	0	0	0
Orodara	1	3	5	3	2	3	9	10	9	8
Ouagadougou (MACO)	140	141	260	251	159	96	170	226	178	192
Ouagadougou (PHS)	20	15	9	3	0	1	0	0	0	0
Ouahigouya	15	7	8	9	13	16	20	23	23	24
Pô	-	-	-	-	-	-	6	13	2	29
Tenkodogo	17	33	36	44	61	19	22	28	5	21
Tougan	3	3	1	0	6	6	8	1	0	0
Yako	5	4	2	5	3	1	7	3	6	4
Ziniaré	4	11	28	16	8	10	15	15	15	10

Tableau V.44 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	148	134	184	153	130	140	180	175	135	166
Banfora	4	2	4	7	19	20	8	8	9	11
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Bobo-Dioulasso	6	1	9	7	6	12	16	32	6	20
Bogandé	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	6	3	10	13	7	5	7	3	6	3
Dédougou	3	2	1	4	3	2	1	0	2	1
Diapaga	0	6	9	9	5	2	6	2	0	ND
Diébougou	0	4	3	5	2	1	4	0	4	4
Djibo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	4	1	4	1	1	3	4	2	0	0
Fada N'Gourma	6	3	17	5	17	10	6	1	7	4
Gaoua	0	2	6	1	0	1	1	1	2	1
Kaya	8	1	1	3	5	3	3	7	2	4
Kongoussi	0	1	0	3	1	3	2	1	0	0
Koudougou	7	25	8	6	4	7	29	12	5	10
Koupéla	-	0	6	1	0	0	3	3	4	3
Léo	3	1	2	1	1	1	1	1	2	2
Manga	14	18	7	6	5	1	0	2	7	1
Nouna	3	1	0	1	0	2	0	0	0	0
Orodara	2	6	0	0	0	1	1	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	66	27	77	59	36	54	71	79	69	76
Ouagadougou (PHS)	4	3	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	10	10	0	1	1	3	3	3	7
Pô	-	-	-	-	-	-	0	3	1	2
Tenkodogo	7	12	2	7	5	3	8	12	3	6
Tougan	1	2	2	2	2	1	0	0	0	0
Yako	0	1	2	2	0	1	2	2	2	4
Ziniaré	0	2	3	10	10	6	4	1	1	5

Tableau V.45 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	166	39	63	129	66	58	29	65	71	166
Banfora	7	8	4	4	2	3	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	1	0	0	0	3
Bobo0Dioulasso	3	2	3	3	0	2	3	6	0	1
Bogandé	11	1	10	8	4	0	5	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	21	0	6	1	0	0	ND
Diébougou	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Fada N'Gourma	46	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Gaoua	9	7	19	9	0	1	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	3	5	5	5	5	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Koupéla	-	0	0	3	0	0	0	1	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	8	0	0	0	0	0	0	0	5	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	0	1	1	4	24	7	2	21	9	8
Ouagadougou (PHS)	58	0	5	68	29	2	12	31	41	139
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	6	0
Tenkodogo	3	19	20	8	4	30	0	0	5	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.46 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	32	48	68	67	71	53	70	32	16	13
Banfora	0	0	5	5	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	0	5	4	6	5	2	0	1	0	2
Bogandé	13	11	7	16	20	17	19	5	0	0
Boromo	1	1	2	1	3	2	3	3	2	2
Dédougou	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	1	0	0	3	7	5	1	1	ND
Diébougou	0	0	1	1	2	2	3	3	3	0
Djibo	0	0	2	2	1	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	2	0	0	0	3	2	0	0	0
Gaoua	0	1	0	0	1	3	0	1	1	1
Kaya	2	0	1	2	4	1	10	3	3	0
Kongoussi	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	3	12	9	0	5	5	4	3	4
Koupéla	-	0	1	0	1	0	0	0	1	0
Léo	1	3	1	3	0	0	1	0	0	0
Manga	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	1	1	0	0	2	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Ouagadougou (MACO)	2	5	11	13	6	1	17	6	1	1
Ouagadougou (PHS)	4	4	17	5	14	3	0	0	0	0
Ouahigouya	0	3	0	0	6	4	0	5	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Tenkodogo	0	2	1	0	2	0	3	0	0	2
Tougan	1	1	1	0	1	0	1	0	0	0
Yako	2	2	0	0	2	1	0	0	0	0
Ziniaré	1	3	1	1	0	0	1	0	0	0

Tableau V.47 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	2 600	2 854	3 471	3 554	3 449	3 651	4 230	4 644	4 658	4 752
Banfora	62	75	117	111	104	115	185	204	264	279
Baporo	20	18	11	13	51	35	40	19	35	53
Bobo-Dioulasso	170	225	311	374	397	357	524	670	704	675
Bogandé	67	62	53	70	51	38	75	28	0	0
Boromo	92	95	116	130	133	120	140	169	175	181
Dédougou	79	83	93	123	144	151	159	144	142	131
Diapaga	47	78	88	90	102	174	174	137	78	ND
Diébougou	48	50	91	87	114	119	151	151	171	146
Djibo	36	55	72	72	37	21	5	0	0	0
Dori	77	62	46	46	73	69	84	52	48	23
Fada N'Gourma	123	143	156	143	141	142	184	218	205	221
Gaoua	60	85	124	113	108	109	137	172	209	227
Kaya	152	125	110	102	99	100	116	136	138	118
Kongoussi	34	41	46	44	55	63	53	44	28	30
Koudougou	91	92	103	115	104	138	188	204	180	186
Koupéla	-	0	45	62	55	63	74	93	101	109
Léo	71	67	50	55	67	74	68	74	71	66
Manga	130	126	88	75	78	80	95	85	82	48
Nouna	26	38	44	67	64	44	49	0	0	0
Orodara	20	20	28	45	54	66	95	102	85	97
Ouagadougou (MACO)	718	785	1 150	1 132	956	1 107	1 064	1 289	1 255	1 392
Ouagadougou (PHS)	177	171	156	127	66	61	84	73	106	206
Ouahigouya	71	70	92	114	126	127	155	208	192	200
Pô	-	-	-	-	-	-	16	32	58	56
Tenkodogo	51	108	97	98	110	107	135	157	172	142
Tougan	45	50	62	50	39	42	51	31	16	10
Yako	77	71	55	32	40	38	54	72	63	59
Ziniaré	56	59	67	64	81	91	75	80	80	97

V.5. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi des services sociaux des MAC

Tableau V-48 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et en danger clôturées et durées moyennes selon le sexe

Nombre enquêtes	2020			2021			2022*			2023			2024		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Menées	4	235	239	24	437	461	13	408	421	12	445	457	20	357	377
Clôturées	4	223	227	24	434	458	13	403	416	12	442	454	20	356	376
Durée moyenne (en jours)	11	21	21	13	18	17	14	24	24	19	23	23	24	23	23

*Les données de la MACO non disponible. Cependant 110 enquêtes y ont été menées.

Tableau V-49 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours

	2020			2021			2022			2023			2024		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Ensemble	4	202	206	18	380	398	10	377	387	12	435	447	20	349	369
Inférieur ou égal à 15 jours**	4	131	135	14	243	257	7	218	225	7	292	301	11	212	223
Supérieur à 15 jours**	0	71	71	4	137	141	3	159	162	5	141	146	9	137	146

**Nombre d'enquêtes dont les durées sont connues

Tableau V-50 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes (en jours) par service social

Service social	2020		2021		2022		2023		2024	
	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenn e	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenn e	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenn e	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenn e	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenn e
Ensemble	206	21	398	17	387	24	447	23	370	23
Banfora	6	9	17	7	12	10	10	12	14	9
Bobo-Dioulasso	12	21	33	10	63	8	73	11	49	11
Bogandé	3	13	0	-	0	-	0	-	0	-
Boromo	4	17	21	24	58	35	38	42	34	43
Diapaga	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Diébougou	10	26	18	25	40	25	19	52	23	30
Djibo	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Dori	0	-	8	22	0	-	0	-	0	-
Fada N'Gourma	1	65	12	38	9	12	19	40	0	-
Gaoua	10	10	20	26	26	12	17	21	36	13
Kaya	10	12	16	12	14	17	18	17	24	15
Kongoussi	2	9	0	-	0	-	0	-	0	-
Koudougou	29	27	41	24	48	17	51	20	51	19
Koupèla	0	-	9	11	8	99	5	9	5	10
Léo	5	14	10	15	0	-	5	12	2	92
MACO	50	12	79	13	ND	ND	98	15	56	27
Manga	2	11	8	13	3	132	5	9	6	26
Nouna	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Orodara	11	14	9	8	2	6	11	41	8	9
Ouahigouya	12	17	45	17	28	14	26	12	15	15
PHS	5	113	3	39	7	144	6	52	4	171
Tenkodogo	4	13	7	23	14	29	7	28	10	26
Dédougou	22	14	31	17	29	8	12	70	15	9
Tougan	1	9	5	14	0	-	0	-	0	-
Yako	7	86	5	23	17	21	7	12	10	57
Ziniaré	0	-	1	14	9	53	20	19	8	19

Tableau V-51 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes (en jours) selon l'infraction

Infractions	2020		2021		2022		2023		2024	
	Clôturés	Durées	Clôturés	Durées	Clôturés	Durées	Clôturés	Durées	Clôturés	Durées
Ensemble	206	21	398	17	387	24	447	23	370	23
Crime et délit contre la sécurité publique	10	62	6	30	8	127	8	43	6	116
<i>Terrorisme</i>	8	74	0	-	7	144	0	-	4	171
dont <i>Associations de malfaiteurs</i>	0	-	4	36	0	-	7	46	0	-
<i>Autres crimes et délits contre la sécurité publique</i>	2	12	2	17	0	-	1	22	2	5
Crimes et délits contre la chose publique	1	10	1	5	2	7	4	17	5	15
dont <i>Discrédit sur une décision de justice</i>	0	-	1	5	0	-	0	-	0	-
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	8	21	21	13	8	17	16	15	13	17
<i>Accusation de sorcellerie</i>	0	-	2	11,5	1	13	2	9	1	18
<i>Attentat à la pudeur / outrage public à la pudeur</i>	2	8	2	3	0	-	1	55	0	-
dont <i>Consommation de stupéfiants</i>	2	37	10	14	4	13	10	11	6	18
<i>Mutilations génitales féminines</i>	0	-	3	10	0	-	0	-	0	-
<i>Trafic de stupéfiants</i>	0	-	2	10	0	-	2	11	5	16
Crimes et délits contre les biens	146	18	258	16	283	20	285	22	225	22
<i>Destructions, dégradations et dommages</i>	4	9	6	28	2	23	0	-	3	18
dont <i>Escroqueries</i>	0	-	1	14	7	17	2	20	2	12
<i>Grand banditisme</i>	2	11	4	14	1	16	4	13	1	20
<i>Recel</i>	1	37	8	13	3	25	19	18	11	21
<i>Vols, extorsion</i>	135	19	239	16	262	20	256	23	206	23
Crimes et délits contre les particuliers	41	23	112	21	85	29	130	24	118	21
<i>Coups et blessures volontaires</i>	7	15	28	22	16	54	11	18	15	29
<i>Coups mortels</i>	6	18	2	19	2	24	8	54	1	36
dont <i>Homicides volontaires</i>	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
<i>Menaces sous condition</i>	0	-	4	19	0	-	2	14	0	-
<i>Viols</i>	12	45	24	23	10	57	19	17	15	28
<i>Vols aggravés</i>	5	14	39	18	53	18	82	16	68	19

Tableau V-52 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social

Service social	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	57,9	60,2	55,7	66,6	60,2
Banfora	100,0	100,0	100,0	90,0	100,0
Bobo-Dioulasso	38,5	86,1	96,9	89,0	89,8
Bogandé	100,0	-	-	-	-
Boromo	33,3	33,3	29,3	7,7	20,0
Diapaga	-	-	-	-	-
Diébougou	30,0	15,8	11,6	36,8	34,8
Djibo	-	-	-	-	-
Dori	-	62,5	-	-	-
Fada N'Gourma	0,0	53,8	77,8	40,0	-
Gaoua	90,0	20,0	76,9	76,5	83,3
Kaya	70,0	81,3	43,8	61,1	66,7
Kongoussi	100,0	-	-	-	-
Koudougou	30,0	30,2	46,9	37,3	51,0
Koupèla	0,0	52,9	53,8	100,0	100,0
Leo	80,0	70,0	-	60,0	0,0
MACO	90,0	87,7	ND	94,9	60,7
Manga	100,0	75,0	66,7	100,0	0,0
Nouna	-	-	-	-	-
Orodara	81,8	100,0	100,0	45,5	100,0
Ouahigouya	75,0	52,2	60,7	79,3	66,7
PHS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tenkodogo	100,0	28,6	57,1	42,9	20,0
Dédougou	60,0	80,6	93,1	83,3	93,3
Tougan	100,0	30,0	-	-	-
Yako	0,0	0,0	11,8	85,7	20,0
Ziniaré	0,0	14,3	46,2	65,0	44,4

Tableau V-53 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon l'infraction

Infraction	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	57,9	60,2	55,7	66,7	60,2
Crime et délit contre la sécurité publique	50,0	16,7	12,5	12,5	33,3
Dont Associations de malfaiteurs	-	0	-	14,3	-
Dont Autres crimes et délits contre la sécurité publique	100,0	50,0	-	0,0	100,0
Crimes et délits contre la chose publique	100,0	100,0	100,0	75,0	77,8
Dont Discrédit sur une décision de justice	-	100,0	-	-	-
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	62,5	81,0	75,0	81,3	40,0
Accusation de sorcellerie	-	100,0	100,0	100,0	0,0
Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	100,0	100,0	-	0,0	-
Dont Consommation de stupéfiants	50,0	70,0	100,0	90,0	33,3
Mutilations génitales féminines	-	100,0	-	-	-
Trafic de stupéfiants	-	100,0	-	100,0	50,0
Crimes et délits contre les biens	59,9	63,4	55,7	65,6	61,3
Destructions, dégradations et dommages	100,0	66,7	50,0	-	66,7
Escroqueries	-	50,0	25,0	50,0	100,0
Dont Grand banditisme	50,0	50,0	0,0	100,0	0,0
Recel	0,0	66,7	0,0	60,0	63,6
Vols, extorsion	58,4	63,5	58,0	65,1	61,2
Crimes et délits contre les particuliers	51,9	51,2	56,3	68,9	61,9
Coups et blessures volontaires	71,4	58,1	87,5	72,7	53,3
Coups mortels	42,9	50,0	50,0	25,0	0,0
Dont Homicides volontaires	-	-	-	-	-
Menaces sous condition	-	75,0	-	100,0	-
Viols	19,0	30,0	27,3	52,6	60,0
Vols aggravés	80,0	62,5	52,8	79,5	64,7

VI. Activités des centres de réinsertion sociale

VI.1. Données globales des centres de réinsertion sociale

Tableau VI-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale au 31 décembre

	2022			2023			2024		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T
Capacité d'accueil	256	762	1 018	61	533	594	61	653	714
Effectif réel au 31 décembre	226	740	966	273	682	955	120	602	722
Taux d'occupation (%)	88,3	97,1	94,9	447,5	128,0	160,8	196,7	92,2	101,1

Tableau VI-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi

		2022			2023			2024		
		F	H	T	F	H	T	F	H	T
Ensemble		74	169	243	158	199	357	186	207	393
LAYE	Gardes de sécurité pénitentiaire	9	10	19	9	10	19	9	9	18
	<i>Dont formateurs</i>	0	1	1	0	1	1	0	2	2
	Travailleurs sociaux	1	0	1	1	0	1	1	0	1
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	3	4	7	3	6	9	3	6	9
	<i>Dont permanents</i>	0	1	1	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	0	10	10	0	7	7	0	2	2
	Autres personnels	0	1	1	0	0	0	0	0	0
CERMICOL	Gardes de sécurité pénitentiaire	7	22	29	7	22	29	7	20	27
	<i>Dont formateurs</i>	0	4	4	0	3	3	0	3	3
	Travailleurs sociaux	1	4	5	1	3	4	1	2	3
	<i>Dont formateurs</i>	0	1	1	0	1	1	0	0	0
	Encadreurs	0	0	0	0	0	0	1	1	2
	<i>Dont permanents</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	2	0	2	2	0	2	2	0	2
	Autres personnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GAMPELA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	9	16	25	11	11	22	13	13	26
	<i>Dont formateurs</i>	1	3	4	0	1	1	0	0	0
	Encadreurs	6	14	20	5	6	11	5	9	14
	<i>Dont permanents</i>	6	9	15	0	2	2	5	3	8
	Personnel d'appui	1	2	3	1	4	5	1	2	3
	Autres personnels	1	0	1	0	3	3	0	3	3
MEADO	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	6	28	34	5	20	25	5	20	25
	<i>Dont formateurs</i>	0	2	2	3	15	18	3	15	18
	Encadreurs	8	8	16	9	12	21	9	12	21
	<i>Dont permanents</i>	8	8	16	8	6	14	8	6	14
	Personnel d'appui	7	18	25	2	4	6	2	4	6
	Autres personnels	0	2	2	0	0	0	0	0	0
CEFP/FADA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	1	11	12	1	14	15	1	15	16
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	6	9	15	0	0	0	7	13	20
	<i>Dont permanents</i>	0	0	0	0	0	0	5	14	19
	Personnel d'appui	2	2	4	2	2	4	2	1	3
	Autres personnels	4	8	12	3	2	5	3	2	5
MEMWK	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	0	0	0	2	5	7	2	5	7

		2022			2023			2024		
		F	H	T	F	H	T	F	H	T
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	0	0	0	2	4	6	2	4	6
	<i>Dont permanents</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	0	0	0	0	0	0	3	4	7
	Autres personnels	0	0	0	3	4	7	0	0	0
CEFP/ OUAGA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	0	0	0	13	17	30	11	16	27
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	13	17	30	11	16	27
	Encadreurs	0	0	0	20	24	44	16	22	38
	<i>Dont permanents</i>	0	0	0	15	15	30	15	17	32
	Personnel d'appui	0	0	0	0	2	2	4	9	13
	Autres personnels	0	0	0	1	2	3	4	1	5
HMO	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	0	0	0	14	5	19	18	5	23
	<i>Dont formateurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	0	0	0	0	0	0	2	1	3
	<i>Dont permanents</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	0	0	0	0	7	7	12	5	17
	Autres personnels	0	0	0	41	3	44	40	1	41

Tableau VI-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil

		2022		2023		2024	
Centre	Type d'atelier	Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil
Ensemble		26	735	31	796	40	1 192
LAYE	Maçonnerie	0	0	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	0	1	0	1	0
	Menuiserie bois	1	0	1	0	1	0
	Menuiserie métallique	1	0	1	0	1	0
	Electricité bâtiment	1	0	1	0	1	0
	Couture	1	0	1	0	1	0
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0	0	0
CERMICOL	Maçonnerie	0	0	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	12	1	12	1	12
	Menuiserie bois	1	12	1	12	1	12
	Menuiserie métallique	1	12	1	12	1	12
	Electricité bâtiment	1	12	1	12	1	12
	Couture	1	12	1	12	1	12
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	1	0	0	0	0	0
GAMPELA	Maçonnerie	1	15	1	20	1	20
	Mécanique auto	1	15	1	20	1	20
	Menuiserie bois	1	15	1	20	1	20
	Menuiserie métallique	1	15	1	20	1	20
	Electricité bâtiment	1	15	1	20	1	20
	Couture	1	20	1	20	1	20
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0	1	45
MEADO	Maçonnerie	1	25	1	25	1	25
	Mécanique auto	1	25	1	25	1	25
	Menuiserie bois	1	25	1	25	1	25
	Menuiserie métallique	1	25	1	25	1	25

		2022		2023		2024	
Centre	Type d'atelier	Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil
	Electricité bâtiment	1	25	1	25	1	25
	Couture	1	25	1	25	1	25
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	0	0	6	400	6	400
CEFP/ FADA	Maçonnerie	0	0	0	0	0	30
	Mécanique auto	1	15	1	0	1	30
	Menuiserie bois	0	0	0	0	0	30
	Menuiserie métallique	0	0	0	0	0	30
	Electricité bâtiment	0	0	1	0	1	30
	Couture	1	15	1	0	1	30
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	1	400	0	0	0	0
MEMWK	Maçonnerie	0	0	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0	0	0
	Menuiserie bois	0	0	1	12	1	12
	Menuiserie métallique	0	0	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	0	0	0	0
	Couture	0	0	1	12	1	12
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	0	0	1	12	1	12
CEFP/ OUAGA	Maçonnerie	0	0	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0	1	10
	Menuiserie bois	0	0	1	10	1	10
	Menuiserie métallique	0	0	1	10	1	10
	Electricité bâtiment	0	0	0	0	0	0
	Couture	0	0	1	10	1	10
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0	1	161
HMO	Maçonnerie	0	0	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0	0	0
	Menuiserie bois	0	0	0	0	0	0
	Menuiserie métallique	0	0	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	0	0	0	0
	Couture	0	0	0	0	0	0
	Saponification	0	0	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0	0	0

VI.2. Mineurs en conflit avec la loi ou en danger

Tableau VI-4 : Effectif des mineurs par sexe et selon l'année d'entrée

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	197	134	70	140	188	241	247
F	14	9	0	2	6	11	19
M	183	125	70	138	182	230	228

Tableau VI-5 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe

Centre de réinsertion sociale	Sexe	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble		197	134	70	140	188	241	247
LAYE	F	14	9	0	2	6	8	14
	M	77	56	0	29	78	76	61
CERMICOL	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	56	42	40	51	56	66	63
GAMPELA	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	12	7	7	23	17	29	34
MEADO	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	25	10	10	25	17	34	42
CEFP/FADA	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	13	10	13	10	14	11	20
MEMWK	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	0	0	0	0	0	0	0
CEFP/OUAGA	F	0	0	0	0	0	0	0
	M	0	0	0	0	0	13	7
HMO	F	0	0	0	0	0	3	5
	M	0	0	0	0	0	1	1

Tableau VI-6 : Effectif des mineurs par juridiction de provenance

Juridiction de provenance	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	197	134	70	140	188	241	247
Banfora	7	5	2	5	7	10	11
Bobo-Dioulasso	16	11	3	6	11	12	11
Bogandé	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	7	7	4	4	13	16	7
Dédougou	3	1	0	1	5	6	2
Diapaga	1	1	0	0	0	0	0
Diébougou	12	7	4	6	5	5	3
Djibo	4	2	0	0	0	0	0
Dori	13	9	3	3	2	2	2
Fada N'Gourma	4	3	1	4	9	13	24
Gaoua	3	1	12	16	24	25	26
Kaya	6	8	4	5	5	5	7
Kongoussi	-	-	-	-	-	4	6
Koudougou	18	14	9	25	28	32	37
Koupéla	1	1	1	2	2	1	0
Léo	8	6	5	6	5	5	4
Manga	0	0	2	4	3	7	8
Nouna	1	1	1	2	1	0	0
Orodara	8	8	0	1	2	6	3
Ouagadougou	63	32	16	29	43	63	65
Ouahigouya	1	1	0	1	1	4	4
Pô	-	-	-	-	-	2	3
Tenkodogo	13	9	2	2	4	4	7
Tougan	1	1	0	5	3	3	1
Yako	2	2	0	0	0	2	6
Ziniaré	5	4	1	13	14	14	10
Autre	0	0	0	0	0	0	0

Tableau VI-7 : Effectif des mineurs par âge

Age	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	197	134	70	140	188	241	247
Moins de 10 ans	0	0	0	0	0	7	14
10 ans	0	0	0	5	1	2	0
11 ans	1	0	1	4	8	5	4
12 ans	2	1	4	1	5	15	8
13 ans	7	3	1	6	9	13	12
14 ans	10	6	5	15	12	20	19
15 ans	26	9	8	17	24	18	34
16 ans	31	20	13	28	41	43	26
17 ans	50	25	16	37	38	44	57
18 et plus	70	70	22	27	50	74	73

Tableau VI-8 : Effectif des mineurs par niveau d'instruction

Cycle d'éducation	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Ensemble	197	134	70	140	188	241	247
Primaire	86	60	42	94	104	136	140
Post Primaire	43	34	17	29	41	53	48
Secondaire	1	1	0	0	0	1	2
Alphabétisation	0	0	1	0	12	1	1
Coranique	6	5	0	1	5	3	1
Sans niveau	57	30	10	12	23	23	26
Autre	0	0	0	2	1	1	5
Nd	4	4	0	2	2	23	24

Tableau VI-9 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 et la durée moyenne prévue (en jours) selon le niveau d'instruction

Cycle d'éducation	2022		2023		2024	
	Nombre	Durée moy. prévue	Nombre	Durée moy. prévue	Nombre	Durée moy. prévue
Ensemble	131	898	188	1 063	168	1 008
Primaire	73	830	105	1 063	90	1 025
Post Primaire	34	1 065	40	1 147	37	1 061
Secondaire	0	-	1	975	2	792
Alphabétisation	10	-	1	1 130	1	1 130
Coranique	2	455	2	720	1	720
Sans niveau	11	710	17	1 011	15	884
Autre	1	1 108	1	1 108	4	1 105
Nd	0	-	21	956	18	957

Tableau VI-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue (en jours) et la durée moyenne effective (en jours)

Motif de sortie	2022			2023			2024		
	Nombre	Durée moyenne effective	Durée moyenne prévue	Nombre	Durée moyenne effective	Durée moyenne prévue	Nombre	Durée moyenne effective	Durée moyenne prévue
Ensemble	57	365	804	53	317	758	79	608	913
Décès	0	-	-	0	-	-	0	-	-
Fin de placement	13	863	749	22	564	844	42	838	985
Fugue	34	80	839	29	124	716	30	314	890
Référencement	0	-	-	0	-	-	2	130	992
Remise au juge	5	318	652	0	-	-	1	3	-
Autre	4	190	1080	0	-	-	2	499	500
Nd	1	879	148	2	408	1049	2	639	900

Les chiffres clés de la justice

Juridictions et établissements pénitentiaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de grande instance	24	25	25	25	25	25	27	27	27	27
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel								1	1	1
Tribunaux administratifs	24	25	25	25	25	25	26	26	26	26
Établissements pénitentiaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Maisons d'arrêt et de correction	25	26	26	26	26	26	26	26	26	27
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens de la justice	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dotations budgétaires (millions FCFA)	17 087	19 138	29 114	33 903	32 248	25 398	33 230	35 414	40 087	40 971
Effectif des magistrats	449	480	508	505	575	707	690	676	657	681
Effectif du personnel greffier	414	419	430	460	529	713	806	897	985	1 067
Effectif du personnel GSP	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807	2 903	3 257	3 578	3 891
Effectif des interprètes judiciaires	ND	35	33	33	26	25	24	23	22	60
Assistance judiciaire	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'hommes assistés	-	37	181	172	170	104	397	787	871	1 207
Nombre de femmes assistées	-	27	63	115	144	283	165	223	362	476
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de Cassation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	167	231	263	280	214	241	270	250	271	344
Décisions rendues	108	161	184	213	183	337	584	519	286	326
Décision rédigées	117	106	157	162	172	292	550	448	315	288
Conclusions du parquet général	179	243	228	241	133	348	436	360	331	335
Cours d'appel	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	1 265	1 641	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153	2 304	2 639
Décisions rendues	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 432	2 754	2 418	2 282	2 426
Décision rédigées	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308	1 610	1 490	1 495	1 603
Affaires nouvelles pénales	639	492	821	1 236	1 039	1 275	768	1 247	1 247	1 100
Décisions des chambres de l'instruction	110	399	562	1 274	605	406	335	132	79	150
Décisions des chambres criminelles	39	52	35	199	107	239	440	364	171	172
Tribunaux de grande instance	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles civiles et commerciales	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 446	16 980	16 828	16 777	18 028
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors référés, radiation et ADD)	7 036	10 082	11 470	15 172	12 669	12 151	15 247	14 674	14 914	15 233
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	2 mois 21 jrs	2 mois 7 jrs	2 mois	1 mois 21 jrs	1 mois 27 jrs	1 mois 21 jrs	1 mois 26 jrs	1 mois 13 jrs	1 mois 18 jrs	1 mois 19 jrs
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765	11 680	13 293
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749	7 460	7 393
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 21 jrs	3 mois 6 jrs	2 mois 20 jrs	2 mois 02 jrs	3 mois 19 jrs	2 mois 5 jrs	2 mois 2 jrs	1 mois 22 jrs	1 mois 18 jrs	1 mois 27 jrs
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	10 mois 12 jrs	12 mois 29 jrs	14 mois	12 mois 13 jrs	14 mois 4 jrs	11 mois 26 jrs	17 mois 26 jrs	13 mois 21 jrs	13 mois 15 jrs	8 mois 13 jrs
Affaires nouvelles en instruction	936	875	974	805	803	1 210	1 429	1 004	962	1 019
Affaires en instruction clôturées	363	417	1298	1 084	1 207	1 064	1 294	951	1 299	1 312
Affaires en cours d'instruction	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588	6 354	4 293	4 780	4 451
Temps moyen des affaires en cours à l'instruction	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	6 ans 1 mois	6 ans 2 mois	5 ans 4 mois	4 ans 11 mois	4 ans 11 mois

Temps moyen des affaires clôturées à l'instruction	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois	4 ans 5 mois	5 ans 8 mois	6 ans 3 mois	5 ans 7 mois	5 ans 10 mois	5 ans 2 mois
Tribunaux de commerce	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles (hors référés)	451	468	499	551	580	729	732	834	943	980
Décisions rendues (hors référés)	372	444	409	453	500	490	609	547	663	584
Décisions rédigées (hors référés)	372	442	423	454	500	432	567	594	532	709
Temps moyen pour rendre une décision commerciale	7 mois 3 jrs	6 mois 27 jrs	6 mois 27 jrs	7 mois 02 jrs	7 mois 3 jrs	6 mois 23 jrs	8 mois 4 jrs	6 mois 25 jrs	8 mois 13 jrs	7 mois 24 jrs
Tribunaux du travail	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430	3 363	2 469
Décisions rendues (hors radiations)	874	1 080	1 189	1 097	844	648	746	953	930	1 277
Décision rédigées	629	805	905	878	842	578	699	697	850	1 070
Temps moyen pour rendre une décision sociale	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 1 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 1 mois	1 an 19 jrs
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Comptes de gestion reçus	202	294	290	240	243	282	214	553	368	609
Arrêts provisoires et définitifs rendus	1	46	8	3	0	20	432	10	229	131
Contrôles de gestion effectués	11	39	27	17	25	19	2	82	16	13
Conseil d'État	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles (y compris référés)	149	277	137	299	276	458	386	229	118	149
Affaires jugées (y compris référés)	36	175	66	88	72	132	183	146	105	81
Décision rédigées	39	89	55	139	71	81	212	103	40	37
Cour administrative d'appel	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles (y compris référés)	-	-	-	-	-	-	-	-	1 037	375
Affaires jugées (y compris référés)	-	-	-	-	-	-	-	-	195	304
Décision rédigées (y compris référés)	-	-	-	-	-	-	-	-	129	340
Tribunaux administratifs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Affaires nouvelles	330	874	584	742	702	812	1 018	962	898	812
Décisions rendues (hors JAAD)	255	687	428	615	509	665	754	856	810	664
Décisions rédigées	156	494	382	524	452	484	717	731	766	640
Temps moyen pour rendre une décision	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	1 an 7 mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	2 ans 2 mois	1 an 11 mois	2 ans 1 mois	2 ans 1 mois
Établissements pénitentiaires	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de détenus au 31 décembre	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911	8 799
Nombre de mis en examen au 31 décembre	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750	1 515
Nombre de prévenus au 31 décembre	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834	1 037
Nombre d'OMD	109	17	11	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de condamnés au 31 décembre	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327	6 247
Taux d'occupation (%)	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3	168,7	178,7

Liste des tableaux

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires.....	32
Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2024 par localité	32
Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel	34
Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires du ministère (en millions de FCFA)	36
Tableau II-5 : Montants des allocations budgétaires de la justice (en millions de FCFA)	36
Tableau II-6 : Montants des consommations budgétaires des dépenses du ministère (en millions de FCFA)	36
Tableau II-7 : Montants des consommations budgétaires des dépenses de la justice (en millions de FCFA)	36
Tableau II-8 : Dotations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)	37
Tableau II-9 : Dotations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)	37
Tableau II-10 : Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)	37
Tableau II-11 : Consommations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)	37
Tableau II-12 : Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire	38
Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)	38
Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)	38
Tableau II-15 : Dotation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)	39
Tableau II-16 : Consommation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)	39
Tableau II-17 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	40
Tableau II-18 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	40
Tableau II-19 : Personnel du ministère par sexe et par corps	42
Tableau II-20 : Personnel du ministère par catégorie	42
Tableau II-21 : Personnel du ministère par tranche d'âges	42
Tableau II-22 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	43
Tableau II-23 : Magistrats par type de juridiction	43
Tableau II-24 : Magistrats par juridiction (exceptées les hautes cours)	43
Tableau II-25 : Personnel du corps des greffiers par sexe	46
Tableau II-26 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	46
Tableau II-27 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	47
Tableau II-28 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	49
Tableau II-29 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	50
Tableau II-30 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	52
Tableau II-31 : Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours	52
Tableau II-32 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, ancienneté, position et type de juridiction (suite)	53
Tableau II-33 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe	55
Tableau II-34 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires	55
Tableau II-35 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	57
Tableau II-36 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	58
Tableau II-37 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	59
Tableau II-38 : Agents de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	60
Tableau II-39 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe	61
Tableau II-40 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position	64
Tableau II-41 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position	64
Tableau II-42 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	65
Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation	68
Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation	68
Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation	68
Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par la Cour de cassation	68
Tableau III-5 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation	69
Tableau III-6 : Activités des cours d'appel	71
Tableau III-7 : Nature des décisions rendues par chambre (hors ADD et radiations)	71
Tableau III-8 : Nature des décisions rendues par la chambre de l'instruction	71
Tableau III-9 : Nature des décisions rendues par la chambre civile	71
Tableau III-10 : Nature des décisions rendues par la chambre commerciale	72
Tableau III-11 : Nature des décisions rendues par la chambre correctionnelle	72
Tableau III-12 : Nature des décisions rendues par la chambre criminelle	72
Tableau III-13 : Nature des décisions rendues par la chambre pour mineur	72

Tableau III-14 : Nature des décisions rendues par la chambre sociale	73
Tableau III-15 : Nature des décisions rendues par la juridiction du premier président.....	73
Tableau III-16 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel	75
Tableau III-17 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel	75
Tableau III-18 : Décisions rendues par les chambres civiles par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)	75
Tableau III-19 : Décisions rédigées par Cour d'appel.....	75
Tableau III-20 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel	75
Tableau III-21 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel.....	75
Tableau III-22 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel.....	76
Tableau III-23 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	76
Tableau III-24 : Décisions rendues par les chambres de l'instruction par Cour d'appel.....	76
Tableau III-25 : Décisions rendues par les chambres criminelles par type	76
Tableau III-26 : Décisions rendues par les chambres criminelles par Cour d'appel.....	76
Tableau III-27 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les Cours d'appel ...	76
Tableau III-28 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les chambres des Cours d'appel	77
Tableau III-29 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par Cour d'appel	78
Tableau III-30 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des TGI (hors référés)	80
Tableau III-31 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des TGI	80
Tableau III-32 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par TGI (hors référés)	80
Tableau III-33 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par TGI	81
Tableau III-34 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par TGI (hors référés)	82
Tableau III-35 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TGI	82
Tableau III-36 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par les TGI (hors référés, JADD et radiations) ..	84
Tableau III-37 : Décisions civiles et commerciales rendues par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)	85
Tableau III-38 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)	85
Tableau III-39 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances).....	86
Tableau III-40 : Ordonnances rendues par TGI (hors référés)	86
Tableau III-41 : Décisions rendues de référés par TGI.....	87
Tableau III-42 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors référés, ADD et ordonnances)	89
Tableau III-43 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure et le type d'affaires (hors référés, ADD et ordonnances)	89
Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances).....	90
Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances) (suite).....	90
Tableau III-46 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI (y compris Ecofi et Anti-terro) selon l'infraction.....	92
Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les Pôles Ecofi des parquets des TGI selon l'infraction.....	93
Tableau III-48 : Affaires nouvelles enregistrées dans le Pôle Anti-terro du parquet du TGI Ouaga II selon l'infraction	93
Tableau III-49 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par TGI	95
Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI	95
Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par TGI	97
Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par TGI	97
Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par TGI	98
Tableau III-54 : Affaires nouvelles dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI	100
Tableau III-55 : Affaires nouvelles dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI	100
Tableau III-56 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI	102
Tableau III-57 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	102
Tableau III-58 : Affaires de flagrants délits traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI.....	103

Tableau III-59 : Affaires de citations directes traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	103
Tableau III-60 : Affaires traitées et orientées en instruction par les parquets TGI.....	104
Tableau III-61 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI	104
Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs	106
Tableau III-63 : Activités pénales du parquet relatives aux mineurs par TGI	106
Tableau III-64 : Affaires nouvelles en matière civile enregistrées par l'ensemble des parquets selon la nature.....	108
Tableau III-65 : Conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire.....	108
Tableau III-66 : Affaires nouvelles en matière civile par parquet des TGI	108
Tableau III-67 : Conclusions et réquisitions prises en matière civile par parquet des TGI	109
Tableau III-68 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civile selon leur nature par parquet des TGI	111
Tableau III-69 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet des TGI.....	111
Tableau III-70 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	113
Tableau III-71 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la nature de l'infraction.....	113
Tableau III-72 : Jugements rendus par les pôles spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI	116
Tableau III-73 : Jugements rendus par pôle spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI	116
Tableau III-74 : Jugements rendus par le pôle anti-terrorisme selon la nature de l'infraction	116
Tableau III-75 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction	116
Tableau III-76 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des TGI	118
Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par TGI	118
Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par TGI	119
Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par TGI	120
Tableau III-80 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par TGI	120
Tableau III-81 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle pour crimes et délits contre les particuliers	121
Tableau III-82 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle pour crimes et délits contre les biens par TGI	121
Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI	122
Tableau III-84 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)	122
Tableau III-85 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)	122
Tableau III-86 : Jugements rendus par les pôles spécialisés selon la durée de la procédure	123
Tableau III-87 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI.....	123
Tableau III-88 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (suite).....	124
Tableau III-89 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI.....	124
Tableau III-90 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (suite).....	125
Tableau III-91 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI.....	125
Tableau III-92 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI selon la durée en 2024	126
Tableau III-93 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi.....	128
Tableau III-94 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger	128
Tableau III-95 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI	128
Tableau III-96 : Décisions rendues par les chambres des mineurs sur les mineurs en conflit avec la loi par TGI	129
Tableau III-97 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI	129
Tableau III-98 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI.....	130
Tableau III-99 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI	130
Tableau III-100 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par nature ...	131
Tableau III-101 : Durées de traitement des décisions rendues relativement aux mineurs en conflit avec la loi.....	131
Tableau III-102 : Jugements rendus par la chambre des mineurs selon la durée de la procédure par TGI.....	131
Tableau III-103 : Jugements rendus par la chambre des mineurs selon la durée de la procédure par TGI (suite)...	132
Tableau III-104 : Décisions rédigées par chambre des mineurs des TGI.....	132
Tableau III-105 : Durées de rédaction des décisions relatives aux mineurs en conflit avec la loi	133
Tableau III-106 : Durées de rédaction des décisions de la Chambre des mineurs par TGI	133
Tableau III-107 : Durées de rédaction des décisions de la Chambre des mineurs par TGI (suite)	134
Tableau III-108 : Affaires nouvelles en instruction par TGI.....	136

Tableau III-109 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance.....	138
Tableau III-110 : Affaires dont l'instruction est clôturée par TGI.....	138
Tableau III-111 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2024 par TGI et selon la nature de l'ordonnance	139
Tableau III-112 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu et ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par TGI	139
Tableau III-113 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation et autres ordonnances par tribunal de grande instance	140
Tableau III-114 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	142
Tableau III-115 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par TGI	144
Tableau III-116 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire	144
Tableau III-117 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par TGI.....	145
Tableau III-118 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par TGI dont la durée de détention provisoire est de 6 mois à moins de 1 an	145
Tableau III-119 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est de 1 à moins de 2 ans par TGI	146
Tableau III-120 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est supérieure ou égale à 2 ans par TGI	146
Tableau III-121 : Affaires clôturées et en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée	147
Tableau III-122 : Affaires contre X en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée.....	147
Tableau III-123 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI	147
Tableau III-124 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI (suite)	148
Tableau III-125 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI.....	148
Tableau III-126 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI (suite)	149
Tableau III-127 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31/12 selon la durée de la procédure par TGI	149
Tableau III-128 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31/12 selon la durée de la procédure par TGI (suite) .	150
Tableau III-129 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance	152
Tableau III-130 : Bulletins N°3 de casier judiciaire (hors e-casier) délivrés par tribunal de grande instance	152
Tableau III-131 : Certificats de nationalité (hors e-certificat) délivrés par tribunal de grande instance	154
Tableau III-132 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	154
Tableau III-133 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	156
Tableau III-134 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.	156
Tableau III-135 : Cessions volontaires de salaires par tribunal de grande instance	157
Tableau III-136 : Certificats de non faillite par tribunal de grande instance	157
Tableau III-137 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce	159
Tableau III-138 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type.....	159
Tableau III-139 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)	159
Tableau III-140 : Référé des tribunaux de commerce.....	159
Tableau III-141 : Ensemble des décisions de référés rendues par type.....	161
Tableau III-142 : Répartition des décisions de référés rendues par nature	161
Tableau III-143 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce	161
Tableau III-144 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type	161
Tableau III-145 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	161
Tableau III-146 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	161
Tableau III-147 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce	161
Tableau III-148 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes par tribunaux de commerce	162
Tableau III-149 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par les TC (hors JADD, ordonnances)	162
Tableau III-150 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par TC (hors JADD, ordonnances)	162
Tableau III-151 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors JADD et ordonnances).....	163
Tableau III-152 : Temps mis pour la rédaction des jugements rendus par les TC (hors référés et ordonnances)	163
Tableau III-153 : Temps mis pour la rédaction des jugements rendus par TC (hors référés et ordonnances)	163
Tableau III-154 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	165
Tableau III-155 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	165
Tableau III-156 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail.....	165
Tableau III-157 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail	165
.....	166
Tableau III-158 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés et JADD, hors radiations)	167
Tableau III-159 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail	167

Tableau III-160 : Décisions rédigées par tribunal du travail.....	167
Tableau III-161 : Décisions rendues par les tribunaux du travail selon la durée de la procédure (hors référés).....	167
Tableau III-162 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal du travail.....	168
Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes.....	171
Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes.....	171
Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes.....	171
Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat.....	174
Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés).....	176
Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référés).....	176
Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2024 (hors référés) ..	176
Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure (y compris référés, hors avis)	176
Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	177
Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	177
Tableau IV-11 : Affaires nouvelles du siège de la Cour administrative d'appel selon le type de contentieux (hors référés)	179
Tableau IV-12 : Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés)	179
Tableau IV-13 : Décisions rendues selon leur nature en appel (hors référés)	179
Tableau IV-14 : Nombre total (Saisine directe et appel) de décisions rendues par matière (hors (référés et ADD) .	179
Tableau IV-15 : Activités du premier président (Référés) sans JADD.....	179
Tableau IV-16 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs.....	181
Tableau IV-17 : Nombre de décisions rendues par tribunal administratif selon la durée de traitement en 2024	182
Tableau IV-18 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif (y compris les référés)	183
Tableau IV-19 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif	183
Tableau IV-20 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif (y compris JADD et référés).....	184
Tableau IV-21 : Décisions d'acceptation, d'acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif	184
Tableau IV-22 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif.....	185
Tableau IV-23 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif.....	185
Tableau IV-24 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif.....	186
Tableau IV-25 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	186
Tableau IV-26 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement	187
Tableau IV-27 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement	187
Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre	190
Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	190
Tableau V.3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre	190
Tableau V.4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	191
Tableau V.5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	191
Tableau V.6 : Evolution des effectifs	192
Tableau V.7 : Mouvements, évènements, Incidents.....	192
Tableau V.8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année	192
Tableau V.9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	193
Tableau V.10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	193
Tableau V.11 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire	194
Tableau V.12 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire	194
Tableau V.13 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	195
Tableau V.14 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	195
Tableau V.15 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive.....	197
Tableau V.16 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	199
Tableau V.17 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	199
Tableau V.18 : Prévenus de 18 ans et plus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	200
Tableau V.19 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par EP	200
Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par EP	201
Tableau V.21 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par EP	201
Tableau V.22 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP	202
Tableau V.23 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par EP	202
Tableau V.24 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par EP	203
Tableau V.25 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des EP au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.....	205

Tableau V.26 : Ensemble des mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire	207
Tableau V.27 : Ensemble des femmes mises en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	207
Tableau V.28 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire	208
Tableau V.29 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	208
Tableau V.30 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par EP.....	209
Tableau V.31 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP.....	209
Tableau V.32 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP	210
Tableau V.33 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP	210
Tableau V.34 : Mis en examen dont la durée de détention provisoire est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par EP	211
Tableau V.35 : Effectifs des condamnés dans les EP au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée	213
Tableau V.36 : Condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire	215
Tableau V.37 : Condamnées femmes, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	215
Tableau V.38 : Mineurs condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire	216
Tableau V.39 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par EP.....	216
Tableau V.40 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par EP	217
Tableau V.41 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP	217
Tableau V.42 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP	218
Tableau V.43 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP ..	218
Tableau V.44 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP	219
Tableau V.45 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP.....	219
Tableau V.46 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions au 31 décembre par EP	220
Tableau V.47 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP ...	220
Tableau V.48 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et en danger clôturées et durées moyennes selon le sexe	221
Tableau V.49 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours	221
Tableau V.50 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes (en jours) par service social	221
Tableau V.51 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes (en jours) selon l'infraction.....	222
Tableau V.52 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social	223
Tableau V.53 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon l'infraction	223
Tableau VI-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale au 31 décembre	225
Tableau VI-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi	225
Tableau VI-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil	226
Tableau VI-4 : Effectif des mineurs par sexe et selon l'année d'entrée.....	228
Tableau VI-5 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe.....	228
Tableau VI-6 : Effectif des mineurs par juridiction de provenance	228
Tableau VI-7 : Effectif des mineurs par âge	229
Tableau VI-8 : Effectif des mineurs par niveau d'instruction.....	229
Tableau VI-9 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 et la durée moyenne prévue (en jours) selon le niveau d'instruction.....	229
Tableau VI-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue (en jours) et la durée moyenne effective (en jours)	229